



Entreprises européennes

Faits et chiffres

Partie 3:

Industries d'équipement

Données 1991-2001



COMMISSION
EUROPÉENNE



THÈME 4
Industrie,
commerce
et services

Europe Direct est un service destiné à vous aider à trouver des réponses aux questions que vous vous posez sur l'Union européenne.

**Un nouveau numéro unique gratuit:
00 800 6 7 8 9 10 11**

De nombreuses autres informations sur l'Union européenne sont disponibles sur l'internet via le serveur Europa (<http://europa.eu.int>).

Luxembourg: Office des publications officielles des Communautés européennes, 2003

ISBN 92-894-5741-4

© Communautés européennes, 2003

Entreprises européennes - faits et chiffres

La gestion et la responsabilité du projet ont été confiées à l'unité D2 d'Eurostat, en charge des statistiques structurelles sur les entreprises. Les avis formulés n'engagent que leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement l'opinion de la Commission européenne.

Coordinateur:

Jean Lienhardt
Eurostat D2
Office Statistique des
Communautés européennes ,
Bâtiment Joseph Bech
Rue Alphonse Weicker, 5
L-2721 Luxembourg
jean.lienhardt@cec.eu.int

Production:

traitement des données,
analyse statistique et
économique, conception et
mise en page
Informa sàrl
Giovanni Albertone,
Simon Allen, Annekatrin Fink,
Séverine Gautron,
Andrew Redpath,
Markus Voget,
Daniel Waterschoot
informa@informa.lu

Traduction:
service de traduction de la
Commission européenne,
Luxembourg

Toute demande de données doit être adressée à un des Data Shops d'Eurostat dont la liste figure à la fin de l'ouvrage. Cette liste est mise à jour sur Internet, à l'adresse suivante:
<http://europa.eu.int/comm/eurostat/>

De nombreuses informations supplémentaires sur l'Union européenne sont disponibles sur Internet. Vous pouvez y accéder via le serveur Europa à l'adresse:<http://europa.eu.int>

GUIDE DE LECTURE

Contenu de la publication	vii
Guide d'interprétation des statistiques	viii
Sources de données officielles	ix
Glossaire des termes	xvi
Abréviations	xviii

APERÇU DE L'ACTIVITÉ DES ENTREPRISES DE L'UE

Introduction	1
Actifs incorporels et mondialisation	4
Statistiques structurelles sur les entreprises	9
Statistiques du commerce extérieur	10
Pays candidats	14
Annexes statistiques	17

ANALYSE SECTORIELLE

1. Énergie	27
1.1 Pétrole brut et gaz naturel	31
1.2 Production et distribution d'électricité	35
1.3 Autres activités énergétiques	37
2. Extraction de produits non énergétiques	
3. Produits alimentaires, boissons et tabac	
3.1 Industrie des viandes	54
3.2 Industrie du poisson	65
3.3 Industrie laitière	67
3.4 Industries alimentaires diverses	69
3.5 Industrie des boissons	73
3.6 Industrie du tabac	75
4. Industrie textile, de l'habillement, du cuir et de la chaussure	
4.1 Textiles	80
4.2 Habillement, y compris les articles à mailles	83
4.3 Industrie du cuir et de la chaussure	91
5. Bois et papier	
5.1 Bois et articles en bois	97
5.2 Pâte à papier, papier et carton	100
6. Produits chimiques, caoutchouc et matières plastiques	
6.1 Produits chimiques industriels de base	101
6.2 Produits agrochimiques	107
6.3 Peintures, vernis et encres d'imprimerie	112
6.4 Industrie pharmaceutique	115
6.5 Savons, détergents et produits de toilette	117
6.6 Autres produits chimiques	122
6.7 Fibres artificielles ou synthétiques	127
6.8 Caoutchouc	129
6.9 Matières plastiques	132

7. Produits minéraux non métalliques	
7.1 Verre	146
7.2 Produits en céramique et en terre cuite	148
7.3 Ciment, béton, pierre et autres produits minéraux non métalliques	155
8. Métallurgie	
8.1 Production et première transformation de métaux ferreux	159
8.2 Métaux non ferreux	161
8.3 Fonderie	163
9. Travail des métaux	
9.1 Éléments en métal pour la construction	167
9.2 Chaudières, conteneurs en métal et chaudronnerie	173
9.3 Divers produits du travail des métaux	175
10. Machines et équipements	181
10.1 Équipements mécaniques	186
10.2 Machines industrielles	188
10.3 Machines et tracteurs agricoles	191
10.4 Appareils domestiques	193
11. Équipements électriques et matériel optique	197
11.1 Fabrication d'instruments	203
11.2 Machines et appareils électriques	206
11.3 Composants électroniques	208
11.4 Matériel informatique et machines de bureau	211
11.5 Matériel de télécommunications	214
11.6 Électronique grand public	217
12. Matériel de transport	223
12.1 Véhicules automobiles	228
12.2 Équipements automobiles	230
12.3 Matériel aérospatial	232
12.4 Autres matériels de transport	234
13. Fabrication de meubles, autres industries manufacturières et récupération	240
13.1 Meubles	246
13.2 Instruments de musique, articles de sport, jeux et jouets, bijouterie	250
13.3 Récupération et traitement des déchets	253
14. Approvisionnement en eau et assainissement	257
15. Construction et activités immobilières	262
15.1 Préparation des sites et travaux de construction générale	262
15.2 Travaux d'installation et de finition	264
15.3 Activités immobilières	266
16. Commerce automobile	271
16.1 Commerce et réparation de véhicules automobiles	273
16.2 Commerce de détail de carburants	276
17. Commerce de gros	281
17.1 Intermédiaires du commerce de gros	284
17.2 Commerce de gros de produits agricoles bruts	286
17.3 Commerce de gros de biens de consommation	288
17.4 Commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles	290
17.5 Commerce de gros d'équipements industriels	292
17.6 Autres commerces de gros	293

18. Commerce de détail	
18.1 Commerce de détail de produits alimentaires	302
18.2 Commerce de détail de produits non alimentaires en magasin non spécialisé	304
18.3 Commerce de détail de produits pharmaceutiques et médicaux	306
18.4 Commerce de détail d'habillement et de chaussures	307
18.5 Commerce de détail d'articles domestiques	309
18.6 Autres commerces de détail en magasin spécialisé, y compris de biens d'occasion	310
18.7 Commerce de détail hors magasin	313
18.8 Réparation d'articles personnels et domestiques	314
19. Tourisme	321
19.1 Agences de voyage	322
19.2 Services d'hébergement	331
19.3 Restaurants, cafés, cantines et traiteurs	333
19.4 Parcs de loisirs	337
20. Services de transport	337
20.1 Transports ferroviaires	338
20.2 Transports routiers	346
20.3 Transports par eau	350
20.4 Transports aériens	355
20.5 Services auxiliaires des transports	361
21. Activités financières	361
21.1 Intermediation financière	362
21.2 Assurance et caisse de retraite	366
21.3 Auxiliaires financiers et d'assurance	367
22. Services aux entreprises	375
22.1 Location et crédit-bail	378
22.2 Recherche et développement	381
22.3 Activités juridiques, comptables et de conseil de gestion	383
22.4 Activités d'architecture et d'ingénierie; activités de contrôle et analyses techniques	386
22.5 Publicité et marketing direct	389
22.6 Services de sélection de personnel et de travail temporaire	390
22.7 Services de sécurité	395
22.8 Activités de nettoyage	396
22.9 Services divers fournis principalement aux entreprises	397
23. Services d'information et de communication	405
23.1 Activités de poste et de courrier	408
23.2 Services de télécommunications	410
23.3 Logiciels et services informatiques	412
24. Médias	423
24.1 Activités cinématographiques et vidéo	425
24.2 Radio et télévision	428
24.3 Reproduction d'enregistrements vidéo	429
24.4 Édition et reproduction d'enregistrements sonores	430
24.5 Édition et imprimerie	431
24.6 Autres reproductions	432

Guide de lecture

CONTENU DE LA PUBLICATION

La publication « Entreprises européennes » vise à fournir une série d'informations harmonisées sur l'ensemble des activités industrielles et de service de l'UE. Ces données retracent les principales tendances au niveau de la production (en termes de valeur ajoutée), de l'emploi et du commerce extérieur. Les commentaires proposés portent essentiellement sur le niveau à trois chiffres de la nomenclature statistique des activités économiques dans la Communauté européenne (NACE Rév. 1) ⁽¹⁾.

Structure de la publication

La publication « Entreprises européennes » comporte trois grandes sections:

1. La première donne un aperçu général de la structure de l'activité des entreprises européennes et se penche plus particulièrement sur des tendances en termes de production, d'emploi et de commerce extérieur.
2. La deuxième propose une description sectorielle des activités industrielles ventilées en quinze chapitres contenant chacun un certain nombre de sous-chapitres basés, le plus souvent, sur le niveau à trois chiffres de la nomenclature NACE Rév. 1. Chaque chapitre s'achève par une annexe statistique présentant des statistiques structurelles sur les entreprises et des statistiques sur le commerce extérieur.
3. La troisième section présente une description sectorielle des activités de service ventilées en neuf chapitres distincts (comprenant également des sous-chapitres et une annexe statistique généralement basée sur les statistiques structurelles sur les entreprises ou, le cas échéant, sur une base de données fonctionnelle portant spécifiquement sur le domaine visé).

La succession des différents chapitres de la publication « Entreprises européennes » suit la nomenclature NACE puisque l'analyse des secteurs commence par l'énergie et les industries extractives pour s'achever par les services aux entreprises, la société de l'information et les médias. Chaque chapitre contient une introduction précisant la couverture sectorielle des données présentées.

La NACE est un système de classification hiérarchique constitué de sections (codes alphabétiques à 1 caractère), de sous-sections (codes alphabétiques à 2 caractères), de divisions (codes à 2 chiffres), de groupes (codes à 3 chiffres) et de classes (codes à 4 chiffres). La NACE établit un lien direct entre la classification européenne et la CITI Rév. 3, développée sous les auspices des Nations unies et agréée au plan international. Ces deux nomenclatures sont directement compatibles au niveau des codes à deux chiffres et les niveaux inférieurs de la CITI Rév.3 peuvent être calculés par agrégation des niveaux plus détaillés de la NACE.

L'établissement des données industrielles n'a pas connu le même développement historique que celles des autres secteurs de l'activité économique. Il est généralement plus simple d'établir des statistiques relatives à des activités et produits touchant des biens physiques que de collecter des informations concernant par exemple des services basés sur le savoir ou l'information. Etant donné également cette disparité en termes de disponibilité de données auprès des sources statistiques officielles, une forme différente de présentation utilisée pour une grande partie des chapitres sur l'industrie manufacturière (sauf le chapitre sur la distribution et le traitement de l'eau), présente des séries chronologiques longues (série pour les entreprises de 20 ou plus personnes occupées).

La disponibilité de données relatives aux secteurs des services s'est considérablement améliorée depuis quelques années et la plupart des États membres de l'Union européenne établissent désormais des statistiques annuelles. Il n'en reste pas moins que l'établissement de séries chronologiques robustes va demander plusieurs années encore et qu'un travail considérable reste à accomplir en matière de statistiques touchant au secteur des services.

La faible disponibilité de données pour l'énergie, les industries extractives, la construction et les services rend l'établissement d'un ensemble normalisé d'informations souvent difficile et des bases de données fonctionnelles internes à Eurostat ont alors été utilisées en complément des statistiques structurelles sur les entreprises. En outre, pour ces chapitres il est important de noter que les données structurelles sur les entreprises présentées dans ces mêmes chapitres tiennent compte de toutes les entreprises (c'est à dire occupant une ou plusieurs personnes), contrairement au seuil de 20 personnes occupées ou plus pour les chapitres de l'industrie manufacturière.

⁽¹⁾ Publiée par Eurostat, ISBN 92-826-8767-8, et disponible dans les points de vente habituels des publications de la Commission.

Différences par rapport à l'édition de 2002

La présente édition de la publication « Entreprises européennes » s'appuie davantage que la précédente sur des sources d'information officielles, le système statistique européen ne cessant de s'améliorer. Dans l'édition de 2003, cette évolution se ressent surtout dans les secteurs des services pour lesquels une rapide amélioration de la disponibilité des données a permis de calculer, pour la première fois, plusieurs agrégats communautaires.

En conséquence, le chapitre sur le commerce a pu être détaillé, chacune de ses trois activités - commerce et réparation automobile, commerce de gros et commerce de détail - constituant désormais un chapitre à part entière. Le chapitre sur la société de l'information a également été divisé pour traiter séparément la « société de l'information » et les « médias ».

Dans les activités industrielles, quelques changements ont aussi été introduits comme l'inclusion d'un chapitre distinct sur l'approvisionnement en eau et le traitement des eaux usées et d'un sous-chapitre sur le recyclage et le traitement des déchets, traduisant ici encore des progrès de disponibilité des données dans des domaines qui, traditionnellement, étaient moins bien couverts par les statistiques d'entreprise.

En outre, les définitions des activités ont été ajustées dans plusieurs chapitres dans le but d'améliorer la couverture des données, tant au niveau des chapitres que des sous-chapitres. Par conséquent, le lecteur devra interpréter prudemment toute comparaison de données entre les différentes éditions de la publication.

L'inclusion de données concernant les pays candidats représente un autre progrès de la présente édition. Pour l'instant, ces nouvelles données figurent dans le chapitre de description générale (avec un bref commentaire) et dans l'annexe statistique de chaque chapitre sur l'industrie ou les services. L'évolution du processus d'adhésion des divers pays candidats devrait permettre à terme d'intégrer pleinement leurs statistiques dans la publication.

GUIDE D'INTERPRETATION DES STATISTIQUES

La présente publication fait appel à deux sources principales de données: les sources officielles (en d'autres termes, les données normalement recueillies par les instituts nationaux de statistique des différents États membres et harmonisées par Eurostat) et les sources non officielles telles que les associations professionnelles (organisations représentant les fabricants et les prestataires de services) et autres organismes non officiels. Les données en provenance de ces sources non officielles sont aisément repérables dans la mesure où elles sont toujours présentées dans des encadrements sur fond grisé.

Cadre temporel

Les données figurant dans notre publication ont été extraites de diverses bases de données d'Eurostat les deux premières semaines de novembre 2002. Des données plus récentes peuvent probablement être obtenues sur le CD-ROM ou auprès du réseau des Data Shops d'Eurostat et en faisant la demande d'une extraction personnalisée de NewCronos. Le texte qui les accompagne a été rédigé au cours du quatrième trimestre 2002 et du premier trimestre 2003.

Si possible, les séries chronologiques relatives aux activités industrielles de l'Union européenne couvrent la période 1991-2001. Les données relatives aux États membres individuels sont généralement disponibles jusqu'en 1999 ou 2000 selon le pays et l'activité considérés. Les totaux communautaires résultent d'une estimation pour 2000 et/ou 2001 lorsque les données étaient suffisantes pour le permettre. Les données pour les services sont présentées en général sous la forme d'un instantané pour la dernière année disponible.

Taux de change

Toutes les données sont exprimées en écus/euros, les monnaies nationales étant converties au taux de change moyen de l'année considérée. Les onze États membres qui ont adhéré à l'Union économique et monétaire (UEM) au 1er janvier 1999 constituent désormais la zone euro. Les données antérieures à cette date devraient, techniquement parlant, être libellées en écus, les données postérieures, en euros. Cependant, le taux de conversion étant de 1 ECU = 1 EUR, il est possible, dans la pratique, d'utiliser indifféremment l'un ou l'autre terme et la présente publication indique toutes les séries monétaires en euros. La Grèce a adhéré à la zone euro au 1er janvier 2001.

Si la conversion en une monnaie commune des données exprimées initialement en devises nationales facilite incontestablement la comparaison, le lecteur doit toutefois tenir compte, lorsqu'il analyse l'évolution d'une série libellée en euros (au niveau d'un pays particulier surtout) de l'influence exercée par les fortes fluctuations des marchés monétaires. Pour connaître les taux de changes utilisés, référez vous au tableau SA.1 dans l'annexe statistique du chapitre de vue d'ensemble.

Couverture géographique

Les totaux de l'UE couvrent l'ensemble des quinze États membres. Une note de bas de page est ajoutée lorsqu'un total partiel est tiré d'une série incomplète d'informations nationales.

Les chiffres cités pour l'Allemagne concernent, sauf indication contraire, le territoire national après unification.

Non disponibilité

Le signe « : » signifie que les données ne sont pas disponibles, soit parce qu'elles n'ont pas été communiquées à Eurostat soit parce qu'elles sont confidentielles. En ce qui concerne les chiffres (graphiques), les informations manquantes sont signalées comme non disponibles en bas de page.

SOURCES DE DONNEES OFFICIELLES

SBS

La majeure partie des informations contenues dans Entreprises européennes provient de la base de données des statistiques structurelles sur les entreprises (SBS), collectées dans le cadre juridique instauré par le Règlement ⁽²⁾ y afférent. Les statistiques structurelles sur les entreprises pour les Pays candidats sont collectées de façon comparable, bien que les données soient actuellement fournies à Eurostat sur une base d'accord spécifiques plutôt qu'une base légale.

Trois collections principales de données SBS ont été utilisées dans cette publication.

La première couvre des séries chronologiques ⁽³⁾ longues concernant les entreprises de vingt personnes occupées ou plus (généralement disponibles à partir de 1985). Exclusivement utilisées dans cette publication pour les activités manufacturières. Tous les États membres ne transmettent pas les données prenant l'entreprise comme unité statistique de base ou respectant le critère de taille. Les principales divergences en la matière sont indiquées dans le tableau ci-après.

⁽²⁾ Règlement (CE, EURATOM) N° 58/97 du Conseil du 20 décembre 1996 concernant les statistiques structurelles sur les entreprises.

⁽³⁾ Accès public via le réseau des Data Shops Eurostat: NewCronos, thème 4, domaine SBS, collection Enterpr, tableau ent_L_ms.

Tableau 1

Pays	Année	Population couverte
Belgique	1985-1994	Entreprises ayant 20 salariés ou plus
	1995-2000	Entreprises occupant 1 personne ou plus
Grèce	1985-2000	Unités d'activité économique locales occupant 20 personnes ou plus
Espagne	1985-1998	Entreprises ayant 1 salarié ou plus
	1999-2000	Entreprises occupant 1 personne ou plus
France	1985-1995	Entreprises ayant 20 salariés ou plus; section D de la NACE à l'exclusion des divisions 16 et 37; sous-section DA à l'exclusion de la division 16; sous-section DN à l'exclusion de la division 37
Irlande	1985-2000	Entreprises occupant 3 personnes ou plus pour les sections C à E de la NACE
	1995	Sous-section DN de la NACE à l'inclusion de la sous-section DF
Luxembourg	1985-1994	Unités d'activité économique locales occupant 20 personnes ou plus
	1995-1998	Unités d'activité économique locales occupant 1 personne ou plus
	1985-1995	Groupe 15.9 de la NACE à l'inclusion du groupe 16.0 également
Pays-Bas	1997	Nombre d'entreprises: les données pour cette variable sont arrondies au multiple de 5 près; un "0" signifie donc 2 entreprises ou moins
Autriche	1985-1994	Etablissement occupant 20 personnes ou plus pour les sections C et D de la NACE
Portugal	1985-2000	Entreprises occupant 1 personne ou plus
	1990-1995	Section D et sous-section DA de la NACE à l'exclusion de la division 37
Finlande	1986-1994	Etablissement occupants 5 personnes ou plus
	1995-2000	Entreprises occupant 1 personne ou plus
Royaume-Uni	1997	Groupe 10.3 de la NACE à l'inclusion du groupe 10.2 également; groupe 13.2 de la NACE à l'inclusion du groupe 13.1 également

La seconde collection couvre toutes les entreprises ⁽⁴⁾ et ces séries ont été utilisées pour les activités autres que les activités manufacturières. Les données démarrent le plus souvent en 1995, même si quelques États membres ont communiqué des séries chronologiques plus longues. D'autres États membres/Pays candidats n'ont transmis aucune donnée concernant cette population: certains d'entre eux, par exemple, ne peuvent fournir de données que pour des unités dont les effectifs sont supérieurs à un seuil déterminé. Le tableau ci-après présente les principaux écarts par rapport à la population type définie dans le Règlement relatif aux statistiques structurelles sur les entreprises (toutes les entreprises, quelque soit le nombre de personnes occupées).

⁽⁴⁾ Accès public aux données des États membres via le réseau des Data Shops Eurostat: NewCronos, thème 4, domaine SBS, collection Enterpr, tableau enter_ms et pour les Pays candidats: thème 4, domaine SBS, collection Enterpr, tableau enter_cc.

Tableau 2a

Pays	Unité statistique et couverture prise en compte à partir de 1995			
	Industrie (Sections C à E de la NACE)	Construction (Section F de la NACE)	Commerce (Section G de la NACE)	Services (Sections H à K de la NACE)
Danemark	Pas d'écart significatif	Classe 45.21 de la NACE à l'inclusion des données des classes 45.23 et 45.24 ; classe 45.31 de la NACE à l'inclusion des données de la classe 45.34	Pas d'écart significatif	
Allemagne	Pas d'écart significatif			A partir de 1998: les données ne sont pas comparables avec les années précédentes 1999: pour les sections I à K, le nombre d'entreprises et le chiffre d'affaires proviennent de source différente de celle des autres variables et les deux groupes de variables ne peuvent pas être comparées 1999: pour la valeur de la production et le chiffre d'affaires, la classe 60.21 de la NACE inclut la classe 60.23, classe 74.13 inclut la classe 74.14, classe 74.11 inclut les classes 74.12 et 74.15
Grèce	Pas d'écart significatif		Entreprises ayant un chiffre d'affaires de 15 million GRD ou plus	
Espagne	1995-1998: entreprises occupant une personne ou plus	Pas d'écart significatif	1995 à 1998: entreprises occupant une personne ou plus	
France	1995: section D de la NACE à l'exclusion des divisions 16 et 37; sous-section DA à l'exclusion de la division 16; sous-section DN à l'exclusion de la division 37	Pas d'écart significatif		Pour quelques activités de transport faisant partie du groupe 61.2 de la NACE, la couverture est uniquement pour les entreprises occupant 6 personnes ou plus
Irlande	Entreprises occupant 3 personnes ou plus 1995: sous-section DN de la NACE à l'inclusion de la sous-section DF	Pas d'écart significatif		
Italie	Chiffre d'affaires afférent à l'activité principale au niveau à 4 chiffres de la NACE: ces données sont fournies uniquement pour les entreprises ayant 200 salariés ou plus	Pas d'écart significatif		
Luxembourg	A partir de 1996: unités d'activité économique ayant une personne occupée ou plus		Pas d'écart significatif	1995-1998: classe 66.01 de la NACE à l'inclusion de la classe 66.02
Pays-Bas	Nombre d'entreprises: les données pour cette variable sont arrondies au multiple de 5 près; un 0 signifie donc 2 entreprises ou moins			
	Entreprises ayant 20 salariés ou plus pour la section E de la NACE; dépenses total de R&D en interne et le personnel pour la R&D se réfère aux entreprises ayant 20 salariés ou plus	Pas d'écart significatif		Enquêtes sur les holdings (classe 74.15 de la NACE): entreprises avec 5 salariés ou plus
Portugal	1995: sous-section DN et section D de la NACE à l'inclusion de la division 37	Pas d'écart significatif		

Tableau 2b

Unité statistique et couverture prise en compte à partir de 1995				
Royaume-Uni	1996: classe 14.12 de la NACE à l'inclusion de la classe 14.13; classe 15.94 à l'inclusion de la classe 15.95; classe 17.15 à l'inclusion de la classe 17.14; classe 17.16 à l'inclusion de la classe 17.17; classe 21.11 à l'inclusion de la classe 21.12 1997: groupe 10.3 de la NACE à l'inclusion du groupe 10.2; groupe 13.2 à l'inclusion du groupe 13.1; classe 14.12 à l'inclusion de la classe 14.13; classe 17.15 à l'inclusion de la classe 17.14; classe 17.16 à l'inclusion de la classe 17.17; classe 21.12 à l'inclusion de la classe 21.11 1998: groupe 10.3 de la NACE à l'inclusion du groupe 10.2; classe 14.12 à l'inclusion de la classe 14.13	Pas d'écart significatif	1998: classe 51.35 de la NACE à l'inclusion des classes 51.36 et 51.37	Pas d'écart significatif
République tchèque	Les erreurs d'échantillonnage à des niveaux à 3 chiffres sont significatifs (étant donné la faible couverture). Le niveau à 3 chiffres est uniquement une estimation basée sur l'échantillon, mais l'échantillon est différent d'une année sur l'autre. L'échantillon est représentatif uniquement pour les données aux niveaux à 2 chiffres de la NACE Rev. 1			
Estonie	1995: les données de la section D au niveau à 2 chiffres couvrent les entreprises ayant 20 salariés ou plus, à l'exclusion des données d'investissement qui couvrent les entreprises ayant 50 salariés ou plus. Les données au niveau de la section couvrent toutes les entreprises	Pas d'écart significatif		1995: division 71 de la NACE à l'inclusion de la division 72
Hongrie	Entreprises ayant 5 personnes occupées ou plus			
Lettonie	Pas d'écart significatif		Il est recommandé de ne pas utiliser des données pour un niveau à 4 chiffres étant donné que le plan d'échantillonnage pour l'enquête a été établi uniquement à un niveau à 3 chiffres	Pas d'écart significatif
République slovaque	Couvre les entreprises ayant 20 personnes occupées ou plus ainsi que celles ayant moins de 20 personnes occupées qui ont été considérées comme statistiquement importante			

La troisième collection de données SBS couvre les informations ventilées par classes de taille d'emploi, toutes les classes de taille étant incluses dans ces séries. Tous les États membres n'ont cependant pas transmis à Eurostat de données relatives à cette unité ou population statistique: certains d'entre eux, par exemple, ne peuvent fournir de données que pour des unités dont les effectifs sont supérieurs à un seuil déterminé. Le tableau ci-dessous présente les principaux écarts par rapport à l'unité statistique type et la couverture.

Les données reprises dans « Entreprises européennes - faits et chiffres » sont généralement disponibles au niveau à 3 chiffres de la NACE. Des informations plus détaillées figurent pour la majorité dans les tableaux Enter SBS qui couvrent les codes d'activité à 4 chiffres de la NACE.

Tableau 3

Pays	Unité statistique et couverture prise en compte à partir de 1995			
	Industrie (Sections C à E de la NACE)	Construction (Section F de la NACE)	Commerce (Section G de la NACE)	Services (Sections H à K de la NACE)
Allemagne	A partir de 1995: entreprises occupant 20 personnes ou plus		Pas d'écart significatif	
Espagne	A partir de 1995: entreprises ayant 1 salarié ou plus	Pas d'écart significatif		
France	A partir de 1995: entreprises occupant 20 personnes ou plus		Pas d'écart significatif	
Irlande	A partir de 1995: entreprises occupant 3 personnes ou plus	A partir de 1995: entreprises ayant 20 salariés ou plus	Pas d'écart significatif	1997: groupe 60.1 de la NACE à l'inclusion des données des classes 60.21, 60.22 et 60.23; groupe 74.6 de la NACE à l'inclusion des données des groupes 74.7
Pays-Bas	A partir de 1999: les classes de tailles pour l'emploi sont définies en terme de salariés; la classe de taille 1-9 a été approximée par la classe de taille 0-9 salariés; la classe de taille 500-999 inclut la classe de taille 1000+		A partir de 1999: les classes de tailles pour l'emploi sont définies en terme de salariés; la classe de taille 1 a été approximée avec la classe de taille 0 salarié; la classe de taille 2-4 a été approximée avec la classe de taille 1-4 salariés; la classe de taille 500-999 inclut la classe de taille 1000+	A partir de 1999: les classes de tailles pour l'emploi sont définies en terme de salariés; la classe de taille 1-4 a été approximée avec la classe de taille 0-4 salarié; la classe de taille 1-9 a été approximée avec la classe de taille 0-9 salariés; la classe de taille 500-999 inclut la classe de taille 1000+
Portugal	A partir de 1996: les classes de tailles pour l'emploi sont définies en terme de salariés; la classe de taille 1-9 a été approximée avec la classe de taille 0-9 salariés	A partir de 1996: les classes de tailles pour l'emploi sont définies en terme de salariés		
Suède	1996: les classes de tailles pour l'emploi sont définies en terme de salariés; la classe de taille 1-9 a été approximée avec la classe de taille 0-9 salariés	Pas d'écart significatif		
Royaume-Uni	1995: entreprises ayant 20 personnes occupées ou plus 1997: groupe 10.3 de la NACE à l'inclusion des données du groupe 10.2; groupe 13.2 à l'inclusion des données du groupe 13.1	1995: entreprises ayant 20 personnes occupées ou plus	Pas d'écart significatif	
Estonie	1995: les données de la section D au niveau à 2 chiffres couvrent les entreprises ayant 20 salariés ou plus, à l'exclusion des données d'investissement qui couvrent les entreprises ayant 50 salariés ou plus. Les données au niveau de la section couvrent toutes les entreprises 1995-1999: les classes de tailles pour l'emploi sont définies en terme de salariés 1995-1998: les données pour les classes de taille 500-999 incluent la classe de taille 1000+ 1996-1999: la classe de taille "total" n'est pas égale à la somme des classes de taille publiées étant donné qu'elle inclut aussi la classe de taille "0 salarié"	1995-1999: les classes de tailles pour l'emploi sont définies en terme de salariés 1995-1998: les données pour les classes de taille 500-999 incluent la classe de taille 1000+ 1996-1999: les données pour la classe de taille 1-9 salariés incluent la classe de taille 0 salariés	1995-1999: les classes de tailles pour l'emploi sont définies en terme de salariés 1995-1998: les données pour les classes de taille 500-999 incluent la classe de taille 1000+ 1996-1999: les classes de taille 0 et 1-9 salariés sont fournies plutôt que les classes de taille 1, 2-4 et 5-9 salariés; les données pour la classe de taille 0 sont publiées à l'intérieur de la classe de taille 1 et les données pour la classe de taille 1-9 sont publiées à l'intérieur de la classe de taille 5-9	1995-1999: les classes de tailles pour l'emploi sont définies en terme de salariés 1995-1998: les données pour les classes de taille 500-999 incluent la classe de taille 1000+ 1996-1999: les classes de taille 0 et 1-9 salariés sont fournies plutôt que les classes de taille 1-4 et 5-9 salariés; les données pour la classe de taille 0 sont publiées à l'intérieur de la classe de taille 1-4 et les données pour la classe de taille 1-9 sont publiées à l'intérieur de la classe de taille 5-9 1995: division 71 de la NACE à l'inclusion de la division 72
Hongrie	1998: entreprises ayant 5 personnes occupées ou plus; les données pour la classe de taille 1-9 personnes occupées ne sont pas disponibles; les données pour la classe de taille 5-9 personnes occupées ont été fournies Les données pour le total des classes de taille font référence aux entreprises ayant 5 personnes occupées ou plus		1998: entreprises ayant 5 personnes occupées ou plus; les données pour le total des classes de taille font référence aux entreprises ayant 5 personnes occupées ou plus	
Slovénie	1995-1998: les classes de tailles pour l'emploi sont définies en terme de salariés			
République slovaque	1995-1998: les classes de tailles pour l'emploi sont définies en terme de salariés; les données pour le total des classes de taille font référence aux entreprises ayant 20 salariés ou plus			

Les définitions des variables sont harmonisées de sorte que les chiffres sont dans une large mesure comparables d'une activité et d'un pays à l'autre. Il y a toutefois quelques divergences nationales connues quant aux définitions harmonisées. Jusqu'à l'année de référence 1994 incluse, les États membres transmettaient leurs données à Eurostat conformément à une base juridique antérieure en ce qui concernait l'industrie et sur base volontaire en ce qui

concernait les services. Eurostat et les États membres ont, dans la mesure du possible, travaillé afin de convertir ces données pour les harmoniser avec les définitions des variables stipulées dans le Règlement relatif aux statistiques structurelles sur les entreprises. Les résultats de cette conversion n'offrent cependant pas le même niveau de qualité que les données collectées à partir de l'année de référence 1995. Dans le cas de la France, cette

conversion est appliquée jusqu'à l'année de référence 1995 incluse; dans le cas de la Grèce, jusqu'à l'année de référence 1996 incluse. Le tableau ci-après fait apparaître les principales divergences connues par rapport aux définitions des variables types pour ce qui concerne les données des États membres et des Pays candidats.

Tableau 4

SBS enter, séries chronologiques longues: entreprises occupant 20 personnes ou plus			
Pays	Année	Variable	Divergence
Belgique	1995-1998	Valeur de la production	Ne sont pas déduits les achats de biens et de services destinés à la revente, le résultat est une surestimation des valeurs
Danemark	1990-1998	Valeur ajoutée au coût des facteurs Excédent brut d'exploitation	Valeur ajoutée aux prix de base Valeur ajoutée aux prix de base - dépenses de personnel
Espagne	1985-1999	Gross investment in tangible goods	Investissements bruts en terrains, en machines et en équipements
Irlande	1991-1994 (et éventuellement les années plus récentes)	Valeur ajoutée au coût des facteurs	La valeur ajoutée est calculée aux prix du marché, déduction faite de la TVA; pour les secteurs où les autres impôts indirects jouent un rôle important, par exemple lorsqu'il y a des taxes sur les produits pétroliers, la valeur ajoutée pour l'Irlande est disproportionnée, plus élevée; cette définition non-harmonisée de la valeur ajoutée affecte le total pour l'industrie manufacturière (par l'agrégation de la NACE) pour l'Irlande, pour l'UE (par l'agrégation des pays) et des ratios, notamment les mesure de la productivité de la main d'oeuvre
		Excédent brut d'exploitation	Valeur ajoutée aux prix du marché, déduction faite de la TVA - dépenses de personnel
Italie	1992-1995	Nombre de personnes occupées	Nombre de salariés
Finlande	1986-1995	Valeur ajoutée au coût des facteurs	Valeur ajoutée aux prix du marché
		Excédent brut d'exploitation	Valeur ajoutée aux prix du marché - dépenses de personnel
SBS enter: entreprises occupant une personne ou plus			
Pays	Année	Variable	Divergence
Belgique	1995-1998	Valeur de la production	Ne sont pas déduits les achats de biens et de services destinés à la revente, le résultat est une surestimation des valeurs
Allemagne	1999	Sections I à K: valeur ajoutée au coût des facteurs	N'inclut pas les subventions
Espagne	1995-1998	Investissement brut en actifs corporels	Investissements bruts en terrains, en machines et en équipements
Irlande	1998-2000	Sections H, I et K: dépenses de personnel	Salaires et traitements
Finlande	1995	Valeur ajoutée au coût des facteurs	Valeur ajoutée aux prix du marché
		Excédent brut d'exploitation	Valeur ajoutée aux prix du marché - dépenses de personnel
Suède	1995-1996	Nombre de personnes occupées: le nombre de personnes occupées et le nombre de salariés sont très proches étant donné que les indépendants ne sont pas compris, et pour les entreprises ayant moins de 10 salariés, le nombre de salariés est collecté en unités équivalentes de temps plein	
Royaume-Uni	1996-1999 1997	Investissements bruts en bâtiments et autres structures existantes	Inclut les investissements bruts en terrains
		Chiffre d'affaires afférent aux activités d'achat et de revente ainsi qu'aux activités d'intermédiation	Chiffre d'affaires afférent aux activités d'achat et de revente
Norvège	1996-1997	Pour les sections C et D de la NACE, les définitions des variables 15 13 0 et 15 14 0 (concernant l'investissement) ne sont pas harmonisées, cependant leur somme est en conformité avec les définitions harmonisées	
Bulgarie	1996-1998	Variation du stock	Concerne uniquement les variations de stock de biens et exclue donc les variations de stock de services
		Investissements bruts en bâtiments et autres structures existantes	Inclut les investissements bruts en construction et transformation de bâtiments
	1999	Valeur ajoutée et valeur de la production	N'inclut pas les taxes et les impôts sur les services facturés par l'unité
Chypre	1995-1998	Variation de stock de produits finis et en cours de production fabriqués par l'unité elle-même	Inclut la variation du stock de biens et de services
		Nombre d'entreprises	Nombre moyen d'entreprises calculé sur la base de la durée de l'activité de l'unité sur l'année; ceci signifie qu'une entreprise active seulement pendant une partie de l'année n'est pas compté comme 1 mais comme un pourcentage (3 mois=0,25 entreprises)
République tchèque	1995-1998	Dépenses de personnel et charges sociales	Définitions non harmonisées
Hongrie	1998	Nombre de salariés	Estimé comme une part fixe (99.5%) du nombre de personnes occupées
Slovénie	1995-1998	Valeur ajoutée et salaires et traitements	Définitions non-harmonisées
SBS enter, données de classes de taille			
Pays	Année	Variable	Divergence
Danemark	1995-1996	Sections C à G: nombre de salariés	Salariés en équivalent temps-plein
Suède	1996	Sections C à E: le nombre de personnes occupées et le nombre de salariés sont très proches étant donné que les indépendants ne sont pas compris, et pour les entreprises ayant moins de 10 salariés, le nombre de salariés est collecté en unités équivalentes de temps plein Sections H à K: le nombre de personnes occupées montre en fait le nombre d'employés	
République tchèque	1995-1998	Nombre d'entreprises	Nombre moyen d'entreprises calculé sur la base de la durée de l'activité de l'unité sur l'année; ceci signifie qu'une entreprise active seulement pendant une partie de l'année n'est pas compté comme 1 mais comme un pourcentage (3 mois=0,25 entreprises)
		Sections C à F: salaires et traitements	Définitions non-harmonisées
Hongrie	1998	Sections C à F: nombre de salariés	Estimé comme une part fixe (99.5%) du nombre de personnes occupées
Slovénie	1995-1998	Valeur ajoutée	Définitions non-harmonisées
République slovaque	1995-1998	Sections G à K: nombre de personnes occupées	Nombre de salariés

Estimations

Les données EU-15 pour 2000 et 2001 sont des estimations basées sur les données des États membres individuels ainsi que sur des indicateurs à court terme relatifs notamment à la production, à l'indice des prix à la production et à l'emploi. Les estimations par pays n'étant pas publiées, les informations par État membre ne sont en général disponibles que jusqu'en 1999 ou 2000 selon l'État membre considéré. La plupart des estimations ont été faites pour les séries des industries manufacturières portant sur 20 personnes occupées ou plus. Il faut noter que ces séries chronologiques pour les activités industrielles manufacturières tendent-elles à sous-estimer les valeurs absolues - ce qui peut s'avérer particulièrement important dans les secteurs où les petites entreprises (moins de 20 personnes occupées) jouent un rôle déterminant (industrie textile et habillement, par exemple).

PRODCOM

La base légale des données est le règlement (CEE) n° 3924/91 du Conseil relatif à la création d'une enquête communautaire sur la production industrielle (règlement PRODCOM).

Le règlement prévoit que la production soit recensée selon la liste des produits PRODCOM. Cette liste est basée sur la nomenclature combinée (NC), la classification communautaire du commerce extérieur. La liste ne couvre cependant pas l'ensemble des produits. Elle est composée de « divisions » qui correspondent aux divisions (niveau à 2 chiffres) de la NACE Rév. 1. Chaque code PRODCOM comporte huit chiffres, dont les six premiers sont le code CPA (classification statistique des produits associée aux activités). Les deux derniers chiffres font normalement référence à la nomenclature combinée (NC) bien qu'il existe des exceptions à cette règle.

L'enquête porte, en principe, sur la quantité et la valeur de la production pour chaque produit énuméré dans la liste PRODCOM. L'enquête porte sur différentes notions de production, à savoir: a) la production commercialisée pendant la période couverte par l'enquête; b) la production réalisée (production totale) pendant la période couverte par l'enquête, y compris la production qui se trouve intégrée dans la fabrication d'autres produits. Celle-ci couvre normalement les produits fabriqués par l'entreprise qui sont transformés en un autre produit, ou sont assemblés à un autre produit au sein même de l'unité déclarante, dans un autre établissement appartenant à celle-ci ou en sous-traitance par une autre entreprise; c) la production réalisée pendant la période couverte par l'enquête en vue d'une commercialisation.

La valeur de la production commercialisée ou destinée à la commercialisation est à calculer sur la base du prix de vente au départ de l'usine, obtenu ou susceptible d'être obtenu au cours de la période couverte par l'enquête. Ne sont cependant pas compris: la taxe sur le chiffre d'affaires et la taxe de consommation facturées; les frais de transport facturés séparément; les remises accordées au client.

En principe, les unités de mesure pour le recensement quantitatif de la production correspondent aux unités de mesure particulières de la NC. Exceptionnellement, une unité de mesure différente et/ou complémentaire est recensée. Les unités de mesure afférentes aux diverses rubriques PRODCOM sont indiquées dans la base de données.

En principe, le domaine de la statistique PRODCOM couvre toutes les entreprises ou toutes les unités locales fabriquant les produits visés par la liste PRODCOM. Conformément aux règles de représentativité prévues par le règlement, toutes les entreprises des sections C, D et E de la NACE Rév. 1 occupant au moins vingt personnes doivent être incluses. De plus, au moins 90% de la production par classe de la NACE Rév. 1 (niveau à quatre chiffres) doivent également être couverts.

Il n'y a actuellement aucune donnée disponible pour les pays candidats. Eurostat a amorcé la migration des données de PRODCOM dans NewCronos vers la base de données Comext.

Commerce extérieur

Les statistiques du commerce extérieur de l'Union européenne sont regroupées dans la base de données Comext et peuvent être dressées selon une nomenclature des produits par activité (CPA). L'analyse porte sur les chiffres du commerce durant la période 1991-2001 (des données plus récentes relatives à l'année de référence 2002 figurent dans le logiciel BASE DE DONNEES). Aucune estimation n'est faite pour les statistiques du commerce extérieur, même si des révisions ultérieures sont possibles. Les données sont obtenues par sommation de statistiques sur les produits (une table de conversion étant utilisée pour passer de la nomenclature combinée à la nomenclature des produits par activité). L'agrégat EU-15 couvre les flux commerciaux avec le reste du monde - autrement dit le commerce extra-communautaire. Pour les États membres pris individuellement, en revanche, ce sont les flux d'échanges totaux qui sont pris en compte, en d'autres termes le commerce intra- et extra-communautaire. Tous les chiffres relatifs au commerce extérieur sont libellés en euros courants.

EBT (European Business Trends)

La base de données EBT fournit aux responsables politiques, aux organismes officiels, aux banques, aux chefs d'entreprises, aux consommateurs et aux responsables syndicaux les informations qui leur permettent de suivre la conjoncture, et plus particulièrement les secteurs en expansion, en stagnation ou en déclin, et d'étayer ainsi leurs décisions économiques. La base juridique du système européen de statistiques communautaires conjoncturelles est le règlement N° 1165/98 du Conseil qui a été arrêté le 19 mai 1998 et dont la mise en œuvre est en cours.

L'une des variables de la base de données EBT, à savoir l'indice des prix à la production intérieure, est reprise telle quelle dans la présente publication: elle permet de suivre les fluctuations conjoncturelles du prix des biens et services marchands produits et vendus dans un État membre donné. Cet indice a également, après conversion en une série annuelle, servi de déflateur pour les données SBS relatives au chiffre d'affaires, à la valeur de production et à la valeur ajoutée - l'application d'indices annuels par activité permettant d'élaborer des séries à prix constants. Les indices de production et d'emploi de la base de données EBT fournissent également de précieuses informations pour l'élaboration d'estimations sur les années récentes pour les statistiques structurelles pour 2000 et 2001.

Il convient de prendre en considération tous les éléments qui déterminent le prix des produits lors de l'élaboration de ces indices, y compris le nombre d'unités vendues, les prestations de transport assurées, les ristournes accordées, les modalités du service après-vente, les conditions de garantie et la destination. La spécification doit être suffisamment précise pour permettre à l'unité en charge de l'observation d'identifier le produit et de fournir le prix unitaire adéquat lors de périodes de référence ultérieures. Le prix adéquat est le prix départ-usine, y compris tous les droits et taxes sur les biens et services facturés par l'unité, mais à l'exclusion de la TVA facturée par l'unité à son client et d'autres taxes déductibles similaires directement liées au chiffre d'affaires.

Actuellement, très peu de données EBT sont disponibles pour les pays candidats. Cependant le développement de ces indices structurels se trouve à un état d'avancement pour de nombreux pays et leur disponibilité est prévue très prochainement.

Enquête sur les forces de travail

Le fondement méthodologique et le contenu de cette enquête sont décrits dans l'édition 1998 de la publication « Enquêtes sur les forces de travail - Méthodes et Définitions ». L'enquête a pour premier objectif statistique de répartir la population en âge de travailler (15 ans et plus) en trois groupes exhaustifs et mutuellement exclusifs - personnes qui occupent un emploi, personnes sans emploi et personnes inactives - et de fournir des informations descriptives et explicatives à propos de chacune de ces catégories. Les personnes interrogées sont classées dans l'un ou l'autre des groupes sur la base des informations les plus objectives possible, obtenues par le biais d'un questionnaire d'enquête portant principalement sur leur activité réelle au cours d'une semaine de référence déterminée.

Tableau 5

	A	B
EU-15 (1)	57 000	-
Belgique	2 500	4 500
Danemark	2 500	4 500
Allemagne	8 000	-
Grèce	2 500	4 500
Espagne	2 500	5 000
France	3 500	8 500
Irlande	2 500	4 500
Italie	3 500	7 500
Luxembourg	500	1 500
Pays-Bas	4 500	10 000
Autriche	2 000	-
Portugal	7 500	15 000
Finlande	2 500	4 500
Suède (2)	2 500	-
Royaume-Uni	10 000	-
Bulgarie	5 500	10 000
Chypre	500	1 500
République tchèque	1 000	-
Estonie (3)	5 000	10 000
Hongrie	2 500	4 500
Lituanie	5 000	-
Lettonie	4 500	7 500
Malte	:	:
Pologne	5 000	20 000
Roumanie	2 000	-
République slovaque	2 500	-
Slovénie	1 000	3 500
Turquie	:	:

A: seuil pour publier des données.

B: seuil de fiabilité.

(1) Les limites applicables aux données précédent 2001 sont: A: 9 000 B: - /.

(2) Les limites applicables aux données précédent 2001 sont: A: 83 500 B: - /.

(3) Les limites applicables aux données précédent 2000 sont: A: 4 000 B: 8 000 (1997); A: 1 500 B: 3 000 (1998-99).

Il est important de signaler que ces informations ne sont pas recueillies auprès d'entreprises (comme c'est le cas pour la base de données SBS) mais par le biais d'une enquête auprès de ménages individuels. Les instituts nationaux de statistique sont chargés de sélectionner l'échantillon, de préparer les questionnaires, de procéder aux interviews et de transmettre les résultats à Eurostat en respectant un système commun de codification. Eurostat est chargé pour sa part de la conception du programme d'analyse des résultats ainsi que du traitement et de la diffusion des informations.

L'enquête sur les forces de travail⁽⁵⁾ étant basée sur un échantillon de la population communautaire, les résultats comportent inévitablement les incertitudes inhérentes aux techniques d'échantillonnage. Eurostat respecte une charte rigoureuse évitant ainsi la publication de chiffres qui ne seraient pas fiables sur le plan statistique. Les chiffres n'atteignant pas le seuil de fiabilité fixé ne sont pas publiés et un second seuil est appliqué aux données dont la publication doit impérativement s'accompagner d'une réserve quant à leur fiabilité. Ces données sont signalées par une note de bas de page dans les tableaux qui utilisent les chiffres de l'enquête sur les forces de travail.

Un changement méthodologique étant intervenu dans la collecte des données de l'enquête sur les forces de travail en Belgique entre 1998 et 1999, une rupture pourrait être observée dans la série en 1999.

Le développement pour ces indicateurs est en état d'avancement pour de nombreux pays et des données ont déjà été publiées dans les séries des Statistiques En Bref (thème 3, 20/2002 ISSN 1024-4352).

Comptes nationaux

Le système européen des comptes nationaux et régionaux (« SEC 1995 » ou simplement « SEC »; parfois aussi « le système ») est un cadre comptable applicable au plan international permettant de décrire de façon systématique et détaillée ce que l'on appelle une « économie totale » (c'est-à-dire une région, un pays ou un groupe de pays), ses composantes et ses relations avec d'autres économies.

⁽⁵⁾ Règlement (CE) No. 577/98 du Conseil, du 9 mars 1998, relatif à l'organisation d'une enquête par sondage sur les forces de travail dans la Communauté.

Le SEC 1995 remplace le système européen de comptes économiques intégrés publié en 1970 (dit « SEC 1970 », une seconde édition légèrement amendée ayant paru en 1978).

Le SEC 1995 est parfaitement cohérent avec la version révisée du système de comptabilité nationale (« SCN 1993 » ou simplement « SCN »), méthodologie applicable au niveau mondial publiée conjointement par les Nations unies, le Fonds monétaire international, la Commission des Communautés européennes, l'Organisation de coopération et de développement économiques et la Banque mondiale. La spécificité du SEC réside dans le fait qu'il se concentre davantage sur la situation et les besoins de l'Union européenne. Comme dans le SCN, les concepts et nomenclatures utilisés dans le SEC sont harmonisés avec ceux de nombreuses statistiques économiques et sociales (emploi, industrie, commerce extérieur, etc.). Le SEC peut dès lors servir de cadre central de référence pour les statistiques économiques et sociales de l'Union européenne (UE) et de ses États membres.

Le SEC comprend deux grandes séries de tableaux: a) les comptes des secteurs; b) le cadre entrées-sorties et les comptes des branches d'activité.

Les comptes des secteurs présentent pour chaque secteur institutionnel, une description systématique des différentes étapes du processus économique: production, formation, distribution, redistribution et utilisation du revenu; accumulation financière et non financière. Les comptes des secteurs comprennent également des comptes de patrimoine, c'est-à-dire des états des stocks d'actifs et de passifs en début et en fin de période comptable.

Le cadre entrées-sorties et les comptes des branches d'activité décrivent de façon plus détaillée le processus de production (structure des coûts, revenu généré et emploi) et les flux de biens et de services (production, importations, exportations, consommation intermédiaire, consommation finale et formation de capital par groupe de produits).

Les Comptes nationaux pour les pays candidats sont déjà disponibles au public. Ces données ont été entièrement intégrées à la base de données et se trouvent à côté de celles des États membres. Les données des pays candidats sont fournies pour les principaux agrégats des Comptes nationaux, de même que les ventilations par activités.

GLOSSAIRE DES TERMES

Les principaux termes utilisés dans cette publication sont définis ci-après.

Balance commerciale: exportations moins importations.

Chiffre d'affaires: montant total de la facturation effectuée par l'unité d'observation au cours de la période de référence, qui correspond aux ventes de biens et services marchands fournis à des tiers. Le chiffre d'affaires inclut tous les droits et taxes dus sur les biens ou services facturés par l'unité, hormis la TVA facturée par l'unité à ses clients et toute autre taxe déductible similaire directement liée au chiffre d'affaires. Il inclut également tous les autres frais (transport, emballage, etc.) facturés au client, même si ces frais figurent séparément sur la facture. Toute réduction de prix, remise ou ristourne, ainsi que la valeur d'une éventuelle consigne, doit être déduite.

Coût de la main-d'œuvre: total de la rémunération, en espèces ou en nature, due par un employeur à un salarié (permanent, temporaire ou à domicile) pour le travail presté par ce dernier au cours de la période de référence. Le coût de la main-d'œuvre comprend également les impôts et les cotisations sociales des salariés retenus par l'unité, ainsi que les cotisations sociales obligatoires et volontaires de l'employeur.

Coût moyen de la main-d'œuvre: coût de la main-d'œuvre divisé par le nombre de salariés (exprimé en milliers d'euros par salarié).

Entreprise: l'entreprise est la plus petite combinaison d'unités légales constituant une unité organisationnelle produisant des biens ou des services, qui jouit d'une certaine autonomie décisionnelle, en particulier pour ce qui concerne l'affectation de ses ressources courantes. Une entreprise exerce une ou plusieurs activités sur un ou plusieurs sites. Une entreprise peut être une entité légale unique.

Excédent brut d'exploitation: excédent généré par l'exploitation après rémunération du facteur travail. Il peut être calculé en soustrayant le coût de la main-d'œuvre de la valeur ajoutée au coût des facteurs.

Exportations extracommunautaires ou extra-UE: biens qui sortent du territoire statistique d'un État membre à destination d'un pays tiers (non membre de l'UE).

Importations extracommunautaires ou extra-UE: biens qui entrent sur le territoire statistique d'un État membre en provenance d'un pays tiers (non membre de l'UE).

Indice national des prix à la production: indice des prix en monnaie nationale des biens et services marchands produits et vendus dans un pays donné. Les indices de prix à la production servent souvent à la déflation des données relatives à la production et à la valeur ajoutée (en valeur) afin d'obtenir la production et la valeur ajoutée à prix constants. L'indice national des prix à la production rend compte de l'évolution des prix de vente départ-usine de tous les produits vendus sur le marché national, à l'exclusion de la TVA et d'autres taxes déductibles similaires.

Nombre de personnes occupées (emploi): nombre total des personnes qui travaillent dans l'unité d'observation (y compris les propriétaires exploitants, les partenaires travaillant régulièrement dans l'unité et les travailleurs familiaux) et des personnes qui travaillent en dehors de l'unité mais qui en font partie et qui sont rémunérées par elle (représentants, livreurs, équipes de réparation et d'entretien, par exemple). Le nombre de personnes occupées inclut les personnes absentes pendant une période de courte durée (congé de maladie, congé payé ou congé spécial) et celles qui sont en grève, mais pas celles qui sont absentes pour une période indéterminée. Il inclut également les travailleurs à temps partiel considérés comme tels en vertu de la législation du pays concerné et qui figurent sur les états de paie, ainsi que les travailleurs saisonniers, les apprentis et les travailleurs à domicile repris sur les états de paie.

Prix constants (à): se dit des données desquelles l'effet des fluctuations de prix a été éliminé (séries déflatées); ces données étant exprimées en euros, les séries chronologiques sont toutefois influencées par les fluctuations du taux de change.

Prix courants (à): se dit des données présentées non déflatées des variations de prix.

Productivité apparente du travail: valeur ajoutée au coût des facteurs divisée par le nombre de personnes occupées (exprimée en milliers d'euros par personne occupée); la prudence s'impose dans l'interprétation de la comparaison de cet indicateur entre différentes activités ou différents pays, un simple dénombrement des effectifs pouvant être utilisé pour la mesure de la main-d'œuvre en lieu et place du volume de travail presté. Cette valeur peut être exceptionnellement négative.

Productivité du travail ajustée des salaires: (valeur ajoutée au coût des facteurs/coût de la main-d'œuvre) x (nombre de salariés/nombre de personnes occupées) x 100 (exprimé en pourcentage).

Productivité du travail ajustée des salaires (formule simple): valeur ajoutée au coût des facteurs divisée par le coût de la main-d'œuvre x 100 (exprimé en pourcentage).

Salariés: personnes qui travaillent pour un employeur sous contrat d'emploi et qui perçoivent une rémunération sous la forme d'un salaire, d'un traitement, d'honoraires, de pourboires, d'un salaire à la pièce ou d'une rémunération en nature. Les salariés incluent les travailleurs à temps partiel, les travailleurs saisonniers, les personnes en grève ou en congé de courte durée. Les salariés ne comprennent pas les personnes en congé de longue durée et les travailleurs bénévoles.

Spécialisation de la valeur ajoutée: indice relatif qui compare la contribution d'une activité industrielle à la valeur ajoutée manufacturière totale d'un pays avec le coefficient correspondant pour l'UE (exprimé en pourcentage - s'il affiche un taux supérieur à 100, le pays en question a une spécialisation relative supérieure à la moyenne de l'UE).

Taux annuel moyen de croissance: taux constant de croissance qui devrait être réalisé chaque année pour parvenir au même taux global de croissance que celui observé entre deux années déterminées.

Taux brut de rentabilité: excédent brut d'exploitation divisé par le chiffre d'affaires (mesure de rentabilité exprimée en pourcentage).

Taux de couverture: rapport entre les exportations et les importations (exprimé en pourcentage).

Unité locale: c'est une entreprise ou une partie de cette même entreprise (par exemple un atelier, une usine, un entrepôt, un bureau, une mine ou un dépôt) située dans un endroit géographiquement identifié. L'activité économique y est effectuée, et pour laquelle - sauf certaines exceptions - une ou plusieurs personnes travaillent (même si cela est seulement à temps partiel) pour une et même entreprise.

Valeur ajoutée au coût des facteurs: cette valeur peut être calculée à partir du chiffre d'affaires, augmenté de la production immobilisée, plus autres recettes d'exploitation, augmenté ou diminué des variations de stocks, diminué des achats de biens et de services, et diminué des autres taxes appliquées aux produits qui sont liées au chiffre d'affaires mais non déductibles, ainsi que des droits et taxes liés à la production. Elle peut également être calculée à partir de l'excédent brut d'exploitation en ajoutant le coût de la main-d'œuvre. Les recettes et dépenses classées comme financières ou extraordinaires dans les comptes de l'entreprise sont exclues de la valeur ajoutée.

Valeur de production: indicateur qui mesure en termes de valeur le volume réellement produit par l'unité sur la base des ventes corrigées des variations de stocks et de la revente de biens et de services. La valeur de production est définie comme le chiffre d'affaires augmenté ou diminué des différences de stocks de produits finis, du travail en cours et des biens et services achetés en vue d'une revente, augmenté de la production immobilisée, et augmenté d'autres revenus d'exploitation (hormis les subventions).

ABRÉVIATIONS

Pays

EU-15	Les quinze États membres de l'Union européenne
UE	Union européenne
B	Belgique
BENELUX	Belgique, Pays-Bas et Luxembourg
DK	Danemark
D	Allemagne
EL	Grèce
E	Espagne
F	France
IRL	Irlande
I	Italie
L	Luxembourg
NL	Pays-Bas
A	Autriche
P	Portugal
FIN	Finlande
S	Suède
UK	Royaume-Uni
BG	Bulgarie
CY	Chypre
CZ	République tchèque
EE	Estonie
HU	Hongrie
LV	Lettonie
LT	Lituanie
MT	Malte
PL	Pologne
RO	Roumanie
SK	République slovaque
SI	Slovénie
TR	Turquie
CH	Suisse
EEA	Espace économique européen (EEE)
IS	Islande
JP	Japon
NO	Norvège
US	États-Unis d'Amérique

Associations professionnelles - FEBI (Fédération d'Entreprises par Branche d'Industrie)

ACEA	Association des Constructeurs Européens d'Automobiles
ACI	Airports Council International (European Region)
AEA	Association of European Airlines
AECMA	Association Européenne des Constructeurs de Matériel Aérospatial
AESGP	Association of the European Self-Medication Industry
APEAL	The Association of European Producers of Steel for Packaging
APME	Association of Plastics Manufacturers in Europe
AWES	Association of European Shipbuilders and Shiprepairers
CAEF	Comité des Associations Européennes de Fonderie
CAOBISCO	Association of the Chocolate, Biscuit & Confectionery Industries of the EU
CBMC	Brewers of Europe
CECCM	Confederation of European Community Cigarette Manufacturers
CEPI	Confederation of European Paper Industries
Cerame-Unie	Liaison Office of the European Ceramic Industry
CIAA	Confédération des Industries Agro-alimentaires de la CE
CPDP	Comité Professionnel du Pétrole
CPIV	Comité Permanent de l'Industrie du Verre de la CEE
ECMT	European Conference of Ministers of Transport
EDA/ZMP	Europäischer Milchindustrieverband/Zentrale Markt- und Preisberichtsstelle der Land- und Ernährungswirtschaft
EFCA	European Federation of Engineering Consultancy Associations
EMF	European Mortgage Federation (and national associations)
EOS	European Organisation of the Sawmill Industry
ERMCO	European Ready Mixed Concrete Association
ESBG	European Savings Bank Group
ESOMAR	European Society for Opinion and Marketing Research
ESTA	European Security Transport Association
EURATEX	European Apparel and Textile Organisation
FBE	Fédération Bancaire Européenne
FEA	European Aerosol Federation
FEACO	Fédération Européenne des Associations de Conseil en Organisation
Fediol	Fediol - EC Seed Crushers' and Oil Processors' Federation
FEDMA	Federation of European Direct Marketing
FEFSI	Fédération Européenne des Fonds et Sociétés d'Investissement
FEP	European Federation of the Parquet Industry
FEVE	Fédération Européenne du Verre d'Emballage
FIBV	Fédération Internationale des Bourses de Valeurs
FIEC	Fédération de l'Industrie Européenne de la Construction
GEBC	Groupement Européen des Banques Coopératives
IAAPA	International Association of Amusement Parks and Attractions
IACA	International Air Carrier Association
ICAO	International Civil Aviation Organization, European and North Atlantic Office
IMACE	International Margarine Association of the Countries of Europe
ISL	Institute of Shipping Economics and Logistics
Leaseurope	European Federation of Leasing Company Associations
STD	Swedish Federation of Consulting Engineers and Architects (Svensk Teknik och Design)
UIC	Union Internationale des Chemins de Fer
UITP	Union Internationale des Transports Publics
UNAFPA	Union des Associations de Fabricants de Pâtes Alimentaires de la Communauté Européenne
UNESDA	Union of EU Soft Drinks Associations

Autres organisations et publications

EITO	European Information Technology Observatory
IISI	International Iron and Steel Institute
LME	London Metal Exchange Limited
UN	United Nations
USGS	US Geological Survey
WTO	World Tourism Organisation
WTO	World Trade Organization
ITU	International Telecommunication Union
UNEX	Unipost External Monitoring System, International Post Corporation
Media Salles	Media Salles
EAO	European Audiovisual Observatory
CTcon	CTcon
Software Magazine	Software Magazine, Wiesner Publishing, Framingham, Mass., USA
The Bankers' Almanac	The Bankers' Almanac
International Insurance Facts	Insurance Information Institute
Zenithmedia	Zenithmedia Western European Market and Mediafact
meatnews.com	Meatnews.com & Meat Processing Global
PricewaterhouseCoopers	PricewaterhouseCoopers 2002 Global Forest and Paper Survey
McGraw-Hill	Engineering News-Record, McGraw-Hill
Hotels Magazine	Hotels Magazine
Containerisation Yearbook	Containerisation Yearbook

Abréviations statistiques

CIS	Enquête communautaire sur l'innovation
COICOP	Classification des fonctions de la consommation individuelle
CPA	Nomenclature des produits par activité
EBM	Enquête sur le budget des ménages
FATS	Statistiques du commerce des filiales étrangères
IDE	Investissement direct étranger
LFS	Enquête sur les forces de travail (Labour Force Survey)
n.c.a.	Non compris ailleurs
NACE	Nomenclature statistique des Activités économiques dans la Communauté Européenne
PCM	Panel communautaire de ménages
PME	Petites et moyennes entreprises
PRODCOM	PROduits de la COMmunauté européenne
SBS	Structural Business Statistics (base de données Eurostat des statistiques structurelles sur les entreprises)
ZPA1	Base de données Eurostat sur les produits agricoles

Autres abréviations

ABS	Système anti-blocage automatique (Antilock Braking System)
AM	Marché d'après-vente (After-Market)
ATC	Accord sur les textiles et les vêtements (Agreement on Textiles and Clothing)
CD-ROM	Disque compact-ROM
CECA	Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier
DEEE	Déchets des Équipements Électriques et Électroniques
DTP	Desk-top Publishing (conception et mise en page)
DVD	Digital Versatile Disc (Disque numérique versatile)
EEE	Équipement Électrique et Électronique
EER	Energy Efficiency Requirements (condition d'efficacité énergétique)
ESB	Encéphalite spongiforme bovine (maladie de la vache folle)
GAB	Guichet automatique de banque
JIT	Juste à temps (just-in-time)
JO	Journal officiel (des Communautés européennes)
MDF	Panneau de fibres à densité moyenne (Medium Density Fibreboard)
NASDAQ	National Association of Securities Dealers' Quotation System
NYSE	Bourse de New York (New York Stock Exchange)
OE	Équipement d'origine
OSB	Panneaux à particules orientées (Oriented StrandBoard)
PC	Personal Computer (Ordinateur personnel)
PCP	Politique commune de la pêche
PIB	Produit Intérieur Brut
PVC	Chlorure de polyvinyle
R & D	Recherche & Développement
RNIS	Réseau numérique à intégration de services
RTE	Réseaux transeuropéens
TGV	Train à Grande Vitesse
TI	Technologies de l'information
TIC	Technologies de l'information et des communications
TPP	Trafic de perfectionnement passif
TV	Télévision
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée

Poids et mesures

EVP	Équivalent Vingt Pieds
GW	Gigawatt (10 ² kW)
Ha	Hectare (10 000 m ²)
HI	Hectolitre (100 litres)
Kg	Kilogramme(s)
Km	Kilomètre
KPP	Kilomètre-passager payant
M	Mètre
MW	Megawatt (10 ³ kW)
SPA	Standard de Pouvoir d'Achat
TBC	Tonnes Brutes Compensées
TCAM	Taux de Croissance Annuel Moyen
TEP	tonne équivalente de pétrole (pouvoir calorifique net de 41 868 kilojoules par kilo)
TPL	Tonnes de Port en Lourd
tU	Tonne d'uranium contenu
TW	Térawatt (10 ⁹ kW)

Devises

EUR	Euro
BEF	Franc belge
DKK	Couronne danoise
DEM	Mark allemand
GRD	Drachme grecque
ESP	Peseta espagnole
FRF	Franc français
IEP	Livre irlandaise
ITL	Lire italienne
LUF	Franc luxembourgeois
NLG	Florin néerlandais
ATS	Schilling autrichien
PTE	Escudo portugais
FIM	Mark finlandais
SEK	Couronne suédoise
GBP	Livre sterling
BGN	Lev bulgare
CYP	Livre chypriote
CZK	Livre tchèque
EEK	Couronne estonienne
HUF	Forint hongrois
LTL	Litas lituanienne
LVL	Lats letton
MTL	Livre maltaise
PLN	Zloty polonais
ROL	Leu roumain
SIT	Tolar slovène
SKK	Couronne slovaque
TRL	Livre turque
JPY	Yen japonais
USD	Dollars des États-Unis

Symboles

:	non disponible
-	non applicable

Aperçu de l'activité des entreprises de l'UE

INTRODUCTION

Le produit intérieur brut (PIB) par habitant est l'une des mesures les plus courantes du niveau de vie. À des fins de comparaison, ce coefficient est généralement corrigé des différences de niveaux de prix entre les pays grâce à l'utilisation d'une série exprimée en termes de standards de pouvoir d'achat (SPA). En moyenne, le PIB par habitant de l'Union européenne a été de 23 200 SPA en 2001 (soit 23 210 EUR par habitant). Entre les États membres, le PIB par habitant exprimé en SPA s'est échelonné entre un pourcentage légèrement supérieur aux deux tiers (68 %) de la moyenne communautaire en Grèce et un pourcentage de près du double (197 %) de la moyenne au Luxembourg. La performance du Luxembourg a été bien supérieure à celle du Danemark et de l'Irlande (pays occupant les deuxième et troisième rangs), où le PIB par habitant dépassait la moyenne d'environ 18 % – voir graphique 1.

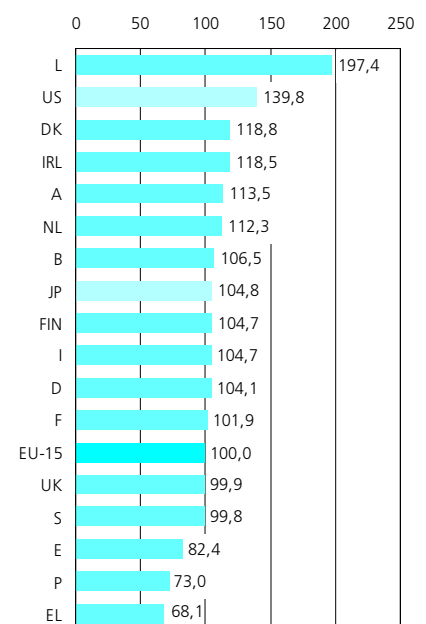
D'après les comptes nationaux, l'économie communautaire a généré une valeur ajoutée de 8 200 milliards d'euros en 2001. Ce chiffre, ventilé entre les six branches principales, – voir tableau 1 – montre que l'importance relative de l'agriculture, la chasse, la sylviculture et la pêche (2,1 % de la valeur ajoutée totale) et de la construction (5,4 %) est assez limitée par rapport aux autres branches ⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Noter que l'agriculture, la pêche et la sylviculture (sections A et B de la NACE), ainsi que l'administration publique, les services collectifs, sociaux et personnels (sections L à Q de la NACE) ne sont pas abordés habituellement dans cette publication attendu que les statistiques d'entreprise européennes, qui se limitent le plus souvent aux sections C à K de la NACE, ne couvrent pas de grands volets de ces sections. Certaines parties des autres services collectifs, sociaux et personnels (section O de la NACE) sont traitées dans les chapitres 13, 14 et 24.

Les parts respectives des trois branches de services dans la valeur ajoutée totale ont toutes augmenté entre 2000 et 2001 tandis que la part de l'industrie (sections C à E de la NACE) a perdu 0,7 point de pourcentage, ce qui confirme que l'économie communautaire est de plus en plus dominée par le secteur des services.

Entre 1991 et 2001, l'intermédiation financière et les services aux entreprises (sections J et K de la NACE) ont gagné 3,0 points de pourcentage sur la valeur ajoutée totale tandis que le commerce, les hôtels et restaurants, les transports et communications (sections G, H et I de la NACE) ont augmenté de 0,8 points. À l'inverse, la part de l'industrie a perdu 2,5 points, celle de la construction 0,9 point et celle de l'agriculture, chasse, sylviculture et pêche 0,6 point.

Graphique 1
PIB par habitant, 2001 (EU-15=100) (1)



(1) Aux prix courants du marché et en SPA; prévisions pour L, UK et JP.

Source: Eurostat, Comptes nationaux - ESA95 - Agrégats (theme2/aggs).

Tableau 1
Ventilation du PIB dans l'UE, 2001 (%)

Libellé NACE (code NACE)	
Agriculture, chasse, sylviculture et pêche (A et B)	2,1
Industries extractives; industrie manufacturière; électricité, gaz et eau (C à E)	22,1
Construction (F)	5,4
Commerce; hôtels et restaurants; transports et communications (G à I)	21,6
Services financiers; immobilier, location et services aux entreprises (J et K)	27,2
Administration publique, services collectifs, sociaux et personnels (L à Q)	21,7

Source: Eurostat, Comptes nationaux - Ventilation par branche d'activité (theme2/brkdowns).

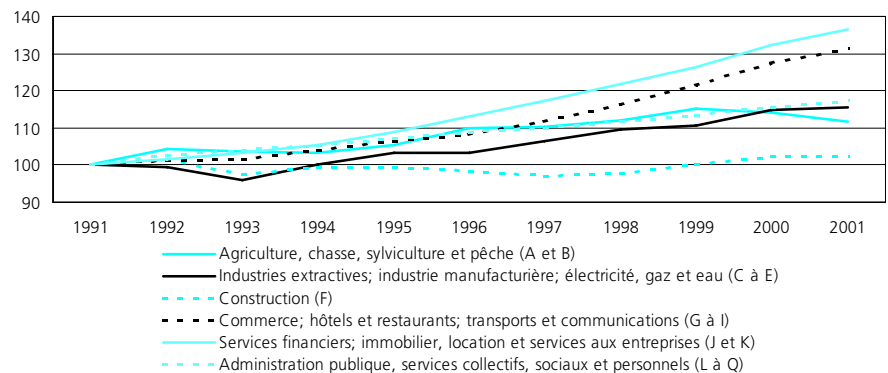
Le glissement progressif de l'économie vers les services est illustré au graphique 2, où les deux secteurs qui connaissent le taux de croissance le plus rapide (en prix constants) correspondent à des services marchands. La valeur ajoutée générée par le secteur de l'intermédiation financière et des services aux entreprises s'est développée à un rythme moyen annuel de 3,1 % entre 1991 et 2001; le commerce, les hôtels et restaurants, les transports et communications viennent après avec un taux de croissance annuelle de 2,7 %.

La croissance des autres branches de l'économie communautaire n'a pas été aussi rapide mais elle est restée positive, en général, durant la période de dix ans qui s'est écoulée entre 1991 et 2001. L'industrie et la construction ont vu leur activité chuter le plus fortement en 1993. L'industrie, qui s'est ressaisie à un rythme beaucoup plus rapide au cours de la seconde moitié des années 90, affiche un taux annuel moyen de croissance de 1,5 % pour l'ensemble de la période 1991-2001.

L'importance croissante du secteur des services peut être partiellement attribuée au fait que les fabricants et d'autres entreprises de services abandonnent progressivement la prestation interne de certains services tels que la comptabilité, les technologies de l'information, la publicité, la formation, le conseil en gestion, la sécurité, la restauration ou le nettoyage pour les confier à des fournisseurs extérieurs. Cette réorientation souvent appelée « externalisation » pourrait expliquer, tout du moins en partie, la croissance rapide des secteurs des services aux entreprises dans les années 90.

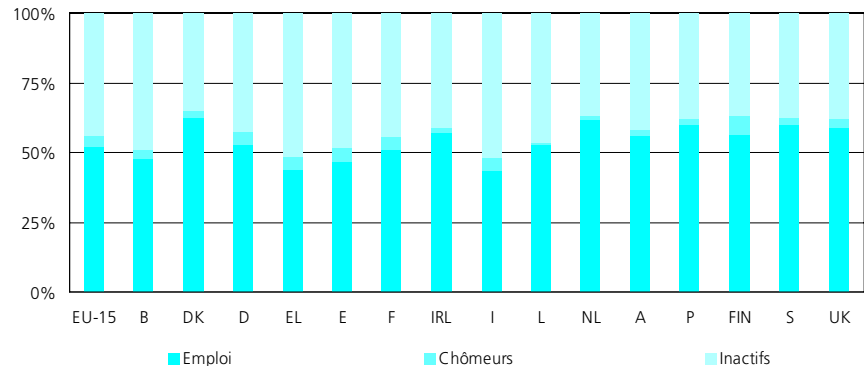
Parallèlement, les entreprises manufacturières ont eu tendance à délocaliser leur production: le niveau relativement élevé des salaires, la libéralisation des échanges et les progrès des communications ont poussé la production à se détourner de l'Union européenne au profit des régions à bas salaires, notamment pour les produits les plus standardisés. Les fabricants communautaires se concentrent de plus en plus sur des tâches à plus forte valeur ajoutée, par exemple dans les domaines de la recherche, de la conception et du développement.

Graphique 2
Ventilation de l'évolution du PIB à prix courants dans l'UE (1991=100)



Source: Eurostat, Comptes nationaux - Ventilation par branche d'activité (theme2/brkdowns).

Graphique 3
Ventilation de la main-d'œuvre par statut au regard de l'emploi, 2001
(part des personnes de 15 ans et plus) (1)



(1) Sections A à Q de la NACE.

Source: Eurostat, Enquête sur les forces de travail.

Selon l'enquête communautaire sur les forces de travail (EFT)⁽²⁾, 310 millions de personnes âgées de 15 ans ou plus ont été recensées dans l'Union européenne en 2001, dont 174 millions environ étaient occupées ou à la recherche d'un emploi, les 136 millions restants étant inactives (retraités, étudiants, personnes ayant choisi de ne pas travailler, etc.) – voir graphique 3. Le taux d'activité mesure la proportion de personnes occupées dans la population totale des 15 à 64 ans. En 2001, ce taux oscillait entre 60,3 % en Italie et 79,2 % au Danemark, la moyenne de l'Union européenne se situant à 69,0 %. Des taux supérieurs d'emploi sont synonymes, d'une part, d'une hausse des recettes de l'État et, d'autre part, d'un allègement du fardeau de la sécurité sociale avec l'entrée ou le retour au travail de ceux qu'elle prenait en charge.

⁽²⁾ L'utilisation de l'enquête communautaire sur les forces de travail, qui se fonde sur une enquête auprès des ménages, peut donner des résultats fort différents de ceux provenant des enquêtes auprès des entreprises sur lesquelles se basent la plupart des statistiques présentées dans cette publication.

Une personne sur six environ (18,0 %) travaillait à temps partiel en 2001 dans l'Union européenne – voir graphique 4. L'emploi à temps partiel a représenté moins de 10 % de l'emploi dans trois États membres seulement: la Grèce, l'Espagne et l'Italie. La part de l'emploi à temps partiel a dépassé la moyenne au Danemark, en Allemagne, en Suède et au Royaume-Uni (qui se situent tous entre 20 et 25 %) et a été nettement plus élevée aux Pays-Bas (42,2 %).

La proportion de femmes dans le nombre total de personnes occupées en 2001 varie très sensiblement selon les États membres. Les pourcentages les plus élevés (au moins 45 %) ont été enregistrés par le Danemark, les Pays-Bas, le Portugal, la Finlande, la Suède et le Royaume-Uni. La moyenne communautaire s'est située à 42,9 % et trois pays (la Grèce, l'Espagne et l'Italie) n'ont pas atteint le seuil de 40 % (la Grèce, l'Espagne et l'Italie).

Le secteur des services (section G à Q de la NACE) a fourni la majorité des emplois de l'Union européenne en 2001, avec un peu plus des deux tiers (67,2 %) des personnes occupées – voir graphique 5. Dans six pays, les services ont compté pour plus de 70 % dans l'emploi total, le Luxembourg détenant le pourcentage le plus élevé (77 %). Ce mouvement vers les activités de services, clairement marquée pour la valeur ajoutée,

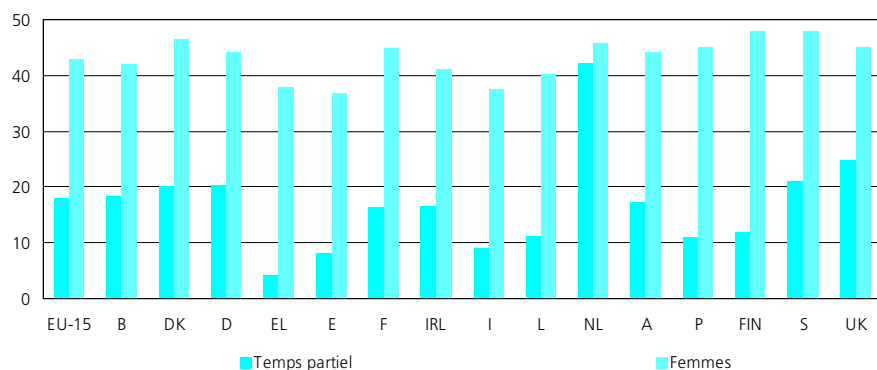
s'est aussi manifestée dans l'étude de l'évolution de l'emploi au sein de l'Union européenne. Entre 1995 et 2001, le nombre de personnes occupées dans le secteur des services a augmenté dans tous les États membres et le pourcentage des services dans l'emploi total s'est accru dans tous les pays à l'exception du Portugal. En 2001, le Portugal était le seul pays à déclarer que les services ne représentaient pas plus de 60 % de l'emploi total.

Il existe de fortes différences quant à l'importance du secteur de l'agriculture, la chasse, la sylviculture et la pêche (sections A et B de la NACE): son pourcentage sur l'emploi total passe de moins de 2 % en Belgique, au Luxembourg et au Royaume-Uni à 13 % au Portugal et à 16 % en Grèce. Les secteurs de l'industrie et de la construction (sections C à F de la NACE) représentent généralement entre 20 % et 30 % de l'emploi total, et dépassent 30 % en Allemagne, en Espagne, en Italie et au Portugal.

Entre 1995 et 2001, le nombre de personnes occupées dans l'Union européenne a enregistré une augmentation nette de 13 millions, dont 12,7 millions sont attribuables aux services – voir tableau 2. Les gains nets les plus importants se situent dans l'administration publique, les services collectifs, sociaux et personnels (sections L à Q de la NACE) et l'intermédiation financière, l'immobilier, la location et les services aux entreprises (sections J et K de la NACE), où l'emploi communautaire a augmenté de 5,1 millions et de 4,4 millions respectivement pendant la période considérée. La seule branche ayant enregistré une réduction nette du nombre de personnes occupées a été l'agriculture, la chasse, la sylviculture et la pêche, où la perte s'est élevée à 1,1 million.

Graphique 4

Caractéristiques de la main-d'œuvre, 2001 (% des personnes de 15 ans et plus ayant un emploi) (1)

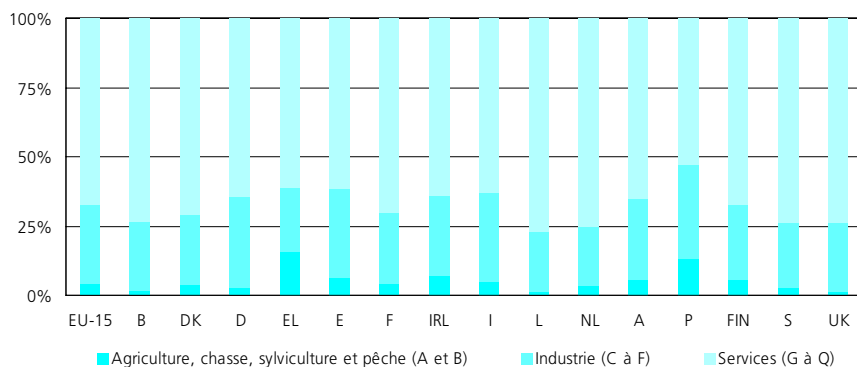


(1) Sections A à Q de la NACE.

Source: Eurostat, Enquête sur les forces de travail.

Graphique 5

Ventilation par activité des personnes ayant un emploi, 2001 (% des personnes de 15 ans et plus ayant un emploi)



Source: Eurostat, Enquête sur les forces de travail.

Tableau 2

Évolution de l'emploi total dans l'UE (millions)

Libellé NACE (code NACE)	1995	2001	Part (%)		Taux de Croiss. annuelle	
			1995	2001	croissance, 2001/1995 (%)	moyenne, 1995-2001 (%)
Total (NACE A à Q)	148,0	160,9	100,0	100,0	8,8	1,7
Agriculture, chasse, sylviculture et pêche (A et B)	7,8	6,7	5,3	4,2	-14,5	-3,1
Industries extractives; industrie manufacturière; électricité, gaz et eau (C à E)	33,1	33,4	22,4	20,8	1,0	0,2
Construction (F)	11,6	12,7	7,9	7,9	9,4	1,8
Commerce; hôtels et restaurants; transports et communications (G à I)	37,1	40,3	25,1	25,0	8,4	1,6
Services financiers; immobilier, location et services aux entreprises (J et K)	15,5	19,9	10,5	12,4	28,5	5,1
Administration publique, services collectifs, sociaux et personnels (L à Q)	42,8	47,9	28,9	29,8	12,0	2,3

Source: Eurostat, Enquête sur les forces de travail.

ACTIFS INCORPORELS ET MONDIALISATION

Les théories économiques classiques se sont longtemps basées sur l'échange de biens physiques négociables dans une relation univoque. Dans les années plus récentes, les actifs incorporels (facteurs immatériels) ont joué un rôle croissant dans la détermination de la performance économique. L'exploitation des droits de propriété, des marques, de la R&D, du savoir-faire, des compétences et des réseaux d'approvisionnement constituent quelques éléments clés de la création de richesses incorporelles.

Au Conseil européen de Lisbonne, en mars 2000, l'Union européenne s'est fixé un but ambitieux: « *devenir l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde* » d'ici 2010. La politique d'entreprise jouera un rôle essentiel dans l'établissement des conditions propices à cet objectif. Pour mesurer les performances des entreprises, une initiative d'évaluation comparative a été lancée à la demande du Conseil de Lisbonne. La Communication de la Commission « *Tirer le meilleur parti du potentiel de l'Union européenne: consolidation et extension de la stratégie de Lisbonne* » établit un ensemble d'indicateurs structurels (3).

Le tableau 3 présente certains indicateurs tirés de cet ensemble. La base de données d'indicateurs devrait permettre aux pays d'améliorer leurs propres performances (au bénéfice de toute l'Union européenne) en se comparant à d'autres États membres et en adaptant leur politique d'entreprise pour tenir compte des meilleures pratiques identifiées dans d'autres pays.

La mondialisation se manifeste par des phénomènes très divers tels que le développement du commerce entre les entreprises, celui des flux financiers, des divers types de liens entre les entreprises et des opérations transfrontalières. Les entreprises et les réseaux multinationaux, qui sont au cœur de ce processus, jouent un rôle d'agents économiques qui contrôlent -ou interagissent- avec des entités situées dans des pays différents. La nature qualitative des informations requises pour définir le périmètre d'un groupe est souvent un obstacle dans l'obtention d'informations statistiques fiables (dans l'état actuel du système statistique). L'une des principales contraintes est que les entreprises mondiales prennent leurs décisions

(3) COM(2001) 79. La page d'accueil des indicateurs structurels d'Eurostat peut être consultée aux adresses suivantes: <http://www.europa.eu.int/comm/eurostat/Public/datashop/print-product/FR?catalogue=Eurostat&product=1-structur-FR&mode=download>.

Tableau 3

Principaux indicateurs structurels

	Dépense en R&D des entreprises par rapport au PIB, 2001 (%) (1)	Nombre de demandes de brevets à l'OEB par million d'habitants, 2000 (unités) (2)	Investissements en capital risqué par rapport au PIB - phase prélim., 2001 (%) (3)
EU-15	1,28	152,7	0,05
B	1,45	151,2	0,04
DK	1,32	169,5	0,08
D	1,80	296,8	0,06
EL	0,19	5,2	0,02
E	0,52	22,1	0,02
F	1,36	139,7	0,04
IRL	0,88	87,6	0,03
I	0,53	72,3	0,02
L	1,19	170,9	:
NL	1,14	217,7	0,04
A	1,14	154,1	0,02
P	0,17	3,9	0,01
FIN	2,68	320,3	0,10
S	2,84	346,4	0,10
UK	1,21	124,0	0,06
JP	2,11	148,5	:
US	2,04	158,2	0,14

(1) B, DK, F, L et US, 2000; EL, IRL, NL, P et S, 1999; A, 1998; B, FIN et UK, prévisions; DK, D et F, estimations; US et L, données provisoires; EU-15, estimations Eurostat.

(2) Toutes les données sont provisoires.

(3) US, estimations Eurostat.

Source: Eurostat, Indicateurs structurels (theme1/strind).

dans un contexte global mais que ces décisions continuent d'être analysées sur la base de collectes de données nationales tronquées par les frontières géographiques.

De nombreuses entreprises se sont efforcées d'étendre leurs activités au-delà des frontières nationales en vue (notamment) d'éviter les entraves aux échanges, de se rapprocher de leurs clients, de réduire leurs coûts (main-d'œuvre, transport et autres facteurs de production), de verrouiller l'approvisionnement de leurs matières premières ou d'éviter certaines contraintes réglementaires. Ces évolutions au niveau de la structure, de la gestion et de la performance des entreprises ont engendré des défis majeurs pour les systèmes statistiques nationaux.

Les statistiques sur les filiales étrangères (FATS) constituent un exercice de collecte de données qui évalue la présence commerciale des entreprises sur le territoire d'un autre pays. Ces statistiques, qui décrivent l'activité globale des entreprises sous contrôle étranger, ont été développées pour les FATS „inward“ - autrement dit, les filiales sous contrôle étranger dans l'économie déclarante. Le tableau 4 présente certains des principaux résultats de cette étude.

Tableau 4

Principaux indicateurs sur les filiales étrangères, 1998 (1)

	Entrepr. de propriété nationale	Entrepr. de propriété étrangère	Entrepr. de propriété hors UE
Valeur ajoutée c.f. (millions d'euros)			
DK	66 734	8 518	:
NL	143 931	26 865	14 427
FIN	49 421	6 788	2 934
S	98 272	18 889	8 819
UK	540 963	100 858	:
Nombre de personnes occupées (unités)			
DK	1 317 464	111 194	:
NL	3 948 904	412 477	184 228
FIN	972 426	119 264	47 073
S	2 090 256	327 904	142 794
UK	:	:	:

(1) Sections C à K de la NACE, hors section J.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/fats).

STATISTIQUES STRUCTURELLES SUR LES ENTREPRISES

Les statistiques structurelles sur les entreprises (SSE) sont à l'origine de la plupart des données utilisées dans cette publication. Les données sont collectées dans le cadre juridique précisé par le Règlement SSE (4). Les chiffres relatifs aux entreprises de toutes tailles (occupant au moins une personne) (5) sont utilisés dans cette publication pour donner un aperçu de la situation de l'activité des entreprises communautaires pour l'année de référence 2000.

Une deuxième collection de données des SSE fournit une série chronologique plus complète qui ne concerne toutefois que les entreprises industrielles occupant au moins 20 personnes (6). Ces chiffres sont utilisés dans la présente publication à des fins de comparaison de l'évolution du secteur manufacturier.

APERÇU DE L'ACTIVITÉ DES ENTREPRISES DE L'UNION EUROPÉENNE

Les estimations fondées sur les données des SSE font apparaître que la valeur ajoutée de l'activité des entreprises de l'Union européenne (sections C à K de la NACE) s'est élevée à 4 700 milliards d'euros en 2000 et qu'elle a été générée par plus de 100 millions de personnes occupées.

Au niveau des sections de la NACE, l'industrie manufacturière constitue le secteur dominant, avec 31,2 % de la valeur ajoutée et 27,7 % de l'emploi. Compte tenu de ces deux chiffres, le secteur manufacturier apparaît relativement productif si on le compare à la performance moyenne de l'ensemble de l'économie. Néanmoins, les activités industrielles non manufacturières ont été encore plus productives: les industries extractives représentent 1,4 % de la valeur ajoutée totale avec à peine 0,4 % de l'emploi, tandis que la production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau a généré 2,9 % de la valeur ajoutée totale en occupant 1,0 % de la main-d'œuvre. Ces chiffres peuvent en partie s'expliquer par la transformation de la base industrielle dans la mesure où les entreprises se spécialisent de plus en plus dans des secteurs à forte intensité de compétences tandis que les activités à forte intensité de main-d'œuvre peu qualifiée se sont tournées vers les pays à faibles coûts.

(4) Règlement (CE, Euratom) n° 58/97 du Conseil du 20 décembre 1996 relatif aux statistiques structurelles sur les entreprises.

(5) Ces données figurent dans la base de données NewCronos d'Eurostat à l'adresse suivante: theme4/SBS/enterpr/enter_ms.

(6) Ces données figurent dans la base de données NewCronos d'Eurostat à l'adresse suivante: theme4/SBS/enterpr/ent_L_ms.

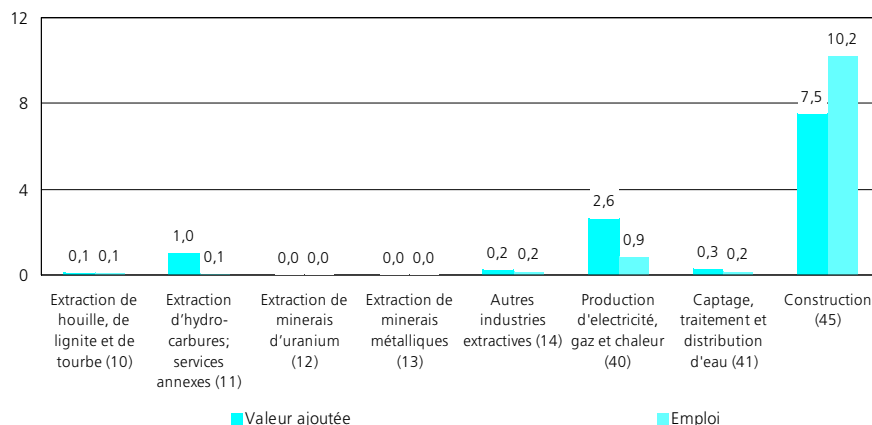
Cette réorientation de la capacité de production a également entraîné un changement de la demande entre les entreprises, et notamment une augmentation de la demande de services aux entreprises. L'immobilier, la location et les services aux entreprises ont généré 17,9% de la valeur ajoutée (c'est au niveau des sections de la NACE, le secteur dominant au sein des services) et occupé 17,0 % de la main-d'œuvre totale. L'intermédiation financière a représenté 8,5 % de la valeur ajoutée de l'Union européenne en 2000, en occupant 5,1 % de la population active.

Une analyse plus détaillée, à un niveau à deux chiffres de la NACE, montre que la construction (division 45 de la NACE) a été, et de loin, la principale activité industrielle non

manufacturière dans tous les États membres en 2000, générant en moyenne 7,5 % de la valeur ajoutée apportée par l'activité des entreprises de l'Union européenne et 10,2 % de l'emploi – voir graphique 6. Elle a été généralement suivie de la production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'eau chaude (division 40 de la NACE), sauf au Danemark et au Royaume-Uni où l'extraction de pétrole et de gaz (division 11 de la NACE) a généré une valeur ajoutée plus importante. L'extraction de pétrole et de gaz a aussi été relativement importante aux Pays-Bas où elle a généré une valeur ajoutée presque aussi élevée que la production et la distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'eau chaude – voir tableau 5.

Graphique 6

Ventilation des activités des secteurs industriels non manufacturiers dans l'UE, 2000 (% de l'économie des entreprises) (1)



(1) Sur la base des divisions 10 à 14 et 40, 41 et 45 de la NACE; estimations.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter_ms).

Tableau 5

Les trois principaux secteurs industriels non manufacturiers, 2000 (1)

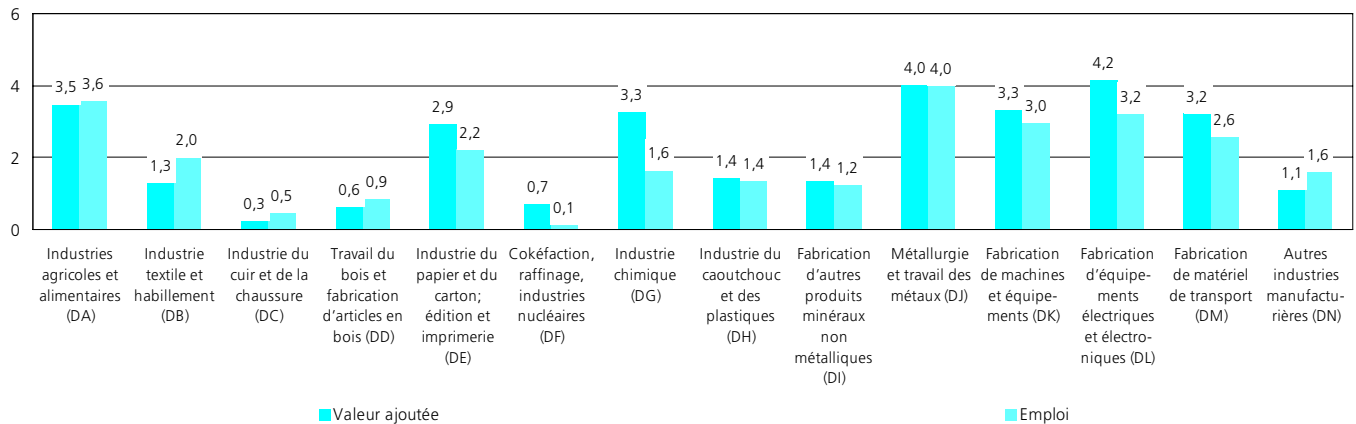
	Premier	Deuxième	Troisième
EU-15	Construction	Électricité, gaz et chaleur	Extraction d'hydrocarbures
B	Construction	Électricité, gaz et chaleur	Captage, traitement et distribution d'eau
DK	Construction	Extraction d'hydrocarbures	Électricité, gaz et chaleur
D	Construction	Électricité, gaz et chaleur	Extraction de houille, de lignite et de tourbe
EL	Construction	Électricité, gaz et chaleur	Autres industries extractives
E	Construction	Électricité, gaz et chaleur	Captage, traitement et distribution d'eau
F	Construction	Électricité, gaz et chaleur	Captage, traitement et distribution d'eau
IRL	Construction	Électricité, gaz et chaleur	Extraction de houille, de lignite et de tourbe
I	Construction	Électricité, gaz et chaleur	Extraction d'hydrocarbures
L	Construction	Électricité, gaz et chaleur	Autres industries extractives
NL	Construction	Électricité, gaz et chaleur	Extraction d'hydrocarbures
A	Construction	Électricité, gaz et chaleur	Autres industries extractives
P	Construction	Électricité, gaz et chaleur	Captage, traitement et distribution d'eau
FIN	Construction	Électricité, gaz et chaleur	Captage, traitement et distribution d'eau
S	Construction	Électricité, gaz et chaleur	Extraction de minerais métalliques
UK	Construction	Extraction d'hydrocarbures	Électricité, gaz et chaleur

(1) Sur la base de la valeur ajoutée des secteurs industriels non manufacturiers (divisions 10 à 14 et 40, 41 et 45 de la NACE); estimations.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter_ms).

Graphique 7

Ventilation de l'activité dans les secteurs manufacturiers dans l'UE, 2000 (% de l'économie des entreprises) (1)



(1) Sur la base des sous-sections DA à DN de la NACE; estimations.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter_ms).

Dans le secteur manufacturier, les trois activités principales (en termes de valeur ajoutée) ont été les machines et les équipements (division 29 de la NACE), les produits alimentaires et les boissons (division 15 de la NACE) et les substances et produits chimiques (division 24 de la NACE) – voir graphique 7. Au moins deux de ces trois activités figuraient parmi les trois principales activités manufacturières de dix États membres. Par contre, l'industrie manufacturière en Grèce, au Luxembourg, au Portugal, en Finlande et en Suède s'est davantage exprimé au travers d'activités n'occupant pas une telle position prédominante dans l'ensemble de l'Union européenne. Pour ce qui est des grands pays, l'Allemagne a concentré une part de la production supérieure à la moyenne dans la construction de véhicules automobiles, la France et l'Italie dans le secteur du travail des métaux; par ailleurs, la part de l'édition et de l'imprimerie a été relativement élevée au Royaume-Uni – voir tableau 6.

Tableau 6

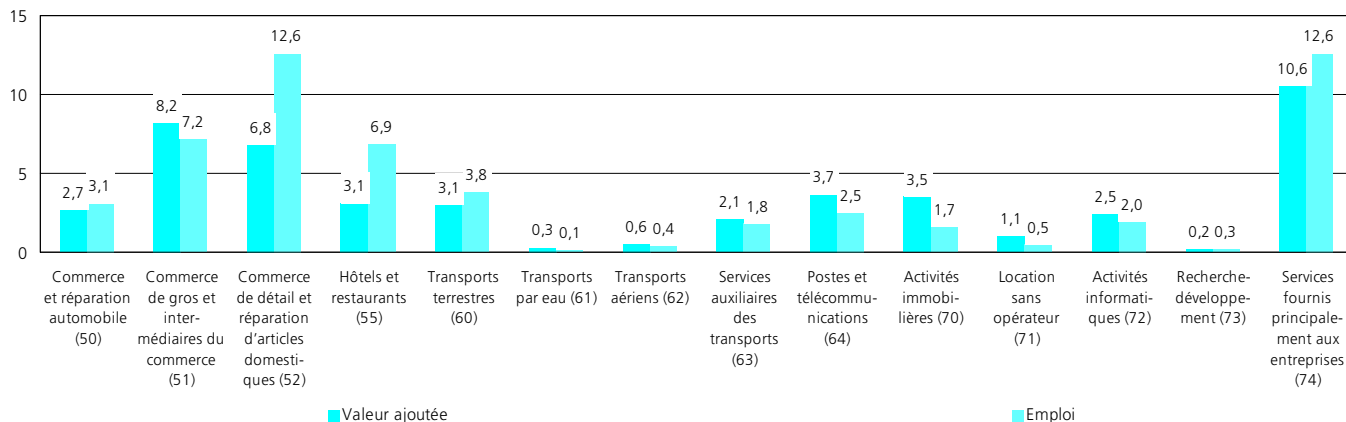
Les trois principaux secteurs manufacturiers, 2000 (1)

	Premier	Deuxième	Troisième
EU-15	Machines et équipements n.c.a.	Industrie alimentaire	Industrie chimique
B	Industrie chimique	Industrie alimentaire	Métallurgie
DK	Industrie alimentaire	Machines et équipements n.c.a.	Industrie chimique
D	Machines et équipements n.c.a.	Véhicules automobiles	Industrie chimique
EL	Industrie alimentaire	Textiles	Cokéfaction, raffinage, nucléaire
E	Industrie alimentaire	Travail des métaux	Industrie chimique
F	Industrie alimentaire	Industrie chimique	Travail des métaux
IRL	Industrie chimique	Industrie alimentaire	Édition, imprimerie, reproduction
I	Machines et équipements n.c.a.	Travail des métaux	Industrie alimentaire
L	Métallurgie	Caoutchouc et plastiques	Travail des métaux
NL	Industrie alimentaire	Industrie chimique	Édition, imprimerie, reproduction
A	Machines et équipements n.c.a.	Cokéfaction, raffinage, nucléaire	Industrie alimentaire
P	Industrie alimentaire	Autres minéraux non métalliques	Textiles
FIN	Équip. de radio, TV et communic.	Industrie du papier et du carton	Machines et équipements n.c.a.
S	Véhicules automobiles	Machines et équipements n.c.a.	Industrie du papier et du carton
UK	Industrie alimentaire	Édition, imprimerie, reproduction	Industrie chimique

(1) Sur la base de la valeur ajoutée de l'industrie manufacturière (divisions 15 à 37 de la NACE); estimations.
Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter_ms).

Graphique 8

Ventilation de l'activité dans les secteurs des services dans l'UE, 2000 (% de l'économie des entreprises) (1)



(1) Sur la base des divisions 50 à 64 et 70 à 74 de la NACE; estimations.
 Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter_ms).

Dans le secteur des services, les trois activités principales (au niveau à deux chiffres de la NACE) ont été, en général, le commerce de gros (division 51 de la NACE), le commerce de détail (division 52 de la NACE) et les autres services aux entreprises (division 74 de la NACE). Le poids conjoint de ces deux dernières activités dans l'emploi total a été particulièrement élevé, représentant 12,6% de la population occupée dans l'Union européenne. En termes de valeur ajoutée, toutefois, le commerce de gros a été plus important que le commerce de détail. En 2000, les « autres services aux entreprises » et le commerce de gros ont généré la valeur ajoutée la plus élevée dans la plupart des États membres, l'Irlande et le Portugal où le commerce de détail a supplanté les autres services aux entreprises faisant exception. Dans les autres pays, le commerce de détail a généralement constitué la troisième plus importante activité, sauf en Grèce (hôtels et restaurants), au Luxembourg (poste et télécommunications) et en Suède (activités immobilières) – voir tableau 7.

Tableau 7
 Les trois principaux secteurs de services, 2000 (1)

	Premier	Deuxième	Troisième
EU-15	Services aux entreprises	Commerce de gros	Commerce de détail
B	Commerce de gros	Services aux entreprises	Commerce de détail
DK	Commerce de gros	Services aux entreprises	Commerce de détail
D	Services aux entreprises	Commerce de gros	Commerce de détail
EL	Services aux entreprises	Commerce de gros	Hôtels et restaurants
E	Commerce de gros	Services aux entreprises	Commerce de détail
F	Services aux entreprises	Commerce de gros	Commerce de détail
IRL	Commerce de détail	Commerce de gros	Services aux entreprises
I	Services aux entreprises	Commerce de gros	Commerce de détail
L	Services aux entreprises	Commerce de gros	Postes et télécommunications
NL	Commerce de gros	Services aux entreprises	Commerce de détail
A	Commerce de gros	Services aux entreprises	Commerce de détail
P	Commerce de gros	Commerce de détail	Services aux entreprises
FIN	Commerce de gros	Services aux entreprises	Commerce de détail
S	Commerce de gros	Services aux entreprises	Activités immobilières
UK	Services aux entreprises	Commerce de gros	Commerce de détail

(1) Sur la base de la valeur ajoutée des services (divisions 50 à 64 et 70 à 74 de la NACE); estimations.
 Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter_ms).

On estime qu'il est essentiel de promouvoir les petites et moyennes entreprises (PME) pour créer un environnement susceptible d'encourager la croissance économique et de multiplier les emplois. Le domaine „classe de taille“ de la base de données SSE fournit des informations sur la structure par taille des entreprises dans le secteur des entreprises de l'Union européenne en 1999. Il s'avère que les PME occupent une place particulièrement importante dans les activités des hôtels et restaurants, la construction, le commerce et l'immobilier, la location et les services aux entreprises, où elles offrent un nombre d'emplois – voir tableau 8.

De fait, les PME occupaient jusqu'à 87 % de la main-d'œuvre de l'Union européenne dans le secteur de la construction en 1999, 80 % des personnes occupées des hôtels et des restaurants et 72 % des personnes occupées dans le commerce. Les transports et communications ont été la seule section de la NACE où les PME n'occupaient pas plus de 50 % des personnes – voir tableau 9.

La productivité apparente du travail des microentreprises a été inférieure à la moyenne de l'ensemble des entreprises dans toutes les sections de la NACE à l'exception de l'immobilier, la location et les services aux entreprises où elles ont représenté 32,2 % de l'emploi mais généré 33,9 % de la valeur ajoutée.

La productivité apparente du travail des petites, moyennes et grandes entreprises ne présente pas d'écart substantiel dans les secteurs de la construction, du commerce et des hôtels et restaurants. Dans l'immobilier, la location et les services aux entreprises, cette productivité a progressé pour les micro, petites et moyennes entreprises mais diminué pour les grandes entreprises. Deux secteurs toutefois ont enregistré à nouveau une augmentation de la productivité apparente du travail dans les grandes entreprises: dans l'industrie manufacturière d'une part et dans les transports et communications d'autre part. Dans ces deux activités de lourds investissements en capitaux sont souvent nécessaires pour installer des chaînes de production rentables ou pour garantir un niveau minimum d'efficacité des réseaux nationaux.

Tableau 8

Importance des petites entreprises dans la valeur ajoutée des activités manufacturières dans l'UE, 2000 (% des entreprises avec moins de 20 personnes occupées) (1)

Libellé NACE (code NACE)	Part des entreprises < 20 personnes occupées dans la valeur ajoutée totale (%)
Industries alimentaires (15)	15,3
Tabac manufacturé (16)	0,2
Textiles (17)	19,1
Industrie de l'habillement et des fourrures (18)	27,7
Industrie du cuir et de la chaussure (19)	30,1
Travail du bois et fabrication d'articles en bois (20)	34,8
Papier et carton (21)	5,3
Édition, imprimerie, reproduction (22)	23,0
Cokéfaction, raffinage, industries nucléaires (23)	1,1
Industrie chimique (24)	3,1
Industrie du caoutchouc et des plastiques (25)	12,0
Autres produits minéraux non métalliques (26)	13,8
Métallurgie (27)	3,7
Travail des métaux (28)	30,4
Fabrication de machines et équipements (29)	12,4
Machines de bureau et informatique (30)	6,2
Machines et appareils électriques (31)	8,6
Équipements de radio, télévision et communication (32)	4,2
Instruments médicaux, de précision, d'optique et d'horlogerie (33)	18,4
Industrie automobile (34)	1,9
Autres matériels de transport (35)	4,2
Fabrication de meubles; industries diverses (36)	29,3
Récupération (37)	39,1

(1) Extraction des données en mars 2003; les données de ce tableau montrent l'importance des entreprises de moins de 20 personnes occupées, entreprises qui ne sont généralement pas couvertes par les statistiques SBS LONG qui sont la principale source de données utilisée pour les chapitres concernant les activités manufacturières.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/sizclass).

Tableau 9

Ventilation de l'activité par classe de taille des entreprises dans l'UE, 1999 (1)

Libellé NACE (code NACE)	Valeur ajoutée				Emploi			
	Micro (1-9 personnes occupées)	Petites (10-49 personnes occupées)	Moyennes (50-249 personnes occupées)	Grandes (250 ou plus personnes occupées)	Micro (1-9 personnes occupées)	Petites (10-49 personnes occupées)	Moyennes (50-249 personnes occupées)	Grandes (250 ou plus personnes occupées)
Industrie manufacturière (D)	7,7	16,3	22,2	53,7	13,4	21,7	23,3	41,5
Construction (F)	32,5	32,5	17,2	17,9	41,2	31,4	14,3	13,0
Commerce (G)	29,2	23,9	16,6	30,3	38,9	21,4	11,7	27,9
Hôtels et restaurants (H)	39,7	24,6	11,9	23,8	45,6	24,5	9,9	20,0
Transports et communication (I)	10,8	11,8	9,8	67,6	15,9	14,8	12,5	56,8
Immob., location et services aux entrepr. (K)	33,9	23,9	22,3	19,9	32,2	19,0	16,5	32,2

(1) NACE sections C, E et J, non disponibles.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/sizclass).

LE SECTEUR MANUFACTURIER DE L'UNION EUROPÉENNE ENTRE 1990 ET 2001

Après une réduction de l'activité manufacturière au début des années 90, la valeur ajoutée de l'Union européenne en prix constants a augmenté pendant six années consécutives, de 1996 à 2001 – voir graphique 9. En 2001, la valeur ajoutée générée par le secteur manufacturier communautaire a atteint 1 327 milliards d'euros.

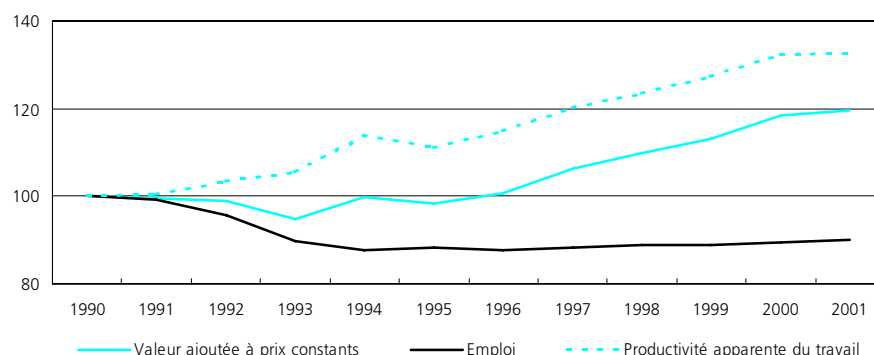
Le secteur manufacturier de l'Union européenne occupait au total 23,7 millions de personnes en 2001, ce qui représente un recul par rapport aux 26,3 millions de 1990. L'emploi manufacturier a diminué presque exclusivement pendant la première moitié des années 90, pour se stabiliser par la suite. Le nombre de personnes occupées a augmenté, en chiffres absolus, de 3,0 % entre le creux de 1996 et les dernières données (relatives à 2001).

Le recul des niveaux d'emploi de la première moitié des années 90 a été le facteur qui a le plus contribué aux gains globaux de productivité du secteur manufacturier communautaire entre 1990 et 1995. Néanmoins, depuis 1996, l'augmentation de la productivité apparente du travail a plutôt été stimulée par une forte augmentation de la valeur ajoutée réelle que par le recul de l'emploi. Il ne faut pas oublier non plus que si le niveau de l'emploi manufacturier a lui-même baissé entre 1990 et 2001, une grande partie de l'emploi du secteur tertiaire est tributaire de l'industrie manufacturière, qui est un débouché pour les services qu'il offre.

Au fur et à mesure que le rôle des actifs incorporels prend de l'ampleur, les spécialistes s'accordent à reconnaître que les régions à plus forte croissance économique de l'Union européenne sont celles où le marketing, l'innovation et la technologie jouent un rôle prépondérant. Il ressort des données des SSE de l'Union européenne entre 1990 et 2001 que les activités manufacturières qui se sont développés le plus rapidement ont été les produits chimiques et les fibres synthétiques (sous-section DG de la NACE), le caoutchouc et les matières plastiques (sous-section DH de la NACE) et le matériel de transport (sous-section DM de la NACE). Tous ces secteurs peuvent être considérés comme impulsés par la recherche avec un degré élevé d'innovation technologique (par exemple, l'industrie aéronautique, le secteur pharmaceutique ou la fabrication de plastiques) ou par le marketing, où l'image de marque joue un rôle important en termes de différenciation des produits (par exemple, les véhicules automobiles ou les détergents) – voir tableau 10.

Graphique 9

Évolution des principaux indicateurs de l'industrie manufacturière (section D de la NACE) dans l'UE (1990=100)



Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent_l_ms).

Tableau 10

Part de la valeur ajoutée de l'industrie manufacturière dans l'UE (%)

Libellé NACE (code NACE)	1990	2001
Industries agricoles et alimentaires (DA) (1)	11,0	11,3
Industrie textile et habillement (DB)	5,3	3,7
Industrie du cuir et de la chaussure (DC)	1,0	0,8
Travail du bois et fabrication d'articles en bois (DD)	1,6	1,6
Industrie du papier et du carton; édition et imprimerie (DE)	8,3	8,8
Cokéfaction, raffinage, industries nucléaires (DF)	1,8	2,1
Industrie chimique (DG)	10,7	11,8
Industrie du caoutchouc et des plastiques (DH)	4,2	4,8
Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques (DI)	4,8	4,4
Métallurgie et travail des métaux (DJ)	12,4	11,7
Fabrication de machines et équipements (DK)	11,4	10,6
Fabrication d'équipements électriques et électroniques (DL) (2)	13,6	13,3
Fabrication de matériel de transport (DM)	11,9	12,5
Autres industries manufacturières (DN) (1)	2,0	2,7

(1) 2001, estimations.

(2) 1990, estimations.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent_l_ms).

Tableau 11 Spécilisation sectorielle relative dans l'industrie manufacturière, 2000 (1)

B	DK	D	EL	E
Accumulateurs et piles électriques	Jeux et jouets	Machines outils	Ciment, chaux et plâtre	Carreaux en céramique
Autres produits textiles	Matériels optique et photographique	Mat. de distribution électrique	Fibres textiles	Ciment, chaux et plâtre
Première transformation de l'acier	Poisson	Véhicules automobiles	Huiles et graisses	Pierres
F	IRL	I	L	NL
Aérospatiale	Machines de bureau et ordinateurs	Apprêt et tannage des cuirs	Autres produits textiles	Huiles et graisses
Chaudronnerie	Produits chimiques de base	Carreaux en céramique	Produits en caoutchouc	Matériel audiovisuel
Matières nucléaires	Reproduction d'enregistrements	Motocycles et bicyclettes	Sidérurgie (CECA)	Matériels de transport n.c.a.
A	P	FIN	S	UK
Articles de sport	Chaussures et articles chaussants	Appareils d'émission et de transmission	Pâte à papier, papier et carton	Aérospatiale
Matériel ferroviaire roulant	Étoffes à mailles	Pâte à papier, papier et carton	Sciage et rabotage du bois	Édition
Sciage et rabotage du bois	Objets divers en bois	Sciage et rabotage du bois	Tubes	Pesticides et autres produits agrochimiques

(1) Les trois principales activités manufacturières par pays; sur la base des groupes de la NACE et leur taux de spécialisation en termes de valeur ajoutée aux coûts des facteurs; hors recyclage; seuls sont inclus les groupes de la NACE dont la part dans l'industrie manufacturière nationale est >0.5%; activités classées par ordre alphabétique; estimations.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent_l_ms).

Les taux de spécialisation présentés au tableau 11 permettent de comparer, entre un pays donné et l'ensemble de l'Union européenne, le poids d'un groupe spécifique de la NACE dans la valeur ajoutée totale de l'industrie manufacturière. Les résultats montrent qu'un patrimoine naturel de ressources s'asseyant sur une longue tradition peut jouer sur la composition du secteur manufacturier d'un pays, comme l'indiquent les taux élevés enregistrés par les produits du sciage en Finlande et en Suède, la pierre en Espagne, les autres produits du bois (le liège en particulier) au Portugal et les dalles et carreaux céramiques en Italie. Plusieurs pays se distinguent par leurs secteurs de haute technologie: par exemple, la France et le Royaume-Uni avec l'aéronautique et l'espace, l'Irlande avec les machines de bureau et le matériel informatique et les Pays-Bas avec les appareils audiovisuels grand-public. On remarquera que les petits pays affichent généralement des taux de spécialisation relative beaucoup plus (ou beaucoup moins) élevés que les grands pays, l'absence de certains secteurs manufacturiers amplifiant l'importance relative des autres. Il faut également souligner que les taux de spécialisation ne fournissent par eux-mêmes aucune information permettant d'établir si un secteur industriel contribue de manière significative à l'activité manufacturière globale. C'est pour cette raison que les très petites activités ayant réalisé moins de 0,5 % de la valeur ajoutée manufacturière d'un pays en 2000 ont été supprimées du tableau, même si un pays dominait le total communautaire dans une très petite industrie.

Le prix est un facteur non négligeable au regard de la compétitivité des secteurs industriels. La base de données EBT (European Business Trends) fournit des informations sur les indices nationaux annuels des prix à la production. Il ressort du tableau 12 que les prix à la production dans l'industrie manufacturière ont globalement augmenté de 7,6 % entre 1995 et 2001. Les prix au niveau des sous-sections de la NACE ont augmenté pour toutes les catégories de produits hormis les équipements électriques et le matériel optique, dont les prix ont chuté de 5,3 % entre 1995 et 2001. La plupart des augmentations de prix enregistrées par le secteur manufacturier de l'Union européenne ont été globalement inférieures à 10 % entre 1995 et 2001, alors que l'indice des prix à la consommation harmonisé a augmenté de 11,5 % pendant la même période. Seuls deux secteurs ont fait exception à cette règle: celui du cuir et des produits du cuir (où les prix ont augmenté de 12,2 %) et celui des produits de la cokéfaction, du raffinage et des industries nucléaires (où les prix ont enregistré une forte augmentation de 57,6 %). Les prix des produits du raffinage et des industries nucléaires dépendent en très grande mesure du coût du pétrole brut.

STATISTIQUES DU COMMERCE EXTÉRIEUR

LA SITUATION DU COMMERCE EXTÉRIEUR DE L'UNION EUROPÉENNE ENTRE 1991 ET 2001

Les statistiques du commerce extérieur de produits manufacturés, qui figurent dans la base de données Comext, peuvent être établies conformément à la nomenclature des produits par activité (CPA). Les agrégats communautaires cités dans cette section se réfèrent exclusivement au commerce extra-communautaire et ne comprennent pas les flux intra-communautaires (c'est-à-dire les échanges entre les États membres). Par contre, les données présentées pour les États membres englobent tous les flux commerciaux externes, tant avec des partenaires intra-communautaires qu'avec des partenaires extra-communautaires.

Vu que les données communautaires ne concernent que le commerce extra-communautaire, il convient de souligner que certains produits sont, de par leurs caractéristiques, moins aptes que d'autres aux échanges portant sur de longues distances (par exemple, les biens ayant une faible valeur unitaire par rapport au coût de leur transport ou les produits périssables ou fragiles). Les exportations extra-communautaires de produits manufacturés (Section D de la CPA) ont progressé de 153,5 % entre 1991 et 2001, soit à un rythme moyen annuel de 9,7 %. Ces taux traduisent l'importance croissante de la mondialisation et des marchés internationaux.

Tableau 12

Évolution des prix à la production nationaux dans l'UE (1995=100)

Libellé NACE (code NACE)	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Industrie manufacturière (D)	100,0	101,1	101,8	100,9	101,2	106,6	107,6
Industries agricoles et alimentaires (DA)	100,0	102,1	103,4	103,1	102,3	103,9	107,5
Industrie textile et habillement (DB)	100,0	100,9	101,8	102,6	102,3	103,5	105,1
Industrie du cuir et de la chaussure (DC)	100,0	102,1	103,7	105,1	105,4	107,6	112,2
Travail du bois et fabrication d'articles en bois (DD)	100,0	98,9	100,0	100,7	100,2	101,1	101,7
Industrie du papier et du carton; édition et imprimerie (DE)	100,0	99,3	98,4	99,3	99,0	104,1	106,1
Cokéfaction, raffinage, industries nucléaires (DF)	100,0	111,7	116,9	103,4	117,3	168,2	157,0
Industrie chimique (DG)	100,0	98,8	99,6	98,0	97,2	103,2	104,3
Industrie du caoutchouc et des plastiques (DH)	100,0	100,0	99,4	98,8	97,9	100,0	101,2
Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques (DI)	100,0	100,8	101,7	102,7	103,8	105,8	108,3
Métallurgie et travail des métaux (DJ)	100,0	97,5	98,0	98,5	96,3	100,7	101,0
Fabrication de machines et équipements (DK)	100,0	102,6	104,1	105,1	106,0	107,1	108,6
Fabrication d'équipements électriques et électroniques (DL)	100,0	99,4	98,3	96,7	95,2	95,2	94,7
Fabrication de matériel de transport (DM)	100,0	101,9	102,1	103,1	103,6	103,9	104,6
Autres industries manufacturières (DN)	100,0	102,7	103,7	104,9	106,1	107,6	109,9

Source: Eurostat, European Business Trends (theme4/ebt/ebt_ind/ind_pric).

L'industrie manufacturière communautaire a enregistré un excédent commercial de 95,7 milliards d'euros en 2001, soit 42,1 milliards de plus qu'en 2000. Cette progression soutenue de 79 % provient exclusivement du développement des exportations, les importations étant restées pratiquement au même niveau qu'en 2000 (réduction de 1,9 milliard d'euros). On peut donc dire que l'Union européenne a enregistré en 2001 un excédent commercial record depuis 1997 sur les produits manufacturés.

Le tableau 13 expose en détail la position commerciale extérieure de chaque État membre pour les produits manufacturés en 2001. En termes absolus, l'Allemagne a enregistré l'excédent commercial le plus élevé (132 milliards d'euros). En termes relatifs toutefois, le taux de couverture de l'Allemagne a été de 130,2 % (ce qui signifie que les exportations totales de produits manufacturés ont dépassé, de 30,2 %, les importations totales de ces mêmes produits). Ce taux n'a pas été le plus élevé parmi les États membres: il a été légèrement inférieur à celui de la Suède (130,4 %) et s'est situé bien au-dessous de ceux de la Finlande (157,7 %) et de l'Irlande (167,2 %).

Par contre, le commerce de produits manufacturés a été déficitaire dans six États membres en 2001. Le Royaume-Uni a enregistré le déficit le plus important (62 milliards d'euros), ses exportations de produits manufacturés n'ayant couvert que 81,1 % de ses importations; les taux de couverture du Portugal (69,2 %) et de la Grèce (37,1 %) ont été encore beaucoup plus faibles.

Tableau 13

Flux du commerce extérieur de biens manufacturés (CPA section D), 2001 (millions d'euros)

	Exportations	Part dans le total UE (%)	Importations	Part dans le total UE (%)	Balance commerciale	Taux de couverture (%)
EU-15 (1)	910 433	-	814 760	-	95 673	111,7
B	190 815	8,2	167 602	7,8	23 213	113,9
DK	49 601	2,1	45 595	2,1	4 006	108,8
D	568 221	24,4	436 281	20,3	131 940	130,2
EL	9 627	0,4	25 927	1,2	-16 299	37,1
E	118 059	5,1	144 778	6,7	-26 719	81,5
F	339 904	14,6	328 180	15,3	11 724	103,6
IRL	84 755	3,6	50 691	2,4	34 064	167,2
I	260 418	11,2	217 886	10,2	42 532	119,5
L	11 086	0,5	12 362	0,6	-1 276	89,7
NL	205 413	8,8	182 363	8,5	23 049	112,6
A	73 416	3,1	76 261	3,6	-2 845	96,3
P	26 431	1,1	38 205	1,8	-11 775	69,2
FIN	47 248	2,0	29 953	1,4	17 295	157,7
S	78 467	3,4	60 172	2,8	18 295	130,4
UK	267 428	11,5	329 573	15,4	-62 145	81,1

(1) Uniquement commerce avec les pays tiers.

Source: Eurostat, Comext.

En ce qui concerne les performances du commerce extérieur communautaire ventilé par sous-section de la CPA, il ressort du tableau 14 que, en 2001, 68,5 % environ des exportations de produits manufacturés de l'Union européenne se rapportaient à quatre groupes de produits: les produits chimiques, les machines et équipements, les équipements électriques et le matériel optique, et le matériel de transport. Ce pourcentage a dépassé de 7 points celui de 1991. Les importations ont évolué de façon semblable, la part de ces quatre principales sous-sections étant passée de 56,5 % en 1991 à 61,6 % en 2001.

L'augmentation des importations et des exportations de produits manufacturés au cours de la période 1991-2001 s'est concentrée sur deux sous-sections de la CPA. Les équipements électriques et le matériel optique (sous-section DL de la CPA) et le matériel de transport (sous-section DM de la CPA) ont progressé de 5,1 % et de 2,1 % respectivement par rapport à l'ensemble des importations manufacturières et de 6,2 % et 2,4 % par rapport aux exportations totales. Ces produits ont donc consolidé leur position de principales sous-sections de la CPA pour les importations (ils ont représenté conjointement 43,0 % des importations manufacturières totales de l'Union européenne en 2001, à comparer aux 36,3 % de 1991). En outre, ils ont supplanté les machines et équipements (sous-section DK de la CPA) dans le classement des produits manufacturés communautaires les plus exportés (en totalisant 38,8 % des exportations en 2001, à comparer aux 30,3 % de 1991).

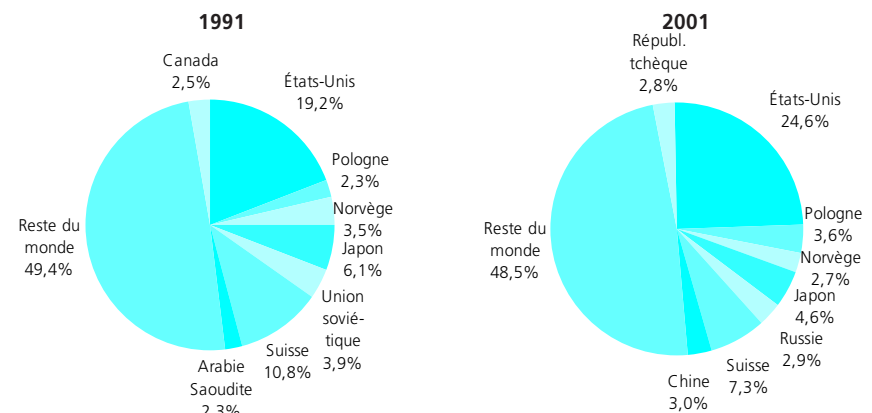
En 2001, les principaux excédents commerciaux ont été enregistrés dans les secteurs des produits chimiques, des machines et équipements et du matériel de transport. Bien que de taille moins importante, les secteurs de la pâte à papier, du papier et des produits du papier, de l'édition et de l'imprimerie et des autres produits minéraux non métalliques ont aussi été excédentaires. A l'inverse, les déficits commerciaux les plus lourds ont concerné les équipements électriques et le matériel optique ainsi que les textiles et l'Union européenne a aussi fortement dépendu des importations de bois et de produits du bois et des produits de la cokéfaction, du raffinage et des industries nucléaires.

Tableau 14.
Flux du commerce extérieur extracommunautaire de l'UE
(% du total de l'industrie manufacturière)

Libellé CPA (code CPA)	Exportations		Importations	
	1991	2001	1991	2001
Produits agricoles et alimentaires (DA)	7,6	5,3	7,2	5,0
Textiles et habillement (DB)	5,7	4,7	10,7	8,8
Cuirs, articles de voyage, chaussures (DC)	1,7	1,6	2,3	2,2
Produits du travail du bois (DD)	0,6	0,8	1,9	1,4
Papiers et cartons; produits édités, imprimés (DE)	3,2	2,8	2,6	2,1
Produits de la cokéfaction, du raffinage et du nucléaire (DF)	2,0	1,9	4,4	2,8
Produits chimiques (DG)	13,1	14,7	9,5	9,8
Produits en caoutchouc ou plastique (DH)	2,3	2,5	1,9	2,2
Autres produits minéraux non métalliques (DI)	2,3	1,9	1,0	1,2
Produits de la métallurgie et du travail des métaux (DJ)	9,2	7,0	9,5	8,8
Machines et équipements (DK)	18,1	14,9	8,2	8,3
Équipements électriques et électroniques (DL)	14,3	20,4	23,5	28,6
Matériels de transport (DM)	16,0	18,4	12,8	14,4
Autres produits manufacturés (DN)	4,0	3,3	4,3	4,4

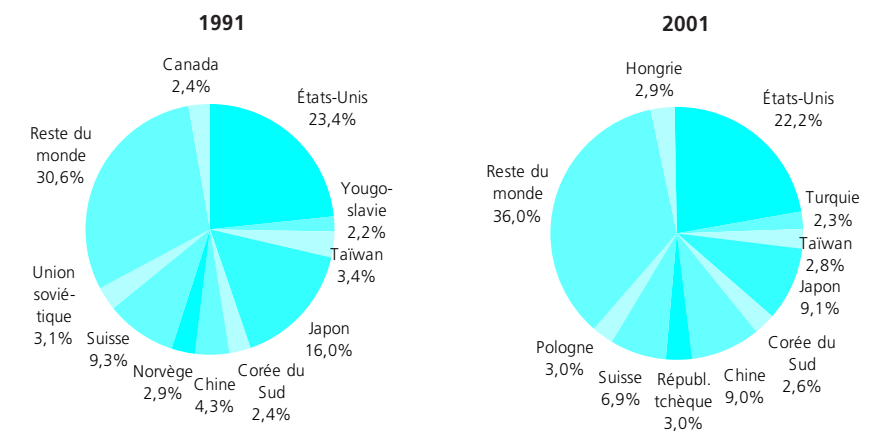
Source: Eurostat, Comext.

Graphique 10.
Destination des exportations manufacturières de l'UE (CPA section D)



Source: Eurostat, Comext.

Graphique 11.
Origine des importations manufacturières de l'UE (CPA section D)



Source: Eurostat, Comext.

La part de marché des dix principales destinations des produits manufacturés communautaires est restée relativement stable entre 1991 et 2001, passant de 54,7 % à 56,0 %. Le premier marché, les États-Unis, a absorbé près d'un quart (24,6 %) des produits manufacturés exportés par l'Union européenne en 2001, ce qui représente une augmentation de 5,4 points de pourcentage par rapport à 1991 – voir graphique 10. Par contre, les deuxième et troisième marchés récepteurs ont vu leur importance relative décroître au cours des années 90. La part des exportations vers la Suisse a diminué de 3,5 points de pourcentage pour se situer à 7,3 % tandis que celle des exportations destinées au Japon a diminué de 1,5 point, atteignant 4,6 % en 2001. Les exportations se sont partiellement réorientées vers les pays candidats (comme le démontre l'apparition de la République tchèque parmi les huit premiers marchés ainsi que l'augmentation de 1,3 point de la part des exportations à destination de la Pologne, qui figurait déjà parmi les huit premiers marchés), et vers la Chine (qui s'est aussi rangée parmi les huit premiers marchés récepteurs en 2001).

Les États-Unis ont aussi été le principal fournisseur de produits manufacturés de l'Union européenne – voir graphique 11 - avec 22,2 % des importations manufacturières de l'Union européenne en 2001, en régression de 1,2 point de pourcentage par rapport à 1991. Les parts du Japon, de la Suisse et de Taïwan ont plus fortement diminué, ce qui n'empêche pas ces trois pays de rester au nombre des dix premiers fournisseurs de l'Union européenne. Le grand bénéficiaire a été la Chine, dont la part a augmenté dans les importations communautaires de produits manufacturés, passant de 4,3 % en 1991 à 9,0 % en 2001. Divers pays candidats ont aussi vu leur part fortement progresser, comme la Pologne, la République tchèque et la Hongrie qui se sont hissées aux cinquième, sixième et septième rangs du classement de 2001.

Tableau 15

Commerce extracommunautaire de services de l'UE, 2001 (millions d'euros)

	Crédit	Débit	Balance nette
Services	313 806	304 763	9 043
Transports	78 082	74 059	4 023
Voyages	71 866	77 445	-5 579
Services de communication	6 201	6 934	-732
Construction	10 046	6 390	3 656
Services d'assurance	7 892	3 285	4 606
Services financiers	21 248	11 502	9 746
Services informatiques	11 880	7 457	4 423
Autres services aux entreprises	82 503	82 669	-167
Services personnels, culturels et récréatifs	3 282	6 634	-3 352
Services des administrations publiques n.c.a.	7 108	5 974	1 133

Source: Eurostat, Commerce international de services (theme2/bop/its).

La poursuite des négociations sur la libéralisation des échanges de services a stimulé leur commerce. Néanmoins, d'après les statistiques de la balance des paiements, la valeur des produits exportés par l'Union européenne vers les pays tiers en 2001 a été plus de trois fois supérieure à celle des exportations de services. Les crédits communautaires portant sur les échanges de services ont atteint 313,8 milliards d'euros, soit 5,0 % de plus qu'en 2000. Les débits, en hausse de 4,3 %, s'étant élevés à 305 milliards d'euros, l'Union européenne a enregistré un excédent net de 9,0 milliards d'euros au titre des opérations sur services en 2001 – voir tableau 15. Trois secteurs des services ont représenté conjointement près des trois quarts (74,1 %) des échanges extérieurs de services de l'Union européenne en 2001: le transport, les voyages et les autres services aux entreprises.

Le Royaume-Uni a enregistré la part la plus importante de crédits du commerce international de services dans l'Union européenne, avec 17,5 % du total en 2001 (voir tableau 16). Ce résultat devance de loin celui de l'Allemagne dont les crédits se sont élevés à 98 milliards d'euros en 2001 (13,8 % du total). L'analyse des débits, et des crédits, montre que le Royaume-Uni a enregistré le déficit le plus important pour ce qui est des produits manufacturés mais l'excédent net le plus élevé en matière d'échanges de services et que l'Allemagne affiche l'excédent le plus important dans les produits manufacturés mais le déficit le plus élevé dans les opérations sur services.

Tableau 16

Commerce international de services, 2001 (millions d'euros)

	Crédit	Débit
EU-15 (1)	313 806	304 763
B/L	56 195	48 414
DK	30 066	26 294
D	97 804	154 744
EL	21 733	12 935
E	64 763	37 625
F	89 581	69 655
IRL	22 577	38 934
I	64 279	63 917
NL	59 131	61 340
A	36 704	35 259
P	9 835	6 917
FIN	6 512	9 049
S	24 571	25 628
UK	123 509	105 703

(1) Uniquement commerce avec les pays tiers.

Source: Eurostat, Commerce international de services (theme2/bop/its).

PAYS CANDIDATS

Comme pour les données concernant l'Union européenne, cette description de l'activité des entreprises des pays candidats par la présentation de données relatives aux niveaux de vie. Les pays candidats ont tous affiché, en 2001, un PIB par habitant inférieur à la moyenne de l'Union européenne mais supérieur, dans le cas de Chypre et de la Slovaquie, à celui de certains États membres de l'Union européenne – voir graphique 12.

Le tableau 17 fournit des informations sur la structure des économies des pays candidats. Dans certains cas, cette structure reflète encore le processus de transition à une économie de marché. À titre d'exemple, l'importance de l'agriculture, la chasse, la sylviculture et la pêche a souvent été bien plus élevée dans les pays candidats qu'au sein de l'Union européenne. Le commerce, les hôtels et restaurants, les transports et communications ont aussi représenté, en général, une part plus élevée de l'activité dans les pays candidats.

Les données de l'EFT permettent de mesurer les caractéristiques de l'emploi dans onze pays candidats (les données de Malte et de la Turquie n'étaient pas disponibles lors de la rédaction de cet ouvrage). En 2001, les données disponibles concernaient une population de 96 millions dans ces onze pays dont une ample majorité (quelque 85,2 millions) était âgée d'au moins 15 ans. La moitié environ des personnes en âge de travailler était occupée, ce qui représente quelque 42,7 millions de personnes, 6,4 millions étaient au chômage et les 36,1 millions de personnes restantes étaient inactives – voir graphique 13. Alors que près d'une personne active sur cinq travaillait à temps partiel dans l'Union européenne (18 %), dans trois pays candidats seulement la part du travail à temps partiel sur l'emploi total s'élevait à un pourcentage supérieur à 10%: la Lettonie (10,0 %), la Pologne (10,2 %) et la Roumanie (16,8 %). Le travail à temps partiel représentait une part égale ou inférieure à 5 % des forces de travail en Bulgarie, République tchèque, Hongrie et République slovaque.

La part des femmes sur la population occupée de l'Union européenne s'élevait à 42,8 % en 2001. Dans la plupart des pays candidats, cette part était supérieure et dépassait même 50 % en Lettonie et en Lituanie. Seule Chypre qui affichait un pourcentage inférieur (41,5 %) à la moyenne communautaire – voir graphique 14.

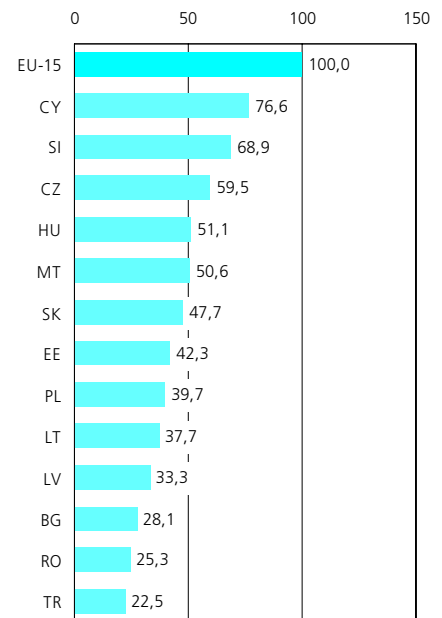
En ce qui concerne la ventilation de l'emploi, la part de l'agriculture, la chasse, la sylviculture et la pêche dans la population active a été supérieure à la moyenne communautaire (4,2 %) dans tous les pays candidats – voir graphique 15. Dans quatre pays candidats, la part de ce secteur sur l'emploi total s'exprimait par un pourcentage à deux chiffres, atteignant jusqu'à 44,4 % en Roumanie ⁽⁷⁾. La place des secteurs de l'industrie (et de la construction) des pays candidats dans l'emploi total était également un peu plus grande que la moyenne communautaire (28,7 %). Par contre, la situation à Chypre, en Lituanie, en Roumanie et en Lettonie était exactement inverse; et plus de 40 % de la main-d'œuvre de la République tchèque travaillait dans l'industrie. Le secteur des services ralliait plus de la moitié de la population occupée dans tous les pays candidats à l'exception de la Roumanie où cette part n'était que de 29,7 %. La plupart des pays candidats n'affichaient cependant pas des taux d'emploi dans les services aussi élevés que la moyenne communautaire (67,1 %). De fait, le seul pays se situant au-dessus de la moyenne communautaire était Chypre, où 71,1 % des personnes occupées travaillaient dans le secteur des services.

Les statistiques structurelles des entreprises (SSE) fournissent des données détaillées pour la majorité des pays candidats à l'adhésion pour l'année 2000. Ces données sont généralement disponibles pour la plupart des sections de la NACE couvrant le secteur des entreprises (sections C à K).

⁽⁷⁾ Il se peut qu'un fort pourcentage de travailleurs des pays candidats ait plus d'une occupation; en conséquence, il peut être difficile de discerner leur occupation principale.

Graphique 12

PIB par habitant des pays candidats, 2001 (EU-15=100) (1)



(1) Aux prix du marché courants et en SPA; MT, 1999. Source: Eurostat, Comptes nationaux - ESA95 - Agrégats (theme2/aggs).

Tableau 17

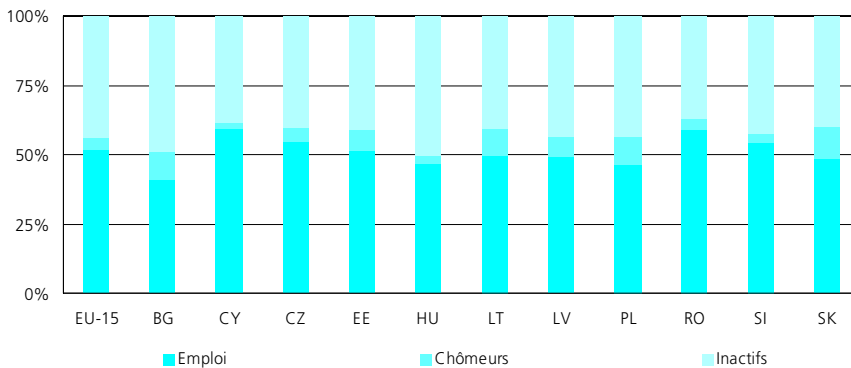
Ventilation du PIB des pays candidats, 2001 (%)

Libellé NACE (code NACE)	EU-15	BG	CY	CZ	EE	HU	LT	LV	MT	PL	RO	SI	SK	TR
		(1)	(2)								(1)			
Agriculture, chasse, sylviculture et pêche (A et B)	2,1	13,8	4,0	4,2	5,8	4,3	7,1	4,7	2,4	3,4	14,6	3,1	4,6	12,1
Industries extractives; industrie manufacturière; électricité, gaz et eau (C à E)	22,1	23,0	12,9	32,9	22,8	27,1	27,8	18,7	24,5	25,4	28,5	31,0	27,5	23,8
Construction (F)	5,4	3,5	7,1	7,2	5,9	4,9	6,1	6,2	2,8	7,5	5,5	5,9	5,2	4,8
Commerce; hôtels et restaurants; transports et communications (G à I)	21,6	:	32,5	25,2	32,1	22,0	29,5	35,4	22,1	30,0	51,3	22,4	29,1	34,4
Services financiers; immobilier, location et services aux entreprises (J et K) (3)	27,2	:	20,9	15,7	15,6	21,7	10,6	16,0	19,5	16,1	9,4	16,5	18,3	11,3
Administration publique, services collectifs, sociaux et personnels (L à Q) (3)	21,7	:	22,5	15,0	17,9	20,0	19,0	19,0	28,8	17,6	16,9	21,2	15,4	13,6

(1) 2000. (2) Provisoire. (3) RO, 2000.

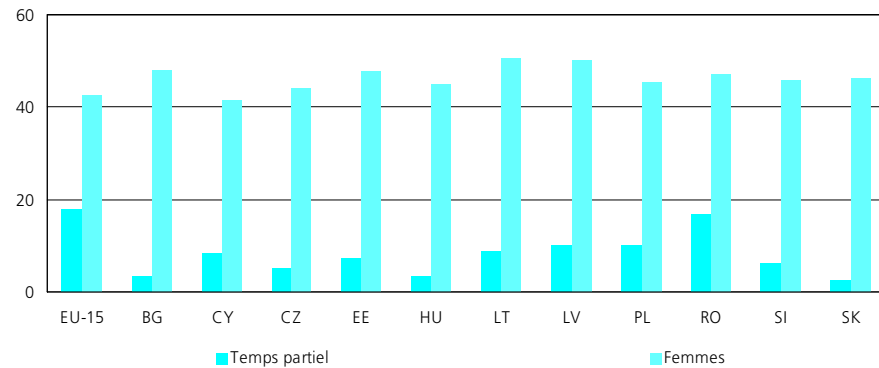
Source: Eurostat, Comptes nationaux - Ventilation par branche d'activité (theme2/brkdowns).

Graphique 13
Ventilation de la main-d'œuvre par statut au regard de l'emploi dans les pays candidats, 2001 (part des personnes de 15 ans et plus) (1)



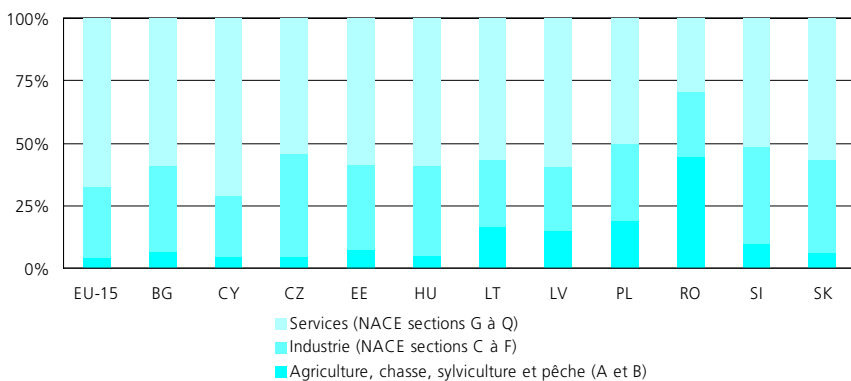
(1) NACE sections A à Q.
 Source: Eurostat, Enquête sur les forces de travail.

Graphique 14
Caractéristiques de la main-d'œuvre dans les pays candidats, 2001 (% des personnes de 15 ans et plus ayant un emploi) (1)



(1) NACE sections A à Q.
 Source: Eurostat, Enquête sur les forces de travail.

Graphique 15
Ventilation par activité dans les pays candidats des personnes ayant un emploi, 2001 (% des personnes de 15 ans et plus ayant un emploi)



Source: Eurostat, Enquête sur les forces de travail.

Avec 92,6 milliards d'euros de valeur ajoutée générée en 2000, la Pologne est de loin le pays candidat où le secteur des entreprises est le plus important, à un niveau dépassant même celui du Danemark, de la Grèce, de l'Irlande, du Luxembourg, du Portugal ou de la Finlande. Elle devance la République tchèque (31,1 milliards d'euros), ainsi que la Hongrie et la Roumanie, seuls autres pays candidats à avoir généré plus de 10 milliards d'euros de valeur ajoutée.

L'activité manufacturière était, dans les pays candidats, la plus importante des sections de la NACE, et représentait 39,1 % de la valeur ajoutée, contre 31,2 % dans l'Union européenne (voir tableau 18). Le commerce représentait 17,7 % tandis que les transports et communications (12,7 %) et les services aux entreprises (10,3 %) étaient les seuls autres secteurs dont le poids relatif dépassait 10 %. Alors que dans l'Union européenne où les industries extractives (section C) constituaient le plus souvent le secteur de plus faible poids, dans les pays candidats cette position est occupée par le secteur des hôtels et restaurants (section H), qui ne représentait en moyenne que 1,8 % du secteur des entreprises. L'utilisation mécanique d'agrégats pour l'ensemble des pays candidats peut être trompeur dans la mesure où, bien entendu, la situation de chaque pays n'est pas strictement conforme aux tendances rapportées ci-dessus. Par exemple, le secteur des hôtels et restaurants ne représentait que 0,9 % du total de la valeur ajoutée en Slovaquie contre 20,2 % à Chypre. De même, la part du secteur manufacturier variait considérablement, de moins de 30 % du total à Chypre, en Estonie et en Lettonie, à plus de 40 % en République tchèque, en Hongrie, en Roumanie, en Slovénie et en Slovaquie.

Tableau 18

Les trois principales activités dans les pays candidats, 2000 (1)

	Premier	Deuxième	Troisième
BG	Electricité, gaz, chaleur	Postes et télécommunications	Commerce de gros
CY (2)	Hôtels et restaurants	Construction	Commerce de gros
CZ (3)	Commerce de gros	Construction	Services aux entreprises
EE	Commerce de gros	Services auxiliaires des transports	Postes et télécommunications
HU (4)	Postes et télécommunications	Electricité, gaz, chaleur	Industries alimentaires
LT	Commerce de gros	Electricité, gaz, chaleur	Postes et télécommunications
LV	Commerce de gros	Construction	Services auxiliaires des transports
MT	:	:	:
PL (5)	Commerce de gros	Construction	Services aux entreprises
RO (6)	Construction	Transports terrestres	Postes et télécommunications
SI (7)	Construction	Commerce de gros	Services aux entreprises
SK (8)	Commerce de gros	Electricité, gaz, chaleur	Postes et télécommunications
TR	:	:	:

(1) Classement sur base de la valeur ajoutée des divisions 15 à 74 de la NACE.

(2) 1998; NACE divisions 60 à 74, non disponibles.

(3) NACE divisions 15 et 16, non disponibles.

(4) NACE divisions 50 à 52, 1998.

(5) NACE division 26, 1999; NACE divisions 15, 40, 41, 61 et 63, 1998.

(6) NACE divisions 52 et 62, 1998; NACE division 51, 1997.

(7) 1999.

(8) NACE divisions 15, 19 et 62, 1999; NACE divisions 23 et 61, 1998.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter_cc).

Tableau 19

Ventilation de la valeur ajoutée des entreprises par classe de taille dans l'industrie manufacturière des pays candidats, 2000 (%)

	1-9 personnes occupées	10-19 personnes occupées	20-49 personnes occupées	50-99 personnes occupées	100-249 personnes occupées	250+ personnes occupées
EU-15	7,2	6,2	9,4	8,3	13,1	55,8
CZ	5,9	3,7	7,5	8,2	15,0	59,6
EE	4,1	6,1	13,5	15,6	24,0	36,6
HU (1)	:	3,8	5,7	6,8	12,6	:
LT	4,1	3,9	9,5	9,4	16,4	56,7
LV	4,6	4,8	12,7	11,4	21,5	44,9
PL	11,0	2,4	6,7	7,3	14,1	58,5
RO	1,7	2,7	4,8	5,3	12,2	73,3
SI	10,1	4,0	6,2	7,7	17,6	54,4
SK	3,9	3,5	5,1	5,5	11,7	70,3

(1) Uniquement les entreprises de 5 personnes occupées ou plus.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/sizclass/indus_cc et theme4/sbs/sizclass/indus_ms).

Au sein des activités industrielles non manufacturières, le secteur de la production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau (division 40 de la NACE) et le secteur de la construction (division 45 de la NACE) tenaient une place particulièrement importantes. S'agissant des activités de services, la situation était par contre totalement différente dans les pays candidats. Alors que dans la quasi-totalité des États membres les trois activités de services les plus importantes étaient le commerce de gros, le commerce de détail et les services aux entreprises (divisions 51, 52 et 74 de la NACE), dans les pays candidat ce sont les postes et

télécommunications (division 64 de la NACE) avaient une plus grande importance relative dans les pays candidats. Cette situation s'explique en partie par le décollage rapide des technologies de la communication dans certains de ces pays où les investissements dans l'infrastructure des télécommunications ont alimenté la croissance. Les services auxiliaires des transports et les agences de voyage (division 63 de la NACE) sont également une activité de service relativement importante dans plusieurs pays candidats.

S'agissant de la répartition des entreprises manufacturières en fonction de leur taille, une grande diversité a été constatée en fonction du pays concerné (voir tableau 19). Les grandes entreprises (au moins 250 personnes occupées) représentaient une part très importante de l'activité manufacturière en Roumanie et en République tchèque (plus de 70 % du total de la valeur ajoutée) alors que cette part n'était que de 36,6 % en Estonie. Cette dernière valeur était très inférieure à la moyenne de l'Union européenne (55,8 %) de laquelle la plupart des autres pays candidats étaient proches.

Annexe statistique

Ci-après se trouve une série de tableaux et graphiques contenant des informations générales utiles à l'interprétation des données présentées dans les autres chapitres. Ces données sont de nature horizontale dans la mesure où elles peuvent être pertinentes à plusieurs chapitres.

Tableau SA.1

Taux de change, moyennes annuelles (1 écu/euro = ... monnaie nationale)

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002 (1)
BEF/LUF	42,2233	41,5932	40,4713	39,6565	38,5519	39,2986	40,5332	40,6207	40,3399	40,3399	40,3399	-
DKK	7,90859	7,80925	7,59359	7,54328	7,32804	7,35934	7,48361	7,49930	7,43556	7,45382	7,45207	7,43052
DEM	2,05076	2,02031	1,93639	1,92453	1,87375	1,90954	1,96438	1,96913	1,95583	1,95583	1,95583	-
GRD	225,216	247,026	268,568	288,026	302,989	305,546	309,355	330,731	325,820	336,678	340,750	-
ESP	128,469	132,526	149,124	158,918	163,000	160,748	165,887	167,184	166,386	166,386	166,386	-
FRF	6,97332	6,84839	6,63368	6,58262	6,52506	6,49300	6,61260	6,60141	6,55957	6,55957	6,55957	-
IEP	0,767809	0,760718	0,799952	0,793618	0,815525	0,793448	0,747516	0,786245	0,787564	0,787564	0,787564	-
ITL	1 533,24	1 595,52	1 841,23	1 915,06	2 130,14	1 958,96	1 929,30	1 943,65	1 936,27	1 936,27	1 936,27	-
NLG	2,31098	2,27482	2,17521	2,15827	2,09891	2,13973	2,21081	2,21967	2,20371	2,20371	2,20371	-
ATS	14,4309	14,2169	13,6238	13,5396	13,1824	13,4345	13,8240	13,8545	13,7603	13,7603	13,7603	-
PTE	178,614	174,714	188,370	196,896	196,105	195,761	198,589	201,695	200,482	200,482	200,482	-
FIM	5,00211	5,80703	6,69628	6,19077	5,70855	5,82817	5,88064	5,98251	5,94573	5,94573	5,94573	-
SEK	7,47927	7,53295	9,12151	9,16308	9,33192	8,51472	8,65117	8,91593	8,80752	8,44519	9,25511	9,16107
GBP	0,701012	0,737650	0,779988	0,775903	0,828789	0,813798	0,692304	0,676434	0,658735	0,609478	0,621874	0,628831
JPY	166,493	164,223	130,148	121,322	123,012	138,084	137,077	146,415	121,317	99,475	108,682	118,063
USD	1,23916	1,29810	1,17100	1,18952	1,30801	1,26975	1,13404	1,12109	1,06578	0,92194	0,89563	0,94557
BGN	0,03385	0,05105	0,03231	0,06439	0,08787	0,22515	1,90157	1,96913	1,95584	1,94792	1,94819	1,94921
CYP	0,573350	0,583675	0,582941	0,583931	0,591619	0,591904	0,582628	0,577418	0,578850	0,573924	0,575892	0,575301
CZK	:	:	34,1690	34,1509	34,6960	34,4572	35,9304	36,3196	36,8843	35,5995	34,0685	30,8036
EEK	:	:	15,4911	15,3962	14,9900	15,2763	15,7150	15,7530	15,6466	15,6466	15,6466	15,6466
HUF	142,202	172,777	107,611	125,030	164,545	193,741	211,654	240,573	252,767	260,045	256,591	242,958
LTL	:	2,14329	5,08682	4,73191	5,23203	5,07899	4,53616	4,48437	4,26405	3,69516	3,58229	3,45943
LVL	:	0,896066	0,793600	0,664101	0,689537	0,699605	0,659401	0,660240	0,625601	0,559227	0,560060	0,581048
MTL	0,399820	0,412953	0,447021	0,448852	0,461431	0,458156	0,437495	0,434983	0,425773	0,404138	0,403007	0,408936
PLN	2,01692	2,97484	2,12217	2,70153	3,17049	3,42232	3,71545	3,91784	4,22741	4,00817	3,67214	3,85742
ROL	145,4	673,7	885,8	1 971,6	2 661,8	3 922,2	8 111,5	9 984,9	16 345,2	19 921,8	26 004,0	31 269,7
SIT	36,969	98,434	132,486	152,766	154,880	171,778	180,996	185,958	194,473	206,613	217,980	225,977
SKK	:	:	36,0317	38,1182	38,8649	38,9229	38,1061	39,5407	44,1229	42,6017	43,3001	42,6935
TRL	5 153	8 931	12 879	35 535	59 912	103 214	171 848	293 736	447 237	574 816	1 102 430	1 439 680

(1) Les monnaies nationales indiquées par un «-» ont été remplacées par l'euro au 1er janvier 2002.

Source: Eurostat, Taux de change (theme2/exint/exchrt/eurer/eurer_an).

Tableau SA.2

Population, au 1er janvier (milliers)

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999 (1)	2000 (2)	2001 (3)
EU-15	365 382	367 061	368 935	370 323	371 442	372 476	373 487	374 345	375 277	376 482	:
B	9 987	10 022	10 068	10 101	10 131	10 143	10 170	10 192	10 214	10 239	10 263
DK	5 146	5 162	5 181	5 197	5 216	5 251	5 275	5 295	5 314	5 330	5 349
D	79 753	80 275	80 975	81 338	81 539	81 817	82 012	82 057	82 037	82 163	82 260
EL	10 200	10 294	10 349	10 410	10 443	10 465	10 487	10 511	10 522	10 554	:
E	38 875	38 965	39 057	39 136	39 197	39 249	39 308	39 388	39 519	39 733	40 122
F	56 841	57 111	57 369	57 565	57 753	57 936	58 116	58 299	58 497	58 749	59 037
IRL	3 521	3 547	3 569	3 583	3 598	3 620	3 652	3 694	3 735	3 777	3 826
I	56 744	56 757	56 960	57 138	57 269	57 333	57 461	57 563	57 613	57 680	57 844
L	384	390	395	401	407	413	418	424	429	436	441
NL	15 010	15 129	15 239	15 342	15 424	15 494	15 567	15 654	15 760	15 864	15 987
A	7 769	7 868	7 962	8 015	8 040	8 055	8 068	8 075	8 083	8 103	8 121
P	9 877	9 961	9 965	9 983	10 013	10 041	10 070	10 108	10 150	10 198	10 263
FIN	4 998	5 029	5 055	5 078	5 099	5 117	5 132	5 147	5 160	5 171	5 181
S	8 591	8 644	8 692	8 745	8 816	8 837	8 844	8 848	8 854	8 861	8 883
UK	57 685	57 907	58 099	58 293	58 500	58 704	58 905	59 090	59 391	59 623	59 863
BG	8 669	8 595	8 485	8 460	8 427	8 385	8 341	8 283	8 230	8 191	8 149
CY	687	700	714	723	730	736	741	746	752	755	759
CZ	10 364	10 313	10 326	10 334	10 333	10 321	10 309	10 299	10 290	10 278	10 267
EE	1 570	1 562	1 527	1 507	1 492	1 476	1 462	1 454	1 446	1 372	1 367
HU	10 355	10 337	10 310	10 277	10 246	10 212	10 174	10 135	10 092	10 043	:
LT	3 736	3 747	3 736	3 724	3 718	3 712	3 707	3 704	3 701	3 699	3 693
LV	2 668	2 657	2 606	2 566	2 530	2 502	2 480	2 458	2 439	2 380	2 366
MT	356	360	363	366	369	371	374	377	379	380	391
PL	38 183	38 309	38 418	38 505	38 581	38 609	38 639	38 660	38 667	38 654	38 644
RO	23 192	22 811	22 779	22 748	22 712	22 656	22 582	22 526	22 489	22 455	22 430
SI	2 000	1 999	1 994	1 989	1 989	1 990	1 987	1 985	1 978	1 988	1 990
SK	5 272	5 296	5 314	5 336	5 356	5 368	5 379	5 388	5 393	5 399	5 403
TR	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:

(1) E, IRL, L et BG, estimations.

(2) E, L et BG, estimations; IRL et EE, provisoires.

(3) I, L, P et UK, estimations; IRL et EE, provisoires.

Source: Eurostat, Démographie - Population (theme3/demo/dpop/pjan).

Tableau SA.3

Produit intérieur brut à prix constants, taux de croissance annuel (%)

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002 (1)
EU-15	1,3	-0,4	2,8	2,4	1,6	2,5	2,9	2,8	3,4	1,5	0,9
B	1,5	-1,0	3,2	2,4	1,2	3,6	2,0	3,2	3,7	0,8	0,7
DK	0,6	0,0	5,5	2,8	2,5	3,0	2,5	2,3	3,0	1,0	1,7
D	2,2	-1,1	2,3	1,7	0,8	1,4	2,0	2,0	2,9	0,6	0,4
EL	0,7	-1,6	2,0	2,1	2,4	3,6	3,4	3,6	4,2	4,1	3,5
E	0,9	-1,0	2,4	2,8	2,4	4,0	4,3	4,2	4,2	2,7	1,9
F	1,5	-0,9	2,1	1,7	1,1	1,9	3,4	3,2	3,8	1,8	1,0
IRL	3,3	2,7	5,8	9,9	8,1	10,9	8,8	11,1	10,0	5,7	3,3
I	0,8	-0,9	2,2	2,9	1,1	2,0	1,8	1,6	2,9	1,8	0,4
L	1,8	4,2	3,8	1,3	3,7	7,7	7,5	6,0	8,9	1,0	0,1
NL	1,7	0,9	2,6	3,0	3,0	3,8	4,3	4,0	3,3	1,3	0,2
A	2,3	0,4	2,6	1,6	2,0	1,6	3,9	2,7	3,5	0,7	0,7
P	1,1	-2,0	1,0	4,3	3,5	3,9	4,5	3,5	3,5	1,7	0,7
FIN	-3,3	-1,1	4,0	3,8	4,0	6,3	5,3	4,1	6,1	0,7	1,4
S	-1,7	-1,8	4,1	3,7	1,1	2,1	3,6	4,5	3,6	1,2	1,6
UK	0,2	2,5	4,7	2,9	2,6	3,4	2,9	2,4	3,1	2,0	1,6
BG	-7,3	-1,5	1,8	2,9	-9,4	-5,6	4,0	2,3	5,4	4,0	4,0
CY	:	0,7	5,9	6,2	1,9	2,5	5,0	4,8	5,2	4,1	1,8
CZ	-0,5	0,1	2,2	5,9	4,3	-0,8	-1,0	0,5	3,3	3,3	2,2
EE	:	:	-2,0	4,3	3,9	9,8	4,6	-0,6	7,1	5,0	4,5
HU	:	:	:	1,5	1,3	4,6	4,9	4,2	5,2	3,7	3,4
LT	-21,3	-16,2	-9,8	3,3	4,7	7,3	5,1	-3,9	3,8	5,9	5,0
LV	-34,9	-14,9	0,6	-1,6	3,7	8,4	4,8	2,8	6,8	7,7	5,0
MT	4,7	4,5	5,7	6,2	4,0	4,9	3,4	4,1	4,8	-0,4	2,8
PL	:	:	:	:	6,0	6,8	4,8	4,1	4,0	1,1	0,8
RO	-8,7	1,5	3,9	7,1	3,9	-6,1	-4,8	-1,2	1,8	5,3	4,2
SI	-5,5	2,8	5,3	4,1	3,5	4,6	3,8	5,2	4,6	3,0	2,6
SK	:	:	5,2	6,5	5,8	5,6	4,0	1,3	2,2	3,3	3,9
TR	6,0	8,0	-5,5	7,2	7,0	7,5	3,1	-4,7	7,4	-7,4	3,9

(1) Prévisions.

Source: Eurostat, Comptes nationaux - ESA95 - Agrégats (theme2/aggs).

Tableau SA.4

Produit intérieur brut à prix constants dans l'UE, taux de croissance annuel (%)

Libellé NACE (code NACE)	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Total	1,2	-0,3	2,5	2,4	1,7	2,5	3,0	2,7	3,7	1,8
Agriculture, chasse, sylviculture et pêche (A et B)	4,4	-0,6	-0,5	2,2	4,1	0,5	1,7	2,6	-0,9	-2,0
Industries extractives; industrie manufacturière; électricité, gaz et eau (C à E)	-0,7	-3,5	4,3	3,1	0,0	3,0	3,0	1,1	3,8	0,6
Construction (F)	1,4	-4,1	2,2	0,0	-1,1	-1,3	0,8	2,4	2,3	-0,1
Commerce; hôtels et restaurants; transports et communications (G à I)	1,4	0,1	2,7	2,2	1,6	3,4	4,0	4,6	4,9	2,8
Services financiers; immobilier, location et services aux entreprises (J et K)	1,5	1,9	1,9	3,5	3,7	3,7	4,1	3,7	4,6	3,0
Administration publique, services collectifs, sociaux et personnels (L à Q)	2,5	1,4	1,6	1,4	1,7	1,0	1,6	1,5	1,9	1,4

Source: Eurostat, Comptes nationaux - Ventilation par branche d'activité (theme2/brkdowns).

Tableau SA.5

Taux d'intérêt à long terme des obligations d'État selon les critères du Traité de Maastricht, taux annuels moyens (%)

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
EU-15 (1)	9,8	8,3	8,5	8,9	7,5	6,3	4,9	4,7	5,4	5,0
B	8,7	7,2	7,8	7,5	6,5	5,8	4,8	4,8	5,6	5,1
DK	8,9	7,3	7,8	8,3	7,2	6,3	4,9	4,9	5,6	5,1
D	7,9	6,5	6,9	6,9	6,2	5,6	4,6	4,5	5,3	4,8
EL	:	23,3	20,7	17,0	14,5	9,9	8,5	6,3	6,1	5,3
E	11,7	10,2	10,0	11,3	8,7	6,4	4,8	4,7	5,5	5,1
F	8,6	6,8	7,2	7,5	6,3	5,6	4,6	4,6	5,4	4,9
IRL	9,3	7,7	7,9	8,3	7,3	6,3	4,8	4,7	5,5	5,0
I	13,3	11,2	10,5	12,2	9,4	6,9	4,9	4,7	5,6	5,2
L	7,9	6,9	7,2	7,2	6,3	5,6	4,7	4,7	5,5	4,9
NL	8,1	6,4	6,9	6,9	6,2	5,6	4,6	4,6	5,4	5,0
A	8,3	6,7	7,0	7,1	6,3	5,7	4,7	4,7	5,6	5,1
P	11,7	11,2	10,5	11,5	8,6	6,4	4,9	4,8	5,6	5,2
FIN	12,0	8,8	9,1	8,8	7,1	6,0	4,8	4,7	5,5	5,0
S	10,0	8,5	9,7	10,2	8,0	6,6	5,0	5,0	5,4	5,1
UK	9,1	7,6	8,2	8,3	7,9	7,1	5,6	5,0	5,3	5,0

(1) 1992, à l'exclusion de EL.

Source: Eurostat, Taux d'intérêt (theme2/exint/intrt/govyield/govyie_a).

Tableau SA.6

Indices harmonisés des prix à la consommation, taux de croissance annuel (%)

	1991 (1)	1992 (1)	1993 (1)	1994 (1)	1995 (1)	1996 (2)	1997 (2)	1998	1999	2000	2001
EU-15	5,2	4,0	3,4	2,8	2,8	2,4	1,7	1,3	1,2	2,1	2,3
B	:	2,3	2,5	2,4	1,3	1,8	1,5	0,9	1,1	2,7	2,4
DK	2,2	1,9	0,9	1,8	2,0	2,1	1,9	1,3	2,1	2,7	2,3
D	:	:	:	:	:	1,2	1,5	0,6	0,6	2,1	2,4
EL	:	:	:	:	:	7,9	5,4	4,5	2,1	2,9	3,7
E	:	:	4,9	4,6	4,6	3,6	1,9	1,8	2,2	3,5	2,8
F	3,4	2,4	2,2	1,7	1,8	2,1	1,3	0,7	0,6	1,8	1,8
IRL	:	:	:	:	:	2,2	1,2	2,1	2,5	5,3	4,0
I	6,2	5,0	4,5	4,2	5,4	4,0	1,9	2,0	1,7	2,6	2,3
L	:	:	:	:	:	1,2	1,4	1,0	1,0	3,8	2,4
NL	3,2	2,8	1,6	2,1	1,4	1,4	1,9	1,8	2,0	2,3	5,1
A	3,1	3,5	3,2	2,7	1,6	1,8	1,2	0,8	0,5	2,0	2,3
P	11,4	8,9	5,9	5,0	4,0	2,9	1,9	2,2	2,2	2,8	4,4
FIN	4,5	3,3	3,3	1,6	0,4	1,1	1,2	1,4	1,3	3,0	2,7
S	8,7	1,3	4,8	2,9	2,7	0,8	1,8	1,0	0,6	1,3	2,7
UK	7,5	4,2	2,5	2,0	2,7	2,5	1,8	1,6	1,3	0,8	1,2

(1) EU-15, B, DK, E, F, I, P, FIN, S et UK, estimations.

(2) EU-15 et IRL, estimations.

Source: Eurostat, Indices harmonisés des prix à la consommation (theme2/price/hicp/haind).

Tableau SA.7

Composition de la dépense moyenne des ménages, 1999 (%) (1)

COICOP	EU-15 (2)	B	DK	D	EL	E	F (2)	IRL	I	L	NL	A	P (2)	FIN	S	UK
Alimentation et boissons non alcoolisées	16,1	13,3	13,1	11,1	16,6	18,3	16,2	15,4	19,0	10,1	10,5	13,4	21,2	14,2	15,4	10,5
Alcool, tabac et narcotiques	2,8	2,3	4,2	2,8	3,5	2,7	2,7	7,7	1,9	2,0	2,1	2,6	2,8	2,9	2,9	3,0
Habillement et chaussures	6,9	5,4	5,5	5,7	8,6	7,4	5,6	6,2	7,5	5,9	6,0	6,6	6,3	4,6	5,2	5,5
Logement, eau, électricité, gaz et autres énergies	24,6	26,2	28,4	31,2	21,9	27,5	23,2	17,4	24,7	27,4	26,7	23,9	19,9	28,1	26,8	28,3
Ameublement, équipement et entretien du foyer	7,0	6,5	6,4	7,4	7,5	5,0	7,6	4,5	7,6	8,2	7,2	7,2	6,7	4,5	5,0	7,3
Santé	3,1	4,7	2,4	3,6	6,3	2,5	5,2	1,6	4,4	2,4	1,1	2,4	4,6	3,7	3,0	1,1
Transports	13,1	12,5	14,1	13,3	11,2	12,5	14,5	13,0	13,7	15,4	10,3	14,4	15,7	17,0	13,4	13,6
Communications	2,0	2,2	2,1	2,5	3,3	2,0	2,0	2,5	2,5	2,1	2,2	2,6	2,0	2,8	2,6	2,3
Culture et loisirs	9,4	10,7	11,2	11,9	4,5	6,2	7,6	9,1	6,3	8,7	10,4	12,3	3,7	10,7	14,6	13,4
Enseignement	0,7	0,5	0,4	0,5	2,4	1,4	0,5	1,4	0,8	0,1	1,2	0,3	1,3	0,2	0,1	1,3
Restaurants et hôtels	6,4	5,7	4,1	4,9	8,8	9,3	6,9	5,1	4,6	9,6	7,0	5,4	9,2	4,1	3,8	7,9
Biens et services divers	7,9	10,0	8,1	5,0	5,5	5,1	8,1	8,1	7,1	8,0	15,3	8,9	6,5	7,1	7,2	5,8

COICOP	EU-15 (2)	BG	CY	CZ	EE	HU	LT	LV	MT	PL	RO	SI	SK	AL
Alimentation et boissons non alcoolisées	16,1	46,5	:	25,2	35,7	28,9	48,1	42,1	:	35,1	55,3	26,1	33,0	63,2
Alcool, tabac et narcotiques	2,8	3,9	:	3,5	3,4	4,3	4,0	2,8	:	3,3	2,7	3,4	3,6	4,7
Habillement et chaussures	6,9	8,2	:	7,7	7,7	6,6	8,0	7,1	:	7,0	7,4	8,4	10,3	2,7
Logement, eau, électricité, gaz et autres énergies	24,6	14,2	:	17,1	18,7	19,5	12,3	17,0	:	18,4	15,3	10,7	12,4	3,4
Ameublement, équipement et entretien du foyer	7,0	4,4	:	7,8	5,4	5,4	4,8	4,2	:	5,5	4,3	6,8	6,4	12,4
Santé	3,1	3,3	:	1,5	1,6	3,0	3,5	3,5	:	4,4	2,3	1,6	1,2	1,0
Transports	13,1	7,2	:	10,2	6,8	9,2	6,7	6,9	:	8,6	5,2	16,5	8,9	5,4
Communications	2,0	1,9	:	2,0	2,8	4,4	1,9	3,2	:	2,3	1,4	1,9	2,1	0,5
Culture et loisirs	9,4	3,0	:	11,0	7,5	6,7	3,5	5,6	:	6,5	2,6	8,8	8,2	3,9
Enseignement	0,7	0,6	:	0,6	1,2	0,4	0,3	1,0	:	1,3	0,6	0,7	0,5	0,3
Restaurants et hôtels	6,4	3,5	:	5,0	3,5	3,0	3,8	2,5	:	1,3	0,8	5,9	5,8	0,5
Biens et services divers	7,9	3,3	:	8,4	5,7	8,6	2,9	4,1	:	6,3	2,1	9,2	7,6	2,0

(1) Classement selon la nomenclature COICOP.

(2) 1994.

Source: Eurostat, Budget des ménages (theme3/hbs/struc/s_glob).

Tableau SA.8

Confiance des consommateurs (solde)

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
EU-15 (1)	-15,8	-19,2	-25,7	-13,5	-8,0	-14,8	-10,2	-3,8	-2,5	1,2	-4,3	-8,8
B	-6,5	-13,3	-24,7	-10,3	-8,6	-13,1	-12,8	1,7	2,6	13,5	0,6	-2,7
DK	-4,0	-2,4	-2,6	11,3	14,3	8,0	14,0	10,3	4,3	11,3	9,2	8,8
D	-10,8	-15,4	-25,3	-10,9	-6,0	-19,9	-18,0	-5,1	-1,6	2,9	-3,3	-11,4
EL	-33,3	-37,0	-31,1	-29,6	-37,3	-27,3	-29,9	-34,8	-27,0	-15,3	-26,6	-27,8
E	-13,4	-25,9	-30,9	-16,3	-12,8	-9,4	-2,9	0,1	1,7	2,2	-4,0	-11,6
F	-28,2	-27,3	-29,9	-18,6	-13,8	-29,8	-21,5	-11,6	-8,7	-2,8	-11,1	-15,8
IRL	-23,8	-25,7	-20,8	-10,3	-4,6	-0,2	11,7	12,4	14,0	12,5	-1,6	-7,5
I	-15,4	-21,9	-31,9	-13,1	-5,3	-12,0	-14,1	-7,7	-9,9	-7,6	-2,8	-8,6
L	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	7,4
NL	-5,3	-4,5	-15,6	-2,3	7,2	7,9	19,5	23,2	19,3	24,4	3,8	-1,6
A	:	:	:	:	-6,7	-12,7	-9,2	-1,7	4,7	5,9	3,0	4,4
P	-3,8	-13,7	-33,2	-30,9	-22,8	-25,1	-13,7	-14,8	-14,1	-18,0	-24,2	-33,7
FIN	-14,1	-8,3	-8,3	8,8	11,8	12,0	18,3	18,2	17,4	19,7	11,9	13,2
S	:	:	:	:	2,0	-4,8	4,4	10,0	12,4	21,8	5,0	9,6
UK	-17,3	-17,0	-17,8	-15,8	-10,4	-5,5	3,2	-1,8	-3,6	-3,8	-4,6	-3,8

(1) Moyenne des données disponibles.

Source: Direction Générale des affaires économiques et financières, Enquêtes de conjoncture et de consommation (theme1/euroind/bs/bsco_m).

Tableau SA.9

Formation brute de capital fixe en pourcentage du PIB (%)

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002 (1)
EU-15 (2)	21,9	21,2	19,9	19,8	19,8	19,6	19,4	19,9	20,2	20,6	20,1	19,4
B	21,0	20,7	20,0	19,5	19,9	19,9	20,4	20,6	20,9	21,2	20,8	19,7
DK	19,1	17,9	17,1	17,3	18,6	18,6	19,6	20,6	20,3	21,7	21,0	21,2
D	23,8	24,0	23,0	23,1	22,4	21,8	21,4	21,4	21,5	21,6	20,1	18,8
EL (2)	22,6	21,3	20,3	18,6	18,6	19,5	19,8	21,1	21,7	22,6	22,8	23,0
E	25,1	23,1	21,3	21,1	22,0	21,6	21,9	22,8	24,1	25,3	25,0	25,0
F	22,0	20,9	19,4	19,1	18,8	18,5	18,0	18,4	19,2	20,1	20,2	20,0
IRL	17,1	16,9	15,5	16,5	17,5	19,1	20,7	22,2	23,7	24,1	23,3	22,8
I	21,0	20,5	18,4	18,0	18,3	18,3	18,3	18,5	19,1	19,8	19,8	19,3
L	25,3	21,4	23,7	22,4	21,6	21,3	22,3	22,6	24,0	20,5	21,7	21,2
NL	21,9	21,6	20,7	20,3	20,3	21,1	21,5	21,5	22,5	22,5	21,9	20,9
A	24,2	23,7	23,2	23,5	23,3	23,3	23,6	23,6	23,5	23,9	23,2	22,5
P	24,9	23,7	22,2	22,3	22,8	23,3	25,6	26,9	27,4	28,6	27,5	25,8
FIN	24,4	19,9	16,4	15,5	16,3	17,0	18,0	18,7	19,0	19,2	19,8	19,4
S	20,6	18,0	15,3	15,1	15,5	15,7	15,2	16,0	17,0	17,3	17,5	17,0
UK	17,9	16,5	15,7	15,9	16,3	16,5	16,5	17,6	17,0	16,7	16,5	15,6
BG	18,2	16,2	13,0	13,8	15,3	13,5	11,0	13,0	15,1	15,7	17,8	18,3
CY (3)	:	:	:	:	19,2	20,4	19,0	19,2	18,1	17,6	17,3	16,0
CZ	24,1	27,9	28,4	28,7	32,0	32,0	30,6	29,1	27,8	28,3	28,3	27,2
EE	:	:	24,2	26,8	25,9	26,7	28,1	29,6	24,9	25,4	26,1	28,3
HU	20,9	19,9	18,9	20,1	20,1	21,4	22,2	23,6	23,9	24,2	23,7	22,9
LT	22,5	23,0	23,1	23,1	23,0	23,0	24,4	24,3	22,1	18,5	19,3	20,4
LV	6,2	11,2	13,8	14,9	15,2	18,3	18,8	27,3	25,2	26,5	27,3	26,2
MT	29,6	27,5	29,5	29,7	31,9	28,7	25,3	24,5	23,4	26,3	23,2	22,8
PL	19,5	16,8	15,9	17,9	18,6	20,7	23,5	25,2	25,5	24,9	21,5	19,4
RO	14,4	19,2	17,9	20,3	21,4	23,0	21,2	18,2	17,7	18,9	19,0	19,0
SI	20,6	18,6	18,8	20,1	21,4	22,5	23,4	24,6	27,4	26,7	24,9	24,7
SK	:	:	30,4	26,6	25,2	32,4	34,3	36,2	30,3	29,3	31,1	30,2
TR	23,8	23,6	26,5	24,6	23,8	25,1	26,4	24,6	21,9	22,4	17,8	17,5

(1) Prévisions. (2) 1991-1994, estimations. (3) 1999 et 2000, provisoires.

Source: Eurostat, Comptes nationaux - ESA95 - Agrégats (theme2/aggs).

Tableau SA.10

Dépenses en R&D des entreprises par rapport au PIB (%)

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
EU-15 (1)	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,3	1,3	1,3	:
B (2)	1,1	1,2	1,2	1,2	1,2	1,3	1,3	1,3	1,4	1,5	:	:
DK (3)	1,0	1,0	1,0	:	1,1	1,1	1,2	1,3	1,3	1,3	:	:
D	1,8	1,7	1,6	1,5	1,5	1,5	1,5	1,6	1,7	1,8	1,8	:
EL (4)	0,1	:	0,1	:	0,1	0,1	0,1	:	0,2	:	:	:
E (5)	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	:
F (6)	1,5	1,5	1,5	1,5	1,4	1,4	1,4	1,4	1,4	1,4	:	:
IRL (7)	0,6	0,7	0,8	0,9	1,0	0,9	0,9	0,9	0,9	:	:	:
I (8)	0,7	0,7	0,6	0,6	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	:
L	:	:	:	:	:	:	:	:	:	1,2	:	:
NL (9)	1,0	0,9	1,0	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	1,1	:	:	:
A (10)	:	:	0,8	:	:	:	:	1,1	:	:	:	:
P	:	0,1	:	:	0,1	:	0,1	:	0,2	:	:	:
FIN (11)	1,2	1,2	1,3	1,4	1,5	1,7	1,8	1,9	2,2	2,4	2,7	:
S (10)	1,9	:	2,2	:	2,6	:	2,8	2,9	2,8	:	:	:
UK (12)	1,4	1,4	1,4	1,4	1,3	1,2	1,2	1,2	1,3	1,2	1,2	1,2

(1) Estimations. (2) 1992-2000, estimations. (3) 1992, 1996, 1999 et 2000, estimations. (4) 1991, 1993 et 1999, estimations. (5) 1996, 2000 et 2001, estimations.

(6) 1991 et 2000, estimations. (7) 1991-1998, estimations. (8) 1997-2001, estimations. (9) 1993 et 1999, estimations. (10) 1998, estimation.

(11) 2000, estimation; 2001, provisoire. (12) 2000, estimation; 2001 et 2002, provisoires.

Source: Eurostat, Dépenses de R&D au niveau national (theme9/rd_ex_p/rd_nat/nat_exp/nat_exp).

Tableau SA.11

Indicateur de confiance des entreprises (solde)

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
EU-15 (1)	-13,1	-18,4	-25,4	-4,9	-1,3	-14,4	-3,9	-2,8	-8,3	3,2	-9,5	-11,8
B	-15,0	-20,4	-28,8	-6,3	-9,1	-17,8	-2,9	-7,8	-8,6	1,9	-14,0	-11,9
DK	-7,8	-7,3	-9,5	12,5	5,4	-8,7	5,5	-0,8	-12,9	5,7	-1,7	-4,0
D	0,7	-17,3	-33,3	-14,8	-5,9	-21,2	-10,1	-5,0	-14,4	-2,3	-14,8	-19,4
EL	-6,6	-3,7	-6,0	-0,1	3,8	-2,4	3,6	4,3	1,3	8,8	4,3	3,1
E	-21,8	-24,8	-34,8	-8,7	-3,3	-14,4	-1,4	1,4	-3,1	3,2	-4,2	-5,7
F	-21,0	-21,2	-34,4	-3,3	-2,3	-17,5	-5,3	5,3	-2,2	11,8	-4,0	-9,2
IRL	-8,8	-3,9	-12,8	2,5	7,1	-1,1	3,3	3,2	5,0	9,8	-7,7	-7,2
I	-12,6	-15,4	-17,6	1,3	6,4	-11,5	-0,3	0,3	-4,0	11,7	-2,8	-3,7
L	-24,1	-27,7	-25,0	-7,7	9,7	-22,0	4,2	6,7	-11,0	5,3	-15,5	-22,5
NL	-4,4	-6,3	-10,3	-0,9	1,5	-2,4	2,5	1,7	-0,4	4,1	-3,5	-4,8
A	-8,8	-17,4	-27,2	-7,5	-12,2	-23,9	-9,5	-8,6	-13,8	-2,8	-13,3	-16,3
P	-7,3	-11,8	-24,8	-3,9	-3,9	-9,6	0,4	2,2	-4,3	2,1	-5,8	-12,0
FIN	:	:	-4,5	18,2	7,8	-11,3	11,2	2,0	-3,8	17,4	-6,8	-5,7
S	:	:	:	:	:	-15,9	-0,9	3,1	-7,1	10,8	-18,7	-13,1
UK	-31,8	-23,6	-10,9	1,8	2,6	-5,1	-1,4	-15,5	-14,3	-6,6	-15,6	-14,6

(1) Moyenne des données disponibles.

Source: Direction Générale des affaires économiques et financières, Enquêtes de conjoncture et de consommation (theme1/euroind/bs/bssi_m).

Tableau SA.12

Taux d'utilisation des capacités de l'industrie (%)

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
EU-15 (1)	83,4	81,5	78,3	79,5	83,1	81,2	81,8	83,3	81,9	83,8	83,1	81,0
B	79,4	77,4	74,8	77,6	80,9	79,5	81,4	82,7	80,9	84,0	82,3	79,6
DK	81,0	79,7	77,7	81,8	83,4	81,7	83,3	85,5	82,2	82,5	82,8	81,2
D	88,2	84,8	78,8	80,2	84,6	82,2	83,2	85,5	84,0	85,9	85,1	82,0
EL	77,2	78,3	76,0	74,5	76,6	75,6	74,4	75,8	75,7	78,1	77,6	77,0
E	77,6	76,6	72,8	74,5	78,4	77,1	78,3	80,3	79,7	80,6	79,6	77,2
F	86,0	84,3	81,4	80,4	85,4	83,5	82,3	83,8	85,3	87,5	87,4	85,3
IRL	75,5	77,1	73,6	74,9	79,9	77,6	75,9	76,6	75,9	78,6	78,4	75,9
I	77,3	76,3	74,4	75,2	78,1	76,5	76,4	78,5	76,0	78,8	78,9	77,3
L	82,1	79,8	80,1	81,3	82,9	79,0	82,4	88,0	84,9	87,8	88,7	85,1
NL	84,6	83,5	81,0	82,4	84,4	83,9	84,4	85,3	84,0	84,7	84,6	82,9
A	:	:	:	:	:	80,2	82,0	83,7	81,9	84,5	83,1	80,6
P	79,1	77,4	73,9	77,3	79,7	78,9	80,9	81,4	80,8	81,2	81,7	79,4
FIN	:	:	82,3	86,9	87,7	83,2	87,2	88,9	86,1	86,8	85,7	82,7
S	:	:	:	:	:	85,0	85,7	85,1	85,8	87,5	83,6	83,1
UK	79,2	78,5	80,0	82,8	84,4	82,5	83,8	83,7	79,4	81,3	79,7	79,0

(1) Moyenne des données disponibles.

Source: Direction Générale des affaires économiques et financières, Enquêtes de conjoncture et de consommation (theme1/euroind/bs/bsin_q).

Tableau SA.13

Balance commerciale des biens (millions d'euros) (1)

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
EU-15	:	-34 709	11 946	21 293	28 225	43 040	70 137	44 984	12 056	-59 965	-483
B/L	1 674	2 879	5 039	5 740	7 297	6 848	6 909	11 326	10 925	8 780	10 201
DK	4 135	5 738	6 672	6 397	5 093	6 077	4 741	3 450	6 038	7 387	7 768
D	15 405	21 563	35 171	42 970	48 814	54 737	62 097	68 572	65 815	61 995	98 875
EL	-8 160	-8 939	-9 015	-9 556	-11 092	-12 278	-13 647	-12 364	-16 901	-21 935	-21 302
E	-24 924	-23 304	-12 764	-12 426	-14 046	-12 818	-11 838	-18 391	-28 585	-37 778	-35 265
F	-7 602	1 857	6 349	6 719	8 417	11 784	23 728	23 437	18 791	-3 580	3 786
IRL	3 391	5 434	6 927	7 844	10 359	12 391	16 472	20 809	22 733	27 698	33 561
I	-155	2 414	28 236	29 865	33 680	47 796	41 412	31 854	22 051	10 360	17 783
NL	:	9 523	14 482	15 739	16 862	16 007	20 663	18 873	19 170	19 852	23 592
A	:	-7 900	-7 706	-8 924	-5 087	-5 734	-3 761	-3 268	-3 376	-2 990	-1 469
P	-6 350	-7 274	-6 806	-6 788	-6 860	-7 120	-8 709	-10 852	-12 943	-15 107	-14 507
FIN	:	2 915	5 342	6 339	9 443	8 856	10 136	11 157	11 453	14 896	14 142
S	:	5 216	6 442	8 059	12 301	14 660	16 067	15 180	15 806	16 460	15 220
UK	-14 670	-17 765	-17 257	-13 959	-13 975	-16 862	-17 827	-32 247	-41 552	-49 757	-53 924

(1) EU-15, commerce avec les pays tiers; États membres, commerce avec l'étranger (intra- et extracommunautaire).

Source: Eurostat, Commerce international de services (theme2/bop/its).

Tableau SA.14

Balance commerciale des services (millions d'euros) (1)

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
EU-15	:	13 840	12 904	11 852	12 017	12 837	16 183	10 446	8 002	6 649	9 043
B/L	1 381	2 065	2 591	3 015	1 806	2 297	3 272	3 630	5 739	8 574	7 781
DK	2 240	1 775	1 397	447	544	1 020	293	-502	1 487	2 575	3 772
D	-18 208	-24 366	-28 878	-34 509	-35 012	-34 866	-36 445	-40 268	-49 039	-54 128	-56 940
EL	4 887	4 963	6 898	7 892	6 580	7 012	9 253	6 073	6 852	8 733	8 798
E	10 292	9 598	10 002	12 515	14 224	16 100	17 636	19 532	21 524	24 244	27 138
F	12 864	13 573	13 749	15 622	13 712	12 821	16 176	16 837	17 930	21 492	19 926
IRL	-945	-2 354	-2 526	-3 463	-4 808	-6 048	-7 945	-11 859	-10 688	-13 065	-16 357
I	-641	-2 688	706	1 594	1 301	1 599	1 772	3 582	1 104	1 142	362
NL	:	206	587	1 162	1 690	3 054	3 737	3 272	2 341	-939	-2 209
A	:	9 053	8 471	8 346	3 527	3 586	870	2 107	1 647	1 744	1 445
P	937	817	1 198	1 064	1 234	1 118	1 292	1 716	1 765	2 079	2 918
FIN	:	-1 896	-1 700	-1 189	-1 618	-988	-1 057	-930	-1 324	-2 442	-2 537
S	:	-2 191	-657	-838	-1 136	-1 421	-2 179	-1 952	-2 197	-3 419	-1 058
UK	4 766	6 632	6 885	5 587	8 440	11 793	18 096	18 725	17 904	19 423	17 806

(1) EU-15, commerce avec les pays tiers; États membres, commerce avec l'étranger (intra- et extracommunautaire).

Source: Eurostat, Commerce international de services (theme2/bop/its).

Tableau SA.15

Caractéristiques des forces de travail, 2001 (1)

	EU-15	B	DK	D	EL	E	F	IRL	I	L	NL	A	P	FIN	S	UK
Nombre de personnes occupées (milliers)																
Total	160 947	4 039	2 712	36 528	3 918	15 877	23 672	1 709	21 373	185	7 621	3 697	4 984	2 396	4 330	27 908
Hommes	92 447	2 338	1 457	20 376	2 431	10 007	13 043	1 014	13 358	111	4 570	2 063	2 731	1 256	2 267	15 425
Femmes	69 061	1 700	1 260	16 152	1 486	5 870	10 635	703	8 015	74	3 495	1 634	2 252	1 147	2 073	12 565
Taux d'activité (% des personnes âgées de 15 à 64 ans)																
Total	69,0	63,6	79,2	71,3	62,1	64,2	68,6	67,6	60,3	64,1	75,7	70,7	71,7	77,1	78,1	75,2
Hommes	78,1	72,7	83,3	78,8	76,2	78,1	75,1	79,0	73,7	76,1	84,2	79,0	79,3	79,6	80,2	82,5
Femmes	60,0	54,5	75,0	63,7	48,8	50,3	62,3	56,0	47,1	52,0	66,9	62,3	64,5	74,7	76,0	67,7
Travail à temps complet et temps partiel (% des personnes occupées)																
Temps partiel	18,0	18,5	20,1	20,3	4,1	8,1	16,4	16,6	9,1	11,3	42,2	17,2	11,1	12,0	21,0	24,8
Temps complet	82,0	81,5	79,9	79,7	95,9	91,9	83,6	83,4	90,9	88,7	57,8	82,8	88,9	88,0	79,0	75,2
Taux de chômage (% des forces de travail de 15 à 64 ans)																
Total	7,4	6,2	4,2	7,8	10,4	10,4	8,6	3,7	9,7	1,8	2,1	4,0	4,1	10,4	4,8	4,7
Hommes	6,5	5,7	3,7	7,8	6,9	7,3	7,0	3,8	7,5	1,6	1,8	4,0	3,1	10,0	5,1	5,2
Femmes	8,5	6,9	4,8	7,8	15,6	15,2	10,5	3,5	13,1	2,2	2,5	4,1	5,3	10,8	4,4	4,1

(1) NACE sections A à Q.

Source: Eurostat, Enquête sur les forces de travail.

Tableau SA.16

Nombre moyen d'heures de travail habituellement prestées par semaine, personnes entre 15 et 64 ans, 2001 (heures)

Libellé NACE (code NACE)	EU-15	B	DK	D	EL	E	F	IRL	I	L	NL	A	P	FIN	S	UK
Total (A à Q)	37,7	37,5	36,4	36,8	43,3	40,1	36,9	37,7	39,0	38,2	31,7	38,4	40,1	38,4	36,9	38,1
Industries extractives (C)	42,3	38,6	:	39,6	41,9	40,1	39,1	42,0	40,0	:	38,0	38,0	42,4	:	:	51,0
Industrie manufacturière (D)	39,2	39,0	37,2	37,4	43,7	40,8	37,8	39,5	40,4	40,2	35,2	38,5	40,8	39,3	38,3	42,3
Électricité, gaz et eau (E)	38,7	38,7	38,3	38,1	39,9	39,9	35,9	39,2	39,1	:	36,1	38,9	38,9	38,8	39,2	41,5
Construction (F)	41,2	40,5	40,0	40,0	43,8	41,1	39,4	42,1	41,6	40,3	39,5	39,4	41,8	41,5	39,8	44,5
Commerce (G)	37,6	39,7	34,9	35,5	45,9	41,5	37,9	35,4	42,3	38,9	30,4	36,5	42,2	37,4	36,5	34,4
Hôtels et restaurants (H)	39,1	42,2	31,8	38,9	49,5	43,9	41,1	34,1	42,4	43,8	26,8	39,7	48,1	36,6	36,1	31,0
Transports et communication (I)	40,2	40,1	38,6	39,3	47,5	42,3	37,2	40,2	40,2	39,1	35,0	39,9	41,8	39,7	37,9	43,2
Services financiers (J)	38,0	38,3	37,5	37,8	40,3	39,5	37,2	37,8	38,5	38,7	34,3	36,9	37,7	38,4	37,5	38,6
Immob., location et services aux entrepr. (K)	37,9	38,4	38,0	36,6	43,1	38,2	37,8	38,1	39,2	38,3	33,8	36,1	40,0	37,4	37,6	39,5

Source: Eurostat, Enquête sur les forces de travail (theme3/lfs/worktime/ewhana).

Tableau SA.17

Taux de chômage (% part des forces de travail entre 15 et 64 ans)

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
EU-15	:	:	:	:	10,8	11,0	10,9	10,3	9,5	8,5	7,4
B	7,0	6,7	8,1	9,7	9,4	9,5	9,0	9,4	8,7	6,6	6,2
DK	9,2	9,2	10,9	8,1	7,0	6,9	5,4	5,1	5,2	4,5	4,2
D	5,3	6,4	7,7	8,8	8,2	8,9	9,9	9,9	8,9	8,0	7,8
EL	7,8	8,1	8,8	9,1	9,3	9,9	9,8	11,0	12,0	11,3	10,4
E	16,1	17,9	22,4	24,5	22,9	22,4	21,0	18,9	15,7	14,0	10,4
F	9,2	10,3	11,4	12,7	11,9	12,5	12,7	12,1	12,0	10,3	8,6
IRL	16,1	15,4	15,9	14,8	12,2	11,9	10,4	7,8	5,8	4,3	3,7
I	10,2	9,6	10,4	11,5	11,9	12,3	12,5	12,3	11,8	11,0	9,7
L	1,5	2,0	2,3	3,5	2,9	3,3	2,5	2,8	2,4	2,4	1,8
NL	7,3	5,6	6,3	7,2	7,2	6,5	5,6	4,4	3,6	2,7	2,1
A	:	:	:	:	4,4	5,3	5,2	5,5	4,7	4,7	4,0
P	4,1	4,1	5,5	7,0	7,4	7,7	6,9	4,9	4,9	4,1	4,1
FIN	:	:	:	:	17,2	15,7	15,1	13,3	11,8	11,2	10,4
S	:	:	:	:	8,2	9,7	10,5	9,1	7,7	5,5	4,8
UK	8,6	9,9	10,4	9,7	8,8	8,3	7,2	6,3	6,1	5,6	4,7

Source: Eurostat, Enquête sur les forces de travail (theme3/lfs/unempl/organ).

Machines et équipements



Par rapport à d'autres divisions de la NACE, la fabrication de machines et d'équipements (division 29 de la NACE) est l'un des principaux secteurs de l'industrie manufacturière communautaire. Son importance tient non seulement à sa taille mais aussi à son impact sur la compétitivité manufacturière de l'Union attendu qu'il fournit les machines et les équipements utilisés dans les processus de production de nombreux autres secteurs industriels. À l'exception du secteur de fabrication des appareils domestiques, la plupart des entreprises de ce secteur produisent des biens d'équipement et voient donc leurs carnets de commandes et leurs ventes fluctuer en fonction des conditions économiques globales et des cycles conjoncturels. Ces tendances dépendent non seulement des conditions économiques de l'Union européenne mais aussi de celles du monde entier les machines et les équipements représentant une très forte part des exportations communautaires. Les fluctuations des taux de change constituent par conséquent des facteurs déterminants pour la compétitivité du secteur communautaire des machines et équipements et l'appréciation de l'euro par rapport au dollar depuis le début de l'année 2002 est particulièrement importante, les États-Unis étant le premier client de l'Union européenne.

Les cycles économiques de nombreux secteurs peuvent fortement varier étant dépendants de la demande d'une gamme limitée de secteurs en aval. Toutefois, comme l'ensemble du secteur des machines et équipements dessert un large éventail de secteurs spécialisés, son évolution a suivi de près le développement des activités manufacturières tout au long des années 90 malgré un léger tassement du taux de croissance depuis 1996.

PROFIL STRUCTUREL

Le secteur des machines et équipements a représenté 10,5 % de la valeur ajoutée manufacturière de l'Union européenne en 2001 et 11,3 % de l'emploi dans l'industrie manufacturière. En termes de contribution à la valeur ajoutée manufacturière, ce secteur occupe le troisième rang, derrière l'industrie chimique (division 24) et l'industrie alimentaire (division 15). Il a fourni plus d'emplois que n'importe quelle autre division manufacturière de la NACE, à l'exception de l'industrie alimentaire. En termes absolus, il occupait 2,7 millions de personnes en 2001 pour une valeur ajoutée de 139,6 milliards d'euros.

La valeur ajoutée a augmenté de 2,5 % par an entre 1991 et 2001 à prix courants, à un rythme plus modéré que la moyenne manufacturière (3,1 %). Depuis 1996, l'écart entre le taux de croissance de ce secteur et celui de la moyenne manufacturière s'est creusé. On remarquera en particulier le léger repli de la valeur ajoutée de ce secteur en 1999 alors que l'activité manufacturière, dans son ensemble, continuait à se développer. En 2001, ce secteur a progressé de 3,3 %, dépassant très légèrement la moyenne manufacturière pour la première fois depuis 1996. Avec une croissance relativement modeste au cours de la deuxième moitié des années 90, la part du secteur des machines et équipements dans la valeur ajoutée manufacturière a chuté constamment depuis le pic de 11,5 % enregistré en 1996 pour se stabiliser en 2001 au même niveau qu'en 2000 (10,5 %).

Le présent chapitre couvre la division 29 de la NACE, c'est à dire l'ensemble des machines et équipements mécaniques hormis le matériel de transport. Ce secteur fournit les équipements utilisés par de nombreuses industries extractives, manufacturières, énergétiques et de la construction et produit les appareils domestiques.

Le secteur des machines et équipements inclut également la fabrication des armes et des munitions, tant à usage militaire que sportif, y compris certains véhicules militaires comme les chars mais il ne comprend ni les avions militaires ni les navires de guerre qui relèvent de la fabrication de matériel de transport. Le secteur des armes et des munitions, relativement modeste, sur lequel il existe moins de données disponibles que dans les autres secteurs, ne fait pas l'objet d'un sous-chapitre distinct.

NACE

- 29: fabrication de machines et équipements;
- 29.1: fabrication d'équipements mécaniques;
- 29.2: fabrication de machines d'usage général;
- 29.3: fabrication de machines agricoles;
- 29.4: fabrication de machines-outils;
- 29.5: fabrication d'autres machines d'usage spécifique;
- 29.6: fabrication d'armes et de munitions;
- 29.7: fabrication d'appareils domestiques.

Tableau 10.1

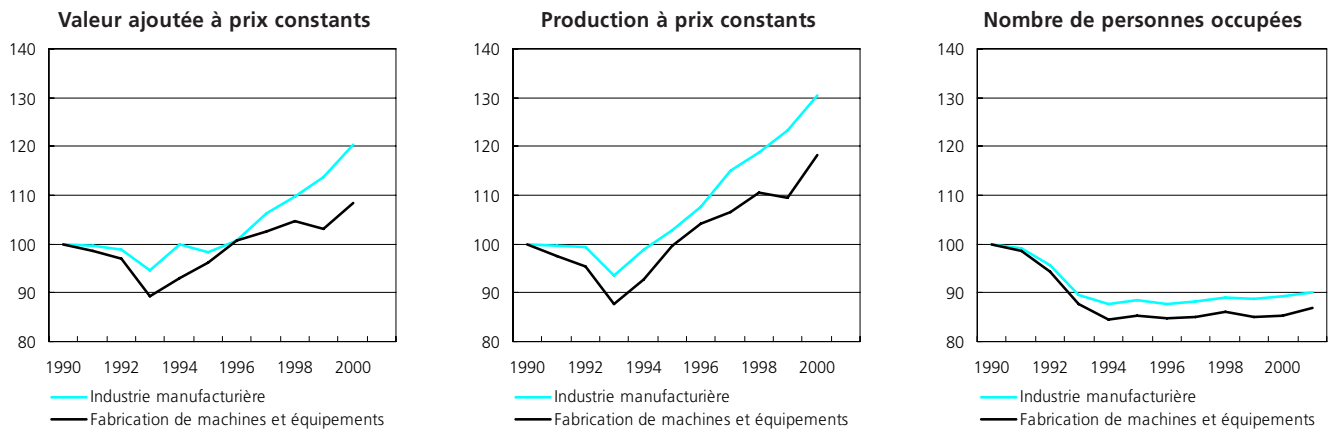
Fabrication de machines et équipements (NACE division 29)
Principaux indicateurs dans l'UE

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Production (millions d'euros)	282 398	279 060	261 850	280 729	314 752	333 695	347 217	364 579	360 369	377 639	390 326
Nombre de personnes occupées (milliers)	3 042	2 916	2 708	2 608	2 631	2 622	2 629	2 659	2 630	2 634	2 682
Valeur ajoutée (millions d'euros)	109 015	108 284	102 133	107 734	115 882	123 367	127 224	131 925	130 212	135 136	139 620
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)	88 403	89 551	86 139	86 064	91 234	94 312	94 995	97 984	99 420	101 027	101 163
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)	35,8	37,1	37,7	41,3	44,0	47,1	48,4	49,6	49,5	51,3	52,1
Productivité simple du travail ajust. des salaires (%)	123,3	120,9	118,6	125,2	127,0	130,8	133,9	134,6	131,0	133,8	138,0

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent_l_ms).

Graphique 10.1

Fabrication de machines et équipements (NACE division 29)
Principaux indicateurs dans l'UE (1990=100)



Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent_l_ms).

Tableau 10.2

Fabrication de machines et équipements (NACE division 29)
Principaux indicateurs dans l'UE, taux de croissance (%) (1)

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	TCAM 5 ans	TCAM 10 ans
Valeur ajoutée à prix constants												
Industrie manufacturière	-0,7	-4,3	5,5	-1,6	2,4	5,6	3,3	3,7	5,8	:	4,1	1,9
Fabrication de machines et équipements	-1,7	-7,8	4,1	3,4	4,6	1,8	2,0	-1,5	5,1	:	2,4	0,8
Production à prix constants												
Industrie manufacturière	-0,4	-5,9	5,7	4,0	4,6	6,9	3,3	3,8	5,7	:	4,9	2,7
Fabrication de machines et équipements	-2,2	-8,3	5,8	7,7	4,3	2,5	3,6	-0,9	7,9	:	3,4	1,7
Nombre de personnes occupées												
Industrie manufacturière	-3,4	-6,4	-2,3	0,9	-0,9	0,8	0,7	0,0	1,2	0,9	0,6	-0,9
Fabrication de machines et équipements	-4,2	-7,1	-3,7	0,9	-0,3	0,3	1,1	-1,0	0,7	1,8	0,5	-1,3

(1) TCAM (Taux de croissance annuel moyen) calculé sur base des dernières données disponibles pour chaque activité.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent_l_ms).

En ce qui concerne l'emploi, le secteur a connu une expansion tant en 2000 (0,2 %) qu'en 2001 (1,8 %), année où l'emploi a atteint son niveau le plus élevé depuis 1993, tout en restant encore bien en deçà des niveaux enregistrés avant la récession du début des années 90. Le secteur des machines et équipements a mieux préservé sa part dans l'emploi manufacturier que dans la valeur ajoutée pendant les cinq années précédant 2001, fournissant régulièrement entre 11,2 % et 11,4 % des emplois de l'industrie manufacturière communautaire.

La division 29 de la NACE est composée de sept groupes mais le secteur a été dominé en 2000 par trois d'entre eux qui représentaient chacun plus d'un cinquième de l'emploi et de la valeur ajoutée totaux: la fabrication de machines d'usage général (27,9 % de la valeur ajoutée, groupe 29.2), la fabrication d'autres machines d'usage spécifique (26,2 %, groupe 29.5) et la fabrication d'équipements mécaniques ⁽¹⁾ (21,9 %, groupe 29.1).

La contribution de la fabrication de machines d'usage général à la valeur ajoutée du secteur a augmenté de façon continue et gagné 4,9 points de pourcentage entre 1990, année où elle s'élevait à 23,9 %, et 2000. Celles de la fabrication de machines agricoles (groupe 29.3 de la NACE) et de la fabrication de machines-outils (groupe 29.4 de la NACE) ont baissé au cours de la même période jusqu'à moins de 5 % et 10 % respectivement du total.

Le secteur allemand des machines et équipements est le plus puissant secteur communautaire. On estime que l'Allemagne a contribué, en 2000, pour plus de 20 % de la valeur ajoutée dans tous les secteurs, ce pourcentage dépassant 50 % dans la fabrication de machines-outils. Dans tous les secteurs à l'exception du groupe 29.6 (fabrication d'armes et de munitions), elle a créé plus de valeur ajoutée que n'importe quel autre État membre. Dans l'ensemble, elle a contribué à hauteur de 41,2 % à la valeur ajoutée communautaire générée par la fabrication de machines et équipements. Après avoir fortement baissé entre 1995 et 1996, la part de l'Allemagne dans ce secteur est restée assez stable au cours de la deuxième moitié des années 90.

⁽¹⁾ EL, IRL et S, 1999; L non disponible.

Tableau 10.3

Fabrication de machines et équipements (NACE division 29)

Valeur ajoutée par classe de taille des entreprises, 2000 (millions d'euros)

	Micro	Petites	Moyennes	Grandes	Total
B	137,0	418,9	625,6	1 558,7	2 740,1
DK	199,8	648,7	1 076,7	1 587,4	3 512,5
D	1 496,1	6 203,0	14 585,3	37 387,9	59 672,2
EL	:	:	:	:	:
E	848,1	2 057,0	2 019,9	1 953,0	6 877,9
F	1 174,9	2 885,9	4 109,7	7 566,7	15 737,3
IRL (1)	:	:	167,8	318,1	639,2
I	2 633,7	7 289,9	8 285,5	9 354,0	27 563,1
L	:	:	:	:	:
NL	510,5	1 260,7	1 717,6	1 913,1	5 401,9
A (1)	140,5	515,1	1 190,3	1 985,5	3 831,4
P	122,0	321,8	341,9	217,8	1 003,5
FIN	210,8	442,2	876,7	1 703,8	3 233,5
S	340,0	824,4	1 524,1	3 415,9	6 104,4
UK	1 879,2	3 961,8	5 756,6	8 266,0	19 863,5

(1) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/sizclass/indus_ms).

Les grandes entreprises (au moins 250 personnes occupées) ont été à l'origine de 46,8 % de la valeur ajoutée dans ce secteur en 2000 ⁽²⁾ Bien que dominantes, ces entreprises occupent une place très inférieure à la moyenne manufacturière dans son ensemble (55,7 %). D'un point de vue relatif, la classe de taille la plus importante dans la fabrication de machines et d'équipements correspondait aux entreprises de taille moyenne (entre 50 et 249 personnes occupées) qui ont généré plus d'un quart de la valeur ajoutée (27,1 %) dans ce secteur en 2000 ⁽³⁾, à comparer à leur part de 21,4 % dans la valeur ajoutée manufacturière. En Espagne et au Portugal les grandes entreprises ont moins contribué à la valeur ajoutée que les entreprises de taille moyenne en 2000 et, collectivement, grandes et moyennes entreprises ont représenté moins de 60 % de la valeur ajoutée de ce secteur.

⁽²⁾ IRL et A, 1999; EL et L, non disponibles.

⁽³⁾ IRL et A, 1999; EL et L, non disponibles.

EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ

La fabrication de machines et d'équipements est l'une des divisions de l'industrie manufacturière où les parts d'emploi à temps plein et d'emploi masculin sont supérieures à la moyenne. En 2001, les hommes comptaient pour 82,1 % des personnes occupées, cette part étant légèrement inférieure à la moyenne des cinq années précédentes en raison, principalement, d'une baisse notable de la part de l'emploi masculin en Italie et au Royaume-Uni. En Belgique et en Grèce la part de l'emploi masculin a dépassé 90 %, mais ce taux s'est situé dans tous les autres États membres au-dessus de 75 %. La part de l'emploi masculin dans ce secteur a été supérieure à la moyenne manufacturière dans tous les États membres, à l'exception du Luxembourg où elle était comparable. C'est au Portugal que l'on trouve l'écart le plus important, la proportion d'hommes dans le secteur des machines et équipements y étant supérieure de plus de 20 points de pourcentage à celle de la moyenne manufacturière.

En 2001, l'emploi à plein temps représentait 94,9 % de l'emploi total, un taux identique à celui de 2000 et à peine inférieur à la moyenne des cinq années précédentes. Tous les États membres ont enregistré des taux d'emploi à plein temps supérieurs à 90 %, y compris les Pays-Bas (92,0 %) dont la moyenne manufacturière est très faible (76,9 %). Dans tous les autres États membres, à l'exception du Danemark, l'écart entre le taux d'emploi à plein temps dans ce secteur et la moyenne manufacturière n'atteignait pas 5 points de pourcentage.

Selon les données SSE, la productivité apparente de la main-d'œuvre dans le secteur communautaire des machines et équipements s'est élevée en 2001 à 52 100 euros, résultat inférieur à la moyenne manufacturière de 55 900 euros. En 2000, seuls l'Italie et le Portugal ont enregistré une productivité apparente supérieure dans ce secteur aux résultats généraux affichés par l'industrie manufacturière. Malgré une productivité apparente relativement faible, en 2000 le coût unitaire de la main-d'œuvre a été supérieur dans ce secteur à la moyenne manufacturière pour tous les États membres à l'exception de la Grèce (1998), de l'Irlande (1999) et des Pays-Bas.

La productivité du travail ajustée des salaires a donc été relativement faible dans ce secteur. Elle n'a pas atteint la moitié de la moyenne manufacturière nationale en Irlande (1999), ni les trois quarts en Finlande et il n'y a qu'en Italie que cet écart est resté inférieur de 5 %.

COMMERCE EXTÉRIEUR

En 2001, comme sur toute la période des années 90 et en 2000, les machines et équipements ont constitué la première division manufacturière de la CPA en termes d'exportations avec 14,9 % des exportations communautaires de produits manufacturés, représentant 135,7 milliards d'euros. Leur part sur le total manufacturier a baissé chaque année, passant de 17,8 % en 1996 à 14,4 % en 2000, pour remonter en 2001. Ces produits figurent aussi parmi les biens manufacturés les plus importés, après la fabrication d'équipements de radio, de télévision et de communication (division 32 de la CPA) et l'industrie chimique (division 24 de la CPA). Avec 67,3 milliards d'euros en 2001, les importations de machines et d'équipements ont représenté 8,3 % des importations communautaires de produits finis, cette part étant restée relativement stable au cours des cinq années précédentes.

Tableau 10.4
Fabrication de machines et équipements (NACE division 29)
Caractéristiques des forces de travail (% de l'emploi total)

	Femmes		Temps partiel		Indépendants	
	1996	2001 (1)	1996	2001 (2)	1996	2001 (3)
EU-15	17,0	17,9	4,5	5,1	5,3	5,5
B	15,5	9,0	:	:	6,4	5,1
DK	22,9	23,3	5,9	7,2	:	4,6
D	17,6	17,9	5,1	6,3	3,2	3,5
EL	11,8	11,2	:	:	27,0	17,8
E	9,9	14,2	2,7	2,9	10,5	10,2
F	17,3	17,2	4,6	5,3	4,2	3,4
IRL	23,6	18,8	:	:	:	:
I	16,4	19,8	3,3	3,2	10,8	10,8
L	:	:	:	:	:	:
NL	8,0	11,1	4,9	8,0	:	:
A	14,9	17,1	5,3	4,1	3,6	3,9
P	:	23,6	:	:	:	17,5
FIN	16,9	13,7	:	:	6,9	5,9
S	20,3	16,3	:	:	:	:
UK	18,6	20,2	5,0	6,9	3,8	2,8

(1) EL, 2000.

(2) DK, 2000.

(3) DK et A, 1999.

Source: Eurostat, Enquête sur les forces de travail.

En conséquence, la balance commerciale relative à ces produits a été positive pendant les années 90 et l'excédent commercial a atteint 68,4 milliards d'euros en 2001, quelque 9,5 milliards de plus qu'en 2000, dépassant les résultats enregistrés dans les années 90, à l'exception de 1997. Cet excédent a été le plus élevé de toutes les divisions manufacturières de la CPA en 2001; à titre comparatif, il a dépassé de 14,0 milliards d'euros celui de l'industrie chimique.

Suivant en cela les indicateurs de la valeur ajoutée, les autres machines d'usage spécifique (groupe 29.5 de la NACE), les machines d'usage général (groupe 29.2) et les équipements mécaniques (groupe 29.1) ont constitué l'essentiel des exportations de machines et d'équipements en 2001, année où leur part conjointe sur les exportations, relativement stable durant la décennie précédente, s'est élevée à 80,7 %. Les produits de ces mêmes groupes de la CPA constituent aussi l'essentiel des importations, les machines-outils (groupe 29.4 de la CPA) occupant une place particulière avec une part de 14,7 %.

En 2001, tous les groupes de la CPA du secteur des machines et des équipements ont enregistré des excédents commerciaux allant de 0,4 milliard d'euros pour les armes et les munitions à 32,1 milliards pour les autres machines d'usage spécifique. Le taux de couverture, la part des importations couverte par les exportations, a été inférieur pour les appareils domestiques et les machines-outils où les exportations ont dépassé les importations de 25 % et 34 % respectivement.

L'Allemagne (avec 50,1 milliards d'euros) a assuré plus d'un tiers des exportations extracommunautaires de l'Union européenne de machines et d'équipements en 2001 et l'Italie un cinquième (28,1 milliards d'euros); les exportations extracommunautaires de la France et du Royaume-Uni ont représenté environ la moitié de celles de l'Italie. Par rapport aux exportations manufacturières de chaque pays, les exportations italiennes de machines et d'équipements ont été particulièrement élevées puisqu'elles ont représenté 13,3 % de toutes les exportations italiennes de produits finis. Les parts de l'Allemagne et de l'Italie sur les importations extracommunautaires ont été sensiblement inférieures à leur contribution aux exportations, avec 30,2 % et 10,0 % respectivement. A l'inverse, le Royaume-Uni a absorbé 17,9 % des importations extracommunautaires en dépit de quoi ce pays, comme tous les États membres hormis la Grèce, la Belgique et l'Irlande, a enregistré un

excédent commercial extracommunautaire sur ces produits en 2001. Les excédents commerciaux extracommunautaires les plus importants ont naturellement été affichés par l'Allemagne et l'Italie, avec plus de 20 milliards d'euros dans les deux cas.

Si l'on tient compte du commerce intra et extracommunautaire, l'excédent commercial global de l'Allemagne s'est élevé à 52,0 milliards d'euros et celui de l'Italie à 32,8 milliards d'euros. Les déficits commerciaux totaux (intra et extracommunautaire) les plus importants ont été enregistrés par l'Espagne (6,5 milliards d'euros) et le Portugal (2,3 milliards d'euros). Après avoir constaté une régression de son excédent commercial pendant quatre ans, le Royaume-Uni a enregistré un léger déficit commercial (159 millions d'euros) sur ces produits en 2001.

On observe une assez faible concentration de la destination des exportations: par exemple, les 17 premières destinations ont absorbé conjointement les deux tiers des exportations communautaires. Seules l'industrie alimentaire et l'industrie du tabac (divisions 15 et 16 de la CPA) montrent une moindre concentration. En 2001, les États-Unis, la Chine et la Suisse ont été les seules destinations des exportations communautaires de machines et d'équipements à avoir représenté plus de 5 % du total, les États-Unis en absorbant 20,6 %.

Comme pour beaucoup d'autres produits d'ingénierie, les États-Unis ont également été le premier fournisseur de l'Union européenne en 2001, avec une part de 29,3 %, légèrement en retrait par rapport à 2000. Les parts de marché des importations communautaires de machines et d'équipements sont restées stables, et les dix premiers fournisseurs étaient les mêmes en 2001 et en 2000.

Tableau 10.5

Machines et équipements (CPA division 29) Exportations extracommunautaires de l'UE

	1991		2001		Variation de la valeur des exportations 2001/1991 (%)	Variation de la part dans les exportations 2001/1991 (points de %)
	(millions d'euros)	(%)	(millions d'euros)	(%)		
Fabrication de machines et équipements	64 969,3	100,0	135 726,8	100,0	108,9	-
Équipements mécaniques	13 019,4	20,0	30 724,4	22,6	136,0	2,6
Machines d'usage général	13 860,4	21,3	30 818,9	22,7	122,4	1,4
Machines agricoles	2 807,5	4,3	4 878,7	3,6	73,8	-0,7
Machines-outils	7 553,6	11,6	13 204,2	9,7	74,8	-1,9
Autres machines d'usage spécifique	24 301,4	37,4	47 909,2	35,3	97,1	-2,1
Armes et munitions	623,0	1,0	734,2	0,5	17,9	-0,4
Appareils domestiques	2 790,1	4,3	7 426,1	5,5	166,2	1,2

Source: Eurostat, Comext.

Tableau 10.6

Machines et équipements (CPA division 29) Importations extracommunautaires dans l'UE

	1991		2001		Variation de la valeur des importations 2001/1991 (%)	Variation de la part dans les importations 2001/1991 (points de %)
	(millions d'euros)	(%)	(millions d'euros)	(%)		
Fabrication de machines et équipements	28 698,7	100,0	67 280,6	100,0	134,4	-
Équipements mécaniques	6 700,0	23,3	18 762,7	27,9	180,0	4,5
Machines d'usage général	5 586,5	19,5	14 833,8	22,0	165,5	2,6
Machines agricoles	1 052,5	3,7	1 781,7	2,6	69,3	-1,0
Machines-outils	4 875,4	17,0	9 867,1	14,7	102,4	-2,3
Autres machines d'usage spécifique	7 802,8	27,2	15 795,4	23,5	102,4	-3,7
Armes et munitions	419,6	1,5	294,8	0,4	-29,8	-1,0
Appareils domestiques	2 261,8	7,9	5 945,2	8,8	162,9	1,0

Source: Eurostat, Comext.

10.1: ÉQUIPEMENTS MÉCANIQUES

La fabrication d'équipements mécaniques (groupe 29.1 de la NACE) recouvre la fabrication d'équipements destinés à la production et à l'utilisation de la puissance mécanique tels que les moteurs à combustion interne, les turbines à vapeur, à gaz, éoliennes et hydrauliques, les pompes, les compresseurs, les articles de robinetterie, les engrenages et les organes de transmission. Ce groupe de la NACE ne comprend pas la fabrication de moteurs pour la propulsion d'aéronefs, de véhicules automobiles ou de motocycles.

PROFIL STRUCTUREL

La valeur ajoutée générée par la fabrication d'équipements mécaniques dans l'Union européenne (4) a atteint 30,5 milliards d'euros en 2000, ce qui représente environ 21,9 % de la fabrication globale de machines et d'équipements et 2,3 % de la valeur ajoutée manufacturière totale. Ce secteur a occupé (5) 548 400 personnes, soit 20,6 % de l'emploi dans le secteur et 2,4 % de ceux de toute l'industrie manufacturière. Selon les données disponibles pour dix États membres (6), la valeur ajoutée de ce secteur a augmenté, à prix courants, de 17,9 % entre 1995 et 2000, soit une progression moyenne de 3,2 % par an, identique à celle enregistrée dans le secteur de la fabrication de machines et d'équipements. Entre 1995 et 2000 (7), ce secteur a accusé une perte nette de 11 900 emplois. Les pertes les plus importantes affichées par le Royaume Uni (16 200) et l'Allemagne (7 200) ont été compensées, dans une certaine mesure, par des gains nets en France (3 300), en Italie (7 600) et en Finlande (2 400). Malgré le recul de l'emploi dans ce secteur, l'Allemagne restait le premier employeur en 2000 (220 200 personnes occupées). Le Danemark a été le pays le plus spécialisé dans la fabrication d'équipements mécaniques (en termes d'emploi), puisque ce secteur occupait 5,0 % de la main-d'œuvre manufacturière nationale contre, par exemple, 3,4 % en Allemagne.

La fabrication d'équipements mécaniques est davantage dominée par les grandes entreprises que la plupart des secteurs des machines et équipements. En 2000, les entreprises occupant 250 personnes ou plus ont généré 61,1 % de la valeur ajoutée (8). Au Danemark et en Allemagne, elles ont représenté plus de 70 % de la valeur ajoutée en 2000.

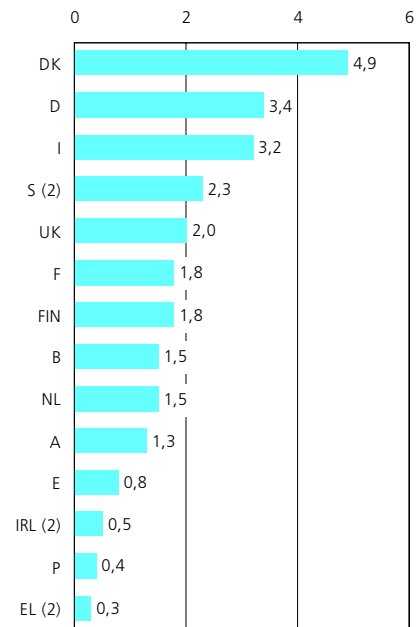
(4) EL, IRL et S, 1999; L non disponible.
 (5) EL, IRL et S, 1999; L non disponible.
 (6) EL, IRL, L, P et S, non disponibles.
 (7) EL, IRL et S, entre 1995 et 1999; L, NL et P, non disponibles.
 (8) A et S, 1999; B, EL, IRL, L et P, non disponibles.

Depuis 1995, les prix à la production pour le marché intérieur des équipements mécaniques ont augmenté chaque année dans l'Union européenne, totalisant une hausse de 9,1 % en 2001. Bien que ce taux soit légèrement supérieur à la moyenne du secteur des machines et équipements dans son ensemble, il est attribuable, principalement, à des augmentations de prix plus accusées dans les premières années de la période considérée. Depuis 1998, le secteur des équipements mécaniques a enregistré des taux de croissance annuels des prix inférieurs à la moyenne des machines et équipements. La fabrication de moteurs et turbines (classe 29.11 de la NACE) a connu l'augmentation globale de prix la plus importante, à savoir 11,7 %, qui traduit en partie des augmentations plus prononcées en 1999 et en 2000.

Les indices des prix à la production pour le marché intérieur du secteur des équipements mécaniques ont particulièrement augmenté en Grèce et en Finlande: le taux de croissance annuel moyen des cinq années précédant 2001 a atteint 5,4 % en Grèce et 2,9 % en Finlande, à comparer à la fourchette de 0,6 % à 1,7 % dans laquelle se situaient les évolutions correspondantes dans cinq grands États membres (9).

(9) B, IRL, L, A et P, non disponibles.

Graphique 10.2
Fabrication d'équipements mécaniques (NACE groupe 29.1)
Part de la valeur ajoutée dans l'industrie manufacturière, 2000 (%) (1)



(1) EU-15 et L, non disponibles.
 (2) 1999.
 Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/entrepr/ent_t_ms).

Tableau 10.7
Valeur de production d'une sélection d'équipements mécaniques dans l'UE (CPA groupe 29.1) (millions d'euros)

Libellé	Code PRODCOM	Année	Valeur
Moteurs diesels ou semi-diesels pour la propulsion de bateaux	29.11.13.11 à 29.11.13.19	2000 (1)	1 649
Moteurs diesels ou semi-diesels pour usage industriel	29.11.13.31 à 29.11.13.75	2000	3 419
Turbines à gaz autres que les turboréacteurs et les turbopropulseurs	29.11.23.00	2000	1 965
Parties pour pompes pour liquides ou élévateurs à liquides	29.12.42.00	2000	1 954
Mélangeurs, mitigeurs de robinetterie sanitaire	29.13.12.33	2000	1 942
Articles de robinetterie sanitaire, autres que mélangeurs ou mitigeurs	29.13.12.35	1998	2 435
Roulements à billes	29.14.10.30	2000	2 586
Engrenages	29.14.24.30	1998	2 731

(1) Données pour 1998 ou 2000.
 Source: Eurostat, Statistiques de production et des marchés (theme4/europrom).

EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ

En général, le secteur des équipements mécaniques a affiché un niveau de productivité apparente de la main-d'œuvre légèrement supérieur à la moyenne du secteur des machines et équipements. Cela a été le cas dans tous les pays en 2000, à l'exception de la Grèce (1999), des Pays-Bas, de la Suède (1999) ⁽¹⁰⁾ et de la France. En Belgique ce secteur a maintenu un haut niveau de productivité avec 91 000 euros par emploi, soit 29 200 euros de plus que la moyenne du secteur des machines et équipements. En 2000, le coût unitaire de la main-d'œuvre du secteur des équipements mécaniques a été inférieur mais proche du coût observé dans celui dans l'ensemble du secteur: en Belgique, en Irlande (1999) et au Royaume-Uni, il le dépassait respectivement de 12,9 %, 12,6 % et 6,4 % et en Grèce (1998) il se situait à 15,2 % en deçà, mais cet écart ne dépassait pas 5 % dans tous les autres pays.

COMMERCE EXTÉRIEUR

Les exportations communautaires d'équipements mécaniques ont représenté 30,7 milliards d'euros en 2001 et les importations 18,8 milliards, soit un excédent commercial de 12,0 milliards. Après avoir diminué en 1998 et en 1999, l'excédent commercial a augmenté de 8,7 % en 2000 et de 13,2 % en 2001, année où il a atteint son niveau le plus élevé de toute la décennie précédente. Les exportations et les importations ont augmenté tous les ans au fil des années 90, à un rythme plus modeste toutefois en 1999, pour retrouver des taux de croissance supérieurs en 2000 et 2001.

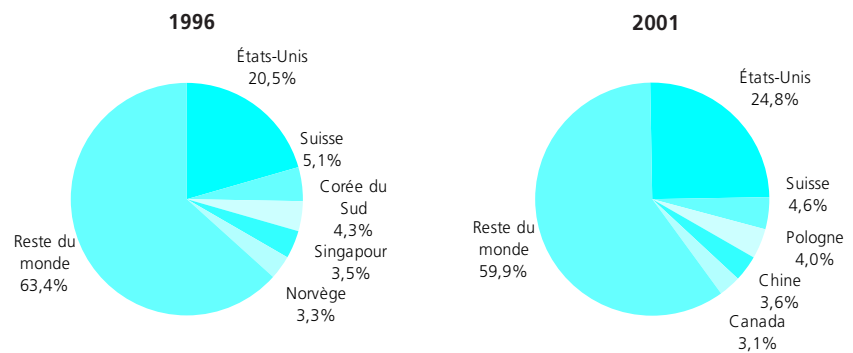
L'Allemagne a été le premier exportateur (commerce intra et extracommunautaire cumulé) d'équipements mécaniques avec 21,6 milliards d'euros d'exportations en 2001. Elle était suivie de l'Italie dont les exportations s'élevaient à 11,1 milliards d'euros, soit 4,3 % des exportations italiennes de produits manufacturés, ce pourcentage étant le plus élevé de tous les États membres. L'Allemagne (10,3 milliards d'euros) et l'Italie (5,4 milliards) ont été les seuls États membres à enregistrer un excédent commercial supérieur à 1 milliard d'euros en 2001. La Grèce, l'Espagne, l'Irlande, les Pays-Bas, l'Autriche et le Portugal ont accusé des déficits commerciaux dans ce secteur, le déficit espagnol (1,7 milliard d'euros) étant le seul à dépasser 400 millions d'euros.

Avec 24,8 % du total, les États-Unis ont été la seule destination à absorber plus de 5 % des exportations communautaires d'équipements mécaniques en 2001. Bien que leurs parts dans les exportations communautaires soient relativement modestes, la Pologne et la Chine, aujourd'hui les troisième et quatrième clients de l'Union européenne, ont toutes deux avancé dans le classement des destinations entre 1996 et 2001: la part de la Pologne a progressé de 2,5 % (douzième rang) à 4,0 % et celle de la Chine de 2,6 % (neuvième rang) à 3,6 %.

Les États-Unis, le premier fournisseur d'équipements mécaniques de l'Union européenne, ont conservé en 2001 la même part de 40 % des importations qu'en 2000. Sur une période plus longue, de 1996 à 2001, la Chine et la République tchèque ont pratiquement doublé leurs parts des importations communautaires, passant de 2,2 % dans les deux cas à 4,6 % et 4,2 % respectivement.

Graphique 10.3

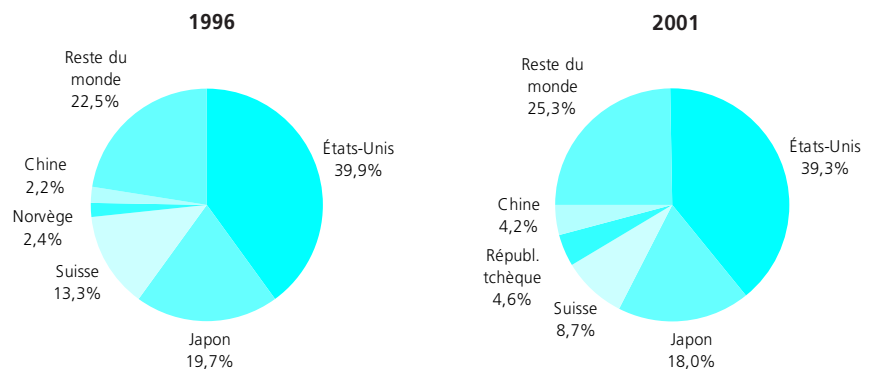
Équipements mécaniques (CPA groupe 29.1) Destination des exportations extracommunautaires



Source: Eurostat, Comext.

Graphique 10.4

Équipements mécaniques (CPA groupe 29.1) Origine des importations extracommunautaires



Source: Eurostat, Comext.

⁽¹⁰⁾ L, non disponible.

10.2: MACHINES INDUSTRIELLES

La fabrication de machines industrielles recouvre les machines d'usage général, les machines-outils et les machines d'usage spécifique, à savoir les groupes 29.2, 29.4 et 29.5 de la NACE.

PROFIL STRUCTUREL

La fabrication de machines industrielles a généré dans l'Union européenne une valeur ajoutée de 89,1 milliards d'euros en 2000 (11). Neuf États membres (12) ont fourni des données relatives à 1999 et à 2000 qui révèlent, au total, une augmentation de 7,2 % de la valeur ajoutée à prix courants. Ce secteur occupait 1,7 million de personnes en 2000, soit 34 700 de plus qu'en 1999 et 94 600 de plus qu'en 1995.

La fabrication de machines d'usage général (groupe 29.2 de la NACE) comptait pour 45,0 % des personnes occupées en 2000, celle des autres machines d'usage spécifique (groupe 29.5 de la NACE) 40,9 % et celle des machines-outils (groupe 29.4 de la NACE) la part restante de 14,1 %. La comparaison entre ces pourcentages et ceux calculés six ans auparavant fait ressortir un recul (par rapport au niveau initial de 16,3 %) de la part des machines-outils et une expansion de celle des deux autres groupes de la NACE, en particulier les machines d'usage général.

La contribution de ce secteur à l'emploi manufacturier a été particulièrement forte en 2000 en Allemagne (10,2 %), en Finlande (9,9 %) et en Autriche (9,6 %) par rapport à la moyenne communautaire de 7,2 % en 2000. Ce secteur occupait en Allemagne 660 500 personnes en 2000, 8 600 de plus qu'en 1999 mais 28 200 de moins que cinq années auparavant. Entre 1995 et 2000, l'Italie et la France, les deuxième et quatrième producteurs de l'Union européenne dans ce domaine en 2000, ont enregistré une forte croissance de l'emploi (37 500 et 16 800 personnes respectivement). L'Espagne a aussi enregistré une importante augmentation de l'emploi (35 500 personnes) sur la même période.

(11) Groupe 29.4 de la NACE: EL, IRL et S, 1999; N, 1998; L, non disponible.

(12) EL, IRL, L, NL, S et UK, non disponibles.

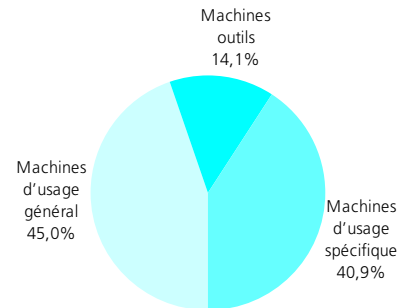
La structure par classes de taille du secteur communautaire des machines industrielles est semblable à celle du secteur des machines et équipements dans son ensemble bien que, de façon générale, la part des grandes entreprises dans la valeur ajoutée soit plus faible et celle de toutes les autres classes de taille, notamment les petites et moyennes entreprises, supérieure. À titre d'exemple, dans la fabrication d'autres machines d'usage spécifique, 30 % de la valeur ajoutée a été générée par les entreprises de taille moyenne (50 à 249 personnes occupées) en 2000 (13) et 22 % par les petites entreprises (10 à 49 personnes occupées); la somme de ces deux parts dépasse de près de 9 points de pourcentage celle du secteur des machines et équipements.

L'évolution des prix à la production pour le marché intérieur des trois groupes de produits de ce secteur a été semblable à la moyenne du secteur des machines et équipements entre 1995 et 2001, en particulier pour la fabrication de machines d'usage général dont l'augmentation globale des prix (8,6 %) a été la même que la moyenne sectorielle. Bien que dans deux autres groupes de la NACE - fabrication de machines-outils et fabrication d'autres machines d'usage spécifique - les prix suivent une tendance comparable, les augmentations y ont été légèrement supérieures au cours de la même période. Une analyse plus détaillée, au niveau des classes de la NACE, révèle que la fabrication de machines pour l'industrie agro-alimentaire (classe 29.53), la fabrication de machines pour les industries du papier et du carton (classe 29.55) et la fabrication de machines diverses d'usage spécifique (classe 29.56) ont toutes enregistré des augmentations de prix supérieures à 10 % entre 1995 et 2001 (14). On retrouve en Grèce et en Finlande, comme dans le secteur des équipements mécaniques, des augmentations particulièrement accusées des prix à la production pour le marché intérieur au cours de la deuxième moitié des années 90 et jusqu'en 2001, notamment dans le domaine de la fabrication d'autres machines d'usage spécifique.

(13) B, IRL, P et S, 1999; EL, L et NL, non disponibles.

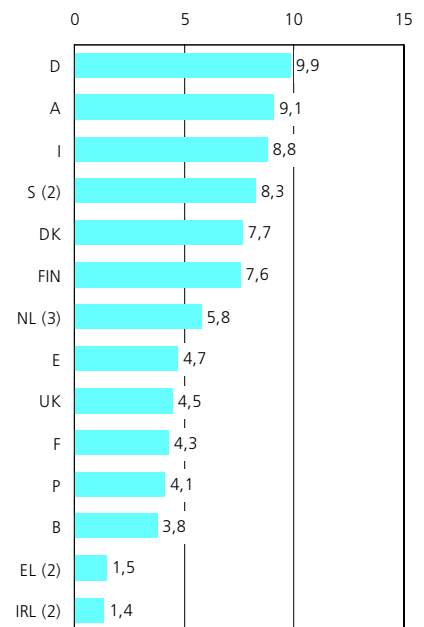
(14) Classe 29.51 de la NACE, non disponible.

Graphique 10.5 Part dans l'emploi de l'industrie des machines industrielles de l'UE, 2000



Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent_l_ms).

Graphique 10.6 Fabrication de machines d'usage général, de machines outils et de machines d'usage spécifique (NACE groupes 29.2, 29.4 et 29.5) Part de la valeur ajoutée dans l'industrie manufacturière, 2000 (%) (1)



(1) EU-15 et L, non disponibles.

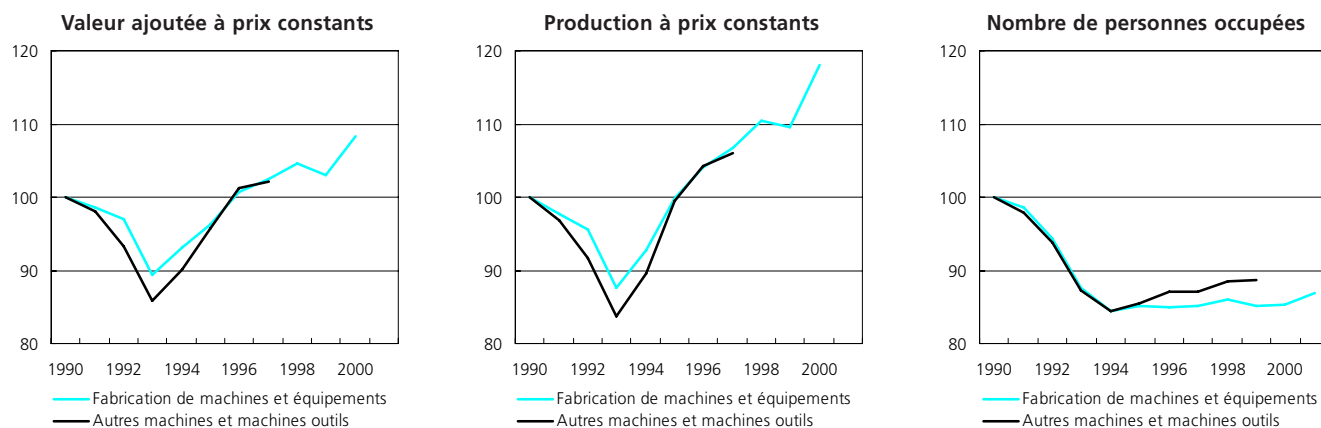
(2) 1999.

(3) 1998.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent_l_ms).

Graphique 10.7

Fabrication de machines d'usage général, de machines outils et de machines d'usage spécifique (NACE groupes 29.2, 29.4 et 29.5)
Principaux indicateurs dans l'UE (1990=100)



Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/entrepr/ent_l_ms).

Tableau 10.8

Valeur de la production d'une sélection de machines industrielles
(CPA groupes 29.2 et 29.5) (millions d'euros)

Libellé	Code PRODCOM	Année	Valeur
Chariots élévateurs autopropulsés à moteur électrique	29.22.15.13 à 29.22.15.35	2000 (1)	4 568
Machines et appareils à emballer ou emballer les marchandises	29.24.21.70	1999	3 786
Echangeurs de chaleur	29.23.11.30	2000	2 899
Groupes à compression où le condenseur est un échangeur de chaleur	29.23.13.73	2000	1 010
Autres matériels, machines et appareils pour la production de froid	29.23.13.90	2000	2 100
Chargeuses et chargeuses pelleuses autopropulsées à chargement frontal ou conçus pour travaux souterrains	29.52.25.30 et 29.52.25.50	2000	1 967
Pelles mécaniques, excavateurs, chargeuses, etc.	29.52.27.30 et 29.52.27.50	2000 (2)	1 295
Machines et appareils à trier, cribler, séparer, mélanger... terres, pierres, minerais...	29.52.40.30 à 29.52.40.80	2000 (1)	3 567
Machines et appareils pour le travail des viandes n.c.a.	29.53.16.50	2000	1 067
Machines et appareils pour la fabrication de la pâte cellulosique, du papier ou du carton et pour le finissage du papier ou du carton.	29.55.11.13 à 29.55.11.17	2000	2 391
Machines et appareils à imprimer offset alimentés en bobines	29.56.13.30	2000	1 530
Machines à mouler par injection pour travail du caoutchouc ou des plastiques	29.56.23.10 à 29.56.23.50	2000 (1)	4 580

(1) Données de 1998 à 2000.

(2) Données de 1999 et 2000.

Source: Eurostat, Statistiques de production et des marchés (theme4/europrom).

EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ

En général, la productivité apparente de la main-d'œuvre du secteur des machines industrielles a été comparable à la productivité moyenne du secteur des machines et équipements. Cependant, des écarts de productivité assez importants ont été constatés, dans plusieurs États membres, entre les trois groupes qui constituent le présent sous-chapitre. Par exemple, si la productivité apparente de la main-d'œuvre au Royaume-Uni en 2000 s'établissait à 69 200 euros pour la fabrication de machines-outils, elle n'était qu'à peine supérieure à 50 000 euros dans les deux autres groupes de la NACE. Des différences moins importantes, quoique non négligeables, ont aussi été observées en Suède (1999), au Luxembourg et en Irlande (1999). En général, les écarts de coût unitaire de la main-d'œuvre ont été beaucoup moins prononcés entre les groupes de la NACE.

COMMERCE EXTÉRIEUR

Les exportations communautaires de machines industrielles ont augmenté de 8,3 % en 2001 pour se situer à 91,9 milliards d'euros, montant plus de deux fois supérieur à celui des importations (40,5 milliards). L'excédent commercial de 2001 en résultant, de 51,4 milliards d'euros, a été le plus élevé depuis 1997 (53,0 milliards). Les autres machines d'usage spécifique (groupe 29.5 de la CPA) ont contribué de plus de moitié (52,1 %) aux exportations de machines industrielles et les machines d'usage général en ont représenté environ un tiers (33,5 %); ces parts sont restées relativement stables pendant plusieurs années. Les trois groupes de produits de la CPA qui constituent les machines industrielles ont contribué positivement à l'excédent commercial, mais la part des autres machines à usage spécifique a représenté 62,4 % du total. Les machines-outils ont généré le plus faible excédent des trois groupes de la CPA, avec 9,3 % de l'excédent total en 1996 contre 4,3 % en 2000, mais cette tendance s'est inversée en 2001 puisque cette part a de nouveau progressé pour atteindre 6,5 %.

L'Allemagne et l'Italie ont été les principaux exportateurs de machines industrielles, leurs exportations ayant représenté 59,1 et 32,3 milliards d'euros respectivement en 2001. En Italie (12,4 %), en Allemagne (10,4 %) et en Autriche (10,1 %), les équipements industriels ont contribué pour un dixième au moins aux exportations totales de produits manufacturés. L'Allemagne et l'Italie ont affiché d'importants excédents commerciaux en 2001, de 37,7 et 19,6 milliards d'euros respectivement, supérieurs aux résultats obtenus dans les deux cas en 2000. L'Espagne (4,3 milliards), le Portugal (1,7 milliard) et la Grèce (1,3 milliard) ont enregistré des déficits commerciaux supérieurs à 1 milliard d'euros, tandis que la France et l'Irlande faisaient état de déficits moins importants.

Comme en 2000, les trois premiers clients des exportations communautaires de machines industrielles en 2001 ont été les États-Unis, la Chine et la Suisse. La Russie a absorbé 3,7 % des exportations communautaires de ces produits en 2001, passant ainsi de la dixième à la quatrième place dans le classement des destinations communautaires.

En 2001, les États-Unis (26,7 %), la Suisse (18,2 %) et le Japon (17,0 %) ont fourni conjointement un peu plus de 60 % des importations communautaires de machines industrielles, part inférieure à celle de l'année 2000. Les États-Unis et le Japon ont perdu des parts de marché par rapport à 2000 alors que celles de la République tchèque, de l'Afrique du Sud, de la Chine et de la Suisse ont augmenté.

Tableau 10.9

Machines d'usage général; machines-outils; autres machines d'usage spécifique (CPA groupes 29.2, 29.4 et 29.5)
Indicateurs du commerce extérieur de l'UE

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Exportations extracomm. (millions d'euros)	45 715	46 888	53 887	59 289	65 101	72 298	79 431	78 427	73 430	84 863	91 932
Importations extracomm. (millions d'euros)	18 265	17 492	16 600	18 652	21 681	23 371	26 473	30 255	32 912	40 794	40 496
Balance commerciale (millions d'euros)	27 451	29 396	37 287	40 637	43 421	48 927	52 958	48 173	40 518	44 069	51 436
Taux de couverture (%)	250,3	268,0	324,6	317,9	300,3	309,3	300,0	259,2	223,1	208,0	227,0

Source: Eurostat, Comext.

10.3: MACHINES ET TRACTEURS AGRICOLES

Le groupe 29.3 de la NACE couvre la fabrication de tracteurs et d'autres machines agricoles comme les moissonneuses-batteuses. Ce groupe n'inclut pas la fabrication d'outils agricoles à main.

PROFIL STRUCTUREL

La fabrication de machines et tracteurs agricoles a généré 5,8 milliards d'euros de valeur ajoutée en 2000 pour 115 900 personnes occupées, soit 4,3 % de la valeur ajoutée et 4,4 % de l'emploi du secteur des machines et équipements. En Belgique, ce secteur a contribué à hauteur de 8,4 % à l'emploi créé par les machines et équipements. En termes d'emploi, la spécialisation de l'Autriche (7,9 %), de la Finlande (7,1 %) et du Danemark (7,6 %) a aussi été relativement élevée dans ce secteur.

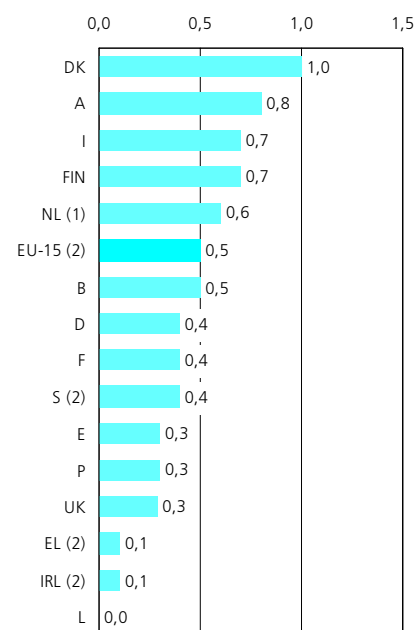
La structure par classes de taille de ce secteur diffère de celle du reste du secteur des machines et équipements du fait de l'importance relative des très petites entreprises (moins de 10 personnes occupées) qui ont généré en 2000 ⁽¹⁵⁾ 17,9 % environ de la valeur ajoutée du secteur, à comparer à la moyenne sectorielle proche de 6 %.

⁽¹⁵⁾ IRL, 1999; EL, L et NL, non disponibles.

Les prix à la production pour le marché intérieur des tracteurs et autres machines agricoles ont augmenté de 10,6 % entre 1995 et 2001, cette hausse étant supérieure à celle de tous les autres groupes de la NACE afférents à la fabrication de machines et d'équipements. L'augmentation constatée en 2001, de 1,7 %, a constitué une rupture après plusieurs hausses modérées des prix dans la deuxième moitié des années 90 et en 2000. L'importante augmentation de 2001 est imputable aux « autres machines agricoles » (classe 29.32) dont les prix se sont accrus de 2,5 % en 2001 alors que l'indice des prix de la fabrication de tracteurs (classe 29.31) était resté stable.

Graphique 10.8

Fabrication de machines agricoles (NACE groupe 29.3)
Part de la valeur ajoutée dans l'industrie manufacturière, 2000 (%)



(1) 1998.

(2) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent_l_ms).

Tableau 10.10

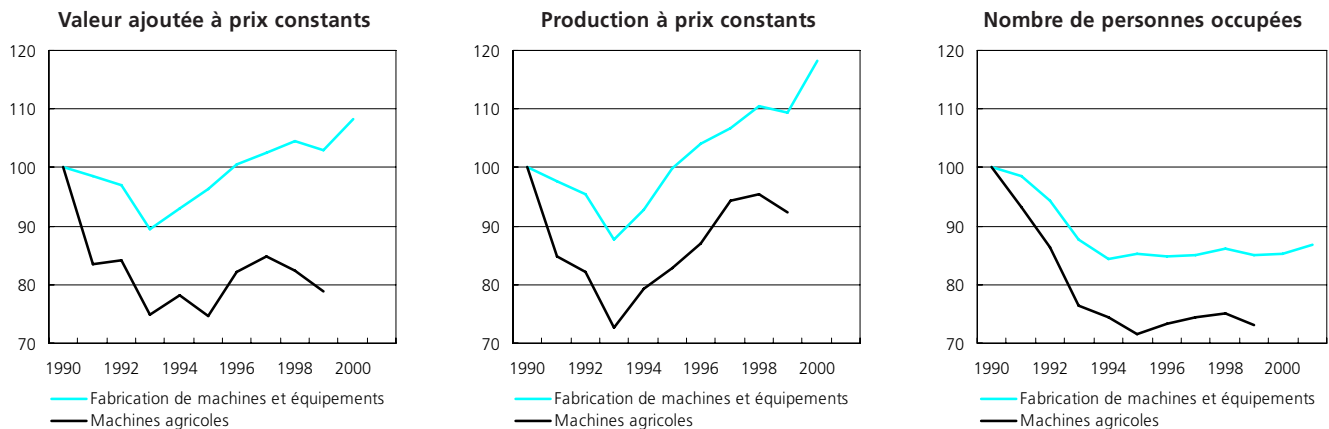
Fabrication de machines agricoles (NACE groupe 29.3)
Principaux indicateurs dans l'UE

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Production (millions d'euros)	14 805	14 871	13 543	15 152	16 508	17 914	19 740	20 211	18 817	:	:
Nombre de personnes occupées (milliers)	150	139	123	120	115	118	120	121	118	116	:
Valeur ajoutée (millions d'euros)	4 732	4 947	4 530	4 858	4 828	5 500	5 773	5 665	5 308	5 773	:
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)	3 782	3 751	3 483	3 553	3 477	3 718	3 803	3 905	3 779	3 966	:
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)	31,5	35,5	36,8	40,6	41,9	46,6	48,2	46,9	45,1	49,8	:
Productivité simple du travail ajust. des salaires (%)	125,1	131,9	130,1	136,7	138,9	147,9	151,8	145,1	140,4	145,6	:

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent_l_ms).

Graphique 10.9

Fabrication de machines agricoles (NACE groupe 29.3)
Principaux indicateurs dans l'UE (1990=100)



Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent_ms).

Tableau 10.11

Valeur de la production communautaire de machines agricoles (CPA groupe 29.3)
(millions d'euros)

Libellé	Code PRODCOM	Année	Valeur
Puissance <= 18 kW	29.31.21.30	2000	69
Puissance > 18 kW mais <= 37 kW	29.31.21.50	1999	267
Puissance > 37 kW mais <= 59 kW	29.31.22.00	1999	1 116
Puissance > 59 kW mais <= 75 kW	29.31.23.30	1998	1 810
Puissance > 75 kW mais <= 90 kW	29.31.23.50	1998	1 069
Puissance > 90 kW	29.31.23.70	2000	1 452

Source: Eurostat, Statistiques de production et des marchés (theme4/europrom).

EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ

La productivité apparente de la main-d'œuvre du secteur des tracteurs et autres machines agricoles s'est établie à 49 800 euros par emploi en 2000, soit 2,9 % de moins que la moyenne du secteur des machines et équipements. Le niveau de productivité en 2000 était en forte augmentation par rapport à 1999, après deux années de baisse consécutives de la productivité apparente de la main-d'œuvre (à prix courants) en 1998 et 1999. Néanmoins, la productivité simple du travail ajustée des salaires (le rapport entre la valeur ajoutée et les dépenses de personnel) de ce secteur (145,6 %) est restée supérieure à la moyenne sectorielle (133,8 %) en 2000.

COMMERCE EXTÉRIEUR

L'excédent commercial de l'Union européenne dans le secteur des tracteurs et autres machines agricoles s'est considérablement accru en 2001 grâce à une augmentation de 15,9 % des exportations combinée à une chute de 12,0 % des importations. L'excédent de 3,1 milliards d'euros découlant d'exportations se chiffrent à 4,9 milliards d'euros, a dépassé ceux enregistrés tout au long des années 90. Le taux de couverture, qui avait baissé à 191 % en 1999, a atteint 274 % en 2001, (les exportations ont donc été un peu plus de 2,7 fois supérieures aux importations). La progression de l'excédent commercial de l'Union européenne en 2001 (qui ne comprend que le commerce extracommunautaire) résulte de contributions

extra-communautaires positives principalement de l'Allemagne, de la France et de l'Italie dépassant, dans chacun de ces trois États, 150 millions d'euros.

La seule part des États-Unis dans les importations communautaires de tracteurs et autres machines agricoles s'est élevée à 51,6 % en 2001. Cette part, certes importante, était néanmoins inférieure à celle de 2000 (56,9 %). Les parts de la Hongrie, de la Pologne et de la République tchèque dans les importations communautaires ont toutes augmenté et leur somme est passée de 13,9 % en 2000 à 18,1 % en 2001.

Tableau 10.12

Machines agricoles (CPA groupe 29.3)
Indicateurs du commerce extérieur de l'UE

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Exportations extracomm. (millions d'euros)	2 807	2 556	2 776	3 061	3 147	3 633	4 136	4 160	3 518	4 210	4 879
Importations extracomm. (millions d'euros)	1 053	1 093	1 106	1 179	1 376	1 504	1 648	1 694	1 845	2 025	1 782
Balance commerciale (millions d'euros)	1 755	1 463	1 670	1 882	1 772	2 129	2 488	2 466	1 673	2 185	3 097
Taux de couverture (%)	266,7	233,8	251,0	259,7	228,8	241,6	251,0	245,5	190,7	207,9	273,8

Source: Eurostat, Comext.

10.4: APPAREILS DOMESTIQUES

Les activités du groupe 29.7 de la NACE recouvrent la fabrication d'appareils électroménagers (tels que les produits blancs et les aspirateurs de poussières), les appareils de chauffage et les appareils non électriques pour la cuisine domestique.

PROFIL STRUCTUREL

Les appareils domestiques ont généré 11,6 milliards d'euros de valeur ajoutée en 2000 ⁽¹⁶⁾, soit environ 8,3 % de la valeur ajoutée totale du secteur des machines et équipements, et occupé 254 100 personnes ⁽¹⁷⁾, 9,3 % de l'ensemble des personnes occupées dans ce secteur. L'Allemagne et l'Italie ont été les deux premiers employeurs dans ce secteur avec 69 100 et 55 500 personnes occupées respectivement. En Allemagne, l'emploi a reculé en 2000, comme au cours des dix années précédentes. En 2000, après trois années de réduction de l'emploi, l'Italie a enregistré un gain net de 1 100 personnes et l'Espagne a aussi vu l'emploi s'accroître pour la quatrième année consécutive.

On ne dispose que de peu d'informations par classe de taille d'entreprises pour ce secteur mais certaines données ont été fournies par les cinq grands États membres qui ont réalisé collectivement près de 90 % de la valeur ajoutée communautaire en 2000. Les grandes entreprises ont contribué pour 70 % ou plus à la valeur ajoutée dans chacun de ces cinq pays en 2000, la moyenne se situant à 80,6 %. Ce secteur était beaucoup plus tributaire des grandes entreprises que le secteur des machines et équipements en général.

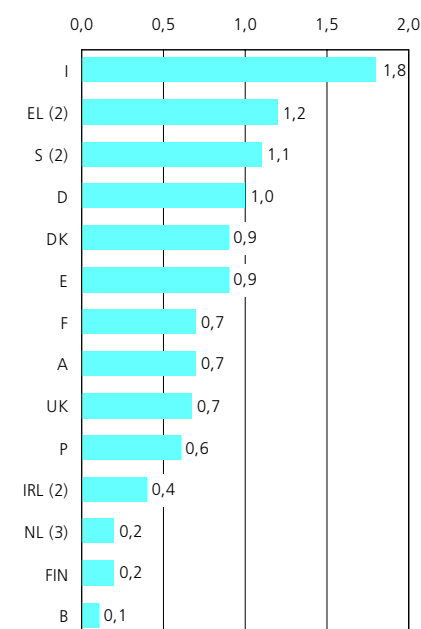
⁽¹⁶⁾ EL, IRL et S, 1999; NL, 1998; L, non disponible.

⁽¹⁷⁾ EL, IRL et S, 1999; L et NL, non disponibles.

Le secteur des appareils domestiques se distingue du reste du secteur des machines et équipements en termes d'évolution de ses prix à la production pour le marché intérieur. L'indice des prix n'y a augmenté que de 4,1 % entre 1995 et 2001, moins de la moitié de la hausse enregistrée par le secteur des machines et équipements dans son ensemble. Entre 1998 et 2000, l'indice des prix a baissé ou augmenté de moins de 0,5 % chaque année pour s'accroître de 1,1 % en 2001. Cet indice masque deux évolutions des prix différentes. Dans la fabrication d'appareils ménagers non électriques (classe 29.72 de la NACE), les prix à la production ont suivi une tendance comparable à celle d'autres secteurs des machines et équipements, augmentant tous les ans depuis 1995 et cumulant une hausse de 12,8 % en 2001. Pour ce qui est de la fabrication d'appareils électroménagers (classe 29.71 de la NACE), les cinq variations annuelles successives ont oscillé entre -1,0 % et 1,0 % et le niveau de l'indice des prix de 2001 équivalait à celui de 1997, ne dépassant que de 2,2 % celui de 1995.

Graphique 10.10

Fabrication d'appareils domestiques (NACE groupe 29.7)
Part de la valeur ajoutée dans l'industrie manufacturière, 2000 (%) (1)



(1) EU-15 et L, non disponibles.

(2) 1999.

(3) 1998.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent_l_ms).

Tableau 10.13

Valeur de la production d'une sélection d'appareils domestiques (CPA groupe 29.7)
(millions d'euros)

Libellé	Code PRODCOM	Année	Valeur
Réfrigérateurs-congérateurs avec portes extérieures séparées	29.71.11.10	1998	1 063
Réfrigérateurs domestiques autres qu'à encastrer	29.71.11.33	2000	1 640
Lave-vaisselle de type ménager	29.71.12.00	2000	2 094
Machines entièrement automatiques à laver le linge, d'une capacité <= 10 kg de linge sec	29.71.13.30	2000	4 146
Aspirateurs tension >= 110 V, à usage domestique	29.71.21.13	2000	1 404
Fours à micro-ondes	29.71.27.00	2000	863
Cuisinières, réchauds électriques, grille-viande et rôtissoires et fours	29.71.28.10 à 29.71.28.90	2000 (1)	3 839
Chauffe-eau non électriques à chauffage instantané à gaz, ou à accumulation	29.72.14.00	2000	1 115

(1) Données de 1999 et 2000.

Source: Eurostat, Statistiques de production et des marchés (theme4/europrom).

EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ

La fabrication d'appareils domestiques a enregistré, en général, un faible niveau de productivité apparente de la main-d'œuvre dans l'Union européenne par rapport au reste du secteur des machines et équipements. Un seul État membre ⁽¹⁸⁾ s'est nettement démarqué de cette tendance, la Grèce, où la valeur ajoutée de 38 800 euros générée par personne occupée en 1999 était nettement supérieure à la moyenne de 26 300 euros de l'ensemble du secteur des machines et équipements. Le coût unitaire de la main-d'œuvre a aussi été généralement inférieur dans ce secteur à la moyenne du secteur des machines et équipements, le Danemark (1999) et la Grèce (1998) étant les seuls États membres à afficher un coût unitaire de la main-d'œuvre légèrement supérieur ⁽¹⁹⁾.

⁽¹⁸⁾ EL, IRL et S, 1999; L et NL, non disponibles.

⁽¹⁹⁾ DK, F, IRL et S, 1999; EL, 1998; L et NL, non disponibles.

COMMERCE EXTÉRIEUR

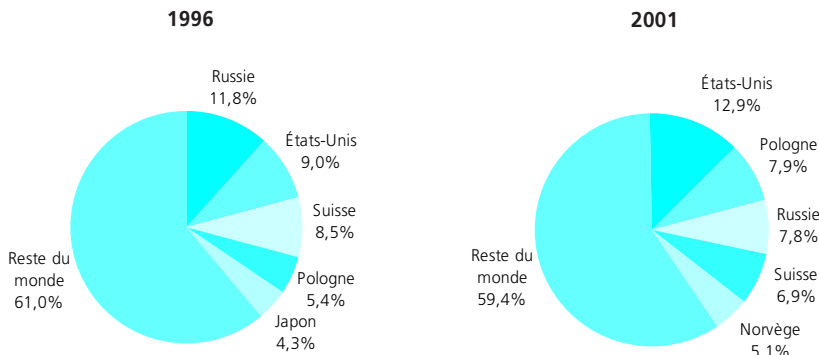
Comme dans tous les groupes de la CPA afférents aux machines et équipements, l'Union européenne a enregistré un excédent commercial pour les appareils domestiques en 2001. Néanmoins, cet excédent a été inférieur en 2001 (1,5 milliard d'euros) au niveau atteint en 2000 (1,6 milliard) et le taux de couverture a régressé pour se situer à 125 %. Cette baisse est imputable au fait que la croissance de 6,0 % de la valeur des exportations en 2001 portant ces dernières à 7,4 milliards d'euros a été plus lente que celle des importations qui ont augmenté de 9,6 % pour se situer à 5,9 milliards d'euros. Après plusieurs années de déclin, l'excédent commercial de l'Union européenne sur ces produits a été inférieur en 2001, de plus de moitié, à celui de 1997.

L'Italie a été le principal État membre exportateur (commerce intra et extracommunautaire combiné) de ces produits, tant en termes relatifs qu'absolus; ses exportations, de 6,8 milliards d'euros, ont dépassé celles de l'Allemagne (5,7 milliards) et généré un excédent commercial de 5,5 milliards d'euros. L'Allemagne (1,8 milliards d'euros), la Suède (251 millions) et l'Espagne (5 millions) ont également enregistré un excédent commercial sur ces produits en 2001 tandis que tous les autres États membres affichaient des déficits, le plus important étant celui du Royaume-Uni (2,4 milliards d'euros). L'excédent espagnol, quoique modeste, s'est de nouveau inscrit dans une tendance positive, comme tout au long de la deuxième moitié des années 90, après un déficit exceptionnel de 133 millions d'euros en 2000.

En 2001, les États-Unis ont accentué leur position de première destination des exportations communautaires d'appareils domestiques, avec une légère augmentation de leur part qui est passée de 12,1 % en 2000 à 12,9 % en 2001. La part de la Russie s'est aussi consolidée, passant de 6,3 % à 7,8 %, tandis que celle de la Turquie a régressé, passant du rang de sixième client de l'Union européenne, avec une part de 4,6 %, à douzième avec 2,1 %. Le premier fournisseur de l'Union européenne, la Chine en l'occurrence, a également renforcé sa position en accroissant légèrement sa part qui s'est établie à 36,8 % en 2001. La Pologne et la République tchèque ont aussi accru leurs parts en 2001 et fourni respectivement 5,1 % et 3,1 % des importations communautaires de ces produits. Ces évolutions se sont faites au détriment des États-Unis et du Japon qui ont accusé la plus forte régression de leur part de marché (de 2,9 % à 1,9 % pour le Japon et de 9,6 % à 8,2 % pour les États-Unis), ces deux pays ayant d'ailleurs enregistré une baisse de la valeur absolue de leurs livraisons d'appareils domestiques à l'Union européenne.

Graphique 10.11

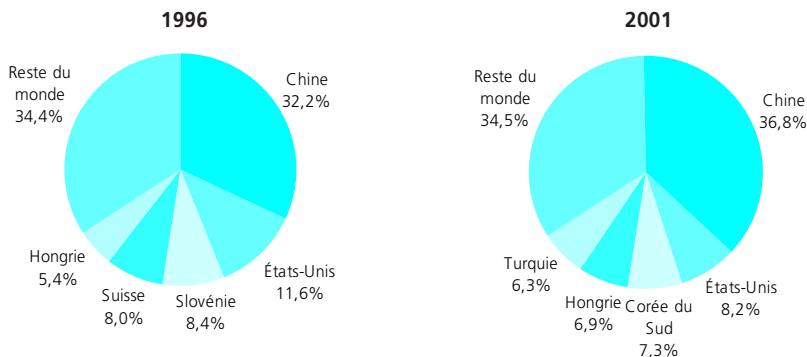
**Appareils domestiques (CPA groupe 29.7)
Destination des exportations extracommunautaires**



Source: Eurostat, Comext.

Graphique 10.12

**Appareils domestiques (CPA groupe 29.7)
Origine des importations extracommunautaires**



Source: Eurostat, Comext.

Tableau 10.14

Fabrication d'équipements mécaniques (NACE groupe 29.1)
Principaux indicateurs, 2000

	B	DK	D	EL (1)	E	F	IRL (1)	I	L	NL	A	P	FIN	S (1)	UK
Production (millions d'euros)	2 038	2 329	30 189	44	2 292	10 058	300 15 495	:	2 068	881	259	2 234	2 441	10 842	
Nombre de personnes occupées (milliers)	8	21	220	1	19	66	3 85	:	14	7	3	10	17	74	
Valeur ajoutée (millions d'euros)	689	1 055	12 756	21	790	3 258	146 4 862	:	736	417	80	562	931	4 242	
Achats de biens et services (millions d'euros)	1 476	1 423	20 641	29	1 763	7 836	161 10 818	:	1 472	582	196	1 788	1 988	7 293	
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros) (2)	360	762	10 200	22	532	2 529	78 2 770	:	526	292	47	380	724	3 160	
Investissements bruts corporels (millions d'euros) (3)	50,9	:	1 239,5	:	104,1	:	19,8 632,8	:	:	61,2	38,2	70,6	94,9	:	
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)	91,0	50,6	57,9	23,6	40,7	49,1	53,2 57,5	:	53,7	60,0	22,9	56,6	53,7	57,1	
Productiv. simple du travail ajust. des salaires (%) (2)	191,4	135,1	125,1	134,8	148,5	121,9	187,0 175,5	:	140,0	142,7	170,8	147,9	128,7	134,2	
Taux brut d'exploitation (%) (2)	15,2	11,6	7,7	12,7	10,4	5,4	22,1 13,6	:	9,5	12,6	12,7	18,8	7,3	9,4	

(1) 1999. (2) DK et F, 1999; EL, 1998. (3) D, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent_l_ms).

Tableau 10.15

Fabrication de machines d'usage général (NACE groupe 29.2)
Principaux indicateurs, 2000

	B	DK	D	EL (1)	E	F	IRL (1)	I	L	NL	A	P	FIN	S (1)	UK
Production (millions d'euros)	2 239	2 497	37 496	184	6 244	13 367	729 18 675	74	4 188	3 097	724	2 589	3 368	14 055	
Nombre de personnes occupées (milliers)	14	19	258	3	58	87	5 113	0	30	20	12	16	24	104	
Valeur ajoutée (millions d'euros)	767	948	14 162	81	2 243	4 217	266 5 805	21	1 372	1 130	236	848	1 194	5 215	
Achats de biens et services (millions d'euros)	1 727	1 695	24 948	124	4 419	10 177	481 13 580	52	2 942	2 107	525	1 870	2 463	9 603	
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros) (2)	559	661	12 012	42	1 536	3 217	139 3 725	20	1 060	834	159	580	920	3 977	
Invest. bruts corporels (millions d'euros) (3)	66,6	:	1 094,1	:	233,8	:	26,2 574,4	:	:	102,8	44,7	69,4	107,4	:	
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)	53,4	48,7	55,0	30,1	38,8	48,4	48,8 51,4	47,7	46,2	57,5	20,3	52,2	50,8	50,1	
Productiv. simple du trav. ajust. des salaires (%) (2)	137,2	120,0	117,9	165,7	146,0	127,5	191,0 155,8	106,5	129,4	135,6	148,3	146,3	129,7	131,1	
Taux brut d'exploitation (%) (2)	8,6	6,1	5,5	15,9	10,8	6,6	17,0 11,0	1,8	7,4	9,3	10,1	11,6	7,5	8,3	

(1) 1999. (2) DK et F, 1999; EL, 1998. (3) D, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent_l_ms).

Tableau 10.16

Fabrication de machines agricoles (NACE groupe 29.3)
Principaux indicateurs, 2000

	B	DK	D	EL (1)	E	F	IRL (1)	I	L	NL (2)	A	P	FIN	S (1)	UK
Production (millions d'euros)	680	553	5 158	34	912	2 777	79 4 729	1	698	795	132	865	502	2 459	
Nombre de personnes occupées (milliers)	4	5	27	1	11	17	1 20	0	6	5	3	4	3	10	
Valeur ajoutée (millions d'euros)	215	208	1 580	12	308	787	22 1 032	0	245	255	51	226	174	602	
Achats de biens et services (millions d'euros)	613	400	3 910	29	881	2 762	58 3 993	0	529	649	98	672	418	2 687	
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros) (3)	141	195	1 129	8	197	557	17 632	0	166	204	37	129	116	398	
Invest. bruts corporels (millions d'euros) (4)	20,7	:	100,1	:	36,9	:	2,9 134,6	:	:	35,9	11,5	21,0	14,3	:	
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)	58,0	42,2	59,0	21,6	29,1	45,1	28,5 52,3	24,1	:	47,8	16,2	53,2	60,5	60,1	
Productiv. simple du trav. ajust. des salaires (%) (3)	152,6	121,8	139,9	164,9	156,4	141,8	133,7 163,4	200,0	147,1	124,6	138,8	174,3	149,9	151,3	
Taux brut d'exploitation (%) (3)	9,1	6,5	8,1	12,9	9,6	6,5	7,1 8,1	16,7	10,2	5,6	9,8	10,8	10,0	6,1	

(1) 1999. (2) 1998, sauf personnes occupées. (3) DK et F, 1999; EL, 1998. (4) D, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent_l_ms).

Tableau 10.17

Fabrication de machines-outils (NACE groupe 29.4)
Principaux indicateurs, 2000

	B	DK	D	EL (1)	E	F	IRL (1)	I	L	NL (2)	A	P	FIN	S (1)	UK
Production (millions d'euros)	324	185	17 810	26	1 679	2 386	67 6 956	:	352	797	95	487	1 293	2 761	
Nombre de personnes occupées (milliers)	2	2	124	0	15	15	1 43	:	3	6	2	3	8	17	
Valeur ajoutée (millions d'euros)	105	79	7 021	15	559	746	29 2 335	:	123	334	40	173	561	1 197	
Achats de biens et services (millions d'euros)	253	115	11 576	15	1 194	1 825	38 4 851	:	302	526	62	319	948	1 752	
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros) (3)	75	59	5 652	9	400	506	18 1 478	:	88	249	29	114	335	726	
Invest. bruts corporels (millions d'euros) (4)	13,5	:	620,4	:	66,0	:	3,5 217,0	:	:	51,8	6,7	23,3	46,2	:	
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)	50,9	47,8	56,8	32,3	38,1	51,3	36,9 54,4	:	:	53,8	18,1	50,9	66,2	69,2	
Productiv. simple du trav. ajust. des salaires (%) (3)	139,7	125,9	124,2	138,9	139,7	117,7	160,1 158,0	:	139,7	133,9	138,9	151,4	167,6	164,9	
Taux brut d'exploitation (%) (3)	8,4	8,6	7,4	14,8	9,4	4,8	16,8 12,2	:	9,7	10,0	11,1	12,5	15,3	16,3	

(1) 1999. (2) 1998, sauf personnes occupées. (3) DK et F, 1999; EL, 1998. (4) D, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent_l_ms).

Tableau 10.18

Fabrication d'autres machines d'usage spécifique (NACE groupe 29.5)
Principaux indicateurs, 2000

	B	DK	D	EL (1)	E	F	IRL (1)	I	L	NL (2)	A	P	FIN	S (1)	UK
Production (millions d'euros)	2 935	1 687	41 472	56	5 027	10 134	168	18 081	246	3 296	3 695	1 109	3 884	4 853	8 158
Nombre de personnes occupées (milliers)	14	13	279	1	55	59	2	101	1	23	24	20	23	26	58
Valeur ajoutée (millions d'euros)	815	633	15 640	23	1 933	3 058	77	5 212	84	1 092	1 406	474	1 302	1 582	2 951
Achats de biens et services (millions d'euros)	2 368	1 144	27 558	39	3 360	7 749	101	13 599	232	2 439	2 497	682	2 712	3 526	5 753
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros) (3)	583	489	12 950	13	1 296	2 292	51	3 546	71	790	1 035	306	915	1 060	2 351
Investissements bruts corporels (millions d'euros) (4)	85,7	:	1 261,1	:	208,0	:	10,0	512,2	:	:	136,6	138,3	89,8	134,8	:
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)	58,9	47,0	56,0	22,8	35,3	52,3	38,3	51,8	59,2	:	59,1	23,3	55,7	59,7	50,7
Productiv. simple du travail ajust. des salaires (%) (3)	139,8	121,7	120,8	155,6	149,2	125,3	152,3	147,0	118,1	138,2	135,8	154,8	142,3	149,3	125,6
Taux brut d'exploitation (%) (3)	7,5	7,1	6,4	15,2	12,4	5,8	15,0	9,1	4,3	9,2	9,6	15,0	10,4	10,4	6,9

(1) 1999. (2) 1998, sauf personnes occupées. (3) DK et F, 1999; EL, 1998. (4) D, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent_l_ms).

Tableau 10.19

Fabrication d'armes et de munitions (NACE groupe 29.6)
Principaux indicateurs, 2000

	B	DK	D	EL (1)	E	F	IRL (1)	I	L	NL (2)	A	P	FIN	S (1)	UK
Production (millions d'euros)	226	0	1 590	116	407	1 751	0	496	:	84	174	55	145	819	2 492
Nombre de personnes occupées (milliers)	1	0	11	3	4	8	0	3	:	:	1	1	1	4	15
Valeur ajoutée (millions d'euros)	90	0	636	44	149	468	0	204	:	28	60	10	62	263	927
Achats de biens et services (millions d'euros)	194	0	1 000	76	239	1 261	0	291	:	61	137	47	89	556	1 654
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros) (3)	64	0	598	71	118	457	0	113	:	26	56	12	42	210	770
Investissements bruts corporels (millions d'euros) (4)	7,0	:	56,4	:	24,0	:	0	35,9	:	:	9,1	9,6	3,7	15,1	:
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)	60,8	:	57,6	14,8	39,4	60,2	:	63,7	:	:	50,5	12,5	52,8	59,9	60,5
Productiv. simple du travail ajust. des salaires (%) (5)	139,3	:	106,4	78,3	126,1	103,4	:	180,2	:	106,5	106,0	87,0	145,7	125,2	120,3
Taux brut d'exploitation (%) (5)	10,0	:	2,4	-18,3	8,0	1,0	:	19,3	:	1,8	1,9	-2,7	13,1	6,1	5,7

(1) 1999. (2) 1998. (3) DK et F, 1999; EL, 1998. (4) D, 1999. (5) F, 1999; EL, 1998.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent_l_ms).

Tableau 10.20

Fabrication d'appareils domestiques (NACE groupe 29.7)
Principaux indicateurs, 2000

	B	DK	D	EL (1)	E	F	IRL (1)	I	L	NL (2)	A	P	FIN	S (1)	UK
Production (millions d'euros)	159	642	10 615	215	3 171	4 403	235	10 074	:	307	576	412	193	1 305	3 880
Nombre de personnes occupées (milliers)	1	5	69	2	24	25	3	56	:	:	4	4	1	11	30
Valeur ajoutée (millions d'euros)	59	198	3 888	94	895	1 214	99	2 741	:	95	235	114	62	455	1 406
Achats de biens et services (millions d'euros)	142	516	9 621	201	2 730	4 503	138	8 183	:	310	390	374	151	1 014	2 781
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros) (3)	41	170	3 183	43	622	802	61	1 707	:	61	166	59	44	394	933
Investissements bruts corporels (millions d'euros) (4)	3,8	:	431,7	:	143,3	:	17,2	333,7	:	:	25,5	20,7	19,4	61,7	:
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)	45,2	44,0	56,3	38,8	38,1	47,7	36,7	49,4	:	:	52,7	25,7	45,0	42,8	46,8
Productiv. simple du travail ajust. des salaires (%) (3)	143,1	126,0	122,1	209,0	143,8	133,0	161,3	160,6	:	155,5	141,8	193,7	139,9	115,3	150,7
Taux brut d'exploitation (%) (3)	8,9	6,4	5,2	17,0	7,7	5,7	16,2	9,7	:	8,5	11,2	11,7	9,5	4,1	11,3

(1) 1999. (2) 1998. (3) DK et F, 1999; EL, 1998. (4) D, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent_l_ms).

Tableau 10.21

Fabrication de machines et équipements (NACE division 29)
Principaux indicateurs, 2000

	BG	CY (1)	CZ	EE	HU	LV	LT	MT	PL	RO	SK	SI (2)	TR
Production (millions d'euros)	544	51	3 842	98	1 626	95	130	:	5 695	1 212	1 116	1 299	:
Nombre de personnes occupées (milliers) (3)	77	1	155	5	58	7	13	:	259	170	52	:	:
Valeur ajoutée (millions d'euros)	185	22	1 320	30	539	40	41	:	2 275	493	230	331	:
Achats de biens et services (millions d'euros)	406	:	3 160	80	1 145	55	93	:	4 221	921	897	979	:
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)	166	:	925	25	341	23	51	:	1 531	389	245	273	:
Investissements bruts corporels (millions d'euros) (4)	55,5	1,6	205,0	10,0	9,6	7,9	11,7	:	312,9	170,5	102,1	79,7	:
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.) (3)	2,4	21,1	8,5	5,8	9,4	5,8	3,2	:	7,9	2,9	4,4	:	:
Productivité simple du travail ajust. des salaires (%)	111,5	:	142,7	119,4	158,0	169,5	80,3	:	148,6	126,8	93,8	121,4	:
Taux brut d'exploitation (%)	4,5	:	9,0	4,5	10,5	17,9	-7,1	:	12,1	8,9	-1,3	4,2	:

(1) 1998. (2) 1999. (3) PL, 1998. (4) CZ, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter_cc).

Équipements électriques et matériel optique



La Commission européenne a lancé en 2001 un processus de consultation ayant trait à un projet de directive visant à harmoniser les exigences en matière de conception des équipements électriques et électroniques (EEE). En 2002, un nouveau projet de proposition a été présenté concernant la conception des équipements finals, fruit de la fusion du projet de proposition EEE avec un autre projet de proposition sur l'efficacité énergétique des produits (EEP). Ce nouveau texte concerne tous les produits finals nécessitant, pour leur fonctionnement, un apport d'énergie (essentiellement l'électricité, le gaz ou le pétrole) ou les équipements servant à la production, au transport et à la mesure de l'énergie. Il a pour objet de garantir la libre circulation des équipements finals au sein du marché intérieur par la mise en place d'un cadre qui permettra de tenir compte des aspects environnementaux dans la conception et le développement des produits et de définir des critères d'éco-conception applicables à ces équipements.

Ce chapitre couvre les divisions 30 à 33 de la NACE collectivement désignées comme la fabrication d'équipements électriques et de matériel optique. Les activités décrites concernent la fabrication de matériel informatique, de machines de bureau, de machines et appareils électriques, de composants électroniques, de matériel audiovisuel et de communication et d'instruments médicaux, de précision et d'optique.

NACE

- 30: fabrication de machines de bureau et de matériel informatique;
- 31: fabrication de machines et appareils électriques;
- 31.1: fabrication de moteurs, génératrices et transformateurs électriques;
- 31.2: fabrication de matériel de distribution et de commande électrique;
- 31.3: fabrication de fils et câbles isolés;
- 31.4: fabrication d'accumulateurs et de piles électriques;
- 31.5: fabrication de lampes et d'appareils d'éclairage;
- 31.6: fabrication d'autres matériels électriques;
- 32: fabrication d'équipements de radio, télévision et communication;
- 32.1: fabrication de composants électroniques;
- 32.2: fabrication d'appareils d'émission et de transmission;
- 32.3: fabrication d'appareils de réception, enregistrement;
- 33: fabrication d'instruments médicaux, de précision, d'optique et d'horlogerie;
- 33.1: fabrication de matériel médico-chirurgical et d'orthopédie;
- 33.2: fabrication d'instruments de mesure et de contrôle;
- 33.3: fabrication d'équipements de contrôle des processus industriels;
- 33.4: fabrication de matériels optique et photographique;
- 33.5: horlogerie.

Tableau 11.1

Fabrication d'équipements électriques et électroniques (NACE sous-section DL) Principaux indicateurs dans l'UE

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Production (millions d'euros)	:	:	307 984	330 746	360 775	380 490	417 973	441 580	474 090	532 109	537 961
Nombre de personnes occupées (milliers)	:	:	2 943	2 846	2 802	2 756	2 768	2 789	2 791	2 849	2 899
Valeur ajoutée (millions d'euros)	:	:	121 850	128 476	131 641	134 935	145 731	147 318	158 078	173 373	176 078
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)	:	:	99 054	99 199	98 895	100 616	103 006	105 655	110 615	115 326	115 712
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)	:	:	41,4	45,1	47,0	49,0	52,6	52,8	56,6	60,9	60,7
Productivité simple du travail ajust. des salaires (%)	:	:	123,0	129,5	133,1	134,1	141,5	139,4	142,9	150,3	152,2

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent_l_ms).

En janvier 2003, une directive concernant la mise au rebut des déchets d'équipements électriques et électroniques⁽¹⁾ a été adoptée. Cette directive vise à résoudre le problème du volume sans cesse croissant des déchets d'équipements électriques et électroniques, à promouvoir le recyclage et donc à limiter les quantités de déchets incinérés ou mis en décharge. Elle rend les fabricants responsables de la reprise et de la revalorisation de leurs équipements en fin de vie.

PROFIL STRUCTUREL

La fabrication d'équipements électriques et de matériel optique (sous-section DL) a représenté une valeur ajoutée de 176,1 milliards d'euros dans l'Union européenne en 2001, alors que le total des ventes atteignait 611,8 milliards d'euros. L'emploi dans ce secteur s'établissait à 2,9 millions de personnes dans l'Union européenne. Le secteur a contribué à hauteur de 13,3 % à la valeur ajoutée et de 12,2 % à l'emploi de l'industrie manufacturière. Bien qu'inférieure au niveau réalisé en 2000 (13,5 %), cette part dans la valeur ajoutée manufacturière était supérieure à toutes celles enregistrées au cours de la seconde moitié des années 1990.

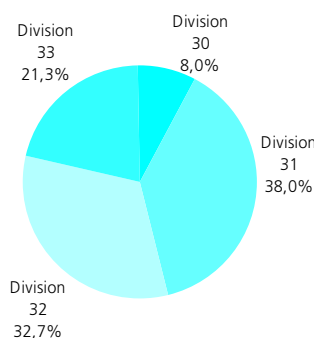
Le graphique 11.1 indique la valeur ajoutée et l'importance relative des quatre divisions de la NACE du secteur des équipements électriques et du matériel optique. La fabrication de machines et appareils électriques (division 31) et d'équipements de radio, télévision et communication (division 32) sont les principales activités de ce secteur dans l'Union européenne, puisqu'elles ont, à elles seules, représenté plus de 30 % de la valeur ajoutée sectorielle⁽²⁾. En termes d'emploi⁽³⁾, la fabrication de machines et appareils électriques était encore plus importante, puisque sa part dans la main-d'œuvre sectorielle s'établissait à 43,0 %, alors que les contributions du secteur des équipements et appareils de radio, télévision et communication (27,3 %) et du secteur des machines de bureau et du matériel informatique (division 30 de la NACE, 6,6 %) étaient inférieures à leurs parts correspondantes dans la valeur ajoutée.

(1) Directive 2002/96/CE du Parlement européen et du Conseil, JO n° L 37, 13.2.2003, p. 24.
 (2) IRL et S, 1999; EL, 1998; L et NL, non disponibles.
 (3) EL, IRL et S, 1999; L, non disponible.

Trois grands pays, l'Allemagne (33,8 %), le Royaume-Uni (17,8 %) et la France (15,5 %) ont généré l'essentiel de la valeur ajoutée communautaire en 2000; ils étaient relativement plus spécialisés dans ce secteur que la moyenne communautaire. Cependant, les États membres les plus spécialisés dans ce secteur en 2000 étaient la Finlande (25,4 % de la valeur ajoutée manufacturière nationale) et l'Irlande (23,0 %, 1999). Les pays les moins spécialisés dans ce secteur étaient le Luxembourg (4,2 % de la valeur ajoutée manufacturière nationale) et la Grèce (4,8 %, 1999).

La fabrication d'équipements électriques et de matériel optique a connu dans l'Union européenne une croissance ininterrompue au cours de la seconde moitié des années 1990, jusqu'en 2000. À prix constants, la croissance de la valeur ajoutée du secteur s'établissait aux alentours de 10 % par an en 1997, 1999 et 2000 et la croissance annuelle moyenne pendant les cinq années allant jusqu'en 2000 était de 8,0 %. Le nombre de personnes occupées par le secteur a baissé entre 1990 et 1996 (date à laquelle il s'établissait à 2,76 millions de personnes) pour ensuite remonter sans interruption jusqu'en 2001, augmentant de 1,0 % par an en moyenne. Que ce soit en termes de valeur ajoutée ou d'emploi, le secteur s'est développé pratiquement deux fois plus vite que la moyenne manufacturière pendant la période de 1995 à 2000 (de 1996 à 2001, pour l'emploi).

Graphique 11.1
Part de la valeur ajoutée de la fabrication d'équipements électriques et électroniques dans l'UE, 2000 (1)

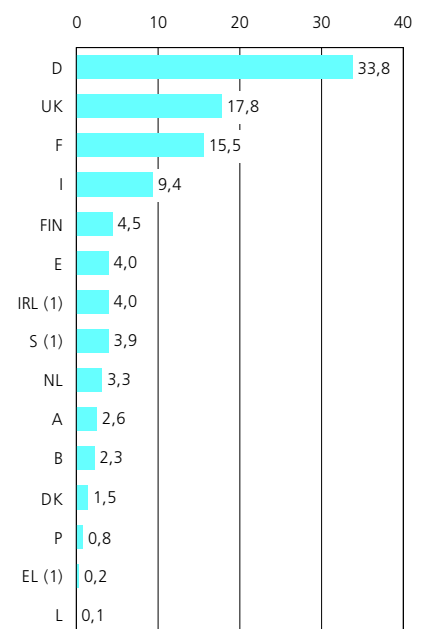


(1) IRL et S, 1999; EL, 1998; L et NL, non disponibles.
 Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent_1.ms).

On dispose, pour quelques États membres, de séries chronologiques relatives à la valeur ajoutée à prix constants. Des taux de croissance annuels moyens particulièrement élevés ont été relevés dans ce secteur en Finlande (29,7 %), en Suède (14,5 %) et en Grèce (11,8 %) entre 1994 et 1999. Parmi les pays pour lesquels des données sont disponibles⁽⁴⁾, seule l'Italie a enregistré une baisse de la valeur ajoutée à prix constants. Pour l'emploi, la disponibilité de données est meilleure pour la période allant de 1995 à 2000⁽⁵⁾. L'Irlande et les trois pays nordiques ont tous affiché des taux de croissance moyens de l'emploi supérieurs à 5 % entre 1995 et 2000 (Irlande et Suède, de 1994 à 1999). Pendant cette même période de cinq ans, l'Autriche, l'Allemagne et la Belgique ont chacune connu un recul des niveaux d'emploi supérieur à 1 % par an; en 2000, ces trois pays ont en revanche enregistré une progression de l'emploi par rapport à 1999.

(4) IRL, NL, A, P et UK, non disponibles.
 (5) EL, IRL et S, 1994 à 1999; NL, non disponible.

Graphique 11.2
Fabrication d'équipements électriques et électroniques (NACE sous-section DL)
Part de la valeur ajoutée de l'UE, 2000 (%)



(1) 1999.
 Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent_1.ms).

La fabrication d'équipements électriques et de matériel optique est un secteur dominé par les grandes entreprises puisque celles occupant 250 personnes ou davantage assuraient 68,0 % de la valeur ajoutée et 56,3 % de l'emploi sectoriel en 2000 ⁽⁶⁾, contre 55,7 % et 42,1 % en moyenne dans l'industrie manufacturière. Au cours de la même année, les grandes entreprises ont réalisé la moitié ou plus de la valeur ajoutée sectorielle dans tous les États membres, hormis l'Italie.

EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ

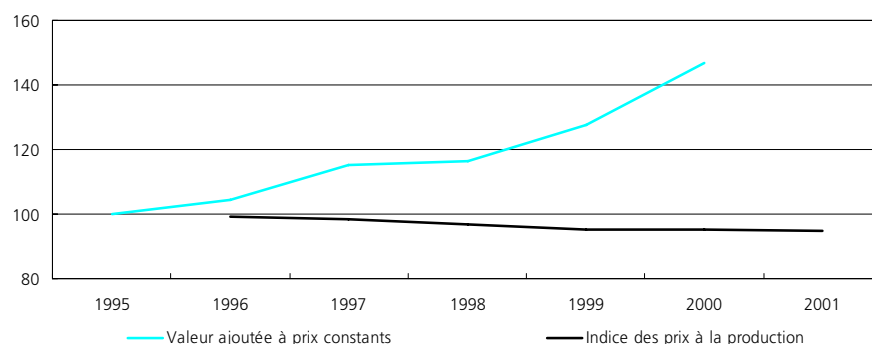
D'après l'enquête communautaire sur les forces de travail, la proportion d'hommes au sein de la main-d'œuvre du le secteur des équipements électriques et du matériel optique est inférieure à la moyenne manufacturière. En 2001, elle ne dépassait pas 44,0 % au Portugal, mais elle atteignait 77,2 % aux Pays-Bas, la moyenne communautaire étant de 68,0 %. Dans tous les États membres, hormis la Grèce, cette proportion était inférieure à la moyenne manufacturière. Les écarts les plus importants ont été enregistrés au Portugal et en Irlande, deux pays où la proportion d'hommes travaillant dans le secteur était inférieure à la moyenne manufacturière d'au moins 11 points de pourcentage. Cette proportion est pratiquement la même dans les quatre divisions de la NACE qui constituent ce secteur, avec toutefois un niveau généralement plus élevé dans la division 30 (fabrication de machines de bureau et de matériel informatique) et la division 31 (fabrication de machines et appareils électriques).

Le travail à temps partiel occupe dans le secteur des équipements électriques et du matériel optique la même place que dans l'ensemble des activités manufacturières: en 2001, le travail à plein temps dans le secteur représentait 93,0 % dans l'Union européenne, taux proche de la moyenne manufacturière (92,5 %). Tous les États membres affichaient une proportion légèrement plus élevée de travailleurs à plein temps, excepté l'Autriche où cette proportion était, dans ce secteur, inférieure à la moyenne manufacturière. La fabrication de machines de bureau et de matériel informatique se caractérisait généralement par des proportions élevées de travailleurs à plein temps, près de 100 % dans plusieurs États membres. À l'inverse, la fabrication d'instruments médicaux, de précision et d'optique (division 33) affichait des taux de travailleurs à plein temps inférieurs à la moyenne sectorielle, notamment le Danemark où l'écart était de 10,3 points de pourcentage.

⁽⁶⁾ IRL, 1999; EL et L, non disponibles; NL données concernant l'emploi également non disponibles.

Graphique 11.3

Fabrication d'équipements électriques et électroniques (NACE sous-section DL)
Valeur ajoutée à prix constants et indice des prix à la production dans l'UE (1995=100)



Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent_l_ms) et European Business Trends - Données conjoncturelles mensuelles et trimestrielles (theme4/ebt/ebt_ind/ind_pric).

Tableau 11.2

Fabrication d'équipements électriques et électroniques (NACE sous-section DL)
Caractéristiques des forces de travail (% de l'emploi total)

	Femmes		Temps partiel		Indépendants	
	1996	2001	1996	2001 (1)	1996	2001 (2)
EU-15	32,1	32,0	6,4	7,0	5,0	4,9
B	33,6	24,1	5,3	6,6	5,5	6,1
DK	36,5	36,7	:	7,4	:	5,9
D	33,1	32,7	8,2	10,0	4,5	3,9
EL	22,6	25,6	:	:	22,7	25,8
E	23,9	31,9	3,0	1,8	8,0	6,2
F	35,1	33,2	5,5	5,3	3,8	3,2
IRL	43,6	42,6	:	4,7	:	:
I	33,5	32,6	5,2	5,0	10,5	15,8
L	:	:	:	:	:	:
NL	23,1	22,8	12,8	17,6	:	:
A	33,3	30,7	6,4	8,8	3,1	2,6
P	44,8	56,0	:	:	:	:
FIN	29,3	36,5	:	4,4	:	:
S	28,8	34,5	:	:	:	:
UK	28,9	27,4	6,2	6,3	2,9	2,2

(1) B, 2000; FIN, 1999.

(2) DK, 1999.

Source: Eurostat, Enquête sur les forces de travail.

La proportion de salariés dans la force de travail du secteur des équipements électriques et du matériel optique était nettement supérieure à la moyenne manufacturière s'établissant à 94,3 % des personnes occupées, le solde (5,7 %) étant composé de travailleurs indépendants et de travailleurs familiaux non rémunérés. À titre de comparaison, l'ensemble de l'industrie manufacturière comptait 8,2 % de travailleurs indépendants et de travailleurs familiaux. Le Portugal affichait l'écart le plus important entre le taux sectoriel (99,1 %) et la moyenne manufacturière (87,4 %).

La productivité apparente du travail dans le secteur des équipements électriques et du matériel optique de l'Union européenne était de 60 700 euros par personne occupée en 2001, soit plusieurs milliers d'euros de plus que l'ensemble des activités manufacturières (55 900 euros). La légère diminution de la productivité apparente du travail entre 2000 et 2001 fait suite à une augmentation de 4,4 % en moyenne par an (à prix courants) de 1996 à 2001, soit une progression plus rapide que celle de l'ensemble de l'industrie manufacturière (3,8 %). En 2000, des niveaux particulièrement élevés de productivité apparente du travail ont été enregistrés en Finlande (114 900 euros par personne occupée) et en Irlande (96 700 euros, 1999). Entre 1995 et 2000 ⁽⁷⁾, la croissance annuelle moyenne de ce ratio a dépassé les 10 % en Grèce (de 1995 à 1999), en Finlande et au Royaume-Uni.

⁽⁷⁾ EL, IRL et S, 1995 à 1999; P, 1996 à 2000; NL, non disponible.

La productivité simple du travail ajustée par les salaires, c'est-à-dire le taux de couverture du coût de la main-d'œuvre par la valeur ajoutée, était dans ce secteur inférieure à la moyenne manufacturière. En 2001, ce taux était de 152,2 % (c'est-à-dire que la valeur ajoutée était de 52,2 % supérieure au coût de la main-d'œuvre), ce qui correspond à 9,3 points de pourcentage de moins que la moyenne manufacturière. Vers la fin des années 1990, la productivité simple du travail ajustée par les salaires s'était rapprochée de la moyenne manufacturière, mais en 2001, et malgré une augmentation de 1,8 point de pourcentage entre 2000 et 2001, l'écart s'est encore creusé entre la productivité simple du travail ajustée par les salaires et la moyenne manufacturière. L'analyse de ce ratio dans les États membres en 2000 ⁽⁸⁾ montre que le niveau élevé de la productivité apparente du travail enregistré en Irlande et en Finlande n'était pas lié au niveau des dépenses de personnel puisque la valeur ajoutée dans ces deux pays était trois fois supérieure au coût de la main-d'œuvre, portant ainsi la productivité simple du travail ajustée par les salaires à 351,1 % en Irlande et à 301,1 % en Finlande.

En 2000, la fabrication d'équipements et d'appareils de radio, télévision et communication a, d'une manière générale, enregistré dans l'ensemble des États membres ⁽⁹⁾, hormis l'Autriche et l'Espagne, les taux de productivité du travail ajustée par les salaires les plus élevés, sinon les deuxièmes les plus élevés, des quatre divisions de la NACE dans ce secteur.

Dans l'ensemble de l'Union européenne, des niveaux similaires de productivité du travail ajustée par les salaires ont été relevés dans trois autres divisions de la NACE couvertes dans le présent chapitre, mais avec d'importants écarts entre les États membres. Par exemple, en Finlande, la productivité ajustée par les salaires dans le secteur des machines de bureau et du matériel informatique affichait une valeur négative, alors qu'elle dépassait 150 % dans d'autres divisions. L'Irlande aussi présentait un écart considérable entre les niveaux des différentes divisions, mais toutes avaient un niveau élevé de productivité apparente.

⁽⁸⁾ DK, F, IRL et S, 1999, EL, 1998.

⁽⁹⁾ F, IRL et S, 1999; EL, 1998; L et NL, incomplets.

COMMERCE EXTÉRIEUR

Le secteur des équipements électriques et optiques (sous-section DL de la CPA) a assuré un cinquième (20,4 %) des exportations communautaires de produits manufacturés vers les pays tiers en 2001. Après avoir augmenté chaque année tout au long des années 1990 et dépassé les 21 % en 2000, cette contribution est de nouveau retombée en 2001. Les importations ont connu la même évolution puisque la part de ces produits dans les importations communautaires de produits manufacturés s'établissait à 28,6 % en 2001, en baisse par rapport à 2000 (30,5 %).

Tout au long de la période de 1990 à 2000, la valeur (à prix courants) des exportations et des importations extra-communautaires a augmenté chaque année. En 2001, cependant, les exportations extra-communautaires ont progressé de 0,9 % seulement et la valeur des importations a diminué de 6,5 %. Après avoir augmenté pendant les quatre années précédentes, affichant à deux reprises un taux annuel de croissance supérieur à 50 %, le déficit commercial a baissé de 27,6 % en 2001.

Après deux années au moins de déficit commercial (chiffres du commerce extérieur intra et extracommunautaire cumulés), l'Allemagne et le Luxembourg ont retrouvé une balance commerciale excédentaire en 2001, de même que l'Irlande, la Finlande et la Suède, trois pays qui avaient affiché un excédent pendant de nombreuses années, et les Pays-Bas dont c'était le deuxième excédent consécutif.

Les plus grands exportateurs de ces produits en 2001 étaient l'Allemagne (106,1 milliards d'euros), le Royaume-Uni (77,2 milliards d'euros) et les Pays-Bas (64,7 milliards d'euros); ces trois pays étaient aussi les plus grands importateurs. L'Irlande était le pays le plus spécialisé dans l'exportation de ces produits: 44,2 % de l'ensemble des exportations irlandaises de produits manufacturés en 2001. Les Pays-Bas, le Luxembourg, le Royaume-Uni et la Finlande étaient eux aussi relativement spécialisés dans l'exportation de ces produits, dans la mesure où plus du quart de leurs exportations de produits manufacturés étaient constituées d'équipements électriques et optiques.

Tableau 11.3

Équipements électriques et électroniques (CPA sous-section DL)
Commerce extérieur de l'UE, 2001 (millions d'euros)

	Exportations	Importations	Balance commerciale	Taux de couverture (%)
Équipements électriques et électroniques	186 123	233 203	-47 079	79,8
Moteurs, génératrices et transformateurs électriques	12 754	9 201	3 553	138,6
Matériel de distribution et de commande électrique	14 554	8 886	5 669	163,8
Fils et câbles isolés	4 411	3 987	424	110,6
Accumulateurs et piles électriques	1 461	2 349	-888	62,2
Lampes et appareils d'éclairage	3 138	3 594	-456	87,3
Autres matériels électriques	8 838	12 726	-3 888	69,5
Composants électroniques	26 151	37 397	-11 246	69,9
Appareils d'émission et de transmission du son et de l'image	29 605	24 042	5 562	123,1
Appareils de réception, enregistrement ou reproduction du son et de l'image	11 026	23 785	-12 759	46,4
Matériel médicochirurgical et d'orthopédie	15 174	13 114	2 059	115,7
Instruments de mesure et de contrôle	18 714	16 533	2 180	113,2
Équipements de contrôle des processus industriels	:	:	:	:
Matériels optique et photographique	7 082	7 646	-565	92,6
Horlogerie	1 652	4 456	-2 804	37,1

Source: Eurostat, Comext.

Tableau 11.4

Équipements électriques et électroniques (CPA sous-section DL)
Exportations extracommunautaires de l'UE

	1991		2001		Variation de la valeur des exportations 2001/1991 (%)	Variation de la part dans les exportations 2001/1991 (points de %)
	(millions d'euros)	(%)	(millions d'euros)	(%)		
Équipements électriques et électroniques	51 311,9	100,0	186 123,5	100,0	262,7	-
Moteurs, génératrices et transformateurs électriques	3 931,4	7,7	12 754,1	6,9	224,4	-0,8
Matériel de distribution et de commande électrique	5 087,9	9,9	14 554,5	7,8	186,1	-2,1
Fils et câbles isolés	1 476,1	2,9	4 410,9	2,4	198,8	-0,5
Accumulateurs et piles électriques	504,5	1,0	1 461,2	0,8	189,6	-0,2
Lampes et appareils d'éclairage	1 208,3	2,4	3 138,2	1,7	159,7	-0,7
Autres matériels électriques	2 717,0	5,3	8 838,4	4,7	225,3	-0,5
Composants électroniques	4 808,4	9,4	26 151,5	14,1	443,9	4,7
Appareils d'émission et de transmission du son et de l'image	4 779,1	9,3	29 604,5	15,9	519,5	6,6
Appareils de réception, enregistrement ou reproduction du son et de l'image	2 937,8	5,7	11 025,5	5,9	275,3	0,2
Matériel médicochirurgical et d'orthopédie	4 599,8	9,0	15 173,5	8,2	229,9	-0,8
Instruments de mesure et de contrôle	7 221,4	14,1	18 713,5	10,1	159,1	-4,0
Équipements de contrôle des processus industriels	:	:	:	:	:	:
Matériels optique et photographique	1 991,0	3,9	7 081,6	3,8	255,7	-0,1
Horlogerie	990,6	1,9	1 652,2	0,9	66,8	-1,0

Source: Eurostat, Comext.

L'examen des quatorze groupes de la CPA dans le secteur des équipements électriques et du matériel optique (hormis le groupe 33.3 pour lequel il n'y a pas de données disponibles) permet de constater que près de la moitié des exportations extra-communautaires en 2001 étaient constituées de trois de ces groupes seulement, à savoir de matériel informatique et de machines de bureau (groupe 30.0 de la CPA, 16,9 %), d'équipements de télécommunication (groupe 32.2 de la CPA, 15,9 %) et de composants électroniques (groupe 32.1 de la CPA, 14,1 %). Quant aux six groupes de la CPA

qui forment la division 31 (machines et appareils électriques) ils assuraient ensemble 24,3 % des exportations de l'Union européenne. Huit des quatorze groupes CPA examinés affichaient un déficit commercial en 2001 dont le plus marqué était celui des machines de bureau et du matériel informatique (- 33,9 milliards d'euros); de même, le secteur des composants électroniques et des articles d'électronique grand public a accusé un déficit commercial de 10 milliards d'euros. Le matériel de distribution et de commande électrique (groupe 31.2 de la CPA)

a réalisé l'excédent le plus important au niveau des groupes CPA de ce secteur avec 5,7 milliards d'euros, suivi du matériel de télécommunications avec 5,6 milliards d'euros. La diminution sensible du déficit commercial accusé par le secteur des équipements électriques et optiques entre 2000 et 2001 s'explique par la réduction du déficit dans le domaine des machines de bureau et du matériel informatique et dans celui des composants électroniques.

Tableau 11.5

**Équipements électriques et électroniques (CPA sous-section DL)
Importations extracommunautaires dans l'UE**

	1991		2001		Variation de la valeur des importations 2001/1991 (%)	Variation de la part dans les importations 2001/1991 (points de %)
	(millions d'euros)	(%)	(millions d'euros)	(%)		
Équipements électriques et électroniques	82 304,7	100,0	233 202,8	100,0	183,3	-
Moteurs, génératrices et transformateurs électriques	2 766,3	3,4	9 201,3	3,9	232,6	0,6
Matériel de distribution et de commande électrique	2 839,9	3,5	8 885,5	3,8	212,9	0,4
Fils et câbles isolés	1 060,8	1,3	3 987,0	1,7	275,8	0,4
Accumulateurs et piles électriques	766,9	0,9	2 349,2	1,0	206,3	0,1
Lampes et appareils d'éclairage	949,0	1,2	3 593,8	1,5	278,7	0,4
Autres matériels électriques	3 489,5	4,2	12 726,1	5,5	264,7	1,2
Composants électroniques	8 878,2	10,8	37 397,1	16,0	321,2	5,2
Appareils d'émission et de transmission du son et de l'image	5 424,7	6,6	24 042,3	10,3	343,2	3,7
Appareils de réception, enregistrement ou reproduction du son et de l'image	11 684,7	14,2	23 784,7	10,2	103,6	-4,0
Matériel médicochirurgical et d'orthopédie	4 034,6	4,9	13 114,4	5,6	225,0	0,7
Instruments de mesure et de contrôle	7 446,4	9,0	16 533,2	7,1	122,0	-2,0
Équipements de contrôle des processus industriels	:	:	:	:	:	:
Matériels optique et photographique	3 140,7	3,8	7 646,2	3,3	143,5	-0,5
Horlogerie	2 825,1	3,4	4 456,3	1,9	57,7	-1,5

Source: Eurostat, Comext.

11.1: FABRICATION D'INSTRUMENTS

La fabrication d'instruments médicaux, de précision, d'optique et d'horlogerie (division 33 de la NACE) englobe les activités liées à la fabrication d'instruments, la fabrication d'équipements de contrôle des processus industriels, et la fabrication d'horlogerie. Elle concerne aussi la fabrication de matériel photographique, hormis les produits photochimiques, des flashes et des caméras de télévision. Dans le présent sous-chapitre, ces activités sont collectivement désignées par l'expression « Fabrication d'instruments ».

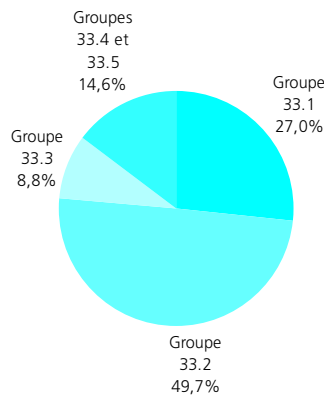
La fabrication d'instruments de mesure et de précision (groupe 33.2 de la NACE) a dominé le secteur de la fabrication d'instruments dans l'Union européenne en 2000, comme elle représentait près de la moitié de la valeur ajoutée communautaire de ce secteur (10) (voir graphique 11.4). En termes d'emploi, la contribution de ce groupe était inférieure à l'ensemble du secteur (46,1 %), alors que celle des autres groupes de la NACE était supérieure.

PROFIL STRUCTUREL

La valeur ajoutée générée par le secteur de la fabrication d'instruments dans l'Union européenne(11) s'établissait à 36,8 milliards d'euros en 2000. Le tableau 11.6 donne les chiffres de la production communautaire d'une série de produits dans la catégorie « instruments ». Ce secteur occupait 656 500 personnes dans l'Union européenne(12). À lui seul, il a assuré 21,3 % de la valeur ajoutée (13) du secteur des équipements électriques et optiques en 2000 et une part encore plus grande (23,1 %) de l'emploi(14). L'emploi dans la fabrication d'instruments a commencé à augmenter en 1996, après avoir baissé tout au long de la première moitié des années 1990. Entre 1995 et 2000, l'emploi a progressé de 0,9 % par an en moyenne dans l'Union européenne(15).

(10) IRL et S, 1999; EL, 1998; L et NL, non disponibles ou incomplets.
 (11) IRL et S, 1999; EL, 1998; NL, non disponible.
 (12) EL, IRL et S, 1999.
 (13) IRL et S, 1999; EL, 1998; NL, non disponible.
 (14) EL, IRL et S, 1999.
 (15) EL, IRL, L, NL et S, non disponibles.

Graphique 11.4 Part de la valeur ajoutée de la fabrication d'instruments médicaux, de précision et d'optique dans l'UE, 2000 (1)

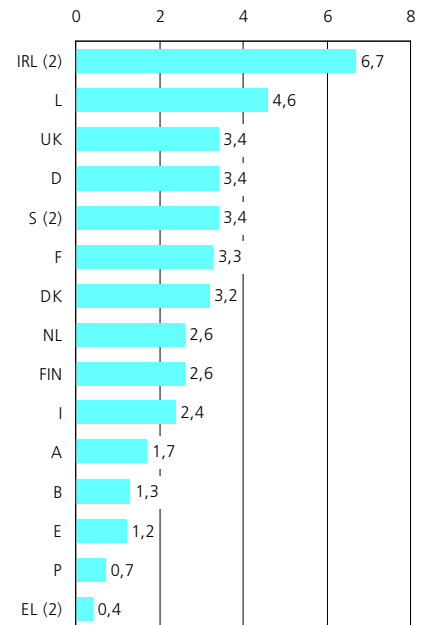


(1) IRL, S, 1999; EL, 1998; L et NL, non disponibles ou incomplets.
 Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent_l_ms).

En termes de valeur ajoutée, la contribution de l'Allemagne à la production communautaire atteignait plus du tiers et celle du Royaume-Uni moins du cinquième de l'ensemble. Le Luxembourg, au même titre que le Danemark, affichait un taux de spécialisation particulièrement élevé dans la fabrication d'instruments par rapport à l'ensemble du secteur, alors que la Grèce, la Finlande, l'Autriche et le Portugal s'avéraient être non spécialisés dans ce secteur.

Alors que les prix intérieurs à la production de plusieurs groupes de produits du secteur des équipements électriques et optiques sont restés inchangés ou ont baissé entre 1995 et 2001, ceux de la fabrication d'instruments ont augmenté chaque année sans exception. En 2001, l'indice des prix de ce secteur était de 6,1 % supérieur au niveau de 1995 et n'était donc pas loin de la moyenne manufacturière (7,6 %). Ces augmentations des prix qui semblent typiques sont en fait passées par deux périodes distinctes: pendant la première période, qui correspond à la seconde moitié des années 1990, l'augmentation annuelle des prix à la production dans le secteur de la fabrication d'instruments a été chaque année supérieure à la moyenne manufacturière; la seconde période, qui commence en 2000, correspond à une forte progression de la moyenne manufacturière et, en 2001, à un rapprochement des prix à la production du secteur de la fabrication d'instruments de ceux des activités manufacturières. Au cours de cette période, les prix à la production de tous les

Graphique 11.5 Fabrication d'instruments médicaux, de précision, d'optique et d'horlogerie (NACE division 33) Part du nombre de personnes occupées dans l'industrie manufacturière, 2000 (%) (1)



(1) EU-15, non disponible.
 (2) 1999.
 Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent_l_ms).

groupes de la NACE (16) qui font partie de ce secteur ont enregistré des augmentations qui vont de 5 % à 7 %.

EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ

Les forces de travail du secteur de la fabrication d'instruments se distinguent de celles de l'ensemble du secteur des équipements électriques et du matériel optique essentiellement par la part moins importante qu'y occupent les salariés. En 2001, seuls 89,3 % des personnes occupées dans ce secteur dans l'Union européenne étaient salariées, contre une moyenne sectorielle de 94,3 %. Cette proportion n'était supérieure à la moyenne sectorielle qu'au Danemark et en Irlande (17). La proportion de salariés était particulièrement faible en Grèce, en Italie et en Belgique (inférieure à 70 % dans les trois pays).

(16) Groupe 33.3 de la NACE, non disponible.
 (17) L et P, non disponibles.

Tableau 11.6

Production d'une sélection de produits médicaux, de précision, d'optique et d'horlogerie (CPA division 33) dans l'UE

	Code PRODCOM	Année la plus récente	Valeur de la production (millions d'euros)
Appareils à rayons X (de radiophotographie ou radiothérapie incl.)	33.10.11.15 et 33.10.11.19	2000	2 280,3
Instruments et appareils pour l'art dentaire y compris les tours dentaires	33.10.13.30 et 33.10.13.50	2000 (1)	777,8
Seringues avec ou sans aiguille, aiguilles tubulaires ou à sutures pour médecine, chirurgie, sciences dentaires ou vétérinaires	33.10.15.11 à 33.10.15.15	2000	812,1
Instruments et appareils d'ophtalmologie	33.10.15.20	2000	219,4
Endoscopes; équipements pour dialyse rénale; appareils de transfusion	33.10.15.35 à 33.10.15.63	2000 (1)	1 586,7
Appareils de mécanothérapie, massage, psychotechnique; appareils d'ozono-, oxygéo-, aérosol-thérapie et de thérapie respiratoire	33.10.16.53 à 33.10.16.90	1999	1 158,8
Prothèses articulaires	33.10.17.35	1998	741,3
Appareils d'orthopédie ou pour fractures autres que prothèses articulaires	33.10.17.39	1999	945,2
Dents artificielles; articles et appareils de prothèse dentaire	33.10.17.53 à 33.10.17.59	2000	2 020,9
Autres articles et appareils de prothèse	33.10.17.90	1998	559,3
Appareils pour faciliter l'audition, à l'exclusion des parties et accessoires	33.10.18.33	2000	583,0
Stimulateurs cardiaques, à l'exclusion des parties et accessoires	33.10.18.50	2000	750,9
Boussoles et autres instruments et appareils de navigation	33.20.11.30 et 33.20.11.59	1999	292,3
Instruments et appareils de navigation aérienne ou spatiale, autres que les boussoles	33.20.11.55	2000	1 398,8
Autres instruments et appareils électriques pour télécommunication (ypsomètres, kerdomètres, distorsiomètres, psophomètres...)	33.20.44.00	1998	1 246,4
Débimètres et contrôleurs de pression électroniques	33.20.52.35 et 33.20.52.71	2000 (1)	712,7
Autres instruments et appareils de mesure ou contrôle pour liquides et gaz	33.20.52.83 et 33.20.52.89	1999	720,9
Analyseurs de gaz ou de fumées, électroniques; chromatographes	33.20.53.13 et 33.20.53.23	1998 (1)	656,0
Compteurs de gaz et de liquides	33.20.63.30 et 33.20.63.50	2000	844,2
Compteurs d'électricité	33.20.63.70	1999	536,1
Bancs d'essai	33.20.65.20	2000	642,9
Instruments, appareils électroniques pour mesurer ou contrôler des grandeurs géométriques	33.20.65.50	2000	898,5
Thermostats	33.20.70.15 et 33.20.70.19	2000	1 084,9
Verres de lunetterie, correcteurs	33.40.11.53 à 33.40.11.70	2000 (1)	1 951,6
Verres de contact	33.40.11.30	2000	699,5
Lunettes solaires, correctrices, protectrices et articles similaires	33.40.12.50 à 33.40.13.90	2000 (2)	2 241,9
Fibres optiques, faisceaux et câbles de fibres optiques autres que les câbles conducteurs d'images	33.40.21.19	2000	368,6
Objectifs en toutes matières montés, autres que pour projecteurs et appareils photographiques et cinématographiques	33.40.21.70	2000	334,7
Lasers, autres que les diodes laser	33.40.23.30	1999	348,5
Montres-bracelets fonctionnant électriquement même à compteur de temps, à affichage mécanique seulement, en métaux précieux ou plaqué ou doublé	33.50.11.13	1998	173,0
Montres-bracelets, électriques, même avec compteur de temps, à affichage mécanique, autres qu'en métaux précieux ou plaqué ou doublé	33.50.12.13	2000	183,5

(1) 1999 pour un ou plusieurs produits dans l'agrégat.

(2) 1997 pour les montures autres qu'en plastique.

Source: Eurostat, Statistiques de production et des marchés (theme4/europrom).

En termes de description de la force de travail (part du travail à plein temps, équilibre hommes-femmes) , l'activité de fabrication d'instruments était proche de la moyenne réalisée par le secteur des équipements électriques et du matériel optique. En règle générale, l'emploi à plein temps était un peu moins répandu et la proportion des femmes plus élevée. L'emploi des femmes était particulièrement important dans ce secteur en Irlande.

La productivité apparente du travail dans le secteur de la fabrication d'instruments dans l'Union européenne ⁽¹⁸⁾ s'établissait à 57 700 euros par personne occupée en 2000, soit à un niveau inférieur à la moyenne du secteur des équipements électriques et optiques (62 500 euros), mais supérieur à la moyenne d'autres secteurs, notamment celui de la fabrication de machines et appareils électriques (division 31). Le coût unitaire de la main-d'œuvre dans l'Union européenne s'élevait à 40 500 euros par salarié en 2000 ⁽¹⁹⁾, taux également inférieur à la moyenne sectorielle.

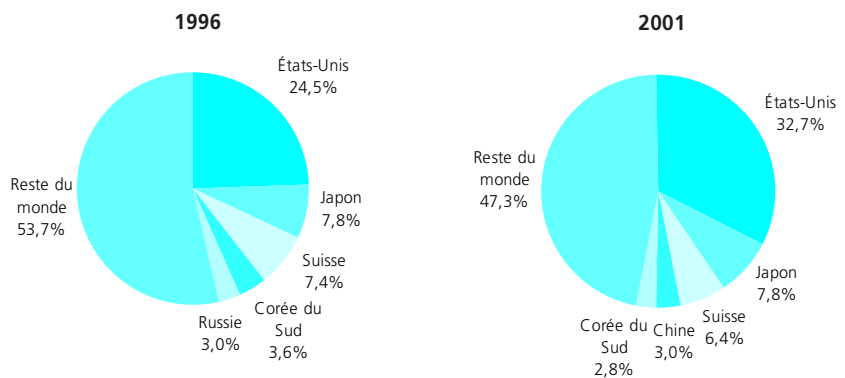
⁽¹⁸⁾ IRL et S, 1999; EL, 1998; NL, non disponible.
⁽¹⁹⁾ DK, F, IRL et S, 1999; EL, 1998; NL, non disponible.

COMMERCE EXTÉRIEUR

En 2001, les exportations communautaires d'instruments et d'horlogerie (division 33 de la CPA) vers des pays tiers étaient estimées à 42,6 milliards d'euros, soit 0,8 milliard d'euros de plus que les importations. Il s'agit d'un retour à une balance commerciale excédentaire après deux années de déficit. Le Danemark était l'État membre le plus spécialisé dans l'exportation de ces produits et les instruments et l'horlogerie représentaient 35,6 % des exportations (chiffres du commerce extérieur intra et extracommunautaire cumulés) d'équipements électriques et de matériel optique (sous-section DL de la CPA). Les Pays-Bas, l'Allemagne et l'Italie étaient, eux aussi, relativement spécialisés dans l'exportation de ces produits, dans la mesure où les produits relevant de cette division de la CPA représentaient un quart ou plus de leurs exportations d'équipements électriques et de matériel optique.

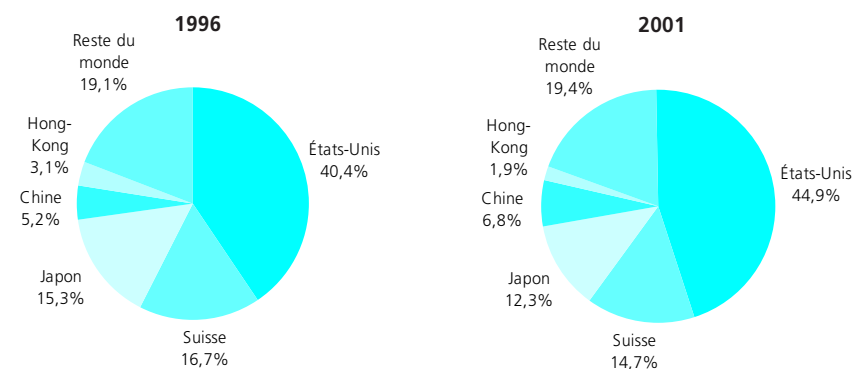
Les destinations des exportations communautaires d'instruments et d'horlogerie étaient les mêmes que celles du secteur des équipements électriques et optiques les États-Unis, le Japon, la Suisse et la Chine y occupaient les quatre premières places en 2001. Le classement de la Chine parmi les quatre premières destinations est un phénomène nouveau, dans la mesure où, en 2000, elle n'était qu'au septième rang des destinations les plus importantes et, en 1996, au douzième. Les sources des importations étaient très concentrées sur les cinq premiers pays partenaires - les mêmes que pour l'exportation, plus Hong Kong - qui ensemble avaient fourni 80 % des importations communautaires d'instruments et d'horlogerie. Ces cinq premières sources des importations communautaires étaient les mêmes en 2001 qu'en 1996.

Graphique 11.6
Instruments médicaux, de précision, d'optique et d'horlogerie (CPA division 33)
Destination des exportations extracommunautaires



Source: Eurostat, Comext.

Graphique 11.7
Instruments médicaux, de précision, d'optique et d'horlogerie (CPA division 33)
Origine des importations extracommunautaires



Source: Eurostat, Comext.

11.2: MACHINES ET APPAREILS ÉLECTRIQUES

Ce sous-chapitre correspond à la division 31 de la NACE et couvre donc la fabrication de moteurs, génératrices et transformateurs électriques, de matériel de distribution électrique, de fils et câbles isolés, de fibres optiques pour la transmission de données codées, de piles, de matériel d'éclairage et d'autres matériels électriques. La fabrication de câbles métalliques non utilisés comme conducteurs pour l'électricité n'est pas incluse dans cette division.

PROFIL STRUCTUREL

En 2000, la valeur ajoutée générée par la fabrication de machines et d'appareils électriques (division 31 de la NACE) dans l'Union européenne (20) s'établissait à 65,7 milliards d'euros, soit 38,0 % de l'ensemble du secteur des équipements électriques et du matériel optique (sous-section DL) pour la même année. Ce secteur occupait 1,23 million de personnes dans l'Union européenne(21), ce qui correspond à 43,0 % du total sectoriel. Après avoir systématiquement baissé dans l'Union européenne tout au long de la première moitié des années 1990, jusqu'en 1996, l'emploi a progressé, depuis 1997, à un taux moyen de 0,5 % par an (22).

La fabrication de matériel de distribution et de commande électrique (groupe 31.2) a contribué à hauteur de 46,0 % à la valeur ajoutée générée par les six groupes qui composent la division (23). Le groupe « Fabrication d'autres matériels électriques » de la NACE, qui recouvre les équipements non classés dans les autres groupes, a assuré 20,3 % de la valeur ajoutée de ce secteur dans l'Union européenne alors que la fabrication de moteurs, génératrices et transformateurs électriques (groupe 31.1) représentait 16,3 % supplémentaires. Les trois autres groupes de la NACE qui composent ce secteur complètent le tableau avec 17,4 % de la valeur ajoutée communautaire (voir graphique 11.8). Le tableau 11.7 donne les chiffres de la production communautaire pour une série de machines et appareils électriques.

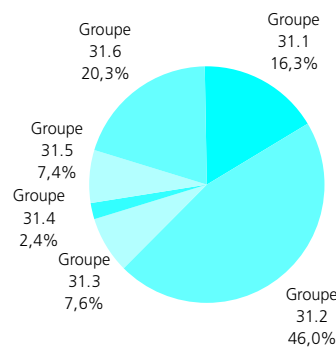
(20) EL, IRL, L et S, 1999; NL, non disponible.
 (21) EL, IRL, L et S, 1999.
 (22) EL, IRL, L, NL et S, non disponibles.
 (23) EL, IRL et S, 1999; L, NL et P, non disponibles ou incomplets.

La part de la fabrication de matériel de distribution et de commande électrique dans l'emploi de ce secteur (41,1 %) est plus faible que sa contribution à la valeur ajoutée, alors que des proportions d'emploi plus élevées ont été enregistrées pour tous les autres groupes.

En termes de valeur ajoutée, la domination de l'Allemagne dans ce secteur était encore plus marquée que sa domination de l'ensemble du secteur des équipements électriques et du matériel optique. En 2000, elle assurait près de la moitié (46,6 %) de la valeur ajoutée communautaire alors que la France, le Royaume-Uni et l'Italie réalisaient chacun entre 10,3 % et 13,4 % de l'ensemble. Malgré sa faible contribution à la valeur ajoutée communautaire (5,7 %), l'Espagne était relativement plus spécialisée dans la fabrication de machines et d'appareils électriques que l'ensemble du secteur, alors que l'Irlande, la Finlande et la Suède étaient relativement peu spécialisées.

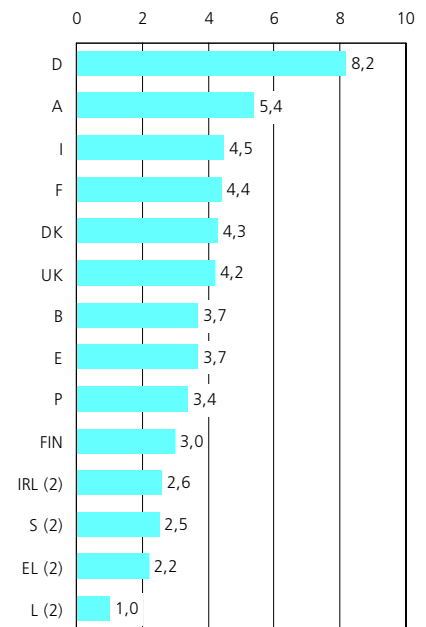
Après trois années de baisse, les indices de prix à la production des produits relevant de ce secteur ont, en 2000, enregistré une reprise qui s'est poursuivie en 2001. Cette année là, l'indice était de 0,7 % contre une augmentation de 1,4 % l'année précédente; il se situait à 1,9 % de plus qu'en 1995.

Graphique 11.8 Part de la valeur ajoutée de la fabrication d'équipements électriques et électroniques dans l'UE, 2000 (1)



(1) EL, IRL et S, 1999; L, NL et P, non disponibles ou incomplets.
 Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent_l_ms).

Graphique 11.9 Fabrication de machines et appareils électriques (NACE division 31) Part de la valeur ajoutée dans l'industrie manufacturière, 2000 (%) (1)



(1) EU-15 et NL, non disponibles.
 (2) 1999.
 Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent_l_ms).

Tableau 11.7

Production d'une sélection de machines et équipements électriques (CPA division 31) dans l'UE

	Code PRODCOM	Année la plus récente	Valeur de la production (millions d'euros)
Moteurs et génératrices à courant continu : 37,5 W < puissance <= 750 W	31.10.10.30	2000	1 545,7
Moteurs à courant alternatif, monophasés de puissance > 37,5 W	31.10.22.30 à 31.10.25.90	2000 (1)	4 857,0
Alternateurs	31.10.26.10 à 31.10.26.70	2000 (1)	1 285,1
Groupes électrogènes (diesel, semi-diesel) de puissance <= 750 kVA	31.10.31.13 à 31.10.31.50	2000 (1)	1 245,8
Autres groupes électrogènes n.c.a. du SH 8502	31.10.32.50	2000	2 635,1
Onduleurs	31.10.50.53 et 31.10.50.55	2000	2 052,7
Autres convertisseurs statiques	31.10.50.70	1997	1 903,6
Disjoncteurs: tension <= 1000 V	31.20.22.30 et 31.20.22.50	2000	2 780,2
Relais: tension <= 60 V; relais et contacteurs: tension > 60 V et <= 1000 V	31.20.24.33 à 31.20.24.50	2000 (1)	1 921,1
Connexions et éléments de contact pour fils et câbles, tension <= 1000 V	31.20.27.70	2000	2 422,1
Automates programmables industriels, tension <= 1000 V	31.20.31.50	1997	1 858,0
Conducteurs électriques, munis ou non de connecteurs, pour une tension > 80 V mais <= 1000 V	31.30.13.70	1999	4 323,3
Conducteurs électriques pour une tension > 1 kV	31.30.14.00	1998	2 480,9
Câbles de fibres optiques	31.30.15.00	2000	2 112,1
Accumulateur électrique au plomb, démarrage moteurs piston, poids > 5 kg, électrolyte liquide	31.40.21.50	2000	1 388,1
Autres accumulateurs au plomb : traction	31.40.22.10 et 31.40.22.30	2000 (1)	741,1
Appareils d'éclairage ou de signalisation visuelle autres que pour bicyclettes	31.61.23.30	2000	2 575,0

(1) 1998 pour un ou plusieurs produits dans l'agrégat.

Source: Eurostat, Statistiques de production et des marchés (theme4/europrom).

EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ

Généralement comparable à la moyenne sectorielle, la fabrication de machines et d'appareils électriques affichait, cependant, une part de l'emploi masculin inférieure à celle de l'ensemble du secteur des équipements électriques et du matériel optique. En 2001, la proportion d'hommes dans la main-d'œuvre communautaire était de 69,4 %; 93,5 % de la main-d'œuvre du secteur travaillaient à plein temps et 95,3 % étaient salariés.

La productivité apparente du travail dans le secteur de la fabrication de machines et appareils électriques de l'Union européenne ⁽²⁴⁾ était de 54 400 euros par personne occupée en 2000, le taux le plus faible enregistré dans les quatre divisions qui composent le secteur des équipements électriques et du matériel optique. Le coût unitaire de la main-d'œuvre s'élevait à 39 600 euros par salarié en 2000 ⁽²⁵⁾, niveau là aussi inférieur à la moyenne sectorielle.

⁽²⁴⁾ EL, IRL, L et S, 1999; NL, non disponible.⁽²⁵⁾ DK, F, IRL, L et S, 1999; EL, 1998; NL, non disponible.

COMMERCE EXTÉRIEUR

En 2001, la valeur des exportations communautaires de machines et d'appareils électriques (division 31 de la CPA) vers les pays tiers (45,2 milliards d'euros) a été inférieure à celle des importations (40,7 milliards d'euros). Après le léger déficit enregistré en 2000, la balance commerciale renouait ainsi avec les valeurs positives qu'elle avait connues tout au long des années 1990. Cet excédent commercial était le fruit d'une augmentation de 6,7 % des exportations et d'une baisse de 3,9 % des importations entre 2000 et 2001.

Les exportations communautaires de machines et d'appareils électriques étaient concentrées dans trois groupes de la CPA en 2001, à savoir le matériel de distribution et de commande électrique (groupe 31.2, 32,2 %), les moteurs, génératrices et transformateurs électriques (groupe 31.1, 28,2 %) et autres matériels électriques (groupe 31.6, 19,6 %).

En 2001, la Chine a rattrapé la République tchèque à la troisième place des principales destinations des exportations communautaires de machines et d'appareils électriques, mais les

États-Unis et la Suisse sont restés les deux marchés les plus importants bien que leur part à tous les deux ait baissé par rapport à 2000. En 2001, malgré la diminution de sa part de 14,5 % à 13,9 %, la Chine a également rattrapé le Japon au deuxième rang des sources les plus importantes des importations communautaires de ces produits. De nombreux pays européens tiers, notamment la République tchèque, la Pologne, la Hongrie et la Suisse ont tous augmenté leur part dans les importations communautaires entre 2000 et 2001.

Tableau 11.8

**Machines et appareils électriques (CPA division 31)
Indicateurs du commerce extérieur de l'UE**

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Exportations extracomm. (millions d'euros)	14 925	16 060	19 347	22 268	25 009	28 263	32 579	34 043	35 212	42 326	45 157
Importations extracomm. (millions d'euros)	11 872	12 230	13 815	17 395	20 763	21 481	25 812	28 676	32 059	42 398	40 743
Balance commerciale (millions d'euros)	3 053	3 829	5 532	4 873	4 246	6 782	6 767	5 367	3 153	-72	4 414
Taux de couverture (%)	125,7	131,3	140,0	128,0	120,4	131,6	126,2	118,7	109,8	99,8	110,8

Source: Eurostat, Comext.

11.3: COMPOSANTS ÉLECTRONIQUES

Ce sous-chapitre couvre la fabrication de composants actifs (y compris les semi-conducteurs tels que circuits intégrés, dispositifs discrets et tubes électroniques), de composants passifs (tels que condensateurs et résistances) et de cartes de circuits imprimés; ces activités manufacturières relèvent toutes du groupe 32.1 de la NACE. La fabrication de la plupart des autres composants électromécaniques relève du sous-chapitre 11.2.

PROFIL STRUCTUREL

En 2000, la fabrication de composants électroniques dans l'Union européenne (26) a généré 19,5 milliards d'euros de valeur ajoutée et l'emploi s'établissait à 253 800 personnes occupées, ce qui correspond à 11,3 % de la valeur ajoutée du secteur des équipements électriques et du matériel optique et à 9,2 % de l'emploi sectoriel pour la même année. Le tableau 11.9 montre les chiffres de la production communautaire pour une série de composants électroniques.

(26) EL, IRL et S, 1999; NL, non disponible.

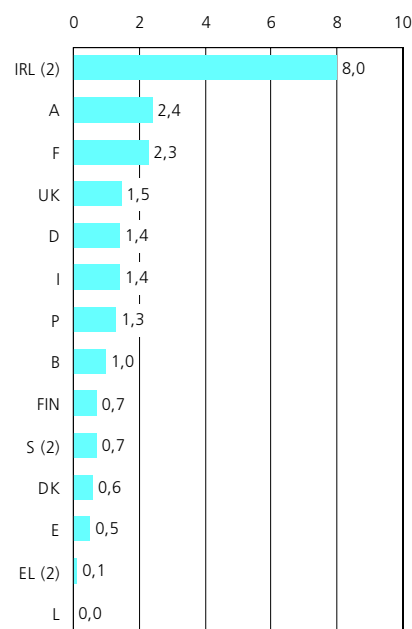
Malgré la rareté des longues séries chronologiques, le secteur des composants électroniques semble avoir enregistré un accroissement de l'emploi au sein de l'Union européenne tout au long des années 1990. Entre 1997 et 2000, l'emploi a progressé de 4,5 % par an en moyenne dans l'Union européenne (27). Parmi les grands États membres, la France et l'Allemagne ont tous deux connu une forte croissance au cours de cette période, alors que le Royaume-Uni enregistrerait une baisse de l'emploi.

Ce secteur était le plus important en Allemagne et en France (20 % de la valeur ajoutée communautaire) et au Royaume-Uni, en Irlande et en Italie (10 % ou plus du total communautaire chacun). Comme prévu, l'Irlande était l'État membre le plus spécialisé dans cette activité compte tenu de la valeur ajoutée qu'il réalise dans le secteur des équipements électriques et du matériel optique; le Portugal et l'Autriche étaient eux aussi relativement spécialisés dans ce domaine. La Grèce et la Finlande étaient les deux pays les moins spécialisés dans cette activité et le Luxembourg ne fait état d'aucune activité dans ce secteur.

(27) EL, IRL, NL et S, non disponibles.

Graphique 11.10

**Fabrication de composants électroniques (NACE groupe 32.1)
Part de la valeur ajoutée dans l'industrie manufacturière, 2000 (%) (1)**



(1) EU-15 et NL, non disponibles.

(2) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/entrepr/ent_1.ms).

Tableau 11.9

Production d'une sélection de composants électroniques (CPA groupe 32.1) dans l'UE

	Code PRODCOM	Année la plus récente	Valeur de la production (millions d'euros)
Circuits imprimés multiples ne comportant que des éléments conducteurs et des contacts	32.10.30.50	1999	2 289,8
Autres circuits imprimés comportant d'autres éléments passifs	32.10.30.90	2000	1 139,5
Tubes cathodiques pour téléviseurs et moniteurs vidéo couleurs	32.10.41.35	2000	2 131,4
Diodes autres que photodiodes et diodes émettrices de lumière, à l'exclusion des diodes redresseuses de puissance	32.10.51.20	1998	340,8
Diodes redresseuses de puissance	32.10.51.30	1998	381,4
Transistors à pouvoir de dissipation < 1 W, phototransistors exclus	32.10.51.55	2000	171,6
Autres transistors à pouvoir de dissipation >= 1 W, phototransistors exclus	32.10.51.57	2000	527,2
Thyristors, diacs et triacs, autres que les dispositifs photosensibles	32.10.51.70	1998	198,8
Diodes émettrices de lumière	32.10.52.35	2000	210,7
Cellules solaires, photodiodes, phototransistors, photothyristors, photocouples ...	32.10.52.37	1998	462,0
Cristaux piézo-électriques montés	32.10.52.70	2000	289,6
Circuits intégrés monolithiques numériques MOS: disques (wafers) non découpés microplaquettes	32.10.60.15	1998	1 447,9
Circuits intégrés monolithiques numériques MOS: microplaquettes (chips)	32.10.60.17	2000	1 478,5
Mémoires dynamiques à lecture-écriture à accès aléatoire (D-RAMs) MOS: cap. mémor. <= 4 Mbits	32.10.60.25	2000	383,6
Mémoires dynamiques à accès aléatoire MOS: D-RAMs, capacité de mémoire > 4 Mbits	32.10.60.27	2000	1 284,7
Mémoires statiques à lecture-écriture à accès aléatoire (S-RAMs) MOS: cap. mémor. <= 256 Kbits	32.10.60.33	1998	10,8
Mémoires à lecture exclusivement, programmable, effaçable électriquement MOS: E2PROMs	32.10.60.65	2000	784,2
Autres mémoires MOS	32.10.60.69	2000	56,9
Circuits intégrés monolithiques numériques MOS: microprocesseurs	32.10.60.70	2000	117,2
Circuits intégrés monolithiques numériques: autres que microprocesseurs	32.10.60.93	2000	4 945,6
Circuits intégrés monolithiques autres que numériques	32.10.60.95	2000	2 508,2
Circuits intégrés hybrides	32.10.60.97	2000	729,4
Micro-assemblages électroniques	32.10.60.99	2000	2 272,0

Source: Eurostat, Statistiques de production et des marchés (theme4/europrom).

Les prix à la production des composants électroniques dans l'Union européenne ont baissé de 8,1 % au total en 1997, 1998 et 1999, mais ils ont augmenté de 0,8 % en 2000 et de 0,3 % en 2001. Après de nombreuses années de baisse, les prix à la production se sont redressés pour la première fois en France en 2000, pour retrouver des valeurs négatives en 2001 puisque l'indice des prix y a fléchi de 8,7 %.

EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ

La productivité apparente du travail dans le secteur des composants électroniques de l'Union européenne ⁽²⁸⁾ atteignait 76 900 euros par personne occupée en 2000, niveau proche de celui de la fabrication de matériel informatique et de machines de bureau, mais nettement en deçà de celui de la fabrication d'équipements de télécommunications. Le coût unitaire de la main-d'œuvre s'établissait à 38 900 euros par salarié en 2000 ⁽²⁹⁾, soit moins que la moyenne sectorielle. La productivité du travail ajustée par les salaires dans l'Union européenne ⁽³⁰⁾ en 2000 était par conséquent extrêmement élevée dans ce secteur, dans la mesure où la valeur ajoutée atteignait 194,7 % des dépenses de personnel. C'était là le niveau le plus élevé de tous les secteurs qui constituent le secteur des équipements électriques et du matériel optique.

⁽²⁸⁾ EL, IRL et S, 1999; NL, non disponible.

⁽²⁹⁾ DK, F, IRL et S, 1999; EL, 1998; NL, non disponible.

⁽³⁰⁾ DK, F, IRL et S, 1999; EL, 1998; NL, non disponible.

COMMERCE EXTÉRIEUR

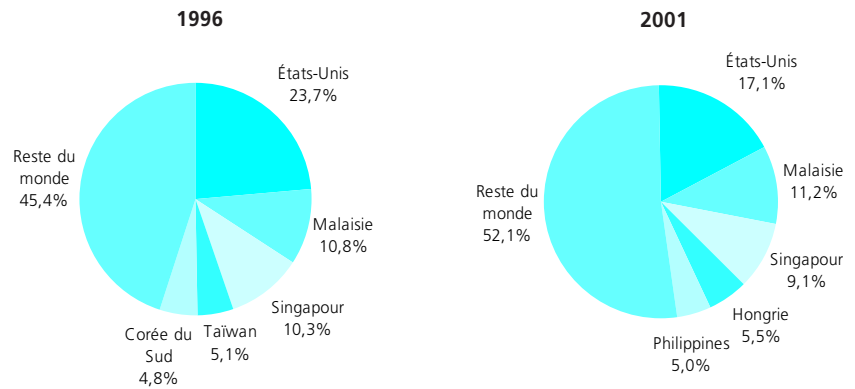
La valeur des importations communautaires de composants électroniques (groupe 32.1 de la CPA) en provenance des pays tiers a dépassé celle des exportations de 11,2 milliards d'euros, ce qui correspond à une réduction sensible du déficit commercial par rapport à 2000, année où il atteignait 18,6 milliards d'euros. Cette baisse est imputable à une très forte chute des importations (- 21,4 %) comparée à une diminution relativement faible des exportations (- 9,8 %). Ces baisses sont à l'opposé des augmentations de plus de 50 % relevées pour ces flux en 2000 et de la croissance ininterrompue enregistrée tout au long des années 1990.

En 2001, les États membres les plus spécialisés en termes d'exportations de composants électroniques (chiffres du commerce extérieur intra et extracommunautaire cumulés) par rapport à leurs exportations d'équipements électriques et de matériel optique (sous-section DL de la CPA) étaient le Portugal et l'Autriche. Dans ces deux États membres, la fabrication de composants électroniques représentait un cinquième ou plus des exportations d'équipements électriques et de matériel optique; en Irlande, cette part s'établissait à 18,0 %.

L'Irlande et les Pays-Bas étaient les seuls États membres à réaliser un excédent commercial supérieur à 1 milliard d'euros (chiffres du commerce extérieur intra et extracommunautaire cumulés) dans le secteur des composants électroniques, mais la France, l'Autriche, le Royaume-Uni et le Luxembourg ont, eux aussi, enregistré des excédents commerciaux. Dans le cas du Royaume-Uni, cet excédent d'une valeur de 116 millions d'euros était le premier après une suite de déficits commerciaux de 1 milliard d'euros ou plus tout au long des années 1990.

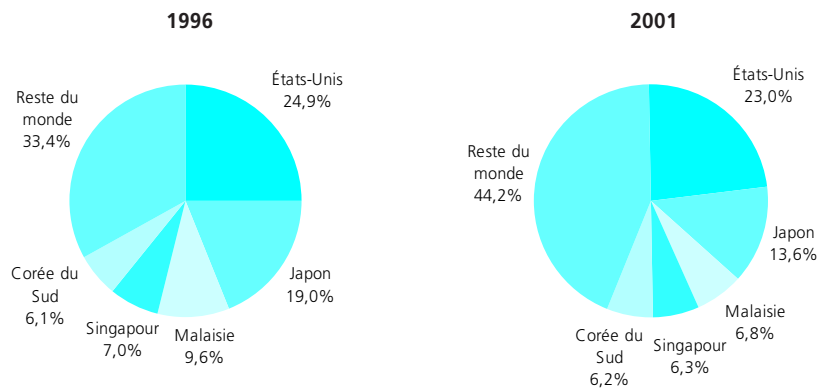
Les exportations de composants électroniques vers les pays tiers en 2001 étaient essentiellement destinées aux États-Unis et aux pays asiatiques, la Malaisie, Singapour, les Philippines, Taïwan, le Japon, la Corée du Sud, la Chine et Hong Kong se classaient tous parmi les dix premières destinations. Le seul pays européen tiers à figurer parmi les dix premières destinations était la Hongrie qui, avec 5,5 % des exportations communautaires, venait en quatrième position.

Graphique 11.11
Composants électroniques (CPA groupe 32.1)
Destination des exportations extracommunautaires



Source: Eurostat, Comext.

Graphique 11.12
Composants électroniques (CPA groupe 32.1)
Origine des importations extracommunautaires



Source: Eurostat, Comext.

Les sources des importations communautaires étaient elles aussi concentrées sur les États-Unis et les mêmes pays asiatiques plus la Thaïlande. La Hongrie était la source européenne des importations communautaires la plus importante, mais elle ne venait qu'à la onzième place du classement international, assurant 1,3 % seulement de l'ensemble des importations.

11.4: MATÉRIEL INFORMATIQUE ET MACHINES DE BUREAU

Ce sous-chapitre concerne la fabrication de machines de bureau, d'ordinateurs et de périphériques (imprimantes, terminaux, etc.) (division 30 de la NACE). La fabrication de jeux électroniques est incluse dans les jouets et prise en compte au sous-chapitre 13.2.

PROFIL STRUCTUREL

La fabrication de matériel informatique et de machines de bureau est la plus petite des quatre divisions de la NACE qui composent le secteur des équipements électriques et du matériel optique (sous-section DL) dans l'Union européenne. En 2000, ce secteur a généré 14,8 milliards d'euros de valeur ajoutée dans l'Union européenne, soit 8,6 % de la valeur ajoutée sectorielle. Le tableau 11.11 indique les chiffres de la production communautaire pour une série de machines de bureau et de matériels informatiques. L'emploi dans ce secteur atteignait 194 900 personnes occupées dans l'Union européenne, soit 6,8 % du total sectoriel.

À prix constants, la croissance de la valeur ajoutée du secteur dans l'Union européenne était, pendant quelque temps, supérieure à la moyenne sectorielle. Les taux annuels moyens de croissance en termes de valeur ajoutée à prix constants au cours de la période de dix années allant se terminant en 2000 font apparaître une progression de 7,0 % par an en moyenne de la production dans le secteur du matériel informatique et des machines de bureau contre 1,9 % pour l'industrie manufacturière en général.

En termes de valeur ajoutée, l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni ont tous assuré plus de 20 % du total communautaire dans ce secteur, mais l'Irlande était de loin le pays membre le plus spécialisé dans la fabrication de matériel informatique et de machines de bureau. En 1999, ce pays a contribué à hauteur de 1,9 milliard d'euros à la valeur ajoutée générée dans ce secteur, ce qui correspond à 12 % du total communautaire, soit l'équivalent de la valeur ajoutée cumulée de l'Italie et de l'Espagne dans cette activité. L'activité dans ce

secteur était très réduite dans plusieurs États membres, particulièrement en Finlande, en Grèce, au Portugal, en Autriche et en Belgique, où le secteur a assuré moins de 2 % de la valeur ajoutée du secteur des équipements électriques et du matériel optique.

Les grandes entreprises (250 personnes occupées ou plus) ont assuré 79,6 % de la valeur ajoutée de ce secteur en 1999, contre une moyenne de 66,1 % et une moyenne manufacturière de 53,7 %. Leur part dans l'emploi atteignait 72,2 %, soit une proportion bien supérieure aux moyennes sectorielle et manufacturière.

L'indice des prix à la production pour la division 30 en 2001 était le plus faible (comparé à son niveau de base de 1995) de tous les secteurs qui constituent le secteur des équipements électriques et du matériel optique. Poursuivant une période de nombreuses années de baisse, ces prix ont baissé en 2001 de 4,3 % pour se situer à l'indice 65,5 (1995=100).

Tableau 11.10

Fabrication de machines de bureau et de matériel informatique (NACE division 30) Principaux indicateurs dans l'UE

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Production (millions d'euros)	55 433	53 412	47 111	47 681	54 337	54 268	:	67 885	70 139	78 695	85 195
Nombre de personnes occupées (milliers)	334	308	262	237	236	208	:	221	214	195	220
Valeur ajoutée (millions d'euros)	22 111	18 102	14 933	14 934	15 830	14 274	:	16 319	15 958	14 827	17 988
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)	14 352	14 131	11 651	10 572	10 103	9 229	:	10 417	9 973	9 965	10 018
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)	66,2	58,8	57,1	63,0	67,1	68,5	:	73,7	74,7	76,1	81,7
Productivité simple du travail ajust. des salaires (%)	154,1	128,1	128,2	141,3	156,7	154,7	:	156,7	160,0	148,8	179,6

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent_l_ms).

Tableau 11.11

Production d'une sélection de machines de bureau et de matériel informatique (CPA division 30) dans l'UE

	Code PRODCOM	Année la plus récente	Valeur de la production (millions d'euros)
Caisses enregistreuses	30.01.13.50	1998	219,9
Machines de timbrages, d'émission de tickets et autre machines comportant un calculateur	30.01.13.70	2000	364,5
Appareils de photocopie électrostatiques	30.01.21.70	2000	1 523,9
Appareils de thermocopie et de photocopie à l'exclusion des photocopieurs électrostatiques, des photocalqueurs et des diazocopieurs	30.01.21.90	1998	267,1
Matériel informatique analogique ou hybride	30.02.11.00	1998	360,6
Matériel informatique comportant sous la même enveloppe, au moins une unité centrale de traitement, une unité d'entrée et une de sortie	30.02.13.00	2000	7 985,6
Matériel informatique numérique, présenté sous forme de systèmes	30.02.14.00	1999	12 463,1
Autres matériels informatiques numériques, comportant ou non sous la même enveloppe 1 ou 2 type d'unités-mémoire, entrée ou sortie	30.02.15.00	1998	4 071,2
Parties et accessoires pour ordinateurs et autres matériel informatique	30.02.19.00	2000	11 924,5

Source: Eurostat, Statistiques de production et des marchés (theme4/europrom).

Tableau 11.12
Valeur du marché de certains matériels informatiques dans l'UE, classés par taux de croissance entre 1999 et 2001 (millions d'euros)

	1999	2000	2001
PC portables	9 758	13 306	13 453
Réseau local	8 375	9 911	10 915
Imprimantes (PC)	9 253	10 216	10 444
Serveurs	25 725	28 254	27 971
Photocopieurs	5 358	5 459	5 453
PC de bureau	33 427	33 984	29 701
Postes de travail	1 588	1 450	1 306

Source: EITO, 2002.

Tableau 11.13
Livraisons de matériels informatiques dans l'UE, classés par taux de croissance entre 1999 et 2001 (milliers)

	1999	2000	2001
PC portables	4 087	5 766	6 120
Serveurs haut de gamme	1	1	2
Cartes de réseau	13 495	16 468	16 787
Imprimantes (PC)	19 232	21 928	23 082
Serveurs bas de gamme	1 142	1 249	1 357
Photocopieurs	1 374	1 404	1 433
Calculatrices	24 972	25 263	25 035
PC de bureau	21 432	22 078	20 030
Serveurs milieu de gamme	22	20	20

Source: EITO, 2002.

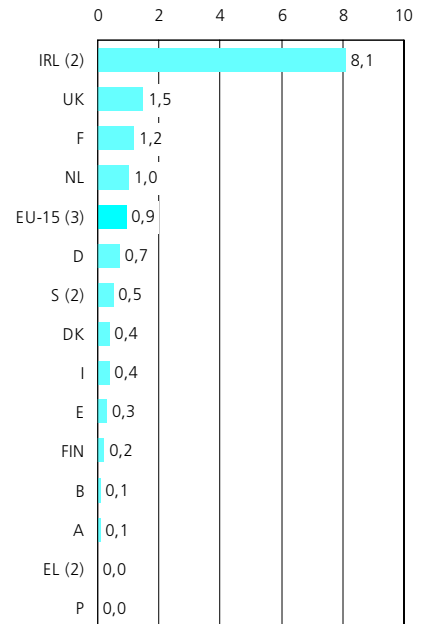
EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ

Comparée à la moyenne du secteur des équipements électriques et du matériel optique, la fabrication de matériel informatique et de machines de bureau dans l'Union européenne en 2001 comptait plus de travailleurs hommes, plus de travailleurs à temps plein et plus de salariés. Ces caractéristiques étaient aussi celles des deux forces de travail les plus importantes dans ce secteur, à savoir celles de l'Allemagne et du Royaume-Uni. La proportion de salariés parmi les personnes occupées dans le secteur était de 99,0 % ou plus en Belgique, en Espagne, en Irlande et aux Pays-Bas en 2001 ⁽³¹⁾. La proportion de travailleurs à plein temps était aussi élevée en Belgique et en Espagne et très légèrement inférieure en Irlande, mais elle était de 84,5 % seulement aux Pays-Bas, seul pays pour lequel des données sont disponibles présentant un ratio inférieur à 90 %.

La productivité apparente du travail (la valeur ajoutée par personne occupée) dans ce secteur s'élevait à 76 100 euros en 2000 dans l'Union européenne, soit quelque 25 800 euros de plus que la moyenne manufacturière. À prix courants, la productivité apparente du travail s'accroît depuis 1993, année où elle était de 57 100 euros par personne occupée. L'Irlande et l'Allemagne affichaient des niveaux élevés de productivité apparente du travail dans ce secteur, soit 95 300 euros par personne occupée en 1999, en Irlande, et 89 400 euros en 2000, en Allemagne.

⁽³¹⁾ DK, EL, L, P, FIN et S, non disponibles.

Graphique 11.13
Fabrication de machines de bureau et de matériel informatique (NACE division 30) Part du nombre de personnes occupées dans l'industrie manufacturière, 2000 (%) (1)



(1) L, non disponible.

(2) 1999.

(3) 2001.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent_l.ms).

COMMERCE EXTÉRIEUR

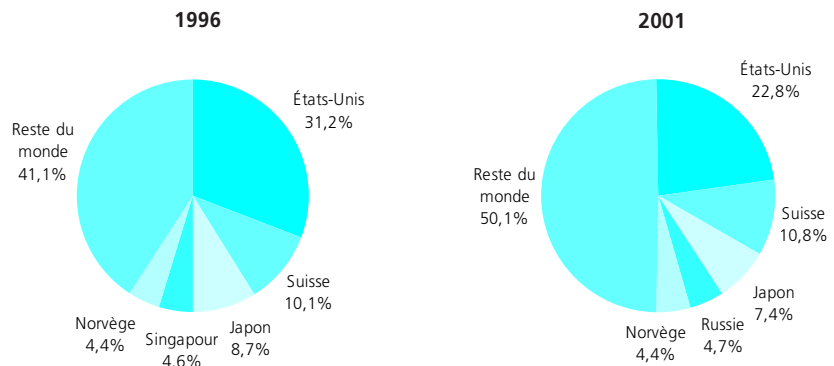
En 2001, les exportations communautaires de matériel informatique et de machines de bureau (division 30 de la CPA) ont atteint 31,5 milliards d'euros, contre 65,5 milliards d'euros d'importations. Le déficit de la balance commerciale (- 33,9 milliards d'euros) a été inférieur à celui de 2000 (- 40,2 milliards d'euros). Cette diminution du déficit commercial s'explique par une progression de 0,9 % des exportations en 2001 et une baisse de 8,5 % des importations. En 2001, ces produits représentaient 8,0 % de l'ensemble des importations manufacturières communautaires en provenance de pays tiers, en baisse par rapport au pic de 1999 (9,3 %). Le ratio équivalent pour les exportations s'établit à 3,5 %.

L'Irlande, les Pays-Bas et le Luxembourg ont été les seuls pays à enregistrer un excédent commercial (chiffres du commerce extérieur intra et extracommunautaire cumulés) pour ces produits en 2001. L'excédent commercial de l'Irlande a atteint 9,8 milliards d'euros, soit 22,3 % de plus qu'en 2000 et plus du double de l'excédent réalisé cinq ans auparavant. Pour les Pays-Bas, cet excédent était le second seulement enregistré en dix ans. Par rapport à 2000, plusieurs États membres ont vu leur déficit commercial baisser sensiblement, notamment le Royaume-Uni et la Suède.

Comme pour les composants électroniques, les importations communautaires de matériel informatique et de machines de bureau en 2001 avaient pour principales origines les États-Unis et plusieurs pays asiatiques dont notamment Taïwan, la Chine et le Japon. En 2001, Taïwan et la Chine ont tous deux rattrapé le Japon en termes de parts du marché communautaire. Là aussi, la Hongrie était la première source européenne des importations communautaires, mais, avec 2,8 % du total, elle n'occupait que la neuvième place dans le classement mondial. Considérée sur une plus longue période, de 1996 à 2001, la part des États-Unis dans les importations communautaires de machines de bureau et de matériel informatique a baissé, puisqu'en 1996 elle s'établissait à 31,4 %, contre seulement 22,0 % en 2001. Plus frappant encore, la part de la Chine dans les importations communautaires a augmenté de 8,8 points de pourcentage, passant de 5,0 % en 1996 à 13,9 % en 2001; dans le même temps, les Philippines, Taïwan et la Hongrie ont vu chacun leur part augmenter de plus de 2 points de pourcentage. Au même titre que les États-Unis, le Japon et Singapour ont vu leurs parts dans les importations communautaires baisser considérablement entre 1996 et 2001, de plus de 4 points de pourcentage chacun.

Graphique 11.14

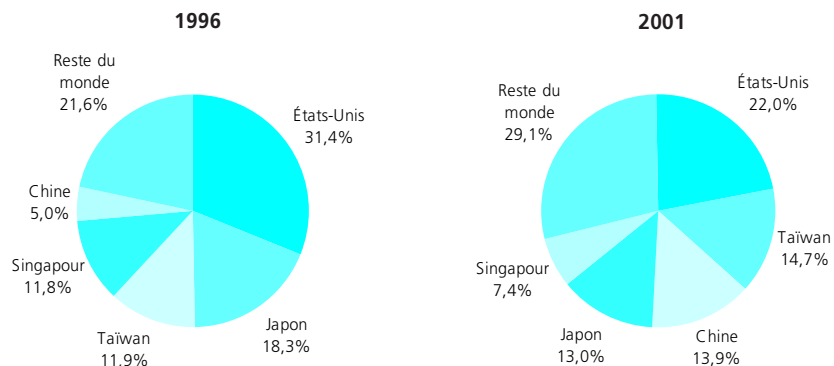
**Machines de bureau et matériel informatique (CPA division 30)
Destination des exportations extracommunautaires**



Source: Eurostat, Comext.

Graphique 11.15

**Machines de bureau et matériel informatique (CPA division 30)
Origine des importations extracommunautaires**



Source: Eurostat, Comext.

Toutefois, les similitudes avec le secteur des composants électroniques s'arrêtent au niveau de la provenance des importations car, en termes d'exportations, les partenaires de l'Union européenne sont plus conformes à la situation des activités manufacturières en général, les trois principaux marchés étant ceux des États-Unis, de la Suisse et du Japon. Ensemble, ces trois pays ont absorbé 40,9 % des exportations communautaires de machines de bureau et de matériel informatique en 2001, plus que la part correspondante des exportations manufacturières de l'Union européenne (36,5 %). Néanmoins, la part de ces trois marchés principaux est en baisse puisqu'en 1996, ils absorbaient la moitié (49,9 %) des exportations communautaires de machines de bureau et de matériel informatique. Pour l'essentiel, cette diminution s'explique par la baisse de la part des États-Unis dans les exportations communautaires de 31,2 % en 1996 à 22,8 % en 2001. Aucun pays n'a vu sa part des exportations

communautaires augmenter considérablement pendant la même période. La Hongrie, la Pologne et la République tchèque font partie des pays qui ont augmenté leur part des exportations communautaires.

11.5: MATÉRIEL DE TÉLÉCOMMUNICATIONS

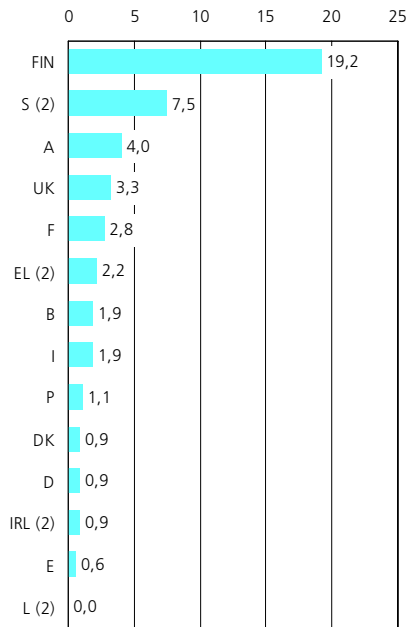
Les activités couvertes par ce sous-chapitre (groupe 32.2 de la NACE) incluent la fabrication de caméras de télévision, d'appareils d'émission pour la radiodiffusion et la télévision, d'appareils de commutation téléphonique (y compris les réseaux locaux et les modems), de postes téléphoniques, de télécopieurs et de téléimprimeurs. Des informations relatives aux activités de service relatives à ce type de matériel sont fournies aux chapitres 23 et 24. Le présent sous-chapitre n'inclut pas la fabrication de postes de télévision ou de radio (voir sous-chapitre 11.6).

Le matériel de télécommunications a bénéficié de l'évolution des réseaux de communication numérique et vocale et de la forte pénétration de la téléphonie mobile. Vu la baisse considérable de la croissance du marché communautaire de la téléphonie mobile, les producteurs, communautaires ou autres, ont dû partir à la recherche d'autres marchés. En devenant le premier marché du téléphone mobile dans le monde, la Chine a bénéficié de toutes les attentions. En 2001, ce pays est devenu la deuxième destination des exportations communautaires de matériels de télécommunication.

PROFIL STRUCTUREL

Aucun pays ne domine à lui seul le secteur du matériel de télécommunications dans l'Union européenne, en raison principalement d'une grande spécialisation de la Finlande et de la Suède et de la faible spécialisation de l'Allemagne dans cette activité. La part de chacun de ces deux pays nordiques et des quatre États membres les plus importants dans la valeur ajoutée de ce secteur a été de 9 % ou plus en 2000, atteignant 19,3 % en Finlande et

Graphique 11.16 Fabrication d'appareils d'émission et de transmission (NACE groupe 32.2) Part de la valeur ajoutée dans l'industrie manufacturière, 2000 (%) (1)



(1) EU-15 et NL, non disponibles.
 (2) 1999.
 Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent_l_ms).

22,5 % au Royaume-Uni. Le Luxembourg ne fait état d'aucune activité dans ce secteur; en outre, l'Irlande, l'Allemagne et le Danemark affichaient une faible spécialisation par rapport au secteur des équipements électriques et du matériel optique.

Tableau 11.15 Valeur du marché de certains matériels de communication dans l'UE, classés selon le taux de croissance entre 1999 et 2001 (millions d'euros)

	1999	2000	2001
Équip. de commutation et routage	2 262	3 193	3 609
Téléphones cellulaires	25 388	33 796	32 867
Transmission	4 424	5 047	5 275
Infrastructure de communic. mobiles	9 269	11 999	10 423
Autres terminaux	3 194	3 367	3 485
Postes téléphoniques	5 260	5 418	5 491
Centraux privés	3 857	3 956	3 789
Commutation de circuit	4 781	4 405	3 928

Source: EITO, 2002.

Les États membres de l'Union européenne (32) ont ensemble généré 30,6 milliards de valeur ajoutée dans ce secteur, soit 17,7 % de l'ensemble du secteur des équipements électriques et du matériel optique (sous-section DL) dans l'Union européenne. En 2000, ce secteur occupait 357 900 personnes dans l'Union européenne (33), ce qui correspond à 13,0 % de l'ensemble du secteur des équipements électriques et du matériel optique. Le tableau 11.14 donne les chiffres de la production communautaire d'une série de matériels de télécommunications.

(32) EL, IRL, L et S, 1999; NL, non disponible.

(33) EL, IRL, L et S, 1999; NL, non disponible.

Tableau 11.14 Production d'une sélection d'appareils d'émission et de transmission du son et de l'image (CPA groupe 32.2) dans l'UE

	Code PRODCOM	Année la plus récente	Valeur de la production (millions d'euros)
Appareils d'émission de radiodiffusion, tv, radio-téléphonie et télégraphie	32.20.11.50	2000	1 507,8
Appareils d'émission incorporant un appareil de réception	32.20.11.70	2000	47 806,8
Caméras de télévision	32.20.12.90	2000	158,3
Postes téléphoniques d'usagers, visiophones incl.	32.20.20.20	1998	4 696,6
Téléscripteurs	32.20.20.30	1998	12,4
Appareils de commutation pour la téléphonie ou la télégraphie	32.20.20.40	2000	15 988,0
Autres appareils pour le télécommunication par courant porteur	32.20.20.50	2000	7 781,0
Autres appareils électriques pour la téléphonie et la télégraphie	32.20.20.60	2000	2 287,6
Appareils de fax	32.20.20.75	2000	500,5

Source: Eurostat, Statistiques de production et des marchés (theme4/europrom).

Après avoir baissé au début des années 1990, l'emploi dans le secteur du matériel de télécommunications a amorcé une reprise en 1995. Entre 1996 et 1997, le secteur a connu une deuxième période de repli, notamment dans trois grands pays: l'Allemagne, l'Italie et le Royaume-Uni. De 1997 à 2000, cependant, l'emploi dans ce secteur de l'Union européenne ⁽³⁴⁾ s'est accru au rythme de 5,0 % par an en moyenne.

Les prix à la production du matériel de télécommunications ont continué de diminuer en 2001, comme les années précédentes; cette baisse s'établissait à -2,9 % entre 2000 et 2001. Parmi les plus grands producteurs, la Suède a affiché une baisse d'une année à l'autre de 20,2 % en 2001, faisant suite à un recul de 11,0 % en 2000; ainsi, les prix à la production en Suède en 2001 étaient de 39,2 % inférieurs à leur niveau de 1995. En 2001, les prix à la production ont connu des baisses moins marquées en Italie (-0,1 %), en Allemagne (-2,6 %) et au Royaume-Uni (-3,6 %).

EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ

De tous les secteurs qui constituent le secteur des équipements électriques et du matériel optique, celui du matériel de télécommunications affichait le niveau le plus élevé de productivité apparente du travail en 2000. La moyenne communautaire ⁽³⁵⁾ était de 85 400 euros par personne occupée, mais en Finlande, elle atteignait plus du double (178 900 euros). Les dépenses de personnel étaient relativement élevées, atteignant 51 300 euros par salarié ⁽³⁶⁾.

⁽³⁴⁾ EL, IRL, L, NL et S, non disponibles.

⁽³⁵⁾ EL, IRL, L et S, 1999; NL, non disponible.

⁽³⁶⁾ DK, F, IRL, L et S, 1999; EL, 1998; NL, non disponible.

COMMERCE EXTÉRIEUR

Après avoir retrouvé des valeurs positives en 1992, la balance commerciale de l'Union européenne dans le domaine du matériel de télécommunications atteignait son record en 1997 (8,2 milliards d'euros). Depuis cette date, elle a baissé tous les ans, notamment de plus de 10 % en 1999 et en 2001, mais en restant positive. Cette tendance relativement soutenue de la balance commerciale depuis 1997 masque une période initiale d'essor des échanges dans les deux sens et, plus récemment, en 2001, une période de repli de la valeur totale des échanges. De 1997 à 2000, les exportations ont réalisé de forts taux de croissance, toujours supérieurs à 10 % par an, alors que les importations progressaient de plus en plus rapidement: 1,9 % d'augmentation en 1997 et 68,5 % en 2000. Cette croissance positive des échanges dans les deux sens tout au long des années 1990 s'est interrompue en 2001, lorsque les exportations ont baissé de 5,3 % et les importations de 3,4 %. La chute particulièrement marquée des exportations a ramené la part du matériel de télécommunications dans l'ensemble des exportations d'équipements électriques et de matériel optique (sous-section DL) de 17,0 % en 2000 à 15,9 % en 2001, année au cours de laquelle cette part a baissé pour la première fois au cours des 10 dernières années. Cependant, du côté des importations, cette part est passée de 10,0 % à 10,3 %, dans la mesure où la baisse des importations de matériel de télécommunications a été moins marquée que celle de l'ensemble du secteur des équipements électriques et du matériel optique.

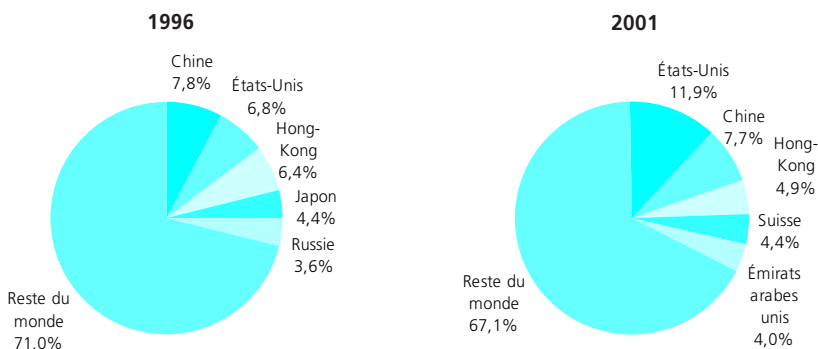
Six États membres ont affiché des balances commerciales excédentaires (chiffres du commerce intra et extracommunautaire cumulés) en 2001: les excédents de la Finlande, du Royaume-Uni, de l'Allemagne et de la Suède étaient supérieurs à 3 milliards d'euros. Les déficits les plus importants, plus de 1 milliard d'euros dans chaque cas, ont été ceux enregistrés par l'Espagne, les Pays-Bas et l'Italie.

L'important excédent commercial réalisé par la Finlande et par la Suède souligne la spécialisation des deux pays dans l'exportation de ces produits, assurant respectivement 57,2 % et 33,4 % de leurs exportations d'équipements électriques et de matériel optique; il convient toutefois de noter qu'en Grèce aussi cette part était élevée en 2001 (33,3 %).

Les destinations des exportations communautaires de matériel de télécommunications étaient plus nombreuses que celles de l'ensemble du secteur des équipements électriques et du matériel optique. Première destination, les États-Unis n'absorbent qu'une part relativement faible (11,9 %) par rapport aux autres groupes du secteur des équipements électriques et du matériel optique. En 2001, la Chine est devenue la deuxième destination des exportations communautaires de matériel de télécommunications, rattrapant la Turquie dont la part est tombée de 6,8 % en 2000 à 1,9 % en 2001.

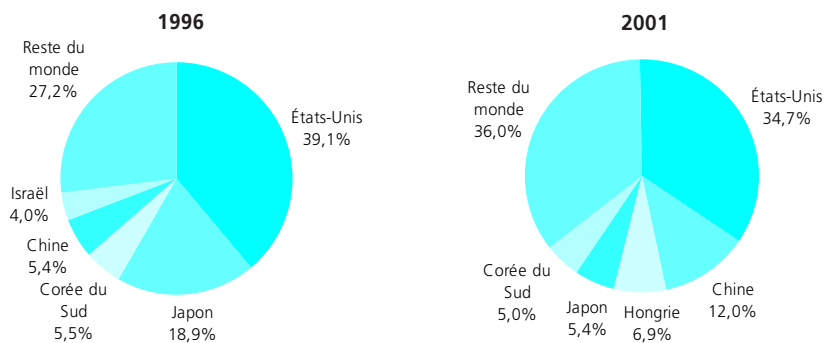
À l'inverse de la situation des exportations, les importations communautaires de matériel de télécommunications étaient plus concentrées puisque la première source, les États-Unis, fournissait à hauteur de 34,7 % de l'ensemble en 2001. Alors que les dix premiers fournisseurs d'équipements électriques et de matériel optique étaient dominés par les États-Unis et les pays asiatiques, la Hongrie était la troisième source la plus importante de matériel de télécommunications importé par l'Union européenne, sa contribution s'élevant à 6,9 % en 2001; il s'agit là d'un fort accroissement par rapport à 2000, année où la Hongrie n'assurait que 3,0 % des importations communautaires et occupait la onzième place des premiers fournisseurs. Cette augmentation de la part de la Hongrie dans les importations communautaires s'est faite essentiellement aux dépens des États-Unis et du Canada, deux pays qui ont perdu 5,1 et 2,0 points de pourcentage de leurs parts dans les importations communautaires entre 2000 et 2001. Après avoir baissé de son niveau de 1991 (59,1 %), la part du Japon s'est stabilisée à 5,4 % en 2001, contre 5,6 % en 2000.

Graphique 11.17
Appareils d'émission et de transmission du son et de l'image (CPA groupe 32.2)
Destination des exportations extracommunautaires



Source: Eurostat, Comext.

Graphique 11.18
Appareils d'émission et de transmission du son et de l'image (CPA groupe 32.2)
Origine des importations extracommunautaires



Source: Eurostat, Comext.

11.6: ÉLECTRONIQUE GRAND PUBLIC

Le groupe 32.3 de la NACE couvre la fabrication de matériel audiovisuel et d'équipements connexes tels que les haut-parleurs, les écouteurs et les antennes, ainsi que d'autres appareils électroniques grand public (répondeurs téléphoniques, par exemple). Il ne s'étend pas aux supports préenregistrés ou non enregistrés.

Contrairement au reste des équipements électriques et optiques qui sont essentiellement utilisés par les autres secteurs de l'industrie manufacturière, la demande de matériel électronique grand public provient presque exclusivement des particuliers. Les taux de pénétration de nombreux produits sont arrivés à saturation (c'est notamment le cas des téléviseurs) et la demande, induite par l'innovation, est essentiellement liée au marché de remplacement. Cependant, les produits innovateurs tels que les lecteurs de DVD affichent des taux de pénétration auprès des particuliers qui progressent plus vite que les produits comparables dans le passé, tels que les magnétoscopes.

PROFIL STRUCTUREL

Les données SSE relatives à ce secteur sont limitées par l'absence de données récentes concernant les Pays-Bas. En effet, il y a lieu de rappeler que l'analyse faite dans ce chapitre ne tient pas compte de ce pays alors qu'en 1997 les Pays-Bas avaient généré plus de valeur ajoutée dans le secteur de l'électronique grand public que n'importe quel autre État membre.

Compte tenu de l'absence de données relatives aux Pays-Bas, c'est en Allemagne que la fabrication de produits électroniques grand public a généré la valeur ajoutée la plus élevée. Malgré cette domination de l'Allemagne en termes absolus, d'autres États membres étaient plus spécialisés dans ce secteur. En Allemagne, ce secteur a réalisé 4,3 % de la valeur ajoutée de l'ensemble du secteur des équipements électriques et du matériel optique, contre 3,7 % pour l'ensemble de l'Union européenne (37); cette part était de 12,9 % en Belgique, de 11,2 % au Portugal et de 9,4 % au Danemark. Par contre, l'Irlande, la Grèce et la Finlande affichaient une faible spécialisation dans cette activité. Parmi les États membres les plus importants, la France et l'Italie avaient un faible niveau de spécialisation dans ce secteur. Le tableau 11.16 donne les chiffres de la production communautaire d'une série de produits électroniques grand public.

(37) EL, IRL et S, 1999; L et NL, non disponibles.

Au sein de l'Union européenne (38), l'emploi dans le secteur de l'électronique grand public s'établissait à 124 200 personnes occupées en 2000, soit 4,5 % du total sectoriel (équipements électroniques et optiques) et plus que sa part dans la valeur ajoutée. Toutefois, dans l'Union européenne, ce secteur semble (sur la base des données disponibles) systématiquement avoir perdu des emplois pendant de nombreuses années.

Après avoir reculé de plus de 2,0 % au cours des trois dernières années, l'indice des prix à la production des produits de l'électronique grand public a diminué de 0,9 % seulement en 2001, année où il était de 11,4 % inférieur à celui de 1995. Les prix à la production relevés dans ce secteur dans les deux premiers pays acteurs, les Pays-Bas et l'Allemagne, ont obéi à des tendances très différentes. Les Pays-Bas ont vu l'indice des prix augmenter d'une année à l'autre entre 1995 et 2000, avant de connaître une baisse de 0,7 % en 2001. L'Allemagne, quant à elle, a enregistré une diminution des prix proche ou supérieure à 2 % tous les ans entre 1997 et 2000, avant d'enregistrer une baisse moins marquée de 0,3 % en 2001.

EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ

La productivité apparente du travail dans la fabrication de produits électroniques grand public dans l'Union européenne (39) en 2000 s'établissait à 51 900 euros, soit moins que la moyenne sectorielle. Le coût unitaire de la main-d'œuvre atteignait 37 500 euros en moyenne par salarié en 2000 (40), et se situait ainsi à un niveau également inférieur à la moyenne sectorielle. Malgré ce faible coût unitaire de la main-d'œuvre, la productivité du travail ajustée par les salaires dans cette activité était la plus faible de tous les secteurs qui composent le secteur des équipements électriques et du matériel optique. Néanmoins, la valeur ajoutée a dépassé les dépenses de personnel dans tous les États membres (41).

(38) EL, IRL et S, 1999; L et NL, non disponibles.

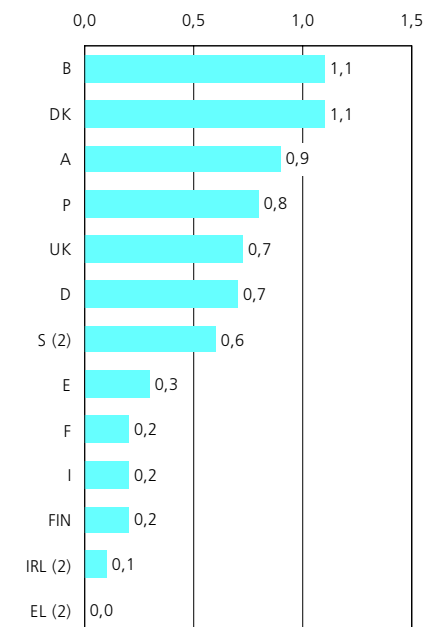
(39) EL, IRL et S, 1999; L et NL, non disponibles.

(40) DK, F, IRL et S, 1999; EL, 1998; L et NL, non disponibles.

(41) DK, F, IRL et S, 1999; EL, 1998; L et NL, non disponibles.

Graphique 11.19

Fabrication d'appareils de réception, enregistrement (NACE groupe 32.3)
Part de la valeur ajoutée dans l'industrie manufacturière, 2000 (%) (1)



(1) EU-15, L et NL, non disponibles.

(2) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/entrepr/ent_l_ms).

Tableau 11.16

Production d'une sélection d'appareils de réception, d'enregistrement ou de reproduction du son et de l'image (CPA groupe 32.3) dans l'UE

	Code PRODCOM	Année la plus récente	Valeur de la production (millions d'euros)
Récepteurs radio avec enregistrement, reproduction de son pour véhicules automobiles	32.30.12.70	1997	1 142,3
Téléprojecteurs, projecteurs vidéo incl.	32.30.20.20	2000	458,3
Appareils incorporant un appareil d'enregistrement, de reproduction vidéophonique, couleurs	32.30.20.30	2000	314,5
Moniteurs vidéo avec tube cathodique, couleurs	32.30.20.45	2000	137,4
Appareils récepteurs de télévision couleur, tube cathodique incorporé, autres	32.30.20.50	2000	5 006,1
Récepteurs de signaux vidéophoniques (tuner)	32.30.20.75	2000	1 024,2
Autres appareils récepteurs téléviseur couleur sans écran	32.30.20.79	2000	1 389,0
Appareils de reproduction du son autres qu'à cassettes	32.30.31.79	1998	162,5
Dictaphones, répondeurs téléphoniques, lecteurs/enregistreurs de cassettes et autres appareils d'enregistrement du son	32.30.32.30 à 32.30.32.90	2000	112,0
Appareils de prises de vue fixes vidéo et autres	32.30.33.35	2000	138,5
Autres appareils vidéophoniques (tuner vidéo incl.) à bandes <= 1,3 cm et à vitesse <= 50 mm/s	32.30.33.39	2000	523,7
Autres appareils vidéophoniques sans bandes magnétiques (avec tuner vidéo)	32.30.33.70	2000	141,4
Microphones et leurs supports	32.30.41.00	2000	141,8
Haut-parleur unique monté dans son enceinte	32.30.42.35	1998	167,9
Haut-parleurs multiples montés dans la même enceinte	32.30.42.37	2000	538,8
Autres haut-parleurs	32.30.42.39	2000	554,8
Ecouteurs, même combinés avec un microphone	32.30.42.70	2000	112,2
Amplificateurs électriques d'audio-fréquences autres que pour téléphonie ou mesure	32.30.43.59	2000	319,9
Appareils de réception de la radio-téléphonie ou radio-télégraphie	32.30.44.50 et 32.30.44.90	1999	241,6
Antennes télescopiques, fouet pr appareils portatifs et dans véhicules automobiles	32.30.52.20	2000	279,2
Antennes extérieures pour réception par satellite (radiodif. et télév.)	32.30.52.35	2000	86,4
Antennes extérieures (radiodif. et télév.) autres que pour réception par satellite	32.30.52.39	2000	261,2
Antennes intérieures (radiodif. et télév.) y compris celles à incorporer	32.30.52.50	1999	21,1
Autres antennes et parties	32.30.52.70	2000	1 102,7

Source: Eurostat, Statistiques de production et des marchés (theme4/europrom).

COMMERCE EXTÉRIEUR

L'électronique grand public (groupe 32.3 de la CPA) a connu en 2001 un rythme de croissance (1,2 %) beaucoup plus faible qu'en 2000 (38,8 %). Néanmoins, c'était la sixième année consécutive de progression des importations, alors que les exportations communautaires baissaient de 6,9 %, leur deuxième repli en quatre ans. Le déficit de la balance commerciale dans le secteur de l'électronique grand public s'est creusé en 2001 passant de 4,6 milliards d'euros en 1996 à 12,8 milliards d'euros en 2001. L'accroissement du déficit entre 2000 et 2001 était cependant relativement faible (1,1 milliard d'euros seulement).

La Suède, le Portugal, le Danemark, l'Autriche et la Belgique ont tous affiché des balances commerciales excédentaires (chiffres du commerce extérieur intra et extracommunautaire cumulés) en 2001, mais dans aucun de ces pays l'excédent n'a dépassé un milliard d'euros; l'excédent de la Suède s'établissait à 800 millions d'euros, soit à un niveau inférieur à celui réalisé en 2000. Comme en 1999 et 2000, les déficits les plus marqués en 2001 ont été enregistrés par les plus grands États membres, à savoir l'Allemagne (4,0 milliards d'euros), le Royaume-Uni (3,1 milliards d'euros), l'Italie (1,8 milliard d'euros) et la France (1,3 milliard d'euros).

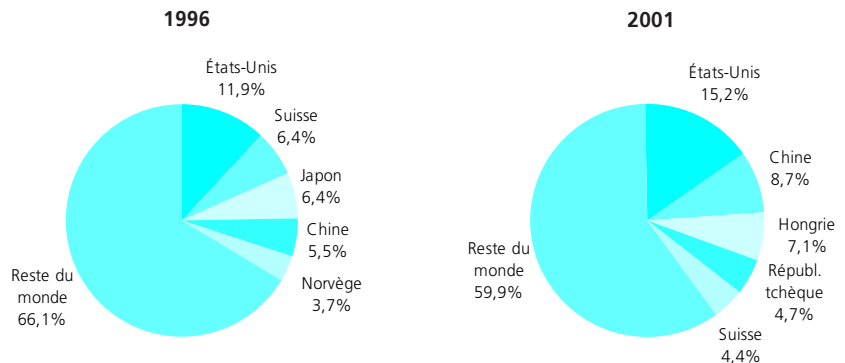
L'électronique grand public a assuré 5,9 % des exportations de l'Union européenne d'équipements électriques et de matériel optique en 2001 et 10,2 % de ses importations. Dans plusieurs États membres, ces produits représentaient plus de 10 % des exportations d'équipements électriques et de matériel optique, en particulier au Portugal (22,3 %) et en Suède (16,3 %). Hormis les États-Unis (15,2 %) et la Chine (8,7 %), les principales destinations des exportations communautaires en 2001 étaient l'Europe centrale et l'Europe de l'Est.

L'électronique grand public est l'un des rares groupes de la CPA constituant le secteur des équipements électriques et du matériel optique dont les États-Unis ne sont pas la principale source d'importation : ils ne viennent en effet qu'en quatrième position avec une part de 7,5 %. Le Japon, la Chine et la Hongrie assuraient collectivement plus de la moitié des importations communautaires de ces produits.

Graphique 11.20

Appareils de réception, enregistrement ou reproduction du son et de l'image (CPA groupe 32.3)

Destination des exportations extracommunautaires

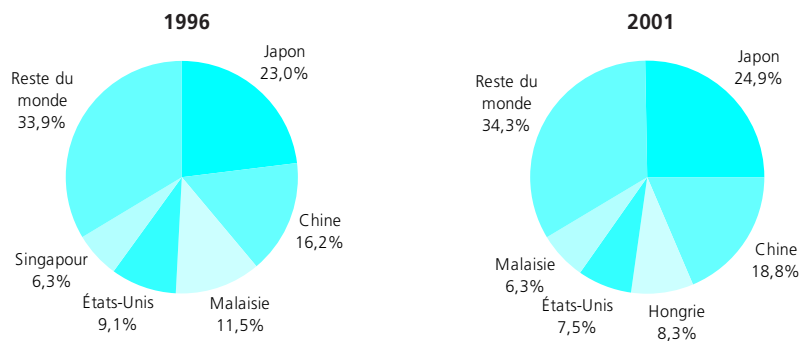


Source: Eurostat, Comext.

Graphique 11.21

Appareils de réception, enregistrement ou reproduction du son et de l'image (CPA groupe 32.3)

Origine des importations extracommunautaires



Source: Eurostat, Comext.

En 2001, le Japon est resté la principale source des importations communautaires, fournissant 24,9 % de l'ensemble, malgré une baisse de 3,3 points de pourcentage par rapport à 2000. La Chine, la République tchèque et la Pologne ont toutes augmenté leur part des importations communautaires de produits électroniques grand public de 1 point de pourcentage au moins entre 2000 et 2001.

Tableau 11.17

Fabrication de machines de bureau et de matériel informatique (NACE division 30)
Principaux indicateurs, 2000

	B	DK	D	EL (1)	E	F	IRL (2)	I	L	NL (3)	A	P	FIN	S (2)	UK	
Production (millions d'euros)	156	251	16	124	7	2 695	13 174	13 567	2 815	:	2 606	309	63	175	554	21 432
Nombre de personnes occupées (milliers)	1	2	45	0	8	38	20	12	:	8	1	0	1	3	51	
Valeur ajoutée (millions d'euros)	53	98	3 990	3	557	3 000	1 922	528	:	547	49	12	-1	191	3 376	
Achats de biens et services (millions d'euros)	124	167	14 008	4	3 564	12 356	12 933	2 780	:	2 407	375	77	413	385	22 030	
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros) (4)	37	70	2 666	2	366	2 819	542	404	:	266	25	7	33	133	2 500	
Investissements bruts corporels (millions d'euros) (5)	4,0	:	649,0	:	240,8	:	382,7	38,5	:	:	5,8	3,3	2,0	18,4	:	
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)	55,3	60,5	89,4	25,0	68,9	78,1	95,3	45,5	:	:	66,0	33,5	-1,2	57,2	66,8	
Productiv. simple du travail ajust. des salaires (%) (4)	142,9	133,1	149,7	150,0	152,4	116,7	354,6	130,5	:	206,1	199,6	175,7	-3,1	143,5	135,0	
Taux brut d'exploitation (%) (4)	9,4	9,2	7,5	15,0	4,8	3,2	9,4	3,9	:	9,6	6,1	6,2	-6,6	10,2	3,5	

(1) 1998, sauf personnes occupées, 1999. (2) 1999. (3) 1998, sauf personnes occupées. (4) DK et F, 1999. (5) D, 1999.
Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent_l_ms).

Tableau 11.18

Fabrication de machines de bureau et de matériel informatique (NACE division 30)
Principaux indicateurs, 2000

	BG	CY	CZ	EE (1)	HU	LV (1)	LT	MT	PL	RO	SK	SI (1)	TR
Production (millions d'euros)	53	:	216	18	2 650	7	8	:	266	60	32	101	:
Nombre de personnes occupées (milliers) (2)	3	:	4	:	11	0	0	:	5	3	2	:	:
Valeur ajoutée (millions d'euros)	10	:	31	2	234	2	1	:	102	10	9	20	:
Achats de biens et services (millions d'euros)	49	:	217	27	2 121	13	9	:	438	92	26	145	:
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)	7	:	21	1	68	1	1	:	46	5	8	15	:
Investissements bruts corporels (millions d'euros) (3)	2,1	:	7,0	0,2	1,4	0,2	0,3	:	15,2	2,3	2,2	4,0	:
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.) (2)	2,8	:	8,3	:	20,8	9,5	2,5	:	13,4	3,3	6,1	:	:
Productivité simple du travail ajust. des salaires (%)	135,2	:	148,3	154,5	343,0	300,0	90,9	:	219,2	188,2	122,4	134,5	:
Taux brut d'exploitation (%)	4,9	:	4,7	2,1	6,2	63,4	-0,9	:	10,5	4,4	4,6	3,0	:

(1) 1999. (2) PL, 1998. (3) CZ, 1999.
Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter_cc).

Tableau 11.19

Fabrication de machines et appareils électriques (NACE division 31)
Principaux indicateurs, 2000

	B	DK	D	EL (1)	E	F	IRL (1)	I	L (1)	NL	A	P	FIN	S (1)	UK
Production (millions d'euros)	4 439	3 286	78 348	535	12 302	25 482	1 771	23 242	48	:	4 245	2 147	2 902	2 813	21 497
Nombre de personnes occupées (milliers)	26	20	492	5	92	158	15	147	0	18	27	34	17	19	155
Valeur ajoutée (millions d'euros)	1 651	928	30 611	177	3 749	8 076	702	6 744	22	:	1 699	625	925	1 001	8 789
Achats de biens et services (millions d'euros)	3 330	2 699	57 738	410	9 494	18 506	1 167	18 066	27	:	2 997	1 714	2 138	2 050	14 381
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros) (2)	1 123	531	23 728	99	2 430	5 949	359	4 627	16	:	1 081	462	584	734	5 463
Investissements bruts corporels (millions d'euros) (3)	159,7	:	2 570,3	:	505,1	:	109,2	1 002,2	:	:	188,3	130,7	109,2	102,6	:
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)	64,7	47,0	62,2	35,6	40,8	51,0	47,3	45,8	51,3	:	62,2	18,3	54,8	51,6	56,8
Productiv. simple du travail ajust. des salaires (%) (2)	147,1	122,3	129,0	190,4	154,3	131,1	195,8	145,8	138,4	:	157,1	135,5	158,4	136,5	160,9
Taux brut d'exploitation (%) (2)	10,8	4,6	7,8	15,7	10,3	7,7	18,5	8,7	12,4	:	13,6	7,3	11,6	8,9	14,5

(1) 1999. (2) DK et F, 1999; EL, 1998. (3) D, 1999.
Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent_l_ms).

Tableau 11.20

Fabrication de machines et appareils électriques (NACE division 31)
Principaux indicateurs, 2000

	BG	CY (1)	CZ	EE	HU	LV	LT	MT	PL	RO	SK	SI (2)	TR
Production (millions d'euros)	205	26	3 028	69	4 660	60	104	:	3 639	665	722	604	:
Nombre de personnes occupées (milliers) (3)	18	1	105	3	74	3	4	:	98	54	29	:	:
Valeur ajoutée (millions d'euros)	54	10	867	23	923	21	15	:	1 188	231	152	182	:
Achats de biens et services (millions d'euros)	189	:	2 330	55	3 080	41	90	:	2 829	512	567	408	:
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)	36	:	516	15	466	12	16	:	646	135	126	153	:
Investissements bruts corporels (millions d'euros) (4)	11,5	1,1	185,9	4,4	2,4	2,7	6,2	:	271,6	75,3	54,7	45,9	:
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.) (3)	2,9	18,9	8,3	8,8	12,5	7,1	3,7	:	10,3	4,3	5,3	:	:
Productivité simple du travail ajust. des salaires (%)	150,0	:	168,2	151,6	198,1	172,1	92,4	:	183,9	171,7	120,8	118,9	:
Taux brut d'exploitation (%)	6,8	:	11,3	10,1	9,1	15,1	-1,2	:	14,2	14,8	3,5	4,6	:

(1) 1998. (2) 1999. (3) PL, 1998. (4) CZ, 1999.
Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter_cc).

Tableau 11.21

Fabrication de composants électroniques (NACE groupe 32.1)

Principaux indicateurs, 2000

	B	DK	D	EL (1)	E	F	IRL (1)	I	L	NL	A	P	FIN	S (1)	UK
Production (millions d'euros)	1 418	275	14 250	14	1 210	15 876	3 707	5 378	0	:	1 766	936	533	845	7 288
Nombre de personnes occupées (milliers)	5	3	61	0	11	68	8	29	0	:	11	6	5	6	40
Valeur ajoutée (millions d'euros)	436	125	5 265	8	490	4 220	2 209	2 190	0	:	771	244	224	275	3 048
Achats de biens et services (millions d'euros)	1 035	192	12 153	8	815	15 379	1 596	3 419	0	:	1 217	724	325	578	6 238
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros) (2)	255	106	2 836	4	293	2 218	270	978	0	:	387	105	137	250	1 542
Investissements bruts corporels (millions d'euros) (3)	98,0	:	1 091,6	:	85,3	:	484,4	1 895,1	:	:	425,4	119,9	63,8	27,9	:
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)	83,0	43,6	86,1	21,9	44,0	62,2	261,2	76,7	:	:	73,1	37,7	49,0	42,9	75,8
Productiv. simple du travail ajust. des salaires (%) (2)	170,9	144,4	185,7	164,3	167,2	137,6	817,7	224,0	:	:	199,2	231,9	163,6	110,0	197,7
Taux brut d'exploitation (%) (2)	14,1	12,8	14,2	17,2	15,7	6,5	50,6	22,7	:	:	19,9	14,5	16,6	2,7	16,5

(1) 1999. (2) DK et F, 1999; EL, 1998. (3) D, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent_l_ms).

Tableau 11.22

Fabrication d'appareils d'émission et de transmission (NACE groupe 32.2)

Principaux indicateurs, 2000

	B	DK	D	EL (1)	E	F	IRL (1)	I	L (1)	NL	A	P	FIN	S (1)	UK
Production (millions d'euros)	2 432	856	12 218	476	2 153	22 206	1 247	14 441	0	:	2 907	780	18 293	15 935	20 602
Nombre de personnes occupées (milliers)	8	5	56	3	11	74	4	44	0	:	15	5	33	36	65
Valeur ajoutée (millions d'euros)	834	197	3 257	180	635	5 112	257	2 813	0	:	1 258	203	5 906	3 029	6 883
Achats de biens et services (millions d'euros)	1 931	685	15 130	428	2 273	17 750	1 019	12 869	0	:	2 808	697	16 993	13 504	18 695
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros) (2)	496	197	3 339	57	508	3 620	133	1 866	0	:	985	146	1 384	1 840	3 407
Investissements bruts corporels (millions d'euros) (3)	121,6	:	443,0	:	60,5	:	60,1	428,3	:	:	133,2	17,9	491,3	349,3	:
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)	104,2	42,7	58,0	69,9	57,9	69,1	65,6	63,4	:	:	84,3	44,5	178,9	84,6	105,7
Productiv. simple du travail ajust. des salaires (%) (2)	168,3	157,5	97,5	272,3	124,9	120,3	194,0	150,7	:	:	127,7	139,3	426,7	164,7	202,0
Taux brut d'exploitation (%) (2)	15,6	10,9	-0,5	23,6	4,8	4,3	10,1	6,7	:	:	6,6	6,4	20,5	7,4	14,4

(1) 1999. (2) DK et F, 1999; EL, 1998. (3) D, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent_l_ms).

Tableau 11.23

Fabrication d'appareils de réception, enregistrement (NACE groupe 32.3)

Principaux indicateurs, 2000

	B	DK	D	EL (1)	E	F	IRL (1)	I	L	NL	A	P	FIN	S (1)	UK
Production (millions d'euros)	2 185	735	8 109	4	1 936	2 547	155	1 082	:	:	1 134	935	174	789	5 931
Nombre de personnes occupées (milliers)	6	6	42	0	8	10	1	6	:	:	4	6	1	4	29
Valeur ajoutée (millions d'euros)	505	240	2 502	2	263	425	20	258	:	:	279	154	61	227	1 516
Achats de biens et services (millions d'euros)	1 715	568	9 717	2	2 405	3 096	138	1 260	:	:	916	804	136	566	5 964
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros) (2)	261	183	1 964	2	217	368	20	167	:	:	204	93	37	150	980
Investissements bruts corporels (millions d'euros) (3)	58,9	:	288,5	:	45,7	:	1,6	38,6	:	:	39,4	35,2	3,2	64,3	:
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)	87,0	37,7	59,2	18,8	33,1	41,3	20,2	42,9	:	:	65,3	27,8	58,2	54,6	51,6
Productiv. simple du travail ajust. des salaires (%) (2)	193,3	146,6	127,4	129,4	121,5	130,9	102,5	155,2	:	:	136,5	164,6	163,4	151,7	154,6
Taux brut d'exploitation (%) (2)	11,4	11,4	4,5	10,1	1,7	3,4	0,3	6,3	:	:	6,4	6,5	12,3	9,7	7,2

(1) 1999. (2) DK et F, 1999; EL, 1998. (3) D, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent_l_ms).

Tableau 11.24

Fabrication d'équipements de radio, télévision et communication (NACE division 32)

Principaux indicateurs, 2000

	BG	CY (1)	CZ	EE	HU	LV (2)	LT	MT	PL	RO	SK	SI (2)	TR
Production (millions d'euros)	53	0	1 184	78	3 209	10	207	:	2 406	269	265	345	:
Nombre de personnes occupées (milliers) (3)	6	0	31	6	40	1	8	:	40	14	11	:	:
Valeur ajoutée (millions d'euros)	17	0	313	36	497	0	70	:	418	114	54	95	:
Achats de biens et services (millions d'euros)	43	:	1 223	43	2 800	9	150	:	2 320	170	229	242	:
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)	14	:	169	26	252	4	44	:	284	47	51	83	:
Investissements bruts corporels (millions d'euros) (4)	3,8	0,0	109,5	15,0	4,0	0,9	25,3	:	89,9	119,7	28,1	17,0	:
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.) (3)	2,8	14,3	10,2	6,4	12,5	0,1	8,9	:	13,8	8,2	4,9	:	:
Productivité simple du travail ajust. des salaires (%)	125,0	:	185,0	138,1	197,6	2,8	160,0	:	147,2	244,1	106,9	113,7	:
Taux brut d'exploitation (%)	7,6	:	10,1	12,9	7,1	-20,8	12,0	:	5,3	24,8	1,2	3,2	:

(1) 1998. (2) 1999. (3) PL, 1998. (4) CZ, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter_cc).

Tableau 11.25

Fabrication d'instruments médicaux, de précision, d'optique et d'horlogerie (NACE division 33)
Principaux indicateurs, 2000

	B	DK	D	EL (1)	E	F	IRL (2)	I	L	NL	A	P	FIN	S (2)	UK
Production (millions d'euros)	1 232	1 958	29 501	57	3 126	17 547	2 510	10 081	155	:	886	348	1 584	3 916	15 905
Nombre de personnes occupées (milliers)	9	13	223	1	31	108	17	69	2	19	9	6	12	23	115
Valeur ajoutée (millions d'euros)	445	968	13 060	22	1 234	6 101	1 204	3 811	67	:	440	137	688	1 440	7 220
Achats de biens et services (millions d'euros)	900	1 097	18 881	39	2 144	12 634	1 506	7 201	87	:	548	230	1 020	2 758	9 988
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros) (3)	269	467	9 713	16	799	4 772	475	2 383	46	:	328	88	417	1 043	4 612
Investissements bruts corporels (millions d'euros) (4)	62,5	:	927,1	:	117,1	:	107,9	545,7	:	:	56,9	20,8	64,2	101,7	:
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)	50,5	71,8	58,5	19,0	39,8	56,3	71,3	55,4	42,3	:	48,8	21,4	59,8	63,4	62,8
Productiv. simple du travail ajust. des salaires (%) (3)	165,2	162,4	134,5	135,8	154,5	116,6	253,3	159,9	145,8	:	134,1	155,3	165,1	138,1	156,5
Taux brut d'exploitation (%) (3)	13,6	18,4	10,6	9,8	13,5	4,7	27,2	13,1	13,6	:	11,6	13,5	17,4	9,5	15,5

(1) 1998, sauf personnes occupées, 1999.

(2) 1999.

(3) DK et F, 1999.

(4) D, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent_l_ms).

Tableau 11.26

Fabrication d'instruments médicaux, de précision, d'optique et d'horlogerie (NACE division 33)
Principaux indicateurs, 2000

	BG	CY (1)	CZ	EE (2)	HU	LV	LT	MT	PL	RO	SK	SI (2)	TR
Production (millions d'euros)	38	6	828	51	334	28	57	:	1 200	126	210	299	:
Nombre de personnes occupées (milliers) (3)	7	0	32	:	14	1	3	:	49	13	6	:	:
Valeur ajoutée (millions d'euros)	14	3	276	14	111	10	21	:	634	54	59	105	:
Achats de biens et services (millions d'euros)	30	:	601	35	208	16	43	:	747	105	174	203	:
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)	12	:	164	11	81	5	15	:	285	29	36	91	:
Investissements bruts corporels (millions d'euros) (4)	2,4	0,3	62,1	4,8	1,4	1,5	6,5	:	57,8	15,1	6,4	18,1	:
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.) (3)	1,9	16,5	8,6	:	7,9	7,3	6,1	:	11,1	4,1	9,0	:	:
Productivité simple du travail ajust. des salaires (%)	118,3	:	168,4	119,3	136,5	200,0	142,3	:	222,0	184,9	165,1	115,6	:
Taux brut d'exploitation (%)	5,9	:	13,1	4,2	7,8	19,2	10,2	:	26,4	17,6	9,4	4,3	:

(1) 1998.

(2) 1999.

(3) PL, 1998.

(4) CZ, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter_cc).

Matériel de transport



L'importance du secteur du matériel de transport dans sa fonction d'aide à la circulation des personnes et des marchandises n'est pas à souligner. La demande de matériel de transport dépend du nombre d'habitants, de leurs besoins de déplacement (professionnels ou personnels) ainsi que du volume et du type de marchandises à transporter. La demande de matériel de transport privé, notamment de voitures particulières, est généralement liée à la confiance des consommateurs et au profil des dépenses des ménages, alors que la demande de transport de marchandises évolue au rythme des cycles économiques. La demande d'autres types de matériel de transport, comme les navires, le matériel ferroviaire roulant ou le matériel aérospatial peut fluctuer par à-coups, toute nouvelle commande pouvant peser lourd sur le carnet de commandes d'une année.

La structure du secteur du matériel de transport est souvent comparable à une pyramide dont la base serait constituée des fabricants de pièces et d'accessoires qui fournissent les entreprises intermédiaires spécialisées dans le développement de systèmes complets livrés à leur tour aux constructeurs de véhicules. Le secteur du matériel de transport est tributaire en amont d'une large gamme de produits provenant de l'industrie manufacturière comme les machines et le matériel mécaniques, les métaux, le caoutchouc, le plastique et l'électronique.

PROFIL STRUCTUREL

Le matériel de transport est l'une des principales activités du secteur manufacturier communautaire dont il a représenté 12,5 % de la valeur ajoutée et 10,9 % de l'emploi en 2001. Sa contribution à la valeur ajoutée manufacturière, après avoir plongé à 10,8 % en pleine récession économique en 1993, s'est redressée les années suivantes pour atteindre 12,3 % en 1998. Au cours des trois dernières années pour lesquelles des données sont disponibles, elle est restée assez stable (entre 12,2 % et 12,5 %).

La construction de véhicules automobiles occupe une place prépondérante dans le secteur du matériel de transport. Le groupe 34.1 de la NACE représentait 44,6 % de la valeur ajoutée totale de ce secteur en 2000, devant la fabrication d'équipements automobiles (23,8 %), la construction aéronautique et spatiale (18,7 %) et la construction navale (4,8 %). Aucune des activités restantes ne générerait plus de 4 % de la valeur ajoutée du secteur communautaire du matériel de transport.

La sous-section DM de la NACE, qui comporte deux divisions, couvre le secteur du matériel de transport. La division 34 de la NACE se réfère à l'industrie automobile tandis que la division 35 se rapporte à la fabrication de tous les autres types de matériel de transport (à savoir la construction navale, la construction de matériel ferroviaire roulant, la construction aéronautique et spatiale, la fabrication de motocycles et de bicyclettes, et la fabrication de matériels de transport non classés ailleurs). En ce qui concerne les services de transport, le lecteur est prié de consulter le chapitre 20.

NACE

- 34: industrie automobile;
- 34.1: construction de véhicules automobiles;
- 34.2: fabrication de carrosseries et remorques;
- 34.3: fabrication d'équipements automobiles;
- 35: fabrication d'autres matériels de transport;
- 35.1: construction navale;
- 35.2: construction de matériel ferroviaire roulant;
- 35.3: construction aéronautique et spatiale;
- 35.4: fabrication de motocycles et de bicyclettes;
- 35.5: fabrication de matériels de transport n.c.a.

Tableau 12.1

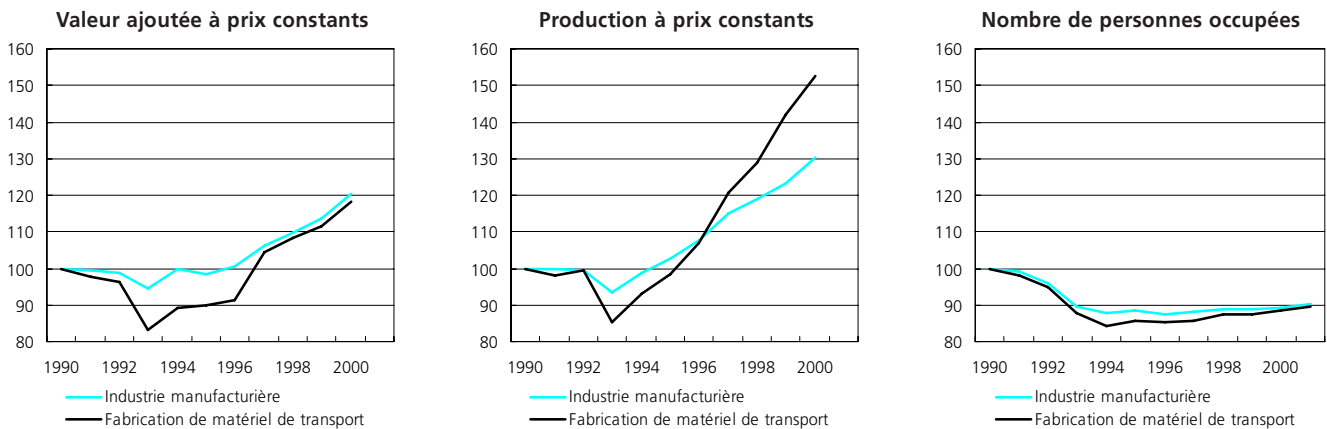
Fabrication de matériel de transport (NACE sous-section DM)
Principaux indicateurs dans l'UE

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Production (millions d'euros)	364 754	379 909	335 771	373 636	410 444	445 143	491 952	546 566	603 174	634 205	677 238
Nombre de personnes occupées (milliers)	2 828	2 737	2 530	2 430	2 467	2 455	2 471	2 516	2 520	2 554	2 577
Valeur ajoutée (millions d'euros)	113 958	115 468	102 570	112 124	117 427	119 194	133 235	143 755	147 524	156 360	165 820
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)	87 954	91 233	85 765	86 494	91 281	94 210	98 871	103 331	107 924	111 397	110 629
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)	40,3	42,2	40,5	46,1	47,6	48,5	53,9	57,1	58,5	61,2	64,3
Productivité simple du travail ajust. des salaires (%)	129,6	126,6	119,6	129,6	128,6	126,5	134,8	139,1	136,7	140,4	149,9

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent_l_ms).

Graphique 12.1

Fabrication de matériel de transport (NACE sous-section DM)
Principaux indicateurs dans l'UE (1990=100)



Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent_l_ms).

La structure du secteur du matériel de transport a sensiblement changé entre 1990 et 2000. L'importance relative de l'industrie aérospatiale a fortement progressé en 1998 et en 1999 (alors qu'elle était restée assez stable au cours de la première moitié des années 90). Sa contribution à la valeur ajoutée du secteur s'est en effet accrue de près de 4 points de pourcentage. Sa progression s'est trouvée toutefois moins rapide que celle du secteur de la fabrication d'équipements automobiles dont la contribution à la valeur ajoutée du secteur du matériel de transport est passée de 15,4 % en 1990 à 23,8 % en 2000. Cette évolution remarquable trouve son explication dans le recul d'autres secteurs comme celui de la construction de véhicules automobiles qui a perdu 8,5 points de pourcentage. Il est probable que de nombreux constructeurs automobiles aient sous-traité la fabrication de

pièces et d'accessoires qu'ils assuraient auparavant en interne, ou qu'ils ont parfois décidé de constituer en entreprises indépendantes leurs anciens services d'approvisionnement. En conséquence, la structure du secteur du matériel de transport ⁽¹⁾ s'est rapidement transformée. La construction navale a été la seule autre activité à accusé une réduction significative du pourcentage de sa valeur ajoutée sur l'ensemble du matériel de transport (7,2 % en 1990 contre 4,8 % en 2000).

⁽¹⁾ Il est probable qu'un processus semblable d'externalisation se soit produit dans les secteurs de la construction aéronautique et spatiale, de la construction de matériel ferroviaire roulant et de la construction navale. Néanmoins, dans ces activités, la NACE ne dissocie pas les fabricants de véhicules complets des entreprises spécialisées dans la production de pièces et accessoires. En conséquence, les données SSE ne permettent pas de tirer d'informations sur ce phénomène.

L'Allemagne a été le premier fabricant de matériel de transport dans l'Union européenne en 2000, avec plus d'un tiers (36,3 %) de la valeur ajoutée. Ce pourcentage est plus de deux fois supérieur à celui de la France ou du Royaume-Uni (environ 16 % dans les deux cas). Les contributions des autres États membres (y inclus l'Italie et l'Espagne) ont été inférieures à 10 %. L'importance de la production allemande dans ce secteur a eu un impact sur les ratios de spécialisation relative des autres pays qui, à l'exception de la Suède et de la France, se situaient tous au-dessous de 100 %. La spécialisation de l'Allemagne dans la fabrication de matériel de transport dépassait d'environ 25 % la moyenne communautaire en 2000.

La production du secteur communautaire du matériel de transport s'est développée en termes réels à un rythme annuel moyen de 1,7 % entre 1990 et 2000, contre 1,9 % pour l'ensemble du secteur manufacturier. Ces taux comparables dissimulent en fait des fluctuations cycliques plus prononcées dans le secteur du matériel de transport que dans l'industrie manufacturière en général. Il a été souligné précédemment que la contribution relative du matériel de transport à la valeur ajoutée manufacturière avait décliné pendant la récession économique pour atteindre son plancher en 1993. Par contre, entre 1995 et 2000 (période d'expansion économique), le secteur du matériel de transport s'est développé dans l'Union européenne à un rythme moyen annuel de 5,6 % en termes réels, soit 1,5 point de pourcentage de plus que la moyenne manufacturière. La production réelle du secteur du matériel de transport de l'Union européenne a augmenté de 6,2 % entre 1999 et 2000.

Compte tenu de l'importance des investissements dans la production de matériel de transport, il n'est pas surprenant de constater que les grandes entreprises (occupant 250 personnes ou plus) ont tenu une place prépondérante dans la création de valeur ajoutée. Tel a notamment été le cas en Allemagne et en France où les grandes entreprises ont créé plus de 90 % de la valeur ajoutée de ce secteur en 2000. En Belgique, en Espagne, en Autriche (1999), en Suède et au Royaume-Uni, leur contribution a dépassé 80 %.

EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ

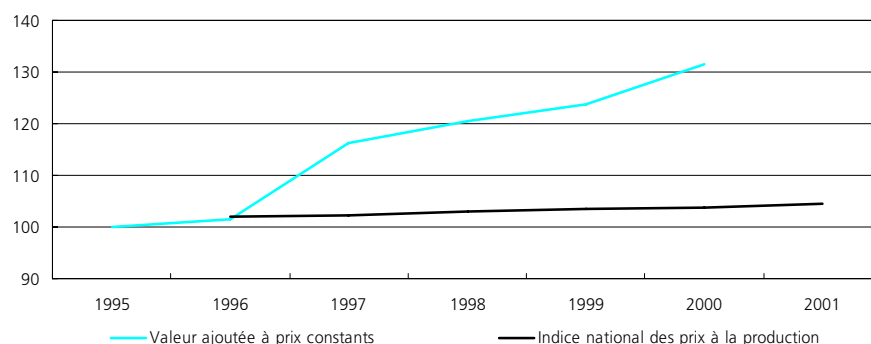
Le secteur du matériel de transport occupait 2,6 millions de personnes dans l'Union européenne en 2001. Après une baisse nette de 452 000 unités entre 1990 et 1994, ce secteur a vu augmenter l'emploi à un rythme lent mais constant de 0,8 % en moyenne tous les ans. Entre 2000 et 2001, la croissance de l'emploi dans le secteur du matériel de transport a suivi la tendance observée au cours de la seconde moitié des années 90 et le nombre net d'emplois a augmenté de 0,9 % dans l'Union européenne.

La plus forte érosion de l'emploi dans ce secteur s'est produite dans la construction de véhicules automobiles (groupe 34.1 de la NACE) qui a accusé dans l'Union européenne une perte nette de 252 000 emplois entre 1990 et 2000. Au cours de cette même période, des réductions assez significatives ont aussi touché les secteurs de la construction navale (groupe 35.1 de la NACE) où 96 000 emplois ont été

Graphique 12.2

Fabrication de matériel de transport (NACE sous-section DM)

Valeur ajoutée à prix constants et indice des prix à la production dans l'UE (1995=100)



Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent_l_ms) et European Business Trends - Données conjoncturelles mensuelles et trimestrielles (theme4/ebt/ebt_ind/ind_pric).

Tableau 12.2

Fabrication de matériel de transport (NACE sous-section DM)

Productivité du travail et coût de la main-d'œuvre dans l'UE, 2001

	Productivité apparente du travail (milliers d'euros par personne occupée)	Productivité simple du travail ajustée des salaires (%)
Fabrication de matériel de transport	64,3	149,9
Construction de véhicules automobiles	61,8	125,1
Fabrication de carrosseries et remorques	:	:
Fabrication d'équipements automobiles	51,9	131,6
Construction navale	42,6	128,5
Construction de matériel ferroviaire roulant	43,1	102,7
Construction aéronautique et spatiale	81,6	158,9
Motocycles et bicyclettes	:	:
Matériels de transport n.c.a.	:	130,9

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent_l_ms).

supprimés et de la construction aéronautique et spatiale (groupe 35.3 de la NACE) où la baisse a été de 85 000 emplois. Le seul secteur du matériel de transport, à l'échelon des groupes de la NACE, à avoir enregistré une augmentation nette du nombre de personnes occupées a été celui de la fabrication d'équipements automobiles (groupe 34.3 de la NACE) où 143 000 emplois ont été créés.

L'emploi dans le secteur communautaire du matériel de transport se caractérise par une proportion relativement élevée d'hommes (84 % contre 72 % en moyenne dans l'industrie manufacturière). Cette tendance se retrouvait dans la plupart des États membres à l'exception de l'Irlande et du Portugal où plus de 25 % des personnes occupées étaient des femmes en 2001 ⁽²⁾.

La proportion relativement modeste de femmes dans l'emploi dans ce secteur explique structurellement en partie la faible propension au travail à temps partiel: 3,3 % des personnes occupées en 2001 (contre 7,5 % en moyenne dans l'industrie manufacturière). Toutefois, la tendance au travail à temps partiel s'est développée si on compare ce résultat au taux de 2,9 % enregistré en 1995.

Compte tenu de la prédominance des grandes entreprises, il n'est pas surprenant de constater que le nombre de travailleurs indépendants était très faible par rapport à d'autres activités manufacturières. En 2001, 98,1 % environ des personnes occupées dans le secteur du matériel de transport étaient salariés, contre 91,8 % en moyenne dans l'industrie manufacturière

La productivité apparente de la main-d'œuvre du secteur du matériel de transport s'est élevée à 64 000 euros de valeur ajoutée par personne occupée en 2001 dans l'Union européenne, à comparer à la moyenne manufacturière de 56 000 euros. Cette productivité allait de 28 000 euros (Grèce, 1999) à 76 000 euros (Suède, 1999), une fourchette relativement étroite par rapport à d'autres secteurs. La productivité de la main-d'œuvre dépassait de 20 % au moins la moyenne manufacturière en Espagne, en Autriche (1999), au Portugal et en Suède (1999).

⁽²⁾ L, non disponible.

En 2000 ⁽³⁾, le coût unitaire de la main-d'œuvre du secteur du matériel de transport était supérieur à la moyenne manufacturière dans la plupart des États membres. Tel était notamment le cas en Allemagne, en Espagne et au Portugal où cet écart allait jusqu'à 21 %, 28 % et 43 % respectivement.

De la combinaison de ces divers facteurs (niveaux relativement élevés de productivité, coût unitaire de la main-d'œuvre, proportion de salariés dans le nombre de personnes occupées), il résulte un indicateur de productivité du travail ajustée des salaires. Dans la plupart des cas, l'importance relative des dépenses de personnel l'a emporté sur les niveaux de productivité. En effet, quatre États membres seulement ont affiché des ratios de productivité du travail ajustée des salaires plus élevés dans le matériel de transport que dans l'industrie manufacturière: la différence en France (en 1999) a été inférieure à 5 % tandis qu'en Autriche (1999), au Portugal et en Suède (1999) elle a dépassé de respectivement 12 %, 15 % et 19 % la moyenne manufacturière nationale en 2000. La productivité du travail ajustée des salaires de l'Allemagne a été la plus faible de tous les États membres la valeur ajoutée du secteur du matériel de transport n'ayant dépassé que de 10 % le montant des dépenses de personnel en 2000.

⁽³⁾ DK, F, IRL, A et S, 1999; EL, non disponible.

COMMERCE EXTÉRIEUR

En 2001, l'Union européenne a enregistré un excédent commercial de 50,2 milliards d'euros dans le secteur du matériel de transport (sous-section DM de la CPA). Ce résultat est principalement attribuable à l'industrie automobile (division 34 de la CPA) qui a dégagé un excédent de 43,8 milliards d'euros. Entre 2000 et 2001, les exportations communautaires ont fortement progressé (6,9 % à prix courants) tandis que les importations ont augmenté à un rythme plus modéré de 1,5 %.

En termes de contribution à la balance commerciale communautaire, le matériel de transport est l'une des sous-sections de la NACE les plus importantes. Les biens couverts dans le présent chapitre ont représenté 18,4 % des exportations communautaires de produits manufacturés en 2001. Leur principale destination a été les États-Unis (36,7 % des exportations communautaires) bien plus que la Suisse (5,8 %) ou le Japon (4,0 %).

En ce qui concerne les importations, le matériel de transport a représenté 14,4 % des importations manufacturières de l'Union européenne en provenance de pays tiers en 2001. Les États-Unis ont été le principal fournisseur de l'Union européenne, avec plus d'un tiers (36,5 %) des importations en 2001. Le Japon (15,1 %) a été le seul autre pays à enregistrer une part supérieures à 10 % et ce malgré une réduction de plus de moitié des importations en provenance de ce pays entre 1991 et 2001. La Hongrie, la Pologne et la République tchèque ont vu leurs parts du marché communautaire se développer rapidement; en effet, la part de ces trois pays dans les importations communautaires est passée d'un peu plus de 1,0 % en 1991 à 13,5 % en 2001.

Tableau 12.3

Matériels de transport (CPA sous-section DM)
Exportations extracommunautaires de l'UE

	1991		2001		Variation de la valeur des exportations 2001/1991 (%)	Variation de la part dans les exportations 2001/1991 (points de %)
	(millions d'euros)	(%)	(millions d'euros)	(%)		
Matériels de transport	57 507,3	100,0	167 565,5	100,0	191,4	-
Véhicules automobiles	24 482,6	42,6	71 031,8	42,4	190,1	-0,2
Carrosseries et remorques	812,0	1,4	1 977,3	1,2	143,5	-0,2
Équipements automobiles	8 324,9	14,5	23 099,1	13,8	177,5	-0,7
Produits de la construction navale	4 096,6	7,1	10 705,2	6,4	161,3	-0,7
Matériel ferroviaire roulant	1 482,1	2,6	2 039,8	1,2	37,6	-1,4
Construction aéronautique et spatiale	17 721,8	30,8	57 112,3	34,1	222,3	3,3
Motocycles et bicyclettes	530,6	0,9	1 502,9	0,9	183,3	0,0
Matériels de transport n.c.a.	56,7	0,1	97,2	0,1	71,3	0,0

Source: Eurostat, Comext.

Tableau 12.4

Matériels de transport (CPA sous-section DM)
Importations extracommunautaires dans l'UE

	1991		2001		Variation de la valeur des importations 2001/1991 (%)	Variation de la part dans les importations 2001/1991 (points de %)
	(millions d'euros)	(%)	(millions d'euros)	(%)		
Matériels de transport	44 611,0	100,0	117 379,7	100,0	163,1	-
Véhicules automobiles	15 549,8	34,9	35 889,5	30,6	130,8	-4,3
Carrosseries et remorques	287,8	0,6	912,4	0,8	217,0	0,1
Équipements automobiles	3 971,3	8,9	15 495,9	13,2	290,2	4,3
Produits de la construction navale	2 629,6	5,9	6 930,1	5,9	163,5	0,0
Matériel ferroviaire roulant	336,8	0,8	1 143,8	1,0	239,7	0,2
Construction aéronautique et spatiale	18 795,3	42,1	51 788,9	44,1	175,5	2,0
Motocycles et bicyclettes	3 009,1	6,7	4 995,3	4,3	66,0	-2,5
Matériels de transport n.c.a.	31,3	0,1	223,8	0,2	614,8	0,1

Source: Eurostat, Comext.

12.1: VÉHICULES AUTOMOBILES

La division 34 de la NACE couvre la construction de véhicules automobiles, de remorques et de semi-remorques. Elle englobe trois groupes. Les deux premiers, en l'occurrence la construction de véhicules automobiles (groupe 34.1) et la fabrication de carrosseries et de remorques (groupe 34.2) font l'objet du présent sous-chapitre. Les données de ces deux groupes de la NACE sont présentées sous une forme agrégée recouvrant ces deux activités et dénommée le secteur des véhicules automobiles.

Le secteur des véhicules automobiles est une industrie clé de l'économie communautaire. Il se caractérise par la présence d'une poignée de constructeurs et d'un nombre important de fournisseurs auxquels ceux-là sous-traitent la fabrication de pièces et d'accessoires (voir le sous-chapitre suivant pour de plus amples informations). Des changements structurels ont renforcé la position des six constructeurs automobiles réellement mondiaux (General Motors, Ford, DaimlerChrysler, Toyota, Volkswagen et Renault-Nissan). Le secteur des camions, autobus et autocars, qui s'est également consolidé, compte parmi ses protagonistes des sociétés telles que Volvo-Renault, Scania (partiellement acquis par Volkswagen), Iveco, DaimlerChrysler, MAN et DAF.

La production de véhicules automobiles a vu décroître le nombre de liens existant entre les constructeurs automobiles et les fournisseurs de pièces et d'accessoires au fur et à mesure que l'industrie se développait de façon pyramidale. Ces évolutions ont sans doute contribué à réduire les délais entre conception et production et à contenir les coûts moyennant, par exemple, l'utilisation de plates-formes communes, la gestion informatisée des stocks et les achats électroniques.

La Commission européenne, soucieuse du bon fonctionnement du marché intérieur, a créé le système européen de réception complète du véhicule qui permet aux constructeurs ayant certifié un véhicule dans un État membre de le commercialiser dans les autres États membres sans avoir à lui faire subir de nouveaux tests.

PROFIL STRUCTUREL

Le secteur des véhicules automobiles a généré quelque 72,3 milliards d'euros de valeur ajoutée dans l'Union européenne en 2000 (4). L'Allemagne y a contribué à hauteur de 44,4 % tandis que la France, avec 17,6 %, était le seul autre pays à afficher une part supérieure à 10 %. En termes relatifs, la Suède était fortement spécialisée dans la construction de véhicules automobiles qui a représenté 72 % de la valeur ajoutée générée par ce pays dans le secteur du matériel de transport en 1999. À titre de comparaison, le secteur des véhicules automobiles représentait 27 % de la valeur ajoutée du matériel de transport au Royaume-Uni (2000) et 14 % du total en Grèce (1999).

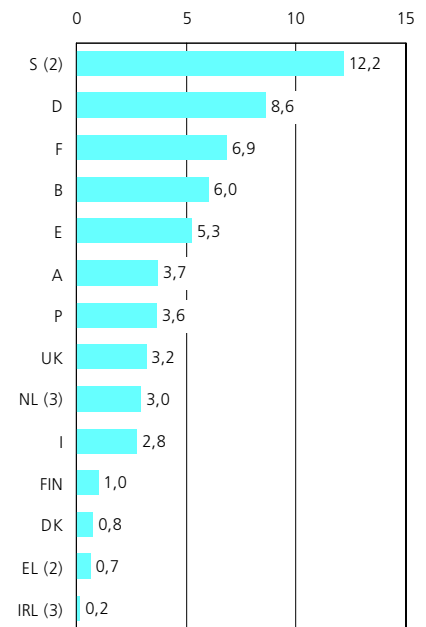
Selon l'Association des constructeurs européens d'automobiles (ACEA), quelque 15,0 millions de voitures de tourisme ont été fabriquées dans l'Union européenne en 2001 (voir tableau 12.5) auxquelles s'ajoutent 1,9 million de véhicules utilitaires légers (de 3,5 tonnes ou moins) et 368 000 camions (de plus de 3,5 tonnes).

La surcapacité du secteur des véhicules automobiles, tant à l'échelon européen que mondial, a entraîné des fermetures d'usines. Néanmoins, des capacités supplémentaires continuent à entrer en production, tant au sein de l'Union européenne (Toyota en France par exemple) que dans les pays candidats et dans ceux situés plus à l'est (Ukraine). Le tableau 12.6 dresse la liste des principaux constructeurs de voitures de tourisme dans l'Union européenne.

(4) EL et S, 1999; IRL et NL, 1998; L, non disponible.

Graphique 12.3

Construction de véhicules automobiles, de carrosseries et de remorques (NACE groupes 34.1 et 34.2) Part de la valeur ajoutée dans l'industrie manufacturière, 2000 (%) (1)



(1) EU-15 et L, non disponibles.
 (2) 1999.
 (3) 1998.
 Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent_l_ms).

La taille du secteur des véhicules automobiles a diminué dans la plupart des États membres au cours des années 90, tant en termes absolus que relatifs. En Allemagne par exemple, la valeur ajoutée à prix constants a baissé entre 1990 et 2000 de 0,6 % par an et la contribution du secteur des véhicules automobiles à la valeur ajoutée générée par le matériel de transport a baissé de 67 % à 57 %.

Tableau 12.5 Ventilation de la production de véhicules automobiles dans l'Union européenne (milliers)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Voitures particulières	12 636	13 061	13 451	14 510	14 933	14 779	14 951
Véhicules utilitaires légers (<3.5 tonnes)	1 318	1 393	1 570	1 675	1 617	1 869	1 862
Poids lourds (>3.5 tonnes)	349	310	335	379	394	400	368
Bus	31	32	37	35	34	35	34

Source: ACEA.

Tableau 12.6

Ventilation par constructeur des nouvelles immatriculations de voitures neuves en Europe de l'Ouest, 2001 (unités) (1)

	Voitures particulières	Véhicules utilitaires légers (<3.5 tonnes)	Poids lourds et bus (>3.5 tonnes)
Total	14 822 857	1 859 242	392 501
Volkswagen	2 795 763	168 067	3 062
PSA	2 140 357	364 385	222
Ford	1 647 852	214 689	1 281
GM	1 599 738	88 594	1 010
Renault	1 575 264	287 301	44 231
Constructeurs japonais	1 546 031	230 511	6 549
Fiat	1 419 027	264 142	63 305
DaimlerChrysler	942 058	168 843	91 701
BMW	542 551	2 539	-
Constructeurs coréens	410 982	39 412	50
Rover	160 429	677	-
Man	-	-	52 039
Volvo Trucks	-	-	41 147
Scania	-	-	33 722
DAF	-	15	35 243

(1) EU-15 (L excl.), CZ, HU et SK.

Source: ACEA.

EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ

Le secteur des véhicules automobiles comptait 1,22 million de personnes occupées dans l'Union européenne en 2000, soit 22 000 de moins par rapport à 1999. L'Allemagne a été de loin le premier employeur, avec 565 000 personnes occupées, soit 46 % du total communautaire.

Le secteur des véhicules automobiles se caractérisait, à la fin des années 90, par un recul de la productivité apparente de la main-d'œuvre dans plusieurs États membres. Cette tendance a été observée en Allemagne, en Espagne, en Italie et au Royaume-Uni entre 1997 et 2000 ⁽⁵⁾.

⁽⁵⁾ EL, IRL, L, NL, A et S, non disponibles ou incomplets pour la période 1997-2000.

COMMERCE EXTÉRIEUR

On constate que de nombreux constructeurs américains ou asiatiques produisent dans le marché unique la plupart de leurs véhicules automobiles destinés à la consommation européenne et que, parallèlement, les constructeurs européens ont de plus en plus tendance à délocaliser leur production hors des frontières de l'Union européenne. Les statistiques du commerce extérieur ne tiennent compte que des échanges physiques de biens entre pays et ne comprennent pas les échanges entre sociétés d'un même groupe ⁽⁶⁾.

⁽⁶⁾ Echanges au sein d'une entreprise contrôlée par une entité non résidente, par exemple un constructeur automobile japonais ayant une usine dans l'Union européenne.

Les véhicules automobiles ont représenté 43,6 % des exportations communautaires de matériel de transport en 2001 et 31,4 % des importations de ces produits. L'Union européenne a enregistré un excédent commercial de 36,2 milliards d'euros dans le secteur des véhicules automobiles en 2001. Entre 1991 et 2001, la valeur des exportations et des importations de ces produits a augmenté à un rythme assez rapide: elle s'est multipliée par 2,8 dans le cas des exportations et par 2,3 dans celui des importations.

Le Japon a été le premier fournisseur de véhicules automobiles de l'Union européenne avec 29,1 % des importations communautaires en 2001. Cette part s'est considérablement réduite depuis 1991, date à laquelle l'Union européenne se procurait au Japon un peu plus de 70 % de ses importations. La composition des importations a donc rapidement évolué entre 1991 et 2001: les importations en provenance de la Hongrie, la Pologne, la République tchèque et la Corée du Sud se sont fortement développées. Les importations provenant de Hongrie, qui ne représentaient que 0,3 % des importations communautaires en 1991, sont passées à 12,3 % en 2001 (supplantant les États-Unis au rang de deuxième fournisseur de l'Union européenne).

En ce qui concerne les exportations, les États-Unis ont constitué le premier marché de l'Union européenne avec un peu plus d'un tiers (34,9 %) de l'ensemble des exportations en 2001. Hormis ce pays, dont la part dans les exportations communautaires a augmenté de 13,8 points de pourcentage entre 1991 et 2001, l'Australie, la Russie, l'Afrique du Sud et le Mexique ont été les seuls pays à faire état d'une augmentation de plus d'un point de pourcentage de leur part des exportations communautaires.

Tableau 12.7

Véhicules automobiles; carrosseries et remorques (CPA groupes 34.1 et 34.2)
Indicateurs du commerce extérieur de l'UE

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Exportations extracomm. (millions d'euros)	25 295	25 355	30 336	37 255	40 669	44 294	50 407	52 056	52 166	66 657	73 009
Importations extracomm. (millions d'euros)	15 838	16 706	14 401	14 343	15 228	16 768	22 187	28 187	33 170	36 108	36 802
Balance commerciale (millions d'euros)	9 457	8 649	15 936	22 913	25 441	27 526	28 219	23 868	18 996	30 549	36 207
Taux de couverture (%)	159,7	151,8	210,7	259,8	267,1	264,2	227,2	184,7	157,3	184,6	198,4

Source: Eurostat, Comext.

12.2: ÉQUIPEMENTS AUTOMOBILES

Ce sous-chapitre couvre le dernier groupe de la division 34 de la NACE, à savoir la fabrication de parties et accessoires pour les véhicules automobiles et leurs moteurs (groupe 34.3). Les données présentées dans ce sous-chapitre ne couvrent pas la fabrication de pneus (chapitre 6), de batteries ou de matériels électriques pour véhicules automobiles (chapitre 11).

La demande d'équipements automobiles est habituellement divisée en deux segments: d'une part les équipements d'origine livrés aux constructeurs automobiles et d'autre part les pièces de rechange qui constituent un segment généralement désigné sous le nom de marché de deuxième monte. Les constructeurs automobiles ont tendance à ne traiter qu'avec les fournisseurs de premier niveau qui assemblent des systèmes complets (comme les freins ou la direction) tandis qu'il existe littéralement des milliers de petites entreprises qui rivalisent dans le marché de deuxième monte sur les pièces de rechange et les accessoires de marque. La demande de produits

du marché de deuxième monte est généralement plus stable elle repose principalement sur le besoin de remplacer une pièce défectueuse ou endommagée tandis que la demande d'équipements d'origine est fondamentalement tributaire du nombre de véhicules construits.

PROFIL STRUCTUREL

Le secteur des équipements automobiles a généré 35,4 milliards d'euros de valeur ajoutée en 2000, soit 23,8 % du total du matériel de transport. L'Allemagne en a réalisé 45,6 % en 2000 et a aussi affiché le taux de spécialisation le plus élevé de l'Union européenne. D'ailleurs, l'importance des équipementiers allemands était telle que l'Espagne a été le seul autre pays à déclarer une spécialisation relative dans ce secteur (7).

La production d'équipements automobiles a fortement augmenté au cours des années 90. Cette évolution est partiellement attribuable à une réorientation des activités des constructeurs automobiles qui ont préféré privilégier leur fonction principale et vendre leurs branches de fabrication d'équipements. Entre 1990 et 2000, la valeur ajoutée générée par le secteur des équipements automobiles est passée de 15 % à presque 24 % de la valeur ajoutée totale du matériel de transport. Le Danemark, l'Allemagne, l'Italie, l'Autriche et le Royaume-Uni ont enregistré des changements structurels plus importants dans ce secteur leur progression en termes de part de valeur ajoutée sur l'ensemble du matériel de transport ayant été encore plus importante.

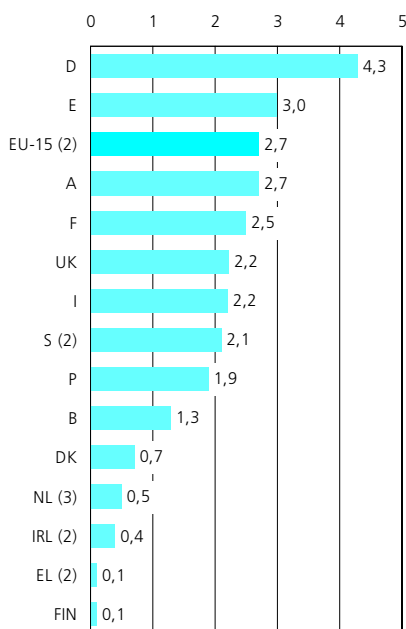
EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ

Le secteur des équipements automobiles occupait 681 000 personnes en 2000 dans l'Union européenne, soit un quart des personnes occupées travaillant dans le secteur du matériel de transport. En 1990, ce secteur employait 538 000 personnes. On constate donc une augmentation moyenne annuelle de 2,4 % du nombre de personnes occupées dans ce secteur.

En 2000, la productivité apparente de la main-d'œuvre du secteur des équipements automobiles oscillait, en général, entre 40 000 et 60 000 euros par personne occupée. Pour trois pays seulement elle sortait de ces limites: l'Autriche (vers le haut) et le Portugal et la Grèce (vers le bas) (8). La fabrication d'équipements automobiles est une activité à assez fort coefficient de main-d'œuvre comme le prouve le fait que l'Autriche et la Finlande aient été les seuls pays à faire état d'une productivité supérieure dans ce secteur supérieur à celle du secteur du matériel de transport.

(8) EL, IRL et S, 1999; L et NL, non disponibles.

Graphique 12.4
Fabrication d'équipements automobiles (NACE groupe 34.3)
Part de la valeur ajoutée dans l'industrie manufacturière, 2000 (%) (1)



(1) L, non disponible.

(2) 1999.

(3) 1998.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent_l_ms).

(7) EL, IRL et S, 1999; NL, 1998; L, non disponible.

COMMERCE EXTÉRIEUR

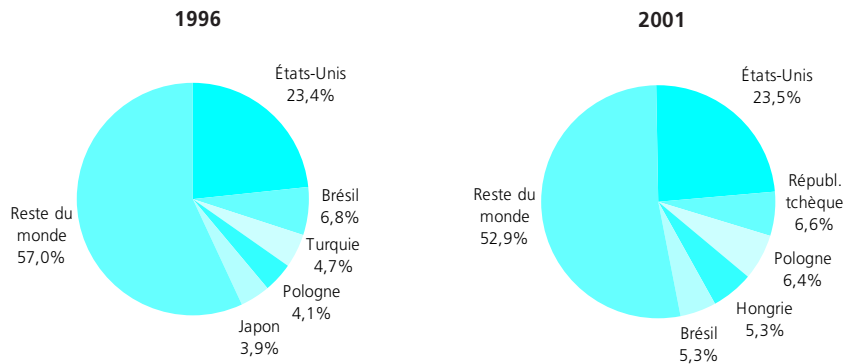
La balance commerciale communautaire des équipements automobiles a été excédentaire de 7,6 milliards d'euros en 2001. Entre 1991 et 2001, les exportations ont été multipliées par 2,7 et les importations par 3,9. Au cours de cette période, l'excédent commercial de l'Union européenne a d'abord augmenté entre 1992 et 1997 puis s'est contracté les deux années suivantes. En 2000, une forte croissance (un peu plus de 25 %) tant des importations que des exportations a donné lieu à une nouvelle expansion de l'excédent commercial. Selon les dernières données disponibles, les exportations d'équipements automobiles ont baissé en 2001 pour la première fois depuis 1992 alors que les importations augmentaient de 6,7 %.

Dans le domaine des équipements automobiles, la trajectoire des partenaires commerciaux de l'Union européenne a été fort semblable à celle des véhicules automobiles. On retrouve en effet un recul de la part du Japon dans les importations communautaires d'équipements (de 40,0 % en 1991 à 20,5 % en 2001) et une expansion rapide de celles de la République tchèque (11,6 % en 2001), de la Pologne (7,5 %) et de la Hongrie (6,8 %).

Les États-Unis ont été le premier client de l'Union européenne avec près d'un quart (23,5 %) de des produits livrés en 2001. Cette même année, la République tchèque, la Pologne, la Hongrie, le Brésil et le Mexique ont absorbé individuellement entre 5 % et 7 % des exportations communautaires.

Graphique 12.5

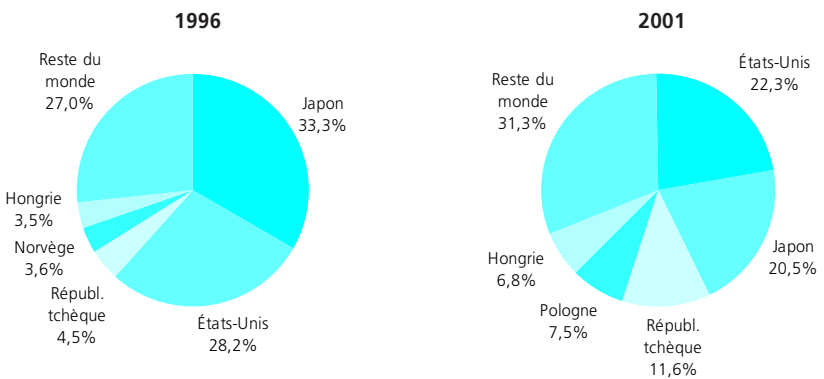
**Équipements automobiles (CPA groupe 34.3)
Destination des exportations extracommunautaires**



Source: Eurostat, Comext.

Graphique 12.6

**Équipements automobiles (CPA groupe 34.3)
Origine des importations extracommunautaires**



Source: Eurostat, Comext.

12.3: MATÉRIEL AÉROSPATIAL

Ce sous-chapitre comprend la construction d'avions conçus pour le transport de passagers ou de marchandises et les applications militaires. Ces activités sont classées dans le groupe 35.3 de la NACE. Les données présentées couvrent également d'autres moyens de transport aérien tels que planeurs, ballons et véhicules spatiaux ainsi que la fabrication de parties et accessoires destinés à la construction aéronautique et spatiale.

L'industrie aérospatiale se caractérise elle aussi par sa structure pyramidale au sommet de laquelle se trouve un nombre très restreint d'acteurs mondiaux et par une forte concentration de la production. Cette constatation n'est nulle part aussi évidente que dans le marché des grands avions civils où l'on ne compte que deux grands fabricants au monde: Airbus et Boeing.

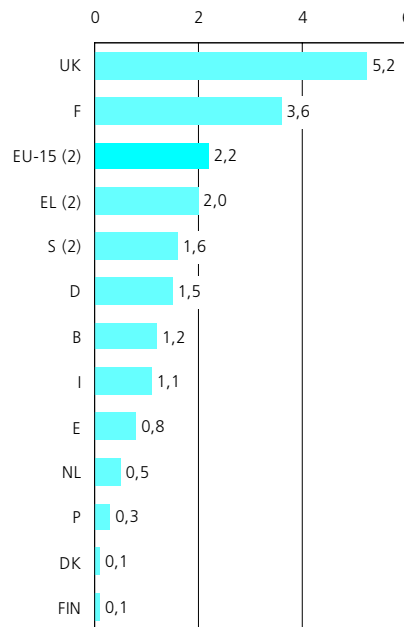
La demande de matériel aérospatial peut fortement fluctuer au gré de la conjoncture économique (le nombre de voyages, tant d'affaires que de loisirs, chute en période de récession). Par ailleurs, des secousses comme les attaques terroristes du 11 septembre 2001 peuvent aussi avoir un impact significatif sur la demande de voyages aériens et entraîner l'annulation ou le report de nouvelles commandes.

PROFIL STRUCTUREL

Le secteur aérospatial a généré 28 milliards de valeur ajoutée dans l'Union européenne en 2000. Le Royaume-Uni a été le premier producteur de matériel aérospatial (en termes de valeur ajoutée) avec 11 milliards d'euros, soit environ 40 % du total communautaire. La France et l'Allemagne ont contribué, de plus de 20 % individuellement, à la valeur ajoutée communautaire en 2000. En termes relatifs, la France et le Royaume-Uni ont été les seuls États membres à faire état d'une spécialisation relative dans la fabrication de matériel aérospatial.

La recherche constitue un facteur important dans le secteur aérospatial. En effet, ce dernier a été à l'origine de 10 % au moins des dépenses de R&D encourues par les entreprises en France, en Italie, en Espagne et au Royaume-Uni à la fin des années 90 et de 9,1 % des dépenses de R&D des sociétés allemandes. Compte tenu de l'importance des économies d'échelle et du niveau de concentration des entreprises, il n'est guère surprenant de

Graphique 12.7 Construction aéronautique et spatiale (NACE groupe 35.3) Part de la valeur ajoutée dans l'industrie manufacturière, 2000 (%) (1)



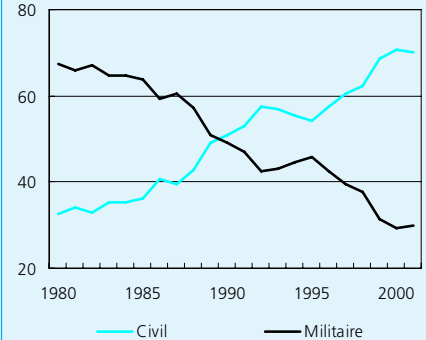
(1) IRL, L et A, non disponibles.
(2) 1999.
Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent_1_ms).

constater que, en dehors de ces cinq grandes économies de l'Union européenne, le niveau des dépenses de R&D aérospatiale consenties par les entreprises a été très faible.

L'Association européenne des constructeurs de matériel aérospatial (AECMA) dispose d'informations relatives au chiffre d'affaires consolidé du marché aérospatial. Ces données mettent en évidence le retournement qui s'est opéré, au cours des deux dernières décennies, entre la demande civile et la demande militaire (voir graphique 12.8). Pendant cette période, l'importance du secteur civil n'a cessé de croître, à tel point qu'en 2000 sa part du marché aérospatial avait atteint 70,8 %.

Deux secteurs ont conjointement généré près de la moitié du chiffre d'affaires de l'industrie aérospatiale en 2000: la fabrication de grands avions civils (25 % du total) et la maintenance aéronautique (22 %). Deux autres secteurs ont représenté plus de 10 % du chiffre d'affaires total: la fabrication d'avions militaires et la fabrication de moteurs d'avions (voir tableau 12.8).

Graphique 12.8 Ventilation du chiffre d'affaires consolidé de l'industrie aérospatiale dans l'UE (%)



Source: AECMA, disponible sur <http://www.aecma.org>.

Tableau 12.8 Ventilation du chiffre d'affaires consolidé de l'industrie aérospatiale dans l'UE, 2001

	(millions d'euros)	(% de l'agrégat supérieur)
Total	80 600	100,0
Aéronefs	73 507	91,2
Produits des aéronefs (1)	36 754	45,6
Grands avions civils	20 398	55,5
Avions régionaux	1 286	3,5
Avions d'affaires	1 507	4,1
Hélicoptères	3 933	10,7
Avions militaires	9 629	26,2
Aérostructures	3 143	3,9
Moteurs d'aéronefs	9 430	11,7
Équipements d'aéronefs	6 529	8,1
Entretien des aéronefs	17 651	21,9
Missiles (1)	2 257	2,8
Espace (1)	4 836	6,0

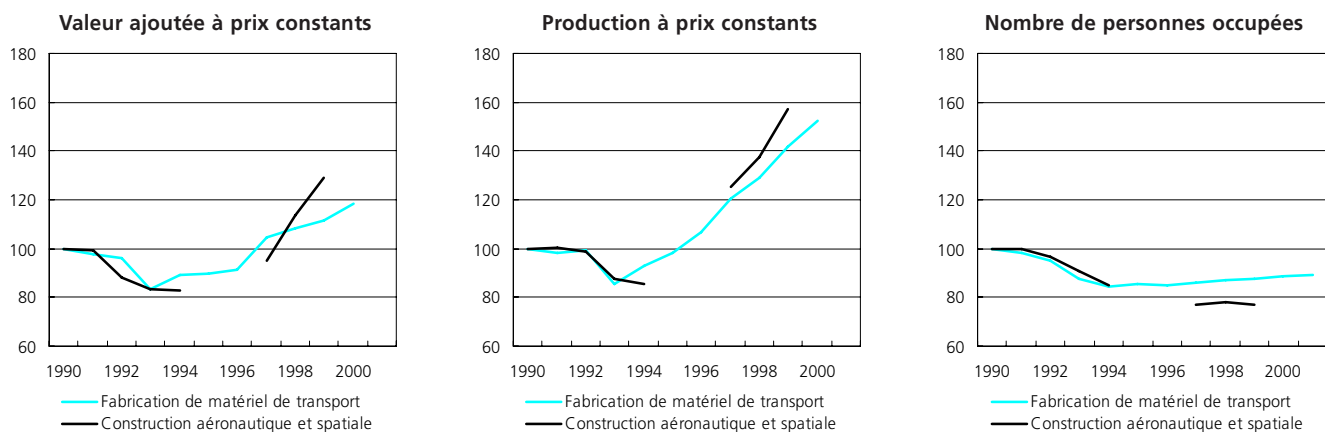
(1) Les données comprennent les moteurs et équipements provenant ou non de l'Union européenne.
Source: AECMA, disponible sur <http://www.aecma.org>.

Les données par catégorie de taille confirment l'importance des grandes entreprises dans ce secteur. En 2000, elles avaient créé plus de 90 % de la valeur ajoutée dans les trois premiers pays producteurs (Allemagne, France et Royaume-Uni).

Graphique 12.9

Construction aéronautique et spatiale (NACE groupe 35.3)

Principaux indicateurs dans l'UE (1990=100)



Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent_l_ms).

Tableau 12.9

Produits de la construction aéronautique et spatiale (CPA groupe 35.3)

Indicateurs du commerce extérieur de l'UE

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Exportations extracom. (millions d'euros)	17 722	19 886	22 654	23 189	25 392	27 097	36 030	40 548	43 374	52 930	57 112
Importations extracom. (millions d'euros)	18 795	16 189	17 881	18 044	17 417	20 245	29 765	36 482	44 650	50 877	51 789
Balance commerciale (millions d'euros)	-1 073	3 697	4 773	5 145	7 975	6 852	6 265	4 067	-1 276	2 053	5 323
Taux de couverture (%)	94,3	122,8	126,7	128,5	145,8	133,8	121,0	111,1	97,1	104,0	110,3

Source: Eurostat, Comext.

EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ

Le secteur aérospatial occupait 341 000 personnes dans l'Union européenne en 2000, soit un niveau d'emploi en forte baisse par rapport à 1990 (423 000 personnes occupées). Les effectifs britanniques (environ 35 % du total), français (23 %) et allemands (21 %) constituaient les contingents principaux.

La productivité apparente du travail a été la plus élevée au Royaume-Uni en 2000 (93 000 euros par personne occupée), devant la France et l'Allemagne (plus de 80 000 euros dans les deux cas)⁽⁹⁾. En général, les niveaux de productivité ont dépassé ceux de l'industrie manufacturière. Il n'y a que dans les pays nordiques du Danemark, de la Finlande et de la Suède que la productivité de la main-d'œuvre du secteur aérospatial a été inférieure à la moyenne manufacturière alors qu'elle dépassait cette dernière de moitié au moins en Espagne et au Royaume-Uni.

⁽⁹⁾ EL et S, 1999; IRL, L, NL et A, non disponibles.

COMMERCE EXTÉRIEUR

Les produits aérospatiaux contribuent notablement à la position du commerce extérieur de l'Union européenne. En 2001, ils ont représenté 34,1 % et 44,1 % respectivement des exportations et importations de matériel de transport. L'Union européenne a enregistré un excédent commercial de 5,3 milliards d'euros auquel les exportations ont contribué à hauteur de 57,1 milliards d'euros.

La France vient largement en tête du classement des États membres par ordre d'importance de la valeur des exportations de matériel aérospatial (intra et extracommunautaires) avec quelque 51,8 milliards d'euros, plus du double du pays suivant, l'Allemagne (24,0 milliards d'euros). La France qui a également enregistré les importations les plus importantes de produits aérospatiaux en termes de valeur (42,2 milliards d'euros). L'excédent commercial français dans ce domaine, de 9,6 milliards d'euros, a été de

loin le plus important de l'Union européenne. L'Allemagne (3,9 milliards) et le Royaume-Uni (3,2 milliards) étaient les seuls autres pays à afficher un excédent commercial non négligeable bien que la balance commerciale de la Belgique et de la Suède dans ce secteur ait aussi été également positive en 2001.

La part des exportations aérospatiales de l'Union européenne à destination des États-Unis a augmenté, passant de 28,7 % du total en 1996 à 47,8 % en 2001. Les autres grands clients de l'Union européenne en 2001 ont été la Suisse, le Canada, le Brésil (trois grandes nations dans le domaine de la construction aéronautique), Hong-kong, les Émirats arabes unis et la Chine. On retrouve ces mêmes pays dans la liste des fournisseurs communautaires. Deux tiers (66,9 %) des importations communautaires provenaient des États-Unis tandis que la Canada et la Suisse étaient les seuls autres pays à enregistrer une part supérieure à 5 %.

12.4: AUTRES MATÉRIELS DE TRANSPORT

Ce sous-chapitre regroupe les activités restantes du secteur du matériel de transport. Il comprend des informations relatives à la construction navale (groupe 35.1 de la NACE), à la construction de matériel ferroviaire roulant (groupe 35.2 de la NACE), à la fabrication de motocycles et de bicyclettes (groupe 35.4 de la NACE) et à la fabrication de matériels de transport n.c.a. (groupe 35.5 de la NACE).

CONSTRUCTION NAVALE (GROUPE 35.1 DE LA NACE)

Des quatre groupes de la NACE considérés dans ce sous-chapitre, la construction navale est l'activité la plus importante. Sa production s'est ralentie dans tous les États membres au cours des dernières années. De 1990 à 1999, la valeur ajoutée à prix constants et l'emploi de ce secteur ont respectivement diminué de 3,0 % et de 4,2 % en moyenne tous les ans. En 2000, l'Union européenne occupait 166 200 personnes dans ce secteur et générait une valeur ajoutée de 7,1 milliards d'euros.

Le Royaume-Uni était le premier constructeur naval de l'Union européenne en 2000. Avec une valeur ajoutée de 1,7 milliard d'euros, il devançait de loin l'Allemagne (1,1 milliard d'euros) qui était le seul autre pays à faire état d'une production supérieure à un milliard d'euros.

La plus forte productivité apparente de la main-d'œuvre doit également être recherchée au Royaume-Uni (56 000 euros par personne occupée), les autres pays se rangeant dans une fourchette allant de 40 000 à 50 000 euros (10). Le Portugal a été le seul pays à déclarer une productivité dans ce secteur supérieure à la moyenne manufacturière.

Le tableau 12.11 présente une analyse du marché mondial de la construction navale en termes de nouvelles commandes et de commandes achevées. Les données présentées se réfèrent aux deux principaux constructeurs mondiaux, à savoir le Japon et la Corée du Sud, et à l'Europe (11). La rapide expansion de la construction navale en Corée du Sud apparaît à l'évidence: la part de ce pays sur le nombre total de navires achevés dans le monde a atteint 30,2 % en 2001, 6,7 points de pourcentage de plus qu'en 1997.

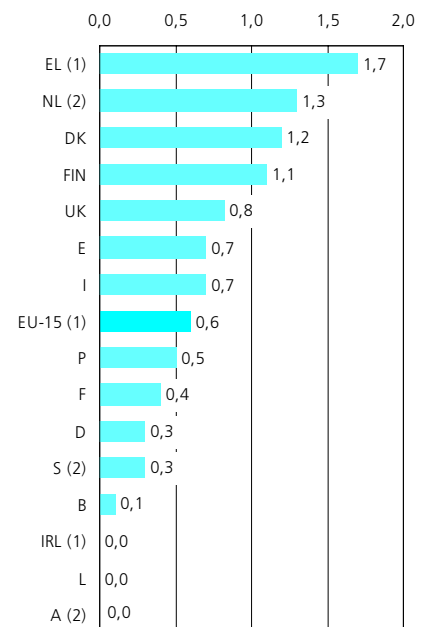
À moyen terme, la part de la Corée du Sud sur le nombre de navires achevés devrait se tasser compte tenu du recul du pourcentage de nouvelles commandes enregistré par ce pays (29,9 % en 2001 contre 35,8 % en 2000). La réduction du nombre de nouvelles commandes confiées aux constructeurs navals européens a été encore plus prononcée puisqu'elle est passée de 24,8 % en 2000 à 17,1 % en 2001.

La valeur des exportations communautaires de navires s'est élevée à 10,7 milliards d'euros en 2001 et celle des importations à 6,9 milliards. Malgré un excédent commercial d'environ 3,8 milliards d'euros, on constate une rapide augmentation des importations communautaires. Entre 1997 et 2001, elles s'étaient développées de 131,8 % alors que les exportations n'avaient augmenté que de 36,3 %.

(10) EL et IRL, 1999; S, 1998; L, NL et A, non disponibles.

(11) EU-15, NO, PL et RO; les données concernant RO remontent seulement à 2000.

Graphique 12.10 Construction navale (NACE groupe 35.1) Part de la valeur ajoutée dans l'industrie manufacturière, 2000 (%)



(1) 1999.

(2) 1998.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent_l_ms).

Tableau 12.10 Construction navale (NACE groupe 35.1) Principaux indicateurs dans l'UE

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Production (millions d'euros)	21 130	20 773	17 977	18 845	19 104	21 211	22 026	24 390	23 838	:	:
Nombre de personnes occupées (milliers)	251	235	212	200	191	185	179	179	177	166	:
Valeur ajoutée (millions d'euros)	8 101	8 125	6 783	6 673	6 623	6 590	6 503	7 082	7 296	7 087	:
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)	6 512	6 359	5 824	6 190	5 706	5 707	5 670	5 679	5 557	5 516	:
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)	32,3	34,5	31,9	33,4	34,7	35,6	36,4	39,6	41,1	42,6	:
Productivité simple du travail ajust. des salaires (%)	124,4	127,8	116,5	107,8	116,1	115,5	114,7	124,7	131,3	128,5	:

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent_l_ms).

Les statistiques du commerce extérieur de la construction navale sont généralement biaisées par l'existence des fameux pavillons de complaisance de pays tels que le Liberia, les Bahamas ou les Bermudes. Ces pays figurent souvent au rang des principaux partenaires commerciaux de l'Union européenne alors que les propriétaires des navires (qu'il s'agisse d'entreprises ou de particuliers) résident normalement ailleurs.

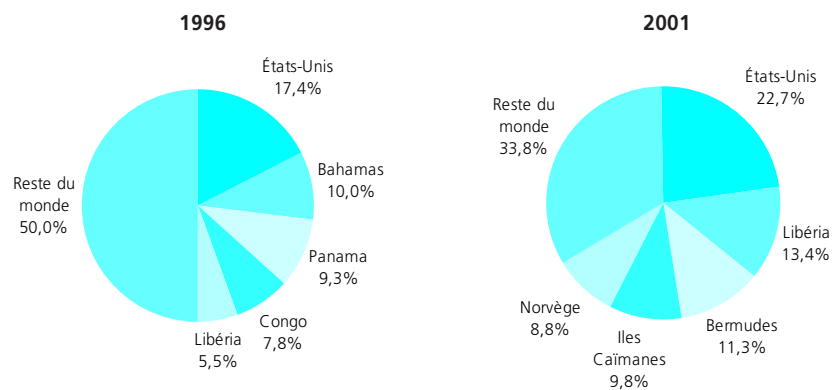
La Corée du Sud et le Japon ont été, traditionnellement, les deux principaux fournisseurs de navires de l'Union européenne. La part nipponne des importations communautaires a fortement diminué entre 1991 et 1996 (passant de 23,2 % à 7,9 %), avant de se redresser pour atteindre 9,9 % en 2001. Par contre, la part de la Corée du Sud s'est constamment accrue au cours des années 90 même si elle s'est tassée entre 2000 et 2001 (passant de 20,3 % à 18,2 %).

Tableau 12.11
Ventilation du marché mondial de la construction navale (%) (1)

	1997	1998	1999	2000	2001
Achèvements					
Europe (2)	23,7	24,8	23,4	24,4	23,6
Corée du Sud	23,5	20,3	24,9	32,4	30,2
Japon	37,2	38,0	34,6	30,9	32,1
Reste du monde	15,6	16,9	17,1	12,2	14,1
Nouvelles commandes					
Europe (2)	17,1	28,5	21,1	24,8	17,1
Corée du Sud	27,5	24,4	32,5	35,8	29,9
Japon	39,1	31,3	26,3	25,5	33,3
Reste du monde	16,3	15,7	20,1	13,9	19,7

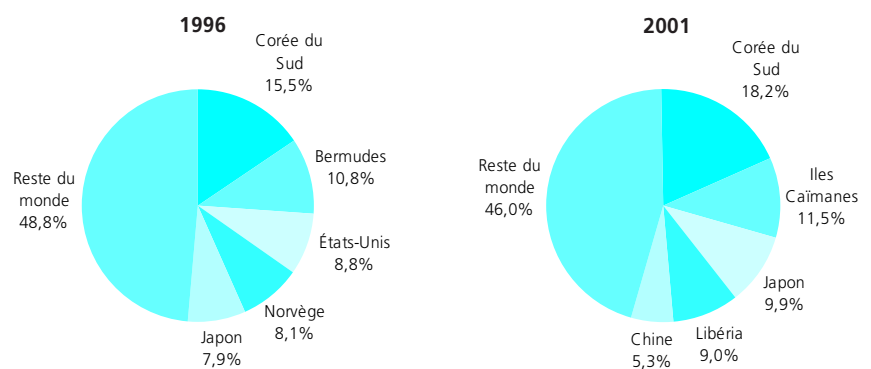
(1) Données sur base du tonnage brut compensé.
(2) EU-15, NO, PL et RO; données pour RO uniquement à partir de 2000.
Source: Lloyd's Register of Shipping in Rapport annuel de l'AWES 2001-2002.

Graphique 12.11
Produits de la construction navale (CPA groupe 35.1)
Destination des exportations extracommunautaires



Source: Eurostat, Comext.

Graphique 12.12
Produits de la construction navale (CPA groupe 35.1)
Origine des importations extracommunautaires



Source: Eurostat, Comext.

CONSTRUCTION DE MATÉRIEL FERROVIAIRE ROULANT (GROUPE 35.2 DE LA NACE)

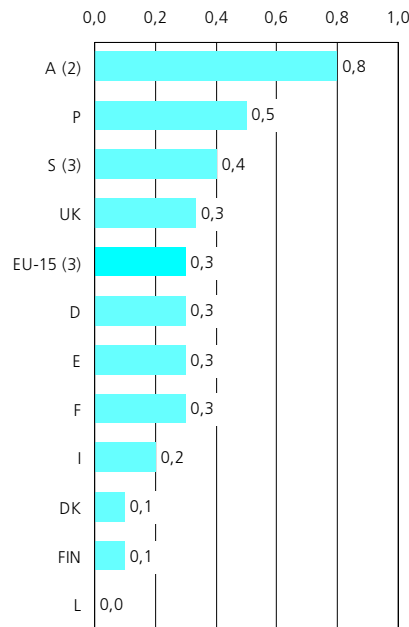
En 2000, le secteur de la construction de matériel ferroviaire a généré dans l'Union européenne une valeur ajoutée de 3,7 milliards d'euros. À prix constants, la production a augmenté en moyenne de 2,3 % par an entre 1990 et 1999, tandis que le nombre de personnes occupées baissait annuellement de 1,6 %. En 2000, ce secteur occupait 85 400 personnes.

L'Allemagne a été le premier constructeur de matériel ferroviaire avec 32 % de la valeur ajoutée générée par l'Union européenne en 2000.

C'est au Royaume-Uni que l'on trouve la productivité apparente de la main-d'œuvre la plus élevée (58 000 euros par personne occupée). L'Autriche, le Danemark, le Portugal et l'Espagne ont été les seuls pays à faire état d'une productivité de la main-d'œuvre supérieure, dans ce secteur, à la moyenne manufacturière. Ces trois mêmes pays ⁽¹²⁾ ont aussi enregistré un coût unitaire de la main-d'œuvre relativement élevé, supérieur également à leur moyenne manufacturière respective. La productivité du travail ajustée des salaires a été inférieure à 100 % en Allemagne pendant les six années qui se sont écoulées entre 1995 et 2000 .

⁽¹²⁾ DK, non disponible.

Graphique 12.13
Construction de matériel ferroviaire roulant (NACE groupe 35.2)
Part de la valeur ajoutée dans l'industrie manufacturière, 2000 (%) (1)



(1) B, EL, IRL et NL, non disponibles.

(2) 1998.

(3) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent_l_ms).

La balance commerciale communautaire a été excédentaire de 896 millions d'euros dans le secteur du matériel ferroviaire en 2001. Ce résultat est l'un des moins favorables que l'Union européenne ait enregistré depuis 1991 (entre 1991 et 2001, l'Union européenne a dégagé des excédents commerciaux allant de 660 à 1 400 millions d'euros).

Tableau 12.12
Construction de matériel ferroviaire roulant (NACE groupe 35.2)
Principaux indicateurs dans l'UE

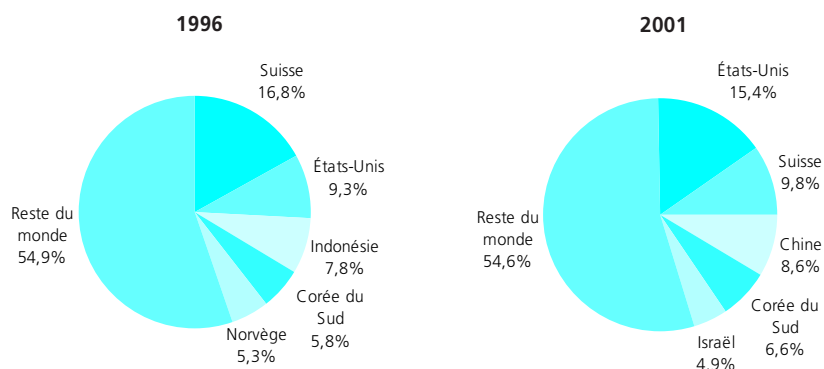
	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Production (millions d'euros)	7 404	8 723	9 890	9 544	9 539	:	11 764	12 353	12 591	:	:
Nombre de personnes occupées (milliers)	96	100	103	94	88	:	86	84	84	85	:
Valeur ajoutée (millions d'euros)	2 950	3 293	3 714	3 468	3 362	:	3 728	2 964	3 906	3 678	:
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)	2 603	2 861	3 173	3 046	3 010	:	3 271	3 255	3 418	3 582	:
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)	30,7	33,0	36,0	36,8	38,2	:	43,2	35,5	46,4	43,1	:
Productivité simple du travail ajust. des salaires (%)	113,3	115,1	117,1	113,9	111,7	:	114,0	91,1	114,3	102,7	:

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent_l_ms).

Graphique 12.14

Matériel ferroviaire roulant (CPA groupe 35.2)

Destination des exportations extracommunautaires

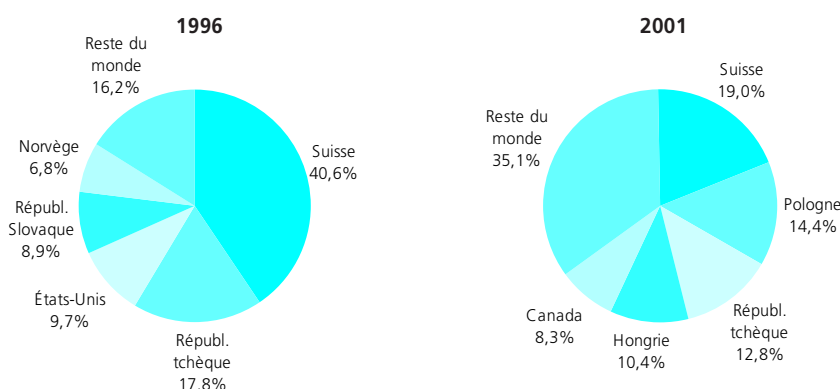


Source: Eurostat, Comext.

Graphique 12.15

Matériel ferroviaire roulant (CPA groupe 35.2)

Origine des importations extracommunautaires



Source: Eurostat, Comext.

Tableau 12.13

Production de bicyclettes et de motocyclettes dans l'UE, 2000 (unités) (1)

	Ventes ou prod. destinée à la vente
Bicyclettes et autres cycles avec roulements à billes (2)	10 399 871
Bicyclettes et autres cycles..., sans roulements à billes	2 045 391
Motocyclettes à moteur à piston alternatif <= 50 cm³ (cyclomoteurs)	1 252 080
Motocyclettes à moteur à piston alternatif > 50 cm³, <= 250 cm³ : scooters	356 546
Motocyclettes à moteur à piston alternatif > 50 cm³, <= 250 cm³, non scooters (3)	73 065
Motocyclettes à moteur à piston alternatif > 250 cm³ et <= 500 cm³	30 423
Motocyclettes à moteur à piston alternatif > 800 cm³	128 627

(1) Le tableau reprend une sélection de produits du groupe CPA 35.4 pour lesquels un total EU-15 est disponible; noter qu'un total EU-15 n'est pas disponible pour les produits suivants: motocyclettes à moteur à piston alternatif d'une cylindrée > 500 cm³, <= 800 cm³; bi-cross + BMX; vélo-tout-terrain; monotubes pliables ou non pliables; bicyclettes touristes; bicyclettes sports; bicyclettes courses.

(2) 1998.

(3) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques de production et des marchés (theme4/europrom).

FABRICATION DE MOTOCYCLES ET DE BICYCLETTES (GROUPE 35.4 DE LA NACE)

On ne dispose pas, pour ce secteur, de chiffres récents permettant de calculer la valeur ajoutée totale générée dans l'Union européenne. Un total partiel se référant à 11 États membres ⁽¹³⁾ indique cependant que la valeur ajoutée générée en 2000 a atteint 2,1 milliards d'euros. L'Italie a été le premier producteur de motocyclettes et de bicyclettes avec près de la moitié (4,5 %) du total communautaire. Ce secteur occupait 47 600 personnes en 2000 ⁽¹⁴⁾.

Selon les données PRODCOM (voir tableau 12.13) relatives à un certain nombre de rubriques du groupe 35.4 de la CPA, quelque 1,9 million de cyclomoteurs et de motocyclettes et environ 12 millions de bicyclettes ont été fabriqués dans l'Union européenne en 2000.

Les motocyclettes et les bicyclettes sont l'un des rares groupes de produits de matériel de transport à avoir enregistré un déficit commercial qui s'est élevé, en 2001, à 3,5 milliards d'euros et auquel ont contribué des importations à hauteur de 5,0 milliards d'euros. Le Japon a été le principal fournisseur de l'Union européenne avec plus de la moitié des importations communautaires de motocyclettes et de bicyclettes en 2001 en valeur (à comparer à la part de 58,3 % enregistrée par ce pays en 1991). Le Japon, Taïwan et les États-Unis ont fourni plus des trois quarts des importations communautaires. Une large part des importations restantes provenait de pays asiatiques comme la Chine, le Vietnam, la Malaisie et l'Inde.

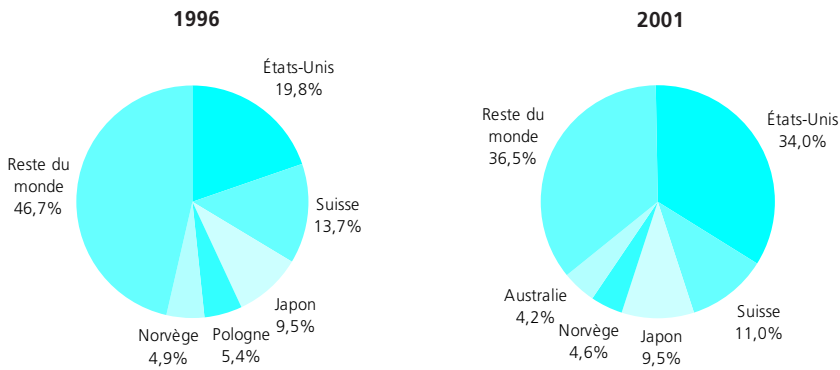
⁽¹³⁾ S, 1999; EL et NL, 1998; B et IRL, non disponibles.

⁽¹⁴⁾ EL et S, 1999; B et IRL, non disponibles.

Graphique 12.16

Motocycles et bicyclettes (CPA groupe 35.4)

Destination des exportations extracommunautaires

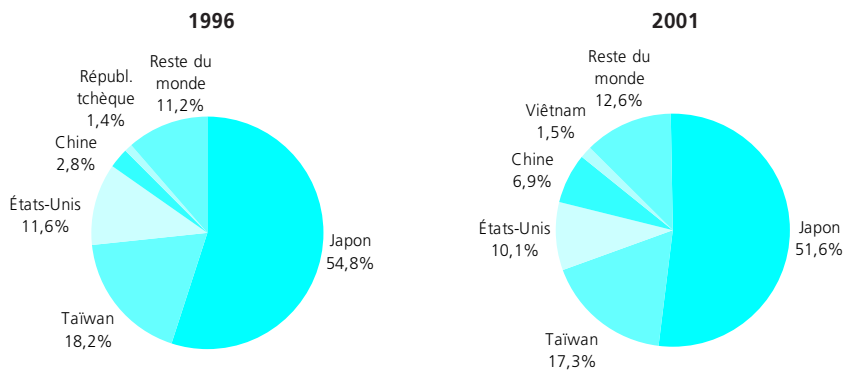


Source: Eurostat, Comext.

Graphique 12.17

Motocycles et bicyclettes (CPA groupe 35.4)

Origine des importations extracommunautaires



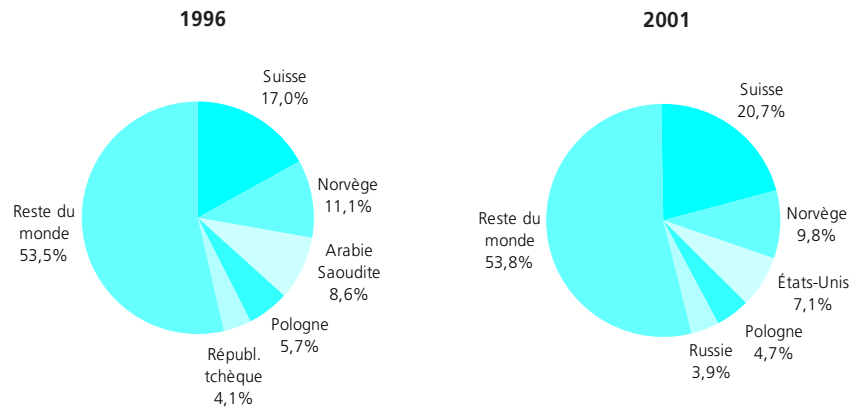
Source: Eurostat, Comext.

FABRICATION DE MATÉRIELS DE TRANSPORT N.C.A. (GROUPE 35.5 DE LA NACE)

Quelle que soit l'indicateur choisie, l'importance de ce groupe qui rassemble des activités comme la fabrication de brouettes, de diables ou de véhicules à traction animale est très réduite. Sa production s'est élevée à 300 millions d'euros en 2000, soit 0,2 % de la valeur ajoutée générée dans l'Union européenne par le secteur du matériel de transport. Il occupait environ 6 300 personnes en 2000 ⁽¹⁵⁾. Les exportations communautaires de ce groupe ont atteint 97 millions d'euros en 2001 et les importations 224 millions. Près de la moitié des importations communautaires de ces produits (49,6 %) provenait de la Chine.

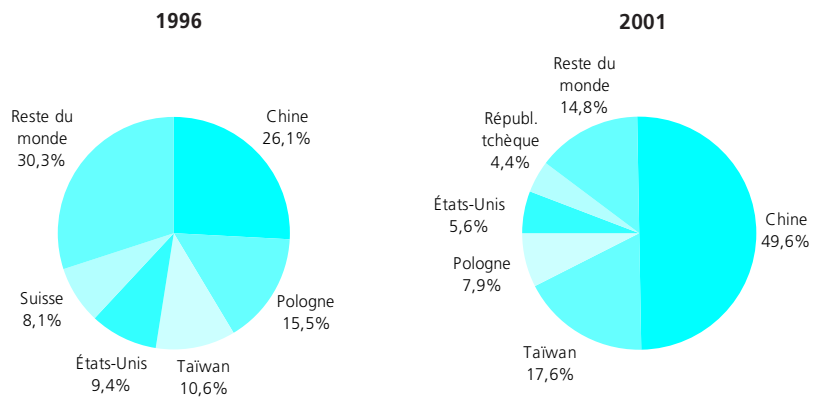
⁽¹⁵⁾ EL, 1999; IRL, NL et S, non disponibles.

Graphique 12.18
Matériels de transport n.c.a. (CPA groupe 35.5)
Destination des exportations extracommunautaires



Source: Eurostat, Comext.

Graphique 12.19
Matériels de transport n.c.a. (CPA groupe 35.5)
Origine des importations extracommunautaires



Source: Eurostat, Comext.

Tableau 12.14

Construction de véhicules automobiles; fabrication de carrosseries et remorques (NACE groupes 34.1 et 34.2)
Principaux indicateurs, 2000

	B	DK	D	EL (1)	E	F	IRL (2)	I	L	NL (3)	A	P	FIN	S (1)	UK
Production (millions d'euros)	13 785	622	162 613	294	34 254	93 643	135	28 651	:	5 910	4 793	3 141	829	16 576	41 156
Nombre de personnes occupées (milliers)	44	3	565	2	98	175	1	96	:	19	17	13	7	53	125
Valeur ajoutée (millions d'euros)	2 669	168	32 106	52	5 286	12 704	35	4 229	:	1 282	1 179	659	308	4 922	6 689
Achats de biens et services (millions d'euros)	12 368	464	159 398	262	38 182	83 986	112	30 772	:	5 147	3 741	3 096	564	18 354	42 832
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros) (4)	2 005	131	31 463	31	3 280	7 621	19	3 240	:	678	744	244	221	2 276	5 724
Investissem. bruts corporels (millions d'euros) (5)	702,3	:	6 728,0	:	1 350,2	:	6,2	1 142,9	:	:	221,7	212,6	19,4	701,3	:
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)	60,3	49,2	56,9	34,9	53,7	72,7	36,4	43,9	:	:	68,2	50,6	45,8	93,6	53,6
Productiv. simple du travail ajust. des sal. (%) (4)	133,1	139,1	102,0	122,6	161,2	154,0	187,2	130,5	:	189,0	158,6	270,4	139,1	216,3	116,9
Taux brut d'exploitation (%) (4)	4,5	9,1	0,3	5,2	4,7	4,5	11,7	2,9	:	9,5	8,9	11,1	10,1	11,8	1,9

(1) 1999. (2) 1998. (3) 1998, sauf personnes occupées. (4) DK et F, 1999; EL, 1998. (5) D, 1999.
 Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent_l_ms).

Tableau 12.15

Fabrication d'équipements automobiles (NACE groupe 34.3)
Principaux indicateurs, 2000

	B	DK	D	EL (1)	E	F	IRL (1)	I	L	NL (2)	A	P	FIN	S (1)	UK
Production (millions d'euros)	2 061	346	46 553	18	10 355	19 926	303	12 038	:	780	2 475	1 339	88	2 482	13 446
Nombre de personnes occupées (milliers)	10	3	281	0	67	95	2	73	:	6	11	15	1	18	93
Valeur ajoutée (millions d'euros)	560	154	16 113	10	3 013	4 715	99	3 331	:	218	849	345	34	861	4 658
Achats de biens et services (millions d'euros)	1 610	212	38 372	11	7 633	16 152	206	9 012	:	629	2 012	1 010	56	1 658	9 195
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros) (3)	369	118	13 143	5	1 936	3 051	52	2 298	:	157	422	212	24	642	3 605
Investissem. bruts corporels (millions d'euros) (4)	131,4	:	2 293,3	:	571,2	:	22,8	633,0	:	:	138,1	95,2	4,2	180,8	:
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)	57,9	46,1	57,4	25,3	44,9	49,6	43,0	45,7	:	:	78,4	22,7	44,5	47,9	49,8
Productiv. simple du travail ajust. des sal. (%) (3)	151,7	127,3	122,6	150,0	155,6	145,3	190,2	145,0	:	138,5	201,2	162,7	142,1	134,2	129,2
Taux brut d'exploitation (%) (3)	8,8	9,4	5,5	15,1	10,3	8,2	15,5	8,5	:	7,2	15,4	9,9	11,4	8,8	7,6

(1) 1999. (2) 1998, sauf personnes occupées. (3) DK et F, 1999; EL, 1998. (4) D, 1999.
 Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent_l_ms).

Tableau 12.16

Industrie automobile (NACE division 34)
Principaux indicateurs, 2000

	BG (1)	CY (2)	CZ	EE	HU	LV	LT	MT	PL	RO	SK	SI (3)	TR
Production (millions d'euros)	21	14	7 010	54	5 811	20	5	:	8 083	968	2 218	1 207	:
Nombre de personnes occupées (milliers) (4)	4	0	79	1	33	1	0	:	103	76	15	:	:
Valeur ajoutée (millions d'euros)	8	6	1 291	22	1 199	3	1	:	1 408	275	282	114	:
Achats de biens et services (millions d'euros)	19	:	6 023	35	5 188	9	4	:	7 770	847	1 926	1 127	:
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)	7	:	593	10	255	2	1	:	744	204	99	88	:
Investissements bruts corporels (millions d'euros) (5)	0,9	0,9	561,6	2,9	2,3	0,7	0,5	:	647,8	637,7	162,3	38,1	:
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.) (4)	1,9	19,1	16,4	16,1	36,1	4,8	1,9	:	11,9	3,6	19,3	:	:
Productivité simple du travail ajust. des salaires (%)	111,0	:	217,8	210,8	470,4	139,1	80,0	:	189,1	134,9	286,7	129,2	:
Taux brut d'exploitation (%)	4,4	:	9,8	20,0	15,0	5,5	-5,0	:	7,4	7,9	8,3	2,0	:

(1) 1999, sauf coût de la main-d'œuvre. (2) 1998. (3) 1999. (4) PL, 1998. (5) CZ, 1999.
 Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter_cc).

Tableau 12.17

Construction navale (NACE groupe 35.1)
Principaux indicateurs, 2000

	B	DK	D	EL (1)	E	F	IRL (1)	I	L	NL (2)	A (3)	P	FIN	S (3)	UK
Production (millions d'euros)	153	925	4 648	221	2 528	3 778	31	3 477	0	2 466	18	260	1 620	383	3 650
Nombre de personnes occupées (milliers)	1	6	24	7	28	16	0	20	0	13	0	5	11	3	31
Valeur ajoutée (millions d'euros)	60	269	1 139	134	687	829	13	994	0	545	8	96	339	128	1 719
Achats de biens et services (millions d'euros)	101	747	3 637	97	1 877	2 987	20	2 847	0	1 993	11	180	1 330	259	1 926
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros) (4)	49	254	1 051	147	736	512	11	633	0	424	7	87	341	121	1 099
Investissem. bruts corporels (millions d'euros) (5)	6,5	:	82,1	:	118,8	:	0,9	91,7	:	:	0,7	10,6	25,3	14,0	:
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)	42,0	43,8	46,7	19,9	24,4	51,7	27,5	49,0	:	:	39,2	19,6	32,0	38,7	56,1
Productiv. simple du travail ajust. des sal. (%) (4)	122,0	117,1	108,4	126,3	93,4	146,3	117,3	156,9	:	128,7	122,1	109,6	99,4	105,1	156,5
Taux brut d'exploitation (%) (4)	6,8	4,3	2,1	13,5	-1,9	7,9	5,6	7,6	:	6,0	8,0	3,0	-0,3	1,5	17,4

(1) 1999. (2) 1998, sauf personnes occupées. (3) 1998. (4) DK et F, 1999; EL, 1998. (5) D, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent_l_ms).

Tableau 12.18

Construction de matériel ferroviaire roulant (NACE groupe 35.2)
Principaux indicateurs, 2000

	B	DK	D	EL (1)	E	F	IRL	I	L	NL	A (2)	P	FIN	S (1)	UK
Production (millions d'euros)	:	57	4 227	:	999	2 091	:	1 180	0	:	930	205	66	649	2 260
Nombre de personnes occupées (milliers)	:	0	25	0	8	14	:	8	0	:	4	3	1	4	12
Valeur ajoutée (millions d'euros)	:	21	1 188	:	319	553	:	279	0	:	238	82	24	171	699
Achats de biens et services (millions d'euros)	:	39	3 152	:	694	1 504	:	853	0	:	729	121	42	487	1 584
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros) (3)	:	:	1 242	:	268	606	:	298	0	:	199	69	22	146	552
Investissem. bruts corporels (millions d'euros) (4)	:	:	91,7	:	39,8	:	:	22,5	:	:	26,5	3,0	1,0	14,6	:
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)	:	53,0	47,5	:	42,2	39,7	:	33,1	:	:	62,2	27,2	37,4	47,9	57,9
Productiv. simple du travail ajust. des sal. (%) (3)	:	:	95,6	:	118,8	109,5	:	93,6	:	:	119,9	118,0	109,5	117,4	126,8
Taux brut d'exploitation (%) (3)	:	:	-1,2	:	5,3	2,4	:	-1,6	:	:	4,4	5,6	5,3	4,6	6,7

(1) 1999. (2) 1998. (3) F, 1999. (4) D, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent_l_ms).

Tableau 12.19

Construction aéronautique et spatiale (NACE groupe 35.3)
Principaux indicateurs, 2000

	B	DK	D	EL (1)	E	F	IRL	I	L	NL	A	P	FIN	S (1)	UK
Production (millions d'euros)	1 251	69	16 035	201	1 897	36 939	:	5 018	:	669	:	111	63	1 558	27 496
Nombre de personnes occupées (milliers)	7	1	70	4	12	79	:	28	:	:	:	2	1	11	118
Valeur ajoutée (millions d'euros)	517	22	5 775	162	767	6 641	:	1 699	:	235	:	48	42	666	10 982
Achats de biens et services (millions d'euros)	731	49	10 347	42	1 224	30 509	:	2 768	:	453	:	70	21	918	17 690
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros) (2)	351	34	4 210	132	449	4 279	:	1 198	:	178	:	40	33	479	5 944
Investissem. bruts corporels (millions d'euros) (3)	89,2	:	467,8	:	166,2	:	:	152,0	:	:	:	14,4	2,0	52,6	:
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)	69,6	32,0	82,4	39,0	65,2	84,4	:	59,7	:	:	:	23,1	49,9	58,9	93,2
Productiv. simple du travail ajust. des sal. (%) (2)	147,4	63,1	137,2	104,3	170,6	140,7	:	141,8	:	132,1	:	119,0	128,2	139,1	184,8
Taux brut d'exploitation (%) (2)	13,2	-15,8	10,1	3,2	17,3	5,1	:	9,3	:	9,0	:	6,4	14,9	12,5	18,1

(1) 1999. (2) DK et F, 1999; EL, 1998. (3) D, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent_l_ms).

Tableau 12.20

Fabrication de motocycles et de bicyclettes (NACE groupe 35.4)
Principaux indicateurs, 2000

	B	DK	D	EL (1)	E	F	IRL	I	L	NL (2)	A	P	FIN	S (3)	UK
Production (millions d'euros)	:	69	1 065	8	778	1 028	:	4 037	0	416	179	76	16	172	641
Nombre de personnes occupées (milliers)	:	1	7	0	4	7	:	20	0	3	1	2	0	1	3
Valeur ajoutée (millions d'euros)	:	24	324	3	130	253	:	939	0	113	50	26	5	53	188
Achats de biens et services (millions d'euros)	:	54	825	7	996	864	:	3 713	0	336	136	54	12	126	473
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros) (4)	:	18	250	1	103	210	:	595	0	65	26	19	4	40	122
Investissem. bruts corporels (millions d'euros) (5)	:	:	18,2	:	35,8	:	:	162,0	:	:	5,0	5,8	0,3	9,8	:
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)	:	46,0	45,6	28,0	33,6	36,2	:	48,0	:	:	61,0	16,2	39,6	47,9	57,6
Productiv. simple du travail ajust. des sal. (%) (4)	:	132,8	129,6	214,3	126,1	122,3	:	157,9	:	173,4	194,6	139,4	142,1	133,0	154,7
Taux brut d'exploitation (%) (4)	:	7,9	6,7	15,6	2,5	4,6	:	8,0	:	11,0	13,6	9,8	9,9	7,3	10,1

(1) 1998, sauf personnes occupées, 1999.

(2) 1998, sauf personnes occupées.

(3) 1999.

(4) DK et F, 1999.

(5) D, 1998.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent_l_ms).

Tableau 12.21

Fabrication d'autres matériels de transport (NACE division 35)
Principaux indicateurs, 2000

	BG	CY (1)	CZ	EE	HU	LV	LT	MT	PL	RO	SK	SI (2)	TR
Production (millions d'euros)	109	4	668	71	185	86	112	:	2 951	644	182	95	:
Nombre de personnes occupées (milliers) (3)	10	0	24	3	7	5	7	:	90	68	9	:	:
Valeur ajoutée (millions d'euros)	33	2	247	23	34	33	40	:	740	285	41	37	:
Achats de biens et services (millions d'euros)	83	:	607	51	110	51	72	:	2 378	414	132	62	:
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)	24	:	152	12	53	21	36	:	666	208	44	34	:
Investissements bruts corporels (millions d'euros) (4)	8,1	0,1	24,9	6,3	0,1	5,9	5,8	:	163,3	28,8	5,9	5,3	:
Productiv. apparente (milliers d'euros/pers. occ.) (3)	3,3	15,4	10,5	8,6	4,8	6,2	6,0	:	8,6	4,2	4,3	:	:
Productivité simple du travail ajust. des salaires (%)	137,6	:	161,9	187,6	65,1	159,1	110,6	:	111,1	136,9	93,2	106,7	:
Taux brut d'exploitation (%)	8,2	:	11,9	14,2	-8,9	15,2	3,4	:	2,7	12,9	-1,4	2,5	:

(1) 1998.

(2) 1999.

(3) PL, 1998.

(4) CZ, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter_cc).